

هكذا من الأدب

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16320 - 7,50 F

VENDREDI 18 JUILLET 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE DES LIVRES

■ Cent livres pour l'été
■ Les légendes juives



Le récit de la passe d'armes entre M. Jospin et M. Chirac

LE SEPTIÈME conseil des ministres de la cohabitation, mercredi 16 juillet, a été le théâtre d'une passe d'armes à fleurs mouchetées entre Lionel Jospin et Jacques Chirac. Répondant aux critiques exprimées par le chef de l'Etat, le 14 juillet, le premier ministre s'est livré à une lecture de la Constitution sur les « prérogatives » respectives des deux têtes de l'exécutif. M. Jospin a contesté que le président de la République ait « le dernier mot » sur des sujets ayant trait à la politique intérieure. Tout en reconnaissant à M. Chirac le droit de porter des appréciations sur la politique du gouvernement, il est revenu sur les propos tenus par le président sur la régularisation des sans-papiers et le financement des mesures nouvelles prises par le gouvernement. M. Chirac a répondu qu'il avait le droit et le devoir de s'exprimer tout en se disant désireux de laisser le gouvernement travailler. Le Monde fait le récit de cet échange.

Lire page 5

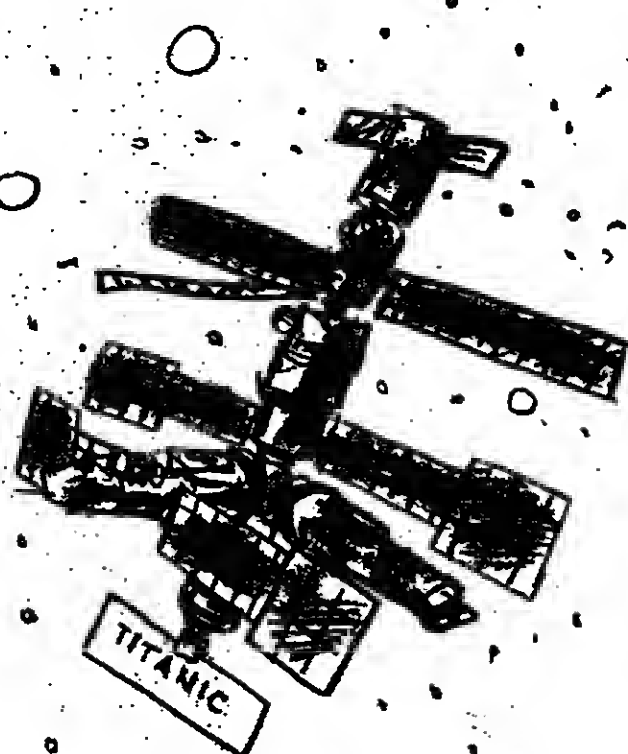
Les cosmonautes de la station Mir accumulent pannes et défaillances

Un câble débranché par erreur les prive provisoirement d'ordinateurs

LA STATION spatiale Mir a été privée d'énergie, jeudi 17 juillet, après que les cosmonautes eurent débranché par erreur le câble reliant le tableau de bord aux ordinateurs. A la suite de cette mauvaise manipulation, le système d'orientation de la station s'est désorienté, ce qui a provoqué le déchargement complet des batteries. Les trois hommes à bord de Mir se sont donc retrouvés privés d'énergie. Le Centre des vols russes a indiqué qu'une évacuation des cosmonautes n'était pas à l'ordre du jour.

Ce nouvel incident vient s'ajouter à la longue série d'ennuis que connaît Mir depuis sa collision, le 25 juin, avec un vaisseau-cargo. Les responsables russes sont aussi confrontés à une défaillance humaine. Après les problèmes cardiaques qu'a connus le commandant, Vassili Tsibliev, les médecins lui ont interdit de participer à la réparation reportée à la nuit du 24 au 25 juillet. Les Russes ont demandé à la NASA d'autoriser l'astronaute américain présent à bord à remplacer Tsibliev pour cette opération.

Lire page 16



Thomson-CSF : nouvelle procédure de privatisation

L'Etat garde la maîtrise du groupe de défense

LE GOUVERNEMENT français est bien décidé à privatiser le groupe d'électronique de défense Thomson-CSF. Le ministre de l'Economie, des finances et de l'Industrie, Dominique Strauss-Kahn, l'a reconnu, pour la première fois ouvertement, mercredi 16 juillet. Le premier ministre Lionel Jospin l'avait implicitement annoncé à la fin de la semaine dernière, en mettant un terme à la vente de gré à gré de Thomson-CSF engagée par son prédécesseur, Alain Juppé. Opposé, comme l'ensemble de la gauche, à la privatisation de Thomson-CSF lors de la campagne électorale des législatives, M. Jospin avait précisé, le 11 juillet, que l'actionnariat public de Thomson-CSF (58 % actuellement) avait vocation à n'être, à terme, que « déterminant » et non majoritaire.

Une nouvelle procédure de privatisation - la troisième en l'espace d'un an et demi - va donc être lancée dans les prochains semaines. Le gouvernement veut boucler ce dossier d'ici la fin de l'année. A la différence du précédent processus, il ne s'agit plus de vendre les parts de l'Etat dans Thomson-CSF à un repreneur. Cette fois-ci, le poids de l'Etat

dans le capital du groupe sera réduit à la faveur des alliances que ce dernier passera avec d'autres industriels.

Ces alliances devront d'abord s'inscrire dans un cadre national. Elles concerneront donc des groupes comme Alcatel, Dassault, Aerospatiale ou Matra, qui pourraient entrer au capital de Thomson-CSF en échange de l'apport de certaines de leurs activités. Ensuite, l'un de ces groupes - le favori semble être Alcatel - pourrait devenir l'opérateur chargé de négocier des alliances européennes. Il reste à préciser les rôles respectifs de l'Etat, de l'opérateur et de la direction de Thomson-CSF et, bien entendu, les noms des firmes partenaires et leur hauteur au capital. Il faudra aussi déterminer la forme juridique que doit prendre cette privatisation et trouver un façon non contestable de désigner l'opérateur.

La participation de l'Etat pourrait se réduire à une minorité de blocage (33 %), voire à une action spécifique, ou un simple pacte d'actionnaires.

Lire page 11 et notre éditorial page 10

■ Elargissement de l'Union européenne

Les propositions de la Commission sur l'élargissement à l'Est sont critiquées pour leur manque d'ambition. p. 2

■ La dette de Jean-François Mancel

Le président du conseil général de l'Oise devra rembourser, avec deux autres personnes, 600 000 F de dépenses indûment payées par le département. p. 8

■ L'énigme du vol TWA 800

Un an après l'explosion en vol du Boeing 747 de la TWA, les enquêteurs n'ont toujours pas déterminé avec certitude l'origine de la catastrophe. p. 3

■ Le Tour au repos

Au terme d'une étape remportée par Laurent Desbiens, après le décès d'un coureur ukrainien, le peloton a été transféré de Perpignan à Saint-Etienne, pour une journée de repos. p. 14 et 15

■ Blueberry

La suite des aventures du célèbre lieutenant de bande dessinée. p. 23

■ L'ex-Mandchourie entre Chine et Japon

L'influence et les investissements japonais restent prédominants dans cette région au nord-est de la Chine. p. 9

Allemagne, 3 DM; Autriche, 2 S; Belgique, 20 F; Canada, 2 \$; Espagne, 160 P; France, 100 F; Grèce, 140 Dr; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Pays-Bas, 100 G; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 100 Fr; Taiwan, 100 N; USA, 1 \$; Israël, 1 NIS.

M 0147-710-750 F



Les îles au trésor de Charles le comptable

DUBLIN

de notre correspondant

Quand Charles Haughey fut contraint de démissionner de son poste de premier ministre d'Irlande, en février 1992, après le cinquième putsch contre lui au sein de son parti, il prononça un discours d'adieu plein d'émotion devant le Parlement. Citant *Othello*, il s'excusa : « J'ai rendu quelques services à l'Etat, et il le sait ». C'est le même homme qui s'est présenté à la mi-juillet devant un tribunal de Dublin pour être jugé sur l'un des scandales les plus extraordinaires de l'histoire irlandaise, et dont il est le personnage central. L'image de ce self-made-man qui dirigea d'une main de fer le Fianna Fail et que l'on surnommait le « Patron » a risqué fortement d'en pâtir. Car « Charlie » a dû reconnaître que ses affaires personnelles avaient été gérées pendant plus de trente ans par un comptable de ses amis - fort opportunément mort d'une crise cardiaque - qui avait sollicité les dons de partisans fortunés, dont le propriétaire d'une grande chaîne de magasins d'épicerie, Ben Dunne. Ces contributions ont financé un train de vie d'un million de livres par jour (environ 10 000 francs).

Après avoir longtemps démenti ces accusations, M. Haughey a déclaré avoir ignoré la provenance et le montant de ces dons jusqu'en 1993. Puis, dans ce qui devrait entrer dans les annales de la litote irlandaise, il a admis « une sérieuse bêtise dans la gestion de [ses] affaires financières ». Pourtant, cela faisait des années que ses adversaires politiques colportaient des rumeurs sur l'écarter entre le revenu déclaré et les signes extérieurs de richesse de ce comptable d'origine modeste. Une fois ministre, il disait avoir coupé tous ses liens avec les affaires, ce qui ne l'empêcha pas d'acquiescer des propriétés somptueuses.

Charles Haughey vit dans une élégante demeure du XVIII^e siècle, située dans un immense parc au nord de Dublin. Il s'est offert une île au large du Kerry pour une somme supérieure à son salaire annuel de ministre. Il s'y rend à bord d'un yacht estimé à 1 million de francs. Il possède aussi des chevaux de course et du bétail à pedigree.

Mais c'est d'une autre île que sont venus tous ses ennemis, le paradis fiscal des Caïmans. C'est là, sur un compte secret, que Ben Dunne lui a versé 1,1 million de livres (11 millions de francs) quand il était *treasurer* (premier ministre), auquel il faut ajouter 210 000 livres (2,1 millions de francs) d'effets

bancaires donnés de la main à la main. « J'avais de la peine pour lui », a dit M. Dunne pour se justifier.

Les amis de M. Haughey - dont le nouveau *treasurer*, Bertie Ahern - ont été stupéfiés par l'ampleur de ces révélations et leurs implications politiques. Le fameux compte des *Isles Caïmans* recèlerait 30 ou 40 millions de livres (300 à 400 millions de francs) appartenant à des bénéficiaires anonymes qui ont vite transféré leur argent vers des endroits plus sûrs. Et, pourtant, le « Patron » continue d'affirmer qu'il ignorait tout de ce compte; probablement un de ces « détails » dont son comptable avait omis de l'informer.

Pourtant, lui a fait remarquer le juge, vous étiez vous-même comptable ? Oui, et un comptable bien crédible, a-t-il admis. Il continue de se défendre d'avoir accordé quelque avantage que ce soit en échange de ces faveurs. Mais l'Histoire a ses ironies. Quand il était *treasurer*, M. Haughey avait fait la leçon à ses concitoyens sur le danger de vivre au-dessus de ses moyens. Sa réputation brisée, il pourra méditer un autre vers d'*Othello* : « Mets de l'argent dans ta bourse... »

John Horgan

Lire page 7

Pour une protection sociale universelle

LA CAUSE serait entendue : à grands renforts de sondages, il apparaît qu'une majorité de Français (73 %) seraient favorables à une réforme « en profondeur » des allocations familiales, selon l'IFOP, ou près des deux tiers (62 %) « plutôt » on « tout à fait d'accord » avec leur suppression pour les foyers avec deux enfants gagnant plus de 25 000 francs par mois, selon l'IPSOS.

Au nom de l'équité, préférable à la notion désuète et parfois fallacieuse de l'égalité, les modernes approuvent le plafonnement prévu par le premier ministre et, sous couvert de solidarité, une partie de la gauche, dont les socialistes, salue le courage de Lionel Jospin. A l'inverse, le groupe de pression familialiste pousse des cris d'orfraie et, fort de ses valeurs traditionnelles, y voit une dangereuse atteinte à la politique de natalité.

A droite, des voix s'élèvent pour condamner la remise en question du principe de l'aide sans conditions de ressources et veut croire

que le gouvernement vient de commettre son premier impair. Quant aux syndicats, embarrassés, ils balancent entre le rejet, pour la CFTC, la demande d'une remise à plat plus large, pour la CGDT, ou l'extrême réserve, pour la CGT, voire pour Force ouvrière.

Il faut pourtant dire que le problème est mal posé et, plus précisément, qu'il introduit, sous des accents démagogiques de part et d'autre, de la confusion dans un débat qui mériterait une autre ampleur de vue. Ce n'est pas avec les accusations ou les sous-entendus vichystes, ni avec des arrière-pensées libérales ou l'invocation rétrograde d'injustices, que l'on fait avancer la réflexion sur l'essentiel : le rôle et la place d'un système de protection sociale dans une société menacée par la destruction ou, pour l'affirmer plus pompeusement, le maintien du pacte social.

Alain Lebaube

Lire la suite page 10

Sculpter en rond



RICHARD DEACON

A QUARANTE-HUIT ANS, le sculpteur Richard Deacon est l'un des artistes britanniques les plus souvent exposés. Il est à Rochecourt (Haute-Vienne) avec ses formes rondes, faussement molles, qui cherchent le point d'équilibre et la cohérence.

Lire page 18

International	2	Finances/marchés	12
France	5	Aujourd'hui	14
Société	7	Jour	17
Cronique	8	Météorologie	17
Horaires	9	Culture	18
Entreprises	11	Radio-Télévision	22

UNION Le président de la Commission de Bruxelles, Jacques Santer, a présenté, mercredi 16 juillet, devant le Parlement européen, à Strasbourg, ses propositions desti-

nées à préparer l'élargissement de l'Union à dix pays d'Europe centrale et orientale. ● LA COMMISSION suggère pour l'heure d'ouvrir les négociations d'adhésion à cinq d'entre-

eux - la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et l'Estonie - ainsi qu'à Chypre au début de l'année 1998. ● CETTE PROPOSITION, qui a soulevé nombre de

critiques, doit être évaluée par le conseil européen de Luxembourg en décembre. Elle suppose d'ores et déjà que soient envisagées des réformes importantes dans le fonc-

tionnement de l'Union, notamment en matière de politique agricole (PAC) et dans la gestion de l'aide aux régions défavorisées par le biais des fonds structurels.

L'élargissement de l'Europe ouvre une période de dures négociations

Le président de la Commission européenne, Jacques Santer, a recommandé, mercredi 16 juillet à Strasbourg, l'ouverture de pourparlers d'adhésion début 1998 avec six des onze pays candidats : la Hongrie, la République tchèque, la Pologne, la Slovaquie, l'Estonie et Chypre

STRASBOURG
(Union européenne)
de nos envoyés spéciaux
Dans l'esprit de la Commission européenne, l'Agenda 2000 que présentait mercredi 16 juillet son président, Jacques Santer, devant le Parlement européen, à Strasbourg, constitue « le fondement de l'architecture européenne du XXI^e siècle ». L'ambition est grande : il s'agit d'adapter les politiques communes (principalement politique agricole et fonds structurels) à « un monde qui change », mais surtout de préparer l'élargissement aux dix pays d'Europe centrale qui sont candidats et à Chypre.

Le débat a permis de vérifier que, tant pour la Commission que pour l'Assemblée, le nouveau grand chantier pour l'Europe, à côté de la mise en place de l'Union monétaire, est bien l'élargissement à l'Est, que M. Santer a qualifié de « chance unique, historique, de réconcilier notre continent avec lui-même ».

Le collège propose d'ouvrir les négociations au début de 1998 avec cinq des pays d'Europe centrale qui sont candidats : la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et l'Estonie. Le président de la Commission s'est montré convaincu que le Conseil européen de Luxembourg validerait cette proposition lors de sa réunion en décembre.

Plusieurs députés ont déploré que tous les pays candidats ne soient pas traités sur un pied d'égalité. Jean-Claude Pasty (RPR) a parlé de « choix malséants, arbitraire et provocateur ». Catherine Lamure (Energie radicale) a évoqué « les risques de frustration et de déstabilisation » dans les Etats écartés de la première vague. M. Santer, ainsi que le commissaire chargé de l'élargissement, Hans van den Broek, ont rejeté cette critique, réaffirmant que la volonté de la Commission est bien de faire en sorte que les dix pays d'Europe centrale et Chypre

adhèrent au bout du compte à l'Union. Ceux avec lesquels la Commission propose d'engager les pourparlers au début de l'année prochaine ont été choisis pour des « raisons strictement objectives ». Sans être complètement prêts aujourd'hui pour l'adhésion, ils devraient pouvoir remplir sans difficultés majeures les critères politiques et économiques définis par l'Union en 1993 à Copenhague.

M. Le Pensec redoute un « démantèlement » de la PAC

Les propositions de la Commission contenues dans le document « Agenda 2000 », et notamment son volet agricole, provoquent de vives réactions dans les milieux politiques et professionnels français. Louis Le Pensec, ministre de l'Agriculture et de la pêche, craint qu'on ne s'achemine vers « un démantèlement de la politique agricole commune (PAC) et redoute des « déséquilibres dans les aides compensatoires... au détriment de l'élevage bovin extensif en particulier ». Luc Guyan, président de la FNSEA, reçu par Lionel Joseph le 16 juillet, estime que la Commission « s'inspire bêtement du libéralisme économique à l'anglo-saxonne et capitaliste ». Le président de la Coordination rurale, Jacques Laigneau, note que ces propositions annoncent une « catastrophe sociale et écologique, un danger pour la santé humaine, une décadence de l'étranger... et la ruine des finances », tandis que François Dufour, porte-parole de la Confédération paysanne, estime qu'il faut « imposer comme préalable la question de l'emploi ».

Le Parlement, comme la Commission, considère que les réformes de la PAC doivent être réalisées en matière de réforme institutionnelle. « Dans son état actuel, l'Union est incapable de relever le défi du nouveau millénaire ; il ne s'agit pas de bricoler une ou deux réformes... L'important, c'est l'extension de la majorité qualifiée », a déclaré Klaus Hänsch (SPD), ancien président de l'Assemblée. C'est un sentiment partagé par l'ensemble de l'hémicycle. Une quarantaine d'eurodéputés, conduits par les Français Jean-Louis Boulanger (UDF) et Olivier Duhamel (PS) et par Daniel Cohn-

Bendit (Vert allemand), Antoinette Spaak (libérale belge) et Gianfranco Dell'Alba (radical italien), ont créé une association intitulée SOS-Europe, dont l'objet est de mobiliser l'Assemblée contre les insuffisances du traité d'Amsterdam.

Le Parlement, comme la Commission, considère que les réformes de la PAC doivent être réalisées en matière de réforme institutionnelle. « Dans son état actuel, l'Union est incapable de relever le défi du nouveau millénaire ; il ne s'agit pas de bricoler une ou deux réformes... L'important, c'est l'extension de la majorité qualifiée », a déclaré Klaus Hänsch (SPD), ancien président de l'Assemblée. C'est un sentiment partagé par l'ensemble de l'hémicycle. Une quarantaine d'eurodéputés, conduits par les Français Jean-Louis Boulanger (UDF) et Olivier Duhamel (PS) et par Daniel Cohn-

UNE CIG DE RATTRAPAGE

La Commission suggère aux gouvernements, défilants lors du Conseil européen, de prévoir une Conférence intergouvernementale de rattrapage à l'issue du prochain sommet. Comment espérer convaincre les quinze de décider des réformes institutionnelles qu'ils viennent de refuser, se sont inquiétés les parlementaires ? Optimiste, M. Santer a répondu : « C'est toujours sous la pression que l'Union agit ; si on veut réussir l'élargissement, une CIG est nécessaire peu après le début de l'an 2000 pour préparer les premières adhésions entre 2001 et 2003. »

Ph. L. et M. S.

Les cinq candidats de l'Est en chiffres

● POLOGNE

Avec une population de 38,6 millions d'habitants, la Pologne est le plus grand et le plus peuplé de tous les pays candidats. Dans son avis, la Commission estime qu'il s'agit d'une démocratie disposant d'institutions stables, bien que la liberté de la presse soit limitée et que les procédures d'indemnisation des personnes expropriées par les nazis ou les communistes doivent encore être complétées. La Pologne peut être considérée comme une économie de marché viable bien que la stabilisation à long terme rende nécessaire une réforme du système des retraites et de la sécurité sociale, de même que du secteur bancaire, souligne la Commission. Son PIB par habitant est de 31 % de la moyenne communautaire. Son agriculture, qui emploie 27 % de la population active et fournit 6,6 % de la production nationale, doit être modernisée.

● HONGRIE

C'est l'un des pays favoris de la Commission : la Hongrie, dit Bruxelles, est une démocratie disposant d'institutions stables, respectueuse des droits de l'homme et des minorités, même si la corruption est importante. Son économie de marché est dans une bonne position pour soutenir à moyen terme la concurrence de l'UE. Elle a relativement bien transposé la législation communautaire, même dans le secteur agricole. Les 10,2 millions de Hongrois ne disposent que d'un revenu par habitant égal à 37 % de la moyenne communautaire. Après la récession de 1989 à 1993, l'économie a commencé à croître à nouveau à un faible rythme. - (Reuters)

● RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La Commission demande des réformes supplémentaires avant son adhésion. La République tchèque,

candidate depuis 1996, est, selon Bruxelles, une démocratie disposant d'institutions stables, même si la liberté de presse et le traitement réservé aux tziganes posent problème.

Ce pays de 10,3 millions d'habitants, dont le revenu est de 55 % de la moyenne communautaire, a fait d'énormes progrès d'après la Commission. C'est une économie de marché viable qui connaît l'un des taux de chômage les plus bas d'Europe. De récentes turbulences prouvent que plus d'efforts sont nécessaires pour le contrôle du système financier.

● SLOVAQUIE

Elle est le plus riche des candidats. La Commission estime que la Slovaquie est une démocratie disposant d'institutions stables qui garantissent le respect de la règle de droit et des minorités, même si la lutte contre la corruption rencontre d'énormes problèmes. Elle possède un PIB par habitant qui s'élève à 59 % de la moyenne communautaire, presque au niveau espagnol. Les deux millions de Slovaques vivent dans une économie de marché viable, largement privatisée.

● ESTONIE

L'Estonie a obtenu les meilleures notes des trois pays baltes. C'est une démocratie qui dispose d'institutions stables, mais la Commission estime qu'elle doit faire plus pour accélérer l'intégration d'une importante minorité russe. L'Estonie - 1,5 million d'habitants - est pauvre, puisque son PIB par habitant n'est que de 23 % de la moyenne communautaire, mais ses réformes économiques - libéralisation du commerce extérieur et privatisation du secteur public - sont appréciées à Bruxelles. C'est une économie de marché qui devra consentir des efforts pour soutenir la pression concurrentielle.

Une réforme « au ras des pâquerettes »

STRASBOURG
(Union européenne)
de nos envoyés spéciaux
C'est un programme de travail d'un conservatisme raisonnable,

ANALYSE

Par manque d'audace, une occasion stratégique a été manquée

mais dépourvu de vision, que la Commission européenne, sous le vocable pompeux d'« Agenda 2000 », vient de soumettre aux quinze pour les sept années à venir. Afin d'accompagner les négociations d'adhésion qu'elle recommande d'engager avec six des onze candidats, elle propose d'adopter, sans pour autant les remettre en question, la politique agricole commune (PAC) et celle d'aide aux régions défavorisées pratiquée par le truchement des fonds structurels.

Les pays qui bénéficient largement de ces politiques, dont la France pour la PAC, l'Espagne et les pays du sud de l'Union pour les fonds structurels, protestent contre des réformes qui les priveront, très modérément, d'une manne communautaire à laquelle

ils ont pris goût. Néanmoins, au bout du compte, d'ici un an ou dix-huit mois, ils se rallieront sans doute à un compromis assez voisin de ce que préconise la Commission, dans la mesure où toute autre solution coûterait plus cher et où les gouvernements sont immanquablement à la nécessité de se montrer économes, autrement dit de ne pas relever le plafond des ressources mises à la disposition du budget communautaire, soit 1,27 % du PIB de l'Union.

Conçu pour aller de l'avant sans provoquer de drames, cet « Agenda 2000 » n'a néanmoins pas la moindre chance de relancer l'intérêt de l'opinion pour une construction européenne gravement en panne, comme vient encore de l'illustrer, à Amsterdam, l'impulsion des chefs d'Etat et de gouvernement à décider une réforme des institutions, pourtant indispensable pour que l'Union élargie puisse fonctionner dans des conditions à peu près satisfaisantes.

UN ÉLARGISSEMENT AU RABAIS

Bon nombre de dirigeants bruxellois reconnaissent en privé que l'« Agenda 2000 » se situe « très au ras des pâquerettes », manque d'audace, bref qu'une occasion stratégique - la Commission n'a que rarement l'opportunité de soumettre des propositions contraignant l'activité européenne sur plusieurs années - a été manquée.

En dépit de quelques phrases creuses sur les « chances » qu'il représente, l'élargissement aux pays d'Europe centrale apparaît plus imposé que voulu, les quinze s'inclinant devant ce qu'il est convenu d'appeler une « nécessité historique ». N'est-ce pas, en fait, un élargissement au rabais que l'Union, si elle suit la Commission, offre à cinq d'entre eux, sans libre circulation des personnes ou des produits agricoles avant dix ou quinze ans ? Pourquoi cinq élus, alors que, de l'avis même des services communautaires, si l'on veut respecter les critères définis à Copenhague en 1993, seulement trois d'entre eux - la Hongrie, la Pologne et la République tchèque -, au maximum quatre (avec la Slovaquie), seront prêts à adhérer vers le milieu de la prochaine décennie ? L'inclusion de l'Estonie dans la liste apparaît comme une anomalie qu'aucune raison objective ne justifie.

L'impression donnée par la Commission est qu'elle orchestre un repli. Les quinze sont invités à modérer leurs appétits pour permettre l'élargissement. Impression d'autant plus absurde que la modernisation de la PAC, qui continuera à absorber 45 % du budget, est indispensable, élargissement ou pas, en prévision du nouveau cycle de négociations

commerciales internationales qui débutera en 1999 dans le cadre de l'OMC. En outre, le succès des efforts entrepris depuis dix ans pour permettre le rattrapage des régions les moins favorisées de l'UE autorise à alléger, avec ou sans élargissement, le niveau des dépenses structurelles.

PALIMPSEST

L'opinion a regretté l'inefficacité de l'Europe dans le conflit yougoslave, son absence au Moyen-Orient, au Zaïre, son incapacité à mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune, comme le prévoyait pourtant le traité de Maastricht. Elle vient d'assister, à peine étonnée, aux palinodes de la Conférence intergouvernementale (CIG) et a compris qu'un tel trompait quand on tentait - Jacques Santer en tête - de lui présenter le traité d'Amsterdam comme un succès ouvrant dans des conditions à peu près satisfaisantes la voie à l'élargissement.

Mais le citoyen est surtout sensible aux effets, ressentis comme destructeurs, de la mondialisation et se détournera davantage de la construction européenne s'il n'a pas le sentiment que celle-ci peut l'aider à y faire face. Dans le prolongement de la résolution sur la croissance et l'emploi adoptée à la demande de la France à Amsterdam, la Commission aurait pu tenter à nouveau de mobiliser les quinze pour apaiser ces inquiétudes, mettre l'accent sur une imagination renouvelée sur les efforts à faire en matière de formation, de recherche, de technologies nouvelles. Le « blues » des Européens, qui grandit de façon inquiétante à trop à voir avec les 18 millions de chômeurs que compte l'Union et les défis industriels qui y sont liés pour que ces problèmes soient traités de façon presque balayée lorsqu'on débattre de l'action collective à entreprendre à long terme. La Commission, en l'oublant, a manqué le coche.

L'Europe des quinze, déjà trop diverse, semble incapable d'innover, de dépasser l'acquis. Elle peine à mettre en place l'Union monétaire, principal objectif du traité de Maastricht. Si la nécessité de l'élargissement est indéniable, celui-ci risque fort d'aggraver l'actuelle impuissance de l'Union. L'échec d'Amsterdam est imputable en partie au mauvais fonctionnement du tandem franco-allemand. La première démarche à faire pour la France, si elle veut écarter le risque d'un rejet grave, est de redéfinir avec les Allemands les conditions du retour à une coopération constructive.

Philippe Lemaître et Marcel Scott

La Belgique et la France s'efforcent de gommer leur différend sur Dassault

BRUXELLES
de notre correspondant
La visite officielle de Jacques Chirac en Belgique a été l'occasion, pour le gouvernement, de mettre un terme à l'un des contentieux perturbant les relations entre Paris et Bruxelles. Le président de la République a annoncé, mercredi 16 juillet, qu'Elisabeth Guigou, le garde des sceaux, avait décidé, après un entretien avec son homologue belge de transmettre, « tout ce qui était transmissible » du dossier concernant le versement de pots-de-vin à des partis politiques belges par l'avionneur français Serge Dassault.

Ces documents devraient être envoyés dès ce jeudi en Belgique « à l'exception d'un ou deux touchant à la sécurité nationale française et qui n'ont pas d'intérêt pour la justice belge », a précisé le président français. Ce dernier a qualifié de « sage » cette décision qui met fin à la rétention de ces pièces décidée à la fin de l'année 1996 par Jacques Toubon, le prédécesseur d'Elisabeth Guigou.

Le ministre belge de la justice s'est déclaré satisfait de la nouvelle attitude française, « qui va dans le sens de ce que nous avions demandé ». A plusieurs reprises, les responsables belges avaient mani-

festé vivement leur irritation sur ce sujet, car ils craignaient que la rétention de ces pièces, saisies à Paris en 1995 au siège de la société Dassault, bîme que la procédure judiciaire en cours contre plusieurs anciens ministres, alors que la prescription prenait effet au début de l'année 1998.

En revanche, Jacques Chirac et le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, n'ont pas pu trouver de terrain d'entente sur le maintien, par les autorités françaises, des contrôles policiers et douaniers à la frontière franco-belge. Paris fait jouer la clause d'exception prévue par les accords de Schengen, qui n'inscrivent la suppression des contrôles aux frontières des pays de l'Union européenne participant à l'accord. « J'ai toujours de la peine quand je parle de Schengen avec mon ami Jean-Luc Dehaene », a regretté Jacques Chirac, qui a de nouveau expliqué la raison de l'attitude française : la lutte contre le trafic de drogue en provenance des Pays-Bas, où la législation concernant ces substances prohibées est beaucoup plus libérale qu'en France.

Le président français a lu devant la presse la liste et les quantités des diverses drogues saisies à la frontière franco-belge ces derniers

mois, en insistant particulièrement sur l'écas, « cette saloperie qui détruit notre jeunesse ». Jacques Chirac a néanmoins accepté la proposition belge que soit organisée, dans les prochains mois à Bruxelles, une réunion rassemblant la France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ; elle tenterait de rapprocher les points de vue, jusque-là inconciliables, entre Paris et La Haye sur la question de la drogue.

« Ici, on est un peu en famille », a déclaré M. Chirac

Cette divergence persistante n'a pas empêché Jacques Chirac et Jean-Luc Dehaene d'user et d'abuser de métaphores familiales pour qualifier les relations franco-belges : « Ici, on est un peu en famille », a déclaré un président de la République qui espère que ces parents belges ne vont pas se déchirer entre eux. « Nous tenons à l'unité de la Belgique comme à celle de la France », a-t-il affirmé. Jacques Chirac ne veut pas non plus accorder de privilège à l'une

ou l'autre des composantes du pays. « Nous avons des relations très privilégiées avec toute la Belgique », a-t-il martelé en réponse à ceux qui subaltaient que Paris entretenne des relations spécifiques avec la partie francophone du pays, à l'image de celles qui ont été établies entre la France et le Québec.

Devant la Commission européenne, jeudi après-midi, le président français devait - selon son entourage - expliquer qu'un débat va maintenant s'engager sur la liste des pays candidats à l'adhésion et avec lesquels des négociations doivent s'ouvrir début 1998. « Il importe que tous les candidats soient jugés sur les mêmes critères objectifs », entendait rappeler le président.

Jacques Chirac ne devait quitter Bruxelles que vendredi matin. A l'issue de sa visite officielle en Belgique et à l'Union européenne, il participera, jeudi soir, à l'Assemblée générale de l'Association des maires des grandes villes francophones. Jacques Chirac ne manquera aucune des manifestations importantes de cette association qu'il avait contribué à créer au temps où il était maire de Paris.

Luc Rosenzweig

Les attentats contre des Occidentaux se multiplient dans la zone serbe de Bosnie

Après celui de Prijedor, l'OTAN pourrait mener d'autres raids contre des criminels de guerre

Depuis le raid de l'OTAN à Prijedor, dans le nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine, destiné à arrêter des responsables de l'épuration ethnique, et

qui s'est soldé par la mort de l'un des Serbes vus, les forces de paix occidentales sont la cible d'attentats. D'autres sont à craindre, la police de

l'ONU ayant révélé la réception de lettres appelant à la « mort » des Occidentaux décrits comme des « occupants ».

LES ATTENTATS se multiplient contre les Occidentaux en Bosnie-Herzégovine, moins d'une semaine après l'opération de l'OTAN contre des criminels de guerre dans la région de Prijedor. Trois explosions ont visé, en quatre jours, des véhicules et des installations de l'ONU et de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), incapables de se défendre puisque désarmés.

Mardi 16 juillet, un soldat de la Force multinationale de l'OTAN (SFOR) a été poignardé à l'épaule. Il s'agit de la première agression directe contre un militaire occidental. Le même jour, la tension a encore monté d'un cran avec la réception de lettres appelant à « la mort de l'occupant et des trafics ». Signées par un « mouvement tchétchène » (extrémistes serbes) inconnus, ces lettres ont été déposées dans des boîtes aux lettres et sur des pare-brise de voitures dans plusieurs villes de la République serbe (RS), notamment à Doboj et Brčko. Un autre courrier, adressé au bureau de l'OTAN à Banja Luka, la principale ville de la RS, affirme que la SFOR doit désormais

« être considérée comme l'occupant en RS, ce qui mérite une punition nationale ».

Trois jours après la mort de Simo Drijaca, l'ancien chef de la police de Prijedor, et l'arrestation de Milan Kovacevic, l'ancien chef de l'exécutif de cette ville, une première explosion avait visé le quartier général régional de l'OTAN et de l'OSCE à Zvornik, endommageant un véhicule. Le lendemain, une seconde explosion dévastait l'appartement où vit un délégué de l'OSCE à Banja Luka. Enfin, dans la nuit de mardi à mercredi, une autre explosion a eu lieu près du

logement de deux policiers espagnols de l'ONU à Prijedor. Après l'opération de Prijedor, Biljana Plavsic, la présidente de la République serbe, avait prévenu qu'elle ne pourrait pas forcément contenir des réactions violentes de la population serbe.

« Nous ne parvenons pas à savoir si la direction serbe est impliquée dans ces attentats ou s'ils ne sont que des initiatives de chefs de guerre locaux », témoigne un officier de la SFOR. Il souligne toutefois qu'en Bosnie-Herzégovine les partis nationalistes et les forces de police exercent leur pouvoir de façon si

déterminée que la population ne prend généralement pas ce genre d'initiatives. « Nous pourrions voir dans ces attaques, certes limitées mais qui nous inquiètent, la marque de Radovan Karadzic, qui doit être aux abois depuis notre changement de politique », ajoute-t-il.

La première opération de traque des criminels de guerre, si elle s'est limitée à viser des chefs locaux, pourrait bien modifier considérablement l'atmosphère à travers le pays. L'annonce par le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye de l'existence d'une liste secrète de criminels de guerre va également y contribuer. Tous ceux qui ont participé à la « purification ethnique » peuvent dorénavant se considérer dans la ligne de mire de la communauté internationale, si cette dernière décide que de nouvelles arrestations sont nécessaires.

Cette question continue d'ailleurs d'agiter les observateurs et les capitales occidentales. Selon le *New York Times*, la France aurait refusé d'apporter son soutien à une seconde opération de capture de Bosno-Serbes recherchés pour crimes de guerre. Le quotidien américain indique que Washington projette des opérations similaires à celle menée à Prijedor par les commandos britanniques, notamment dans la région de Pale, la « capitale » des séparatistes serbes, où Radovan Karadzic gouverne toujours dans l'ombre.

Si Paris a « très fermement » démenti les affirmations du journal *New York Times*, rappelant que « les forces françaises en Bosnie obéissent aux règles d'engagement de l'OTAN », il n'en demeure pas moins qu'une drôle d'ambiance agite le quartier général de la SFOR à Sarajevo.

La semaine dernière, un officier supérieur confiait que, si la France a participé à la préparation et donné son accord concernant le raid de Prijedor, les Américains n'en demeurent pas moins très méfiants à l'égard de leurs collègues français. « Nos chefs ne veulent pas s'attaquer directement aux Serbes, avec lesquels nous entretenons des relations plutôt bonnes », confiait cet officier français, ajoutant que « Paris est d'accord pour donner un coup de fouet à un processus de paix moribond, à condition que les opérations militaires soient menées par les alliés ».

Rémy Ourdan

Vol TWA 800 : l'explosion reste inexpliquée

Un an après la catastrophe, les enquêteurs privilégient toujours l'hypothèse de l'incident mécanique, sans pouvoir l'étayer

WASHINGTON

de notre correspondant

Un an s'est écoulé depuis l'explosion en vol du Boeing 747 de la TWA, le 17 juillet 1996, au large des côtes de Long Island, et la promesse faite alors par Bill Clinton - « Nous trouverons », avait assuré le président - semble aujourd'hui dérisoire. Pour les enquêteurs et les familles des 230 victimes, les questions restent les mêmes, avec une désespérante absence de réponse. S'agit-il d'un incident mécanique ? Oui, selon toute vraisemblance, mais on ne peut le prouver. L'avion du vol 800, qui assurait la liaison New York-Paris, s'est-il désintégré à la suite d'un attentat terroriste (bombe ou missile) ? Improbable. Peut-on alors exclure définitivement l'une de ces hypothèses ? Non.

Le 14 juillet, un Boeing 747 a décollé de l'aéroport Kennedy de New York, pour le premier d'une série de dix vols d'essai. L'appareil, bardé de capteurs et d'instruments de mesure, doit permettre d'étudier six scénarios pouvant avoir causé la perte du vol 800. Quatre de ces simulations se concentrent sur la thèse d'un problème mécanique ayant entraîné une chaîne de réactions catastrophiques, alors que les deux dernières sont censées examiner celle de l'attentat. Tous ces scénarios ont un point commun : ils partent du postulat selon lequel l'explosion s'est produite dans le réservoir central.

Quelle fut l'origine de l'étincelle ayant mis le feu aux vapeurs de carburant concentrées dans le réservoir aux trois quarts vide ? Une pompe à carburant qui surchauffe ? L'électricité statique contenue dans le réservoir ? Un court-circuit de l'un des câbles entourant celui-ci ? Une étincelle électrique dans un réservoir d'huile qui se propage vers le réservoir central ? Une charge explosive si faible qu'elle ne laisse pas de « signature », comme celle d'une bombe plus importante ? Le fragment d'un missile, enfin, explosant à l'extérieur de l'avion et, pourquoi pas, un météoroite ?

La réponse à l'une de ces questions est la clé de l'énigme du vol TWA 800. Les vols de simulation ne permettront sans doute pas d'apporter une explication au drame, tout au plus de mieux comprendre comment, à l'avenir, on pourra empêcher la concentration de vapeurs au pouvoir détonant. De même, il est peu probable que l'expérience qui sera réalisée à la fin du mois en

Angleterre, consistant à placer des charges explosives autour d'un réservoir de Boeing 747, soit décisive. Au moins devrait-on en savoir plus sur la résistance à l'explosion des matériaux entrant dans la fabrication des réservoirs.

Plusieurs mois vont encore s'écouler avant que le Bureau national pour la sécurité des transports remette son rapport définitif, lequel pourrait fort bien ne pas lever l'incertitude. Une telle conclusion serait frustrante, à la fois pour les familles (notamment en raison des conséquences sur les indemnisations), les enquêteurs, ainsi que pour l'administration américaine - le fait qu'un attentat terroriste ne puisse être complètement écarté pose un grave problème de sécurité.

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ

L'accident du vol New York-Paris a en effet donné lieu à une enquête aux proportions sans précédent, dont le coût total pourrait approcher 50 millions de dollars (300 millions de francs), et qui a mobilisé quelque 700 agents du FBI. Près de 95 % du Boeing 747 de la TWA gisant au fond de la mer ont été remontés à la surface et réassemblés dans un hangar, comme un gigantesque puzzle.

La lenteur avec laquelle les familles des victimes ont été informées de cette enquête, les difficultés rencontrées pour récupérer les corps et, d'une manière générale, le manque d'égards des autorités et des responsables de la compagnie, ont contribué à entretenir un climat épouvanté. Un an plus tard, le bilan doit cependant être évalué à l'aune d'une moisson de modifications techniques et réglementaires de nature à renforcer la sécurité aérienne. C'est parce que l'administration a longtemps semblé privilégier la thèse de l'attentat que des scanners sophistiqués, capables de détecter des explosifs dans les bagages, vont être peu à peu installés dans une cinquantaine d'aéroports américains.

L'enquête a permis diverses améliorations techniques, en particulier pour la conception des réservoirs de carburant. Autres conséquences : des mécanismes de coordination entre services officiels ont été adoptés et une loi imposant une information et une prise en charge rapide des familles a été votée.

Laurent Zecchini

« Le Monde » sur une liste noire des médias en Russie

MOSCOU

de notre correspondant

Aux côtés d'autres organes de presse occidentaux, *Le Monde* a été inscrit sur une « liste noire », non officielle et non encore publiée, de médias étrangers auxquels les responsables russes seront priés de ne pas accorder d'interviews, selon de récentes déclarations de certains membres du Conseil de politique étrangère et de défense, un organe non gouvernemental, mais composé d'officiers ou de proches du pouvoir, qui a dressé cette liste. Ces déclarations ont été reprises par des médias et des télévisions russes. Les représentants du *Monde* à Moscou n'ont pas été informés de ce projet de mise à l'index.

Dans un rapport sur « la Russie et le monde » établi par un « groupe de travail » de ce Conseil et intitulé *L'image internationale de la Russie et de la communauté d'affaires russe*, il est reproché au *Monde* de participer à des « opérations extrêmement dangereuses pour la stabilité politique de la Russie » pour avoir publié « un barrage d'accusations contre Viktor Tchernomyrdine », le premier ministre russe. Les auteurs du rapport font peut-être allusion à un très court article rédigé à Paris fin mai 1997 sur la fortune supposée de M. Tchernomyrdine et reprenant des allégations déjà publiées depuis longtemps en Russie, notamment dans l'hebdomadaire *Otschela Gazeta*.

L'un des buts du Conseil de politique étrangère et de défense, présidé par Sergueï Karaganov, vice-président de l'Institut de l'Europe et propagateur des idées des services extérieurs de renseignement russes (SVR, ex-KGB), est d'améliorer l'image de la Russie à l'étranger. Le rapport estime que « la couverture des événements en Russie dans les médias occidentaux est majoritairement négative. Seules 16 % à 17 % des publications et opinions peuvent être considérées comme objectives et réalistes. Généralement

les critiques sont justifiées et pourraient aider la société et le gouvernement russes à comprendre et résoudre les problèmes majeurs de développement », poursuit le rapport. Cependant, estime ses auteurs, nous croyons que l'image de la Russie dans la presse occidentale est significativement plus négative que la réalité de la vie en Russie. « Estimant que des « campagnes visant à discréditer le monde des affaires russe et la Russie en général sont régulièrement organisées en Occident », le rapport propose la « création d'un système complet de contre-mesures pour les médias ». La « liste noire », qui n'est pas mentionnée dans ce texte, semble en faire partie.

UN ARTICLE DE 1991

Selon des déclarations des membres de ce Conseil, figureraient sur la « liste noire », aux côtés du *Monde*, le magazine américain *Forbes*, qui a récemment publié un article peu vaillant sur l'homme d'affaires et vice-secrétaire du Conseil (officiel) de sécurité, Boris Beresovskii, le quotidien américain *Washington Times*, ainsi que le quotidien italien *La Repubblica*, critiqué dans le rapport du Conseil pour un article défavorable à Boris Eltsine datant de... 1991. La liste ne serait pas encore complète. Parmi les membres du groupe de travail sur l'image de la Russie, on trouve Igor Malchenko, directeur de la télévision russe privée NTV et membre de l'équipe de campagne pour la réélection de Boris Eltsine. Le Conseil officieux de politique étrangère compte notamment pour membres Sergueï Iastrebinski, porte-parole du président Boris Eltsine, Iouri Batouline, secrétaire du Conseil (officiel) de défense, Igor Ivanov, premier vice-ministre des affaires étrangères ainsi que des militaires œuvrant au sein des organismes issus de la disparition du KGB.

Jean-Baptiste Naudet

Le déploiement de policiers palestiniens a ramené le calme à Hébron

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Israël a « catégoriquement rejeté », mercredi 16 juillet, le vote, la veille, par l'Assemblée générale des Nations unies, d'une résolution condamnant la colonisation juive des territoires palestiniens occupés. Estimant que cette résolution - invitant l'État juif à cesser son expansion territoriale aux dépens des Palestiniens - était « honteuse » et démentait « la justice morale » de l'Organisation internationale, David Bar Ilan, conseiller politique de Benjamin Nétanyahou, a prédit que l'ONU finirait « dans les poubelles de l'histoire ».

David Lévy, le ministre des affaires étrangères, qui venait d'être nommé de l'Union européenne, Miguel Angel Moratinos, lui a fait savoir que le vote des Nations unies avait profondément « offensé » son gouvernement et qu'il ne facilitait en rien la reprise du processus de paix.

Celui-ci est au point mort depuis la reprise intensive de la colonisa-

tion il y a plus de quatre mois. Sur le terrain, tandis qu'un garçon de seize ans décédait mercredi des suites d'une balle caoutchoutée israélienne reçue dimanche en pleine tête, lors d'une manifestation près de Bethléem, la situation restait tendue. Les manifestations quotidiennes à Hébron ont cessé lundi. Une sorte de force d'interposition de deux cents policiers palestiniens s'est déployée entre les jeunes lanceurs de pierres et les soldats israéliens, qui occupent toujours un cinquième de la ville, pour protéger quatre cents colons juifs extrémistes.

L'AÉROPORT DE GAZA

Selon la police palestinienne, le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a ordonné la cessation des manifestations après que les Israéliens l'eurent menacé de reconquérir les quatre cinquièmes de la ville évacués au début de l'année. Selon d'autres sources, le président de l'Autorité aurait donné son ordre après qu'Israël lui ait fait une

nouvelle fois miroiter la future et encore éventuelle ouverture de l'aéroport de Gaza.

Complètement cernée par les forces israéliennes qui contrôlent aussi sa frontière avec l'Égypte, périodiquement soumise à un blocus économique qui l'asphyxie, la petite enclave autonome, où s'étaient près d'un million de Palestiniens, ne dispose d'aucun moyen de communication extérieure. Discutée depuis trois ans, l'ouverture de l'aéroport, considérée tant par les Américains que l'Europe comme une mesure propre à rétablir un minimum de confiance entre les deux parties, serait aujourd'hui en meilleure voie que jamais. En admettant que ce projet se réalise - ce qui est encore loin d'être assuré, les Israéliens exigeant notamment de contrôler tout ce qui entrera et sortira des appareils - la réactivation des négociations sur l'avenir des territoires occupés pourrait être facilitée.

Patrice Claude

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT SIMPLIFIÉE

ACTIONNAIRES DE

CARDIF

900 F
par action

+37%

sur le dernier cours :
655 F le 24/06/97

Une note d'information visée
par le COB (N° 97-369 en date
du 2 juillet 1997) est disponible sous forme à
Banque Paribas 3, rue d'Antin 75002 Paris

Réalisez
votre
plus-value

Clôture de l'offre :
le 24 juillet 1997

Contactez dès à présent votre banque
ou votre intermédiaire financier

COMPAGNIE BANCAIRE

Le secrétaire général de l'ONU propose une rationalisation de l'organisation

Kofi Annan n'a toutefois pas trouvé de solution à la crise financière due en partie aux Etats-Unis

Applaudies par l'ambassadeur américain à l'ONU comme « extrêmement significatives », les propositions de réforme présentées le 16 juillet

par le secrétaire général Kofi Annan ont été qualifiées d'« inacceptables » par le Congrès américain. Le sénateur Rod Grams, jugeant

qu'elles ne sont « rien de plus que le statu quo », estime que Washington doit désormais « prendre la tête des réformes à l'ONU ».

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondant. Kofi Annan n'a pas la prétention de révolutionner l'ONU. Il veut la rendre plus performante, plus pertinente. En proposant la création d'une commission ministérielle pour réexaminer la mission historique de l'ONU et celle des agences spécialisées, en particulier les institutions de Bretton Woods, il charge les Etats membres de la réflexion globale sur le rôle de l'organisation. A court terme, la réforme qu'il propose est modeste. Elle consiste à consolider la structure existante en la rendant plus souple et moins fragmentée.

Pourtant, Kofi Annan a sa vision personnelle de la vocation des Nations unies ; même si, en bon fonctionnaire international, il ne cherche pas à la mettre en exergue. Puisant aux origines (à la charte, qui commence par ces mots : « Nous, les peuples des Nations unies... »), il voit l'ONU comme le lien entre les gouvernements et « la société civile ». Il juge que les organisations non gouvernementales sont désormais indispensables au travail de l'ONU, mais aussi et surtout la communauté financière. Le Conseil de tutelle, organisme moribond, devrait être, selon lui, le lieu d'interaction et de rencontre.

Il estime d'autre part que l'ONU a un rôle de leadership moral et qu'elle doit participer à la lutte contre ce qu'il nomme « la société non civile ». Il propose qu'un office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime centralise à Vienne, sous la direction d'un sénateur italien spécialiste de la mafia, Pino Arlacchi, toutes les activités de l'ONU dans ces domaines. Il suggère la création d'un nouveau

département de désarmement chargé essentiellement de la prévention du trafic d'armes dans les zones de conflit. Et nommant Mary Robinson haut-commissaire aux droits de l'homme, Kofi Annan a déjà montré son attachement aux droits de l'homme. La présidente irlandaise, qui prendra ses fonctions en septembre, aura moins de batailles bureaucratiques à mener : le projet de réforme lui laisse les mains libres en abolissant la Commission des droits de l'homme à Genève.

L'hypothèse de tout regrouper en deux départements a été abandonnée

Pour le reste, le programme de réforme du secrétaire général, conçu et rédigé pour l'essentiel par le Canadien Maurice Strong et formulé par l'Américain John Ruggie, vise à rationaliser l'action de l'ONU. Le travail de l'organisation est divisé en quatre secteurs : la paix et la sécurité, l'économie et le social, les opérations de développement et les affaires humanitaires ; avec l'omniprésence des droits de l'homme dans toute l'action de l'organisation. Le secrétaire général, s'avançant prudemment là où ses prédécesseurs se sont enlisés, tente d'inciter certaines agences et certains fonds de l'ONU qui, au fil des années, ont créé des structures autonomes, à collaborer de plus près avec le secrétariat. Kofi Annan décide la création de l'équi-

valent, en terme national, d'un cabinet ministériel composé de l'Unicef, du PNUD (Programme de l'ONU pour le développement), du FNUAP (Fonds de l'ONU pour la population), ainsi que de certains départements, comme les opérations de maintien de la paix et le département des affaires politiques. M. Annan recommande la création d'un poste de vice-secrétaire général, avec des pouvoirs étendus.

L'idée de certains de regrouper toutes les activités de l'ONU en deux énormes départements, l'un chargé du développement et l'autre de l'humanité, a été écartée dans l'oeuf par l'intervention très remarquée du directeur exécutif de l'Unicef, l'Américain Carol Bellamy. Elle y voyait, à juste titre, une menace pour son organisation, qui jouit d'une excellente réputation auprès et de financements considérables de la part de donateurs non gouvernementaux. Créé en 1993, le Département des affaires humanitaires de l'ONU n'a jamais pu remplir sa fonction de coordination. Dans le projet de réforme, ce Département disparaît et un bureau de « coordinateur des secours d'urgence » est créé au siège, sous la direction d'un secrétaire général adjoint. Les pouvoirs exécutifs du Département sont repris par le Haut-Commissariat pour les réfugiés dirigé par la Japonaise Sadako Ogata.

En ce qui concerne l'activité de l'ONU en matière de développement, le secrétaire général propose « un compte pour le développement » financé par les économies résultant de la réduction des dépenses administratives, qu'il entend faire passer de 38 % (budget

actuel) à 25 %. Il estime que ce compte devrait être doté de 200 millions de dollars d'ici à 2002.

A l'évidence, le secrétaire général, pas plus que les Etats membres, n'a trouvé la solution au problème immédiat de l'ONU : la crise financière, due essentiellement au refus du Congrès américain de payer ses arriérés s'élevant à plus de un milliard de dollars. Kofi Annan lance un défi aux Etats membres en proposant une solution « budgétaire », en attendant, dit-il, « une meilleure proposition ». Il s'agit de la création d'un « fonds d'avances renouvelables » de un milliard de dollars, qui serait financé sur la base de contributions volontaires des gouvernements. Cette proposition nécessite l'autorisation de l'Assemblée générale. Pour le Congrès américain, qui refuse délibérément de payer sans condition ses arriérés et qui, par ailleurs, par une série de décisions unilatérales, prive l'ONU de l'accès à tous financements extérieurs, la création d'un fonds tournant est extrêmement provocante.

La seule réforme qui suscite un intérêt passionné chez les 185 pays membres (celle du Conseil de sécurité et de son élargissement) n'est pas mentionnée par le secrétaire général, car rien ne peut encore être décidé.

Afsané Bassir Pour

■ Le chanteur français Enrico Macias a été nommé par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan « ambassadeur itinérant » des Nations unies, chargé, comme d'autres artistes internationaux, de promouvoir la paix et la défense de l'enfance.

Ranariddh à le suivre. « Ranariddh était mon ami et j'espère qu'il le demeure », a-t-il dit. Quant au général Toan Chhay, il s'est montré beau joueur en déclarant que Ung Huot était « le bon choix, au bon moment et au bon endroit ».

Retour au Cambodge en 1991, ce dernier est assez représentatif de la diaspora khmère, puisqu'il a vécu vingt ans en Australie, dont il détient également la nationalité. Il offre aussi l'avantage, alors que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est a reporté sine die l'admission en son sein du Cambodge, d'être un familier de la diplomatie régionale.

Ung Huot le diplomate, qui pade également le français (il est titulaire d'un baccalauréat commercial), va devoir s'atteler à une tâche qui ne semble pas insurmontable et pour laquelle il dispose de quelques atouts : obtenir la reprise de l'aide au Cambodge et la réintégration de ce dernier dans le concert régional. Cela à un moment où les Etats-Unis viennent de faire savoir qu'ils ne reconnaissent pas un gouvernement cambodgien dirigé par lui. Une décision accueillie avec surprise à Phnom-Penh dans la mesure où elle semble remettre en cause les démarches entreprises à Pékin, notamment par la France et le Japon, auprès du roi Sihanouk pour aboutir à une issue acceptable sur le plan politique.

Jean-Claude Pomonti

Un diplomate dirigera le nouveau gouvernement cambodgien

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Aux yeux du général Toan Chhay, l'affaire était réglée lundi soir. Chef de file des dissidents du Funcinpec royaliste, il allait remplacer le prince Ranariddh, premier ministre déchu, à la tête du gouvernement. Il en venait même à aligner ses « priorités » et à définir un contrat de coopération entre le Funcinpec et le Parti du peuple cambodgien (PPC) de Huo Seo, deuxième premier ministre d'un cabinet à deux têtes (Le Monde du 16 juillet).

Puis, des négociations supplémentaires ont créé une surprise : Ung Huot, membre de la branche principale du Funcinpec et chef de la diplomatie, a pu annoncer, mercredi 16 juillet, qu'il avait été choisi par son mouvement réuni pour succéder à Ranariddh tout en conservant la direction de la diplomatie khmère.

Que s'est-il passé ? Des alliés, tel le Japon, ont exprimé des réserves : il faudrait amender la Constitution pour que Toan Chhay, qui n'est pas député, soit nommé premier ministre, fonctions réservées à un élu. Le deuxième handicap du général, gouverneur de la province de Siem-Réap, était d'être jugé trop proche de Hun Sen : dès avril, il avait réclamé le « rattachement pour compétence » du prince Ranariddh, un geste que Hun Sen, l'homme fort du Cambodge, avait alors applaudi.

« RENFORCER LA STABILITÉ »

Il a été successivement ministre des postes et télécommunications, puis de l'éducation avant de prendre la tête de la diplomatie cambodgienne. Une carrière apparemment exemplaire au sein du mouvement royaliste alors que Toan Chhay a d'ailleurs l'allure d'un franc-tireur. Après avoir accepté, au nom de l'« intérêt national », la direction d'un gouvernement d'union, l'homme-clé du royaume après son récent coup de force, demeure second premier ministre, ce diplomate de l'université de Melbourne (une licence de gestion d'affaires obtenue en 1974) entend, « dans les semaines à venir, assainir les relations de travail au sein du gouvernement et renforcer la stabilité ». Il a décliné un appel de

La polémique sur le rôle de l'armée s'intensifie au Japon

TOKYO

de notre correspondant

Dans son livre blanc 1997, publié mardi 15 juillet, l'Agence de défense japonaise (le ministère de la défense) demande, pour la première fois aussi clairement, une révision du statut des forces d'autodéfense (l'armée) et des lois relatives à la sécurité, afin que le Japon soit mieux préparé à faire face à des situations de crise. Alors que l'envoi, la semaine dernière, de trois appareils militaires en Thaïlande pour évacuer les japonais du Cambodge suscite déjà d'après polémique, il faudra vraisemblablement un certain temps avant que ces suggestions n'aient été prises en compte.

Même si l'interprétation qui en est faite a évolué, les dispositions pacifiques de la Constitution japonaise – qui excluent le recours à la guerre et l'entretien d'une armée, tout en incluant la notion de « droit à la défense » – sont un cafcen pour toute modification

de la politique militaire. L'opinion publique a évolué sur ce sujet mais ne paraît cependant guère préparée à des changements radicaux. Des négociations avec Washington en vue de redéfinir les modalités de l'alliance américano-japonaise, pierre angulaire du système de sécurité nippon, sont par ailleurs en cours afin de donner à l'archipel de plus grandes responsabilités régionales. Mais elles se révèlent laborieuses.

Le Livre blanc, qui souligne les déficiences des politiques de défense et de gestion des crises internationales ou internes, insiste en outre sur les foyers d'instabilité régionaux potentiels qui menacent la sécurité de l'archipel : les conflits de souveraineté en mer de Chine, la question des quatre îles du sud des Kouriles occupées par les Russes et l'inconscience de la Corée du Nord, dont les missiles peuvent atteindre le Japon. Les stratégies nippones font également état des préoccupa-

tions suscitées par le développement continu des forces militaires chinoises (accroissement de 15 % du budget de la défense en 1997).

La préparation d'une opération d'évacuation des ressortissants japonais au Cambodge, lorsqu'on a craint une guerre civile dans ce pays, semble une mesure normale pour tout Etat. Cependant, l'envoi d'appareils militaires japonais à l'étranger, pour la première fois depuis la défaite, a suscité de vives polémiques. Afin de tourner les réticences frileuses de la bureaucratie et soucieux d'éviter que le Japon ne soit une fois de plus pris de court par une crise, le premier ministre, Ryutaro Hashimoto, a pris lui-même la décision de dépêcher des appareils militaires en Thaïlande. Cela sans avoir tenu en courant les parts de la coalition gouvernementale ni obtenu l'assentiment préalable du conseil des ministres.

Cette initiative a suscité un tollé quasi général de la presse, se-

lon laquelle cette mesure constitue un « dangereux précédent » : l'envoi de l'armée japonaise à l'étranger (interdit par la Constitution) devient désormais possible à tout moment. Cette première a également suscité des réactions de méfiance de la Chine et de la Corée.

M. Hashimoto a-t-il voulu créer une situation de fait accompli et préparer ainsi le terrain à l'adoption d'une législation d'exception, qui prévoit l'envoi des forces d'autodéfense à l'étranger en cas de crise à proximité de l'archipel et les opérations de sauvetage des japonais hors des frontières ? Les arguments des commentateurs japonais sur cette affaire témoignent en tout cas de l'extrême sensibilité de l'opinion à toute évolution du rôle d'une armée qui, plus de cinquante ans après la dernière guerre, continue de susciter la méfiance.

Philippe Pons

M. Cardenas a remporté la mairie de Mexico avec 47,11 % des voix

MEXICO. Selon les résultats définitifs des scrutins du 6 juillet publiés par l'Institut fédéral électoral, le candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD, opposition de gauche), Cuauhtémoc Cardenas, a remporté la mairie de Mexico avec 47,11 % des suffrages exprimés. Pour le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis 1929), Alfredo del Mazo a recueilli 25,08 % des voix, suivi du candidat du Parti d'action nationale (PAN, conservateur), Carlos Castillo, avec 15,26 %. Le PRI perd aussi la majorité absolue au Parlement, qui reprendra ses travaux le 1^{er} septembre. Il aura 239 députés sur 500, contre 125 pour le PRD, 122 pour le PAN, 8 pour les écologistes et 6 pour le Parti du travail (PT). Le PRI conserve la majorité absolue au Sénat (77 sièges sur 128). Le PAN aura 33 sénateurs et le PRD 13. Des élections locales se sont déroulées simultanément dans six des trente et un Etats de la fédération. Le PRI en a remporté quatre et le PAN deux. — (Corresp.)

Alger aurait libéré Abassi Madani sans conditions

ALGER. Le numéro un du Front islamique du salut (FIS) dissous, Abassi Madani, a affirmé avoir été libéré sans conditions, a rapporté, mercredi 16 juillet, le quotidien saoudien *El Hayat*, publié à Londres et Paris. M. Madani a déclaré à Ahmad El Zaoui, l'un des dirigeants du FIS, qui s'est entretenu avec lui par téléphone : « Ma libération n'est pas le résultat d'un marché » avec le pouvoir. « Je suis sorti [de prison] sans condition et je n'ai signé aucun engagement ». M. El Zaoui précise, selon *El Hayat*, que les autorités algériennes n'ont posé aucune condition à la « liberté politique » de Madani. Elles lui ont seulement verbalement demandé de ne pas quitter le pays sans autorisation. M. Madani a refusé cette condition, affirmant qu'il préférerait « revenir en prison ». « Ma libération est peut-être un bon signe », a-t-il dit à son interlocuteur.

Hospitalisation de l'opposant tunisien Mohamed Mouada

TUNIS. L'opposant Mohamed Mouada, ancien président du Mouvement des démocrates socialistes, qui observe depuis lundi une grève de la faim, a été admis, mercredi 16 juillet, dans une clinique de Tunis après qu'il eut « craché du sang » et qu'une « hémorragie fut localisée à l'estomac », a indiqué sa famille. Dans un communiqué commun publié à Paris, Amnesty International, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Watch, Lawyers Committee for Human Rights et Reporters sans frontières expriment « leurs vives préoccupations devant la campagne d'intimidation menée par les autorités tunisiennes » à l'encontre des militants des droits de l'homme et des opposants. Ces organisations demandent la libération des prisonniers d'opinion, l'arrêt des « pratiques avérées de torture » et le respect de l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Accord de réconciliation entre les belligérants congolais

BRAZZAVILLE. Un accord de réconciliation est intervenu, mercredi 16 juillet dans la soirée, entre les forces fidèles au président Pascal Lissouba et les partisans de son prédécesseur, Denis Sassou Nguesso. Cet accord intervient alors que les représentants de M. Sassou Nguesso – chargés de participer aux pourparlers de paix placés sous l'égide du président gabonais Omar Bongo – sont arrivés mercredi soir à Libreville, où les émissaires du président Lissouba devaient arriver jeudi. La télévision congolaise a montré pour la première fois mercredi soir des scènes de pillages à Brazzaville et la cérémonie de réconciliation des forces belligères. Un des soldats, interrogé par la télévision, a accusé les hommes politiques de les avoir trahis en les incitant à se combattre alors que « les enfants de ces personnalités poursuivent normalement des études à l'étranger ». — (AFR)

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** : le général Henry Shelton a été choisi par Bill Clinton pour devenir chef d'état-major interarmées, en remplacement du général John Shalikashvili qui quittera ses fonctions en septembre. Le général Shelton, 55 ans, commande les forces spéciales, notamment les « bétrets verts » et les commandos d'élite de la marine. Le choix du président doit être avalisé par le Congrès. — (AFP)

■ **La création d'une unité germano-américaine** de 500 hommes spécialisés dans la lutte anti-aérienne et anti-missiles est en projet pour 1999 entre les ministères de la défense des deux pays. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la prolongation jusqu'en 2005 d'un accord signé en 1983, qui permet aux deux armées d'utiliser des missiles Roland (franco-allemands), Patriot et Hawk (américains). — (AFP)

ASIE

■ **CORÉES** : des soldats nord-coréens ont été blessés, mercredi 16 juillet, lors d'un échange de tirs dans la zone délimitée qui sépare les deux Corées. — (AFP Reuters)

■ **HONG KONG** : le Parlement provisoire de Hongkong, tout juste installé par la Chine, a suspendu, mercredi 16 juillet, quatre des sept lois qui avaient, sous le régime britannique, accru les libertés syndicales et renforcé la protection des travailleurs. — (Corresp.)

EUROPE

■ **POLOGNE** : quarante-six personnes ont trouvé la mort dans les inondations qui ravagent depuis dix jours le sud et le sud-ouest du pays, selon le bilan communiqué mercredi 16 juillet par la police. Les inondations progressent vers la frontière allemande. — (AFP)

■ **ALBANIE** : la Force multinationale de protection (FMP) quittera l'Albanie entre le 18 juillet et le 12 août, a indiqué, mercredi 16 juillet, le général italien Giovanni Bernardi. Les effectifs de la FMP ont compté jusqu'à 7 100 au moment du premier tour des élections législatives anticipées du 29 juin. Les Français, cantonnés à l'ouest de Tirana, commenceront leur retrait le 27 juillet. — (AFP)

DETAILLANT GROSSISTE
VENDRE AUX PARTICULIERS
Rue de la République - 93100 St. Denis
Tous les jours de 10h à 19h
Prix communiqués par téléphone
MATELAS & SOMMIERS
Tous les modèles - Fils ou tringles
SWISSLEX - TREZZA - EPSON - SUPREMO
BURLAPOLLO - BOUTEX - PIRELLI - ETC.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir ou tissus
Stamps - Coussins - Bureaux - Etc...
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
211 rue de la République - 93100 St. Denis
01.42.08.71.00 - 7j/7

La Lettre du Pouvoir publie
Les nouveaux cabinets ministériels
Le n° spécial, 12 pages : 200 frs
(gratuit pour les abonnés)
Editions Jean-François Doumic
Tél. 01 42 46 58 10

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 18 JUILLET 1997

COHABITATION Lionel Jospin est intervenu, mercredi 16 juillet, au conseil des ministres, pour répondre à Jacques Chirac qui avait critiqué, le 14 juillet, plusieurs décisions du gou-

vernement. Le premier ministre a rappelé les prérogatives des deux pôles de l'exécutif et a contesté une conception « extensive » de la Constitution selon laquelle le chef de l'Etat aurait

« le dernier mot » sur des questions touchant à la politique intérieure. **PARALLÈLEMENT**, le président de la République, qui a consacré à M. Jospin la mutation du préfet du Var, Jean-

Charles Marchiani, procède à une réorganisation de son équipe de collaborateurs à l'Elysée. M. Chirac fait appel à des proches d'Alain Juppé et à quelques « poids lourds » du RPR. **LA**

PASSE D'ARMES entre les deux têtes de l'exécutif, relative aux prérogatives du président et de son premier ministre, n'est pas de nature à affoler MM. Chirac et Jospin.

Lionel Jospin conteste le « dernier mot » à Jacques Chirac

Lors du conseil des ministres du 16 juillet, le premier ministre a fait un rappel constitutionnel à l'adresse du chef de l'Etat à qui il a reproché d'avoir déformé la réalité de l'action du gouvernement sur les sans-papiers et le décret d'avance budgétaire lors de son entretien télévisé du 14 juillet

« **MONSIEUR** le premier ministre, vous m'avez dit que vous souhaitez dire quelques mots, et donc je vous laisse la parole. » Le conseil des ministres touchait à sa fin, mercredi 16 juillet à l'Elysée, et on entraînait dans la partie C, celle réservée aux communications. Dans un silence total, Lionel Jospin, s'appuyant en grande partie sur une note plus manuscrite que dactylographiée, prit la parole : « A la suite de vos déclarations et par courtoisie vis-à-vis de vous-même, monsieur le président, et devant les membres du gouvernement, je souhaite préciser un certain nombre de choses. » Décidé depuis la veille au soir à réagir lui-même, et dans le cadre institutionnel du conseil des ministres, aux propos critiques de Jacques Chirac, le 14 juillet, M. Jospin pouvait se livrer, pendant environ cinq minutes, à « son » discours

de la méthode. Lors de son traditionnel tête-à-tête avec le chef de l'Etat, avant ce septième conseil des ministres depuis la victoire de la gauche le 1^{er} juin, le premier ministre avait averti de son intention le chef de l'Etat. Selon l'Elysée, qui ne cache pas que le président a été surpris tout en se réjouissant que l'effet des propos présidentiels ait été ainsi prolongé, M. Jospin a « demandé l'outorisation » d'intervenir, assurant d'ailleurs par l'entourage du chef du gouvernement pour lequel il l'a seulement prévenu.

Trois officiellement, lors de son compte rendu à Matignon, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, s'est bornée à déclarer : « A la suite des déclarations du président de la République le 14 juillet, le premier ministre a rappelé en conseil des ministres les prérogatives qui incombent, en vertu des articles de la Constitution, respectivement au président de la République et au premier ministre. Il a marqué nettement la responsabilité institutionnelle et politique que lui confèrent, à la lettre, ces dispositions. » Tout aussi officiellement, Catherine Colonna, porte-parole de l'Elysée, a expliqué : « Le président a rappelé son souhait d'une cohabitation constructive et, dans cet esprit, parce que c'est son devoir, le président dira toujours aux Français, quand il le juge utile, ce qu'il pense des grandes questions qui intéressent l'avenir de la France. »



plus satisfaits par l'intervention du premier ministre - pour autant qu'il ne formule pas des choses « pas vraies ». Souriant et détendu mais « ferme », selon des participants, M. Jospin a ainsi fait porter son discours de la méthode de tant sur la lecture de la Constitution, jugée trop « extensive » de la part du président de la République, que sur le respect des faits dès lors qu'ils faisaient l'objet d'une présentation « pas correcte ». Ainsi, pour le premier ministre, « il n'est pas vrai de dire que nous avons pris la décision de régulariser tous les sans-papiers », puisque ces déci-

Les balladuriens soutiennent M. Chirac

La passe d'armes entre le président de la République et le premier ministre n'a provoqué que peu de réactions. L'ancien premier ministre, Edouard Balladur, a affirmé, mercredi 16 juillet, que les déclarations du chef de l'Etat, lors de son intervention du 14, se situent dans « le droit fil de ses prérogatives ». « On ne peut pas prétendre museler le président de la République », a-t-il ajouté sur Europe 1, jeudi 17 juillet. Refusant de commenter la réplique du premier ministre, M. Balladur a toutefois précisé qu'« il est toujours bon de rappeler la Constitution et les principes qui y figurent ». Nicolas Sarkozy, coordonnateur et porte-parole de la direction collégiale du RPR, a estimé que M. Jospin « serait bien inspiré de se souvenir du comportement de François Mitterrand en maintes occasions, qui n'avait pas hésité à rappeler que socialiste il était, et socialiste il restait ». M. Sarkozy a affirmé que M. Chirac est « l'un de tous les Français » et qu'« à ce titre il a le droit de rappeler certaines convictions ».

Selon les témoignages de plusieurs ministres, M. Jospin a fait une intervention en trois points. Il a d'abord rappelé que le gouvernement fondait sa « légitimité » sur les élections du 1^{er} juin et qu'il avait la responsabilité, « sur la base de la confiance » de sa majorité à l'Assemblée nationale, d'appliquer la politique sur laquelle il avait été élu. Il a ensuite affirmé que la Constitution devait être appliquée, préfigurant une définition non pas « constructive » mais « constitutionnelle » - sans que ces qualificatifs soient employés - de la cohabitation. M. Jospin a donc donné lecture des articles 5 et 20 de la Constitution sur les « prérogatives institutionnelles » respectives du chef de l'Etat et du gouvernement, en soulignant que dans l'action de ce dernier, « rien ne porte atteinte au champ d'appli-

cation des prérogatives du président de la République ». « Il n'y a pas de domaine de la politique française où le président de la République aurait le dernier mot », a noté, selon plusieurs témoignages, le premier ministre en contestant ainsi directement une affirmation de M. Chirac. M. Jospin a enfin souligné que, comme « homme politique », le président de la République avait « le droit » de « porter des appréciations » sur les actes du gouvernement, quitte à ce que les ministres concernés réagissent - comme l'avaient fait Dominique Strauss-Kahn et Jean-Pierre Chevènement, parmi les

plus satisfaits par l'intervention du premier ministre - pour autant qu'il ne formule pas des choses « pas vraies ». Souriant et détendu mais « ferme », selon des participants, M. Jospin a ainsi fait porter son discours de la méthode de tant sur la lecture de la Constitution, jugée trop « extensive » de la part du président de la République, que sur le respect des faits dès lors qu'ils faisaient l'objet d'une présentation « pas correcte ». Ainsi, pour le premier ministre, « il n'est pas vrai de dire que nous avons pris la décision de régulariser tous les sans-papiers », puisque ces déci-

Les deux protagonistes de la cohabitation se sont exprimés calmement, avec le souci visible de ne pas dramatiser, de ne pas envenimer l'épisode du 14 juillet. « Lionel était droit dans ses bottes, courtois et souriant », raconte un ministre et résumant un sentiment assez partagé. La passe d'armes, à diables mouchés, n'a même pas duré dix minutes.

Michel Noblecourt

Les cohabitants aiment l'odeur de la poudre

« VOUS DEVEZ SAVOIR, en tous les cas, que le gouvernement ne se laissera pas détourner de la mission que vous lui avez confiée et qu'il l'assurera complètement. Je vous de-

ANALYSE

Les deux hommes préfèrent l'affirmation du civisme à une cohabitation insipide

mande d'avoir confiance. » Ainsi s'exprimait Jacques Chirac à la télévision, solennellement, le 16 juillet 1996, pour prendre les Français à témoin. Utilisant la voie d'une communication du gouvernement, le premier ministre voulait ainsi se ménager leur soutien dans ce qui était le premier accroc de la première cohabitation. Mais le gouvernement en termes d'un changement de majorité parlementaire interveni au terme normal de la législature (1981-1986), M. Chirac ne venait-il pas de se voir « coller » sur le terrain institutionnel par

François Mitterrand ? A l'occasion de son traditionnel entretien télévisé du 14 juillet, en effet, le chef de l'Etat avait annoncé qu'il refusait de signer l'ordonnance sur les dénationalisations que lui soumettait le gouvernement. Le fait était sans précédent. Deux jours après, M. Chirac avait parlé, dans le secret des délibérations du conseil des ministres, de l'interprétation « abusive » faite par le chef de l'Etat de ses pouvoirs constitutionnels. Hors de ce lien fébrile, le soir, devant l'opinion, et sans développer plus loin son argumentation, le premier ministre avait déclaré : « Le président de la République s'oppose à la volonté clairement exprimée par la majorité des Français. » En privé, l'Elysée faisait valoir que François Mitterrand utilisait simplement les pouvoirs que lui confère la loi fondamentale et qu'il n'avait aucun moyen de s'opposer à l'utilisation du chemin parlementaire qui permet à tout gouvernement d'appliquer la politique qu'il « détermine et conduit ».

Seine, banalisation de l'autre, l'Elysée et Matignon n'ont jamais la même vision de la cohabitation. Il y a onze ans, les négociations étaient plutôt des « dramatismes » et les socialistes des « banalisés ». Onze ans après, les rôles sont inversés. Encore que dramatiser et banaliser soient relativement modérés, tant au Parti socialiste qu'au RPR où, singulièrement, Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy sont les principaux avocats du président. La querelle tombe dans le vide estival.

UN COMBAT

Le rappel de la première passe d'armes entre le chef de l'Etat et son premier ministre, en 1986, vaut, elle-même, pour la seconde celle de 1997 ? La version marxiste de la célèbre locution latine dit que « tous les grands événements se répètent deux fois, la première fois comme tragédie, la seconde, comme farce ». Qui est tragique, qui est farce ? La suite de la cohabitation donnera certainement un éclairage sur le rôle qui devra être

attribué à chacun des deux acteurs. Une chose est sûre : le scénario ne déplaît probablement pas aux deux têtes de l'exécutif. Quand ça sent la poudre, M. Chirac et M. Jospin prennent du plaisir. L'un et l'autre préparent de loin le rapport de forces, l'affirmation du civisme et la stratégie politique à une cohabitation floue, unanime et courtoise, celle qui semble correspondre, pourtant, au rêve idéalisé des Français de l'union nationale, si l'on en croit les sondages.

Qu'on le nomme accroc, passe d'armes ou définition de frontières de compétences, cet épisode conflictuel des rapports entre M. Chirac et M. Jospin rappelle utilement que la cohabitation est un combat. Celui de deux légitimités. Dans cet affrontement, cependant, aucun des deux protagonistes ne peut croire que ce soit contre l'autre. Le chef de l'Etat ne peut empêcher M. Jospin de gouverner, le premier ministre ne peut contraindre M. Chirac à se taire. Seule l'opinion tranchera en considérant que l'un se prend pour un président bis, ce qui n'avait pas particulièrement souri à M. Balladur mais ce que M. Jospin n'a pas revendiqué, ou en estimant que l'autre joue le premier ministre bis, ce qui lui fait courir le risque d'abaisser sa vraie fonction.

Titulaire du « ministère de la parole », le président de la République n'aurait qu'une manière de dénouer une vraie crise de cohabitation : il a déjà utilisé cette prérogative. A son déclin.

Olivier Biffaud

Le chef de l'Etat renforce son équipe élyséenne

PENDANT que Jacques Chirac engage sa première escamoteuse avec le gouvernement de Lionel Jospin, il continue de renforcer l'équipe de ses collaborateurs à l'Elysée par de nouvelles recrues en ce début de cohabitation. L'ancien ministre de la justice Jacques Toubon, dont le nom était évoqué depuis plusieurs semaines mais dont la venue n'était pas encore acquise (Le Monde du 3 juillet), a été nommé, par arrêté paru au Journal officiel du 16 juillet, conseiller auprès du président de la République. En outre, Agathe Sanson, ancienne attachée de presse d'Alain Juppé au RPR, au ministère des affaires étrangères puis à l'hôtel Matignon, devient chef du service de presse de l'Elysée.

L'arrivée de M. Toubon, battu aux élections législatives dans le 13^e arrondissement de Paris, traduit la volonté du chef de l'Etat d'ajouter à son équipe quelques personnalités plus politiques que techniques. L'ancien garde des sceaux retrouve ainsi, dans les bureaux de la présidence de la République, un autre ancien ministre, Roger Romani. Chiracien fidèle, comme M. Toubon, M. Roger Romani, qui est également questeur de la Ville de Paris, est chargé d'entretenir les contacts avec les parlementaires.

Il s'agit sans doute, pour M. Chirac, d'une manière de réponses aux critiques qui se sont élevées des rangs de la majorité, et notamment du RPR, à l'encontre d'un « entourage » accusé d'avoir poussé le chef de l'Etat à dissoudre puis d'avoir mal géré la campagne électorale par méconnaissance du terrain. C'était notamment le cas de Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, qui a invité M. Chirac « à s'interroger sur ses collaborateurs ». Il visait plus particulièrement, mais sans le citer, le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, très proche d'Alain Juppé dont il fut le directeur du cabinet au ministère des affaires étrangères. Pour autant, le président de la République n'entend pas désa-

vouer son ancienne équipe. Non seulement celle-ci demeure en place, mais elle accueille en outre, même si c'est de manière provisoire, Maurice Gourdault-Montagne, ancien directeur de cabinet d'Alain Juppé à Matignon, et très proche de M. de Villepin. Membre du corps diplomatique, M. Gourdault-Montagne espère du nouveau gouvernement une proche affectation. L'arrivée d'Agathe Sanson témoigne également de la confiance maintenue par M. Chirac à ce « noyau dur » juppéiste.

Le président de la République ne s'entend pas désavouer son ancien entourage

Le recrutement de M. Toubon, qui ne se limitera pas à faire bénéficier le chef de l'Etat de ses réseaux dans la culture, témoigne en outre de la volonté de M. Chirac de suivre de très près les affaires du RPR. Ancien secrétaire général du mouvement néogaulliste et, à ce titre, expert de la rue de Lille, M. Toubon lui sera un allié précieux au moment où Philippe Séguin, qui vient d'en prendre la présidence, souhaite réorganiser de fond en comble le parti créé par M. Chirac.

M. Toubon travaillera également avec Béchir Mana, ancien secrétaire général adjoint du groupe RPR de l'Assemblée nationale, aujourd'hui chargé de mission à l'Elysée. Le président de la République dispose également, en la personne d'Elisabeth Hubert, ancien député de Loire-Atlantique et ancien ministre, aujourd'hui proche de Philippe Séguin, d'un relais direct auprès de la direction transitoire mise en place par le nouveau président du RPR. M^{me} Hubert y est en effet chargée des études et des projets politiques.

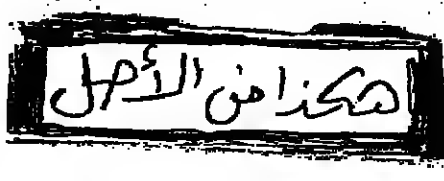
Cécile Chambraud

Le Carnet du Monde

POUR VOS HEUREUX EVENEMENTS
NAISSANCES, MARIAGES
70 F la ligne hors taxes
01.42.17.39.80
01.42.17.38.42

Les nouveaux cabinets ministériels

Ouvert Juillet et Aout
DU BEAU VETEMENT A LA SIMPLE RETOUCHE
LEGRAND
Tailleur sur mesure
Depuis 1894
Hommes et Dames
3000 belles draperies
27, rue du 4-Septembre, Paris 2^e
Tél : 01.47.42.70.61



Le Front national cherche à apparaître comme un « parti de gouvernement »

La « dédialisation » du FN est au centre d'un séminaire de dirigeants lepénistes à Strasbourg

Les membres du bureau politique du Front national et des élus lepénistes sélectionnés par leur président sont réunis à huis clos depuis le

15 juillet jusqu'au jeudi 17 juillet, à Strasbourg. Trois jours « pour méditer, comme des moines », ironise Jean-Marie Le Pen. Le Front national en-

tend réfléchir à sa stratégie, notamment vis-à-vis de la droite, avant les élections régionales et cantonales de 1998.

« LE FAIT que le Front national soit maintenant la première formation nationale antiraciste (...) l'oblige à prendre des dispositions qui le mettront en situation d'apparaître, dans tous les domaines, comme capable de maîtriser un gouvernement de redressement et de renaissance nationale », a expliqué Jean-Marie Le Pen, dimanche 13 juillet (*Le Monde* du 15 juillet).

A l'origine de ces « journées d'études » organisées jusqu'au jeudi 17 juillet à Strasbourg, une poignée de membres du bureau politique - qui en compte quarante-quatre - irrités par l'emprise croissante de Bruno Mégret, délégué général et prétendant à la succession de M. Le Pen, sur le parti. Parmi eux, Jean-Claude Martinez, député européen, conseiller régional de Languedoc-Roussillon, ancien député et ancien maire de Dreux, responsable de la fédération d'Eure-et-Loir, ou Samuel Maréchal, adjoint au secrétaire général et également directeur du Front national de la jeunesse. L'entretien de M. Mégret au Monde (daté du 11 juin), dans lequel il prône « une discipline nationale entre la droite et le FN », et que certains ont interprété comme une main tendue à la droite, a relancé leur demande, à laquelle M. Le Pen a, non sans irritation, donné satisfaction.

« BRAIN STORMING »

M. Le Pen n'aime pas que ses représentants exposent leurs dissensions à la presse. Lors du conseil national du 14 juin à Paris, il s'était employé à minimiser la portée des propos de M. Mégret, en parlant

de « malentendu ». Rien dans l'entretien ne permettrait de voir un changement de stratégie. Les propositions d'accords à la base, la « discipline nationale » suggérée ne seraient qu'une « ouverture tactique » avec laquelle M. Le Pen se serait dit en accord. Il s'empêche que M. Le Pen rappelle régulièrement qu'il « n'est pas question de négocier quoi que ce soit avec la

politique qui refuse de parler à visage découvert. La tempête annoncée n'aura été qu'un bref coup de vent, et ces journées d'études ne devaient être qu'un « bureau politique, un peu prolongé », « un brain storming » sous le contrôle du chef, qui a veillé à ce que l'emploi du temps des « séminaristes » comprenne une visite du Parlement européen, une

abandonnée sous différents angles. Un rapport confié à Roger Holeindre, conseiller régional d'Ile-de-France, président du Cercle national des combattants, a servi de base de discussion. Accusé de racisme, le FN a évalué les bénéfices qu'il pourrait recueillir d'une politique d'ouverture en faveur des Français « de couleur des départements d'outre-mer », des harkis et de tous ceux « qui ont donné leur sang pour la France ». Un Cercle national des Français des départements d'outre-mer devrait être prochainement créé avec à sa tête Stéphane Durbeck, un Antillais, conseiller régional FN de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Au-delà de l'idée d'« accords » ne pouvant être passés « qu'à la base », qui semblait acquise, les dirigeants du FN devaient réfléchir à leurs thèmes de campagne des prochains mois. « Pourquoi pas une pétition pour un référendum sur l'Europe ? », suggère un responsable. Par rapport aux élections régionales et cantonales de 1998, Jean-Marie Le Pen, conseiller régional de la Seine-Saint-Denis, maire de Toulon et élu à l'Assemblée nationale, estime qu'« on ne pourra pas, d'un côté, dire de nos adversaires que ce sont des pourris et, de l'autre, chercher des accords ». « Nous devons définir notre adversaire principal : le gouvernement social-communiste ou bien le RPR-JDF », explique un dirigeant. Quel que soit le cas de figure, chacun souhaite « aller aux élections de manière offensive », et le FN a déjà procédé à 500 investitures pour les élections cantonales.

Christiane Chambeau

« Le culte insensé » d'une « floppée de courtisans »

« Le Front national est une monarchie absolue qui ne s'avoue pas comme telle », explique Roland Gaucher, ancien membre du bureau politique du FN, et toujours conseiller régional en Franche-Comté. « Il a toujours été impossible d'ouvrir un débat vraiment authentique à l'intérieur du parti », écrit M. Gaucher dans un livre, *La Montée du FN : 1983-1997*, publié par Jean Picollec. « Le bureau politique est une chambre d'approbation de Le Pen », assure-t-il. Selon M. Gaucher, « la force du Front, c'est en partie le charisme de son "leader" et le dévouement de ses militants de base », mais « sa grande faiblesse c'est aussi le tempérament du même homme, et le culte insensé dont il est l'objet de la part d'une floppée de courtisans ». Pour M. Gaucher, « le jour où Le Pen se retirera, ou disparaîtra, l'absence de structures véritables, dans une formation soutenue par un électoralat de plus en plus populaire, mais dirigée par des notables "embourgeoisés", posera de graves problèmes ».

droite », qu'« on ne s'allie pas à des forces qui sont en décomposition : on attend d'en ramasser des débris ».

Le 13 juillet, à la fête des « Tricolores », M. Le Pen a précisé que le FN a « vocation à succéder au gouvernement socialiste » avec des « républicains et démocrates » qui viendraient « s'agréger ou noyer des patriotes ». « Bruno Mégret pensait peut-être à un changement stratégique et envisage peut-être des alliances, mais il ne l'a pas dit et on doit le juger sur ce qu'il a dit », souligne un membre du bureau

conférence sur le fonctionnement de l'institution, des contacts avec les autres formations de la « Droite européenne ». A l'ordre du jour figurait cependant un problème central, celui du passage « de l'état de parti d'opposition à celui de parti de gouvernement ». De ce positionnement découlaient trois préoccupations : le réajustement des structures du parti, avec une « décentralisation en faveur de responsables régionaux », la « dédialisation » de celui-ci et la préparation des prochaines élections. La « dédialisation » a été

L'UNAF fait des contre-propositions sur les allocations familiales

LE PRÉSIDENT de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) a réaffirmé, jeudi 17 juillet, la totale opposition de son mouvement (916 000 familles revendiquées) à la mise sous conditions de ressources des allocations familiales, annoncée par Lionel Jospin, le 19 juin, dans sa déclaration de politique générale. Hubert Brin, a cependant, fait des contre-propositions au gouvernement sur le mode du « donnant-donnant » : s'il retire son projet, l'UNAF est prête à réexaminer l'ensemble de la politique familiale, qu'il s'agisse des prestations et de la fiscalité en faveur des familles.

« Si on lâche sur les allocations familiales, nous savons très bien qu'après, ce sera au tour de l'assurance-maladie », a souligné M. Brin. Il a rappelé que, pour l'UNAF, les prestations ont vocation à assurer une redistribution horizontale (des célibataires et des ménages sans enfants vers les familles), alors que l'impôt doit assurer une redistribution verticale (des riches vers les pauvres). Le président de l'UNAF a également dénoncé le silence des pouvoirs publics sur l'affectation des sommes économisées par la Caisse nationale des allocations familiales grâce à ce critère de ressources (25 000 francs par ménage de deux enfants).

« Aucune proposition concrète n'a été faite », regrette-t-il. Il est vrai que l'équilibre financier

de la branche famille est compromis pour de nombreuses années. Elle accusera un déficit de l'ordre de 10 milliards de francs fin 1997. Si le gouvernement applique la loi sur la famille votée en 1994, il va devoir, d'ici à 1999 au plus tard, prolonger jusqu'à vingt-deux ans l'âge limite légal de nombreuses prestations. Au total, estime M. Brin, la CNAF pourrait accusé un déficit de 20 à 25 milliards de francs pour la seule année 1999. Autant de signes qui indiquent, selon lui, que le gouvernement ne cherche rien d'autre, avec la mise sous conditions de ressources, qu'à réaliser des économies.

LE PLAFOND DU QUOTIENT FAMILIAL

M. Brin s'est déclaré disposé à ouvrir avec les pouvoirs publics le dossier de la simplification des prestations (près de vingt-cinq actuellement) et celui de la fiscalité. Pour « plus de justice », l'UNAF prône « un réajustement entre la fiscalité directe et indirecte », qui devrait se traduire, selon elle, par une hausse de l'impôt sur le revenu et une baisse de la TVA et de la taxe sur les produits pétroliers. « A l'extérieur de la fiscalité directe, propose-t-elle encore, elle est prête à discuter d'un aménagement du plafond du quotient familial en contrepartie de l'abandon définitif de l'idée du critère de ressources ».

Toucher au plafond du quotient familial est

un sujet conflictuel au sein même de l'UNAF, puisque toutes ses associations adhérentes ne partagent pas le même avis sur un dispositif destiné à tenir compte, pour le paiement de l'impôt, des facultés contributives de chaque foyer liées à sa composition. Le quotient familial a tendance à favoriser les familles nombreuses à hauts revenus. Selon le ministère de l'emploi et de la solidarité, un couple avec trois enfants disposant de 200 000 francs de revenu net annuel reçoit 40 000 francs d'aides publiques (allocations et quotient familial) ; cette aide est de 67 100 francs pour une famille ayant 700 000 francs de revenus. Dans ce second cas, c'est le quotient qui assure l'essentiel de l'aide (48 600 francs). Abaisser son plafond (instauré en 1962) permettrait donc à l'Etat de faire des économies, mais sans toucher au principe de l'universalité des allocations.

Pour l'heure, Matignon affirme qu'il n'est pas question de revenir sur la décision de mettre les « allocs » sous conditions de ressources, une mesure « de solidarité » et « de justice ». Il reste que les modalités pratiques ne seront arrêtées que dans les prochaines semaines. C'est ce délai que l'UNAF veut mettre à profit pour tenter d'indéfinir la position du gouvernement.

Jean-Michel Bezat

La Conférence nationale de la santé met l'accent sur l'éducation sanitaire

LA DEUXIÈME Conférence nationale de la santé a remis, mercredi 16 juillet, son rapport au secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner. Rédigé à l'issue de trois jours de travaux à Lille, du 30 juin au 2 juillet (*Le Monde* du 1^{er} juillet), ce rapport vise à définir les priorités sanitaires du pays et met, en particulier, l'accent sur la santé des enfants et des adolescents, la prévention et le dépistage des cancers ainsi que la réduction des inégalités régionales.

Les travaux de la conférence, composée de représentants des professionnels de santé et des établissements publics et privés de santé, doivent être pris en compte pour l'élaboration du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui sera soumis au Parlement en octobre.

La priorité fixée par le rapport est le renforcement de la politique de prévention auprès des enfants, des adolescents et des jeunes. Cela suppose « le respect des lois concourant à la protection de l'enfance et de la jeunesse, en parti-

culier celles qui concernent l'alcool et le tabac ». Mais la conférence nationale préconise, en outre, l'introduction de vingt heures annuelles d'éducation à la santé tout au long de la scolarité et ce, dès la maternelle. Le rapport précise que cette éducation devrait « intégrer toutes les dimensions de la vie quotidienne : l'alimentation, la connaissance de la sexualité, la sensibilisation à la sécurité, la prévention des accidents du sport, la compréhension des comportements psychologiques et sociaux, comme la violence ou la dépression ».

INÉGALITÉS RÉGIONALES

En dehors de cet effort d'éducation, la conférence ne propose guère de mesures concrètes, alors que le Haut Comité de la santé publique avait souligné la vulnérabilité des jeunes de 15 à 24 ans, dont le taux de mortalité par accident ou par suicide est particulièrement élevé. Tout au plus le rapport évoque-t-il la nécessité d'adapter pour eux les lieux de soins, et de repérer et d'assurer le suivi des en-

fants en difficulté et en danger, tout en assurant une meilleure formation des professionnels qui les prennent en charge.

La conférence propose également de « compléter la préparation à l'accouchement par une préparation à la naissance et à la parentalité », afin d'identifier très tôt les signes précoces de dépression des mères et d'organiser un appui à domicile, notamment en milieu rural. Elle préconise, au-delà des bilans de 9 et 24 mois effectués sur les enfants, d'insister sur celui qui doit être réalisé à 4 ans et de transformer la politique des bilans systématiques de santé dans le parcours scolaire.

Concernant le cancer (160 000 à 170 000 morts par an), le rapport estime qu'il faut « dès l'enfance et l'adolescence, prévenir simultanément les risques de cancer et de maladies cardio-vasculaires par des incitations positives portant sur certains choix alimentaires et encourager l'abstinence tabagique et la maîtrise de la consommation d'alcool ». Il insiste sur la nécessité

d'une information sur les risques cardio-vasculaires et d'un dépistage précoce des cancers du sein, de l'utérus ou du colon. Enfin, le rapport reconnaît que des « inégalités de santé intra et interrégionales » existent et qu'il est « nécessaire de les réduire ».

En réponse à la présentation du rapport, Bernard Kouchner a souligné l'importance de la politique de prévention. Le secrétaire d'Etat à la santé a estimé que « le soin n'est pas tout et qu'il faut passer de la politique du soin à celle de la santé » et a ajouté que « la prévention des risques » passait par « un renforcement de la médecine scolaire et de la médecine du travail ». Il a également confirmé un renforcement de la législation concernant le tabagisme et l'alcoolisme et a rappelé que la loi Evin sera scrupuleusement respectée lors de la Coupe du monde de football, qui ne pourra en aucun cas servir de vitrine à des marques d'alcool ou de tabac.

Michèle Aulagnon

La croissance a été de 0,2 % au premier trimestre de 1997

LA CROISSANCE a été faible au premier trimestre 1997. Selon les comptes nationaux publiés jeudi 17 juillet par l'Insee, la hausse du produit intérieur brut a seulement été de 0,2 %, comme le laissait penser une première estimation rendue publique en juin. Corrigée du nombre des jours ouvrables, la tendance serait un peu plus favorable, la croissance approchant alors 0,5 %. Ce faible résultat porte à 0,8 % l'acquis de croissance à la fin de ce trimestre, c'est-à-dire la croissance qui serait constatée en fin d'année si - par hypothèse - la croissance était nulle au cours des trois derniers trimestres. Cette statistique est d'autant plus préoccupante qu'elle souligne une atonie de la demande intérieure. Au premier trimestre, la consommation des ménages a progressé de seulement 0,3 %, tandis que l'investissement a reculé de 1,2 %.

Les recettes fiscales sont toujours inférieures aux prévisions

A QUELQUES JOURS de la publication de l'audit des finances publiques, le ministère du budget a publié, mercredi 16 juillet, un ultime bilan de l'exécution budgétaire, arrêté à la fin mai. Il fait apparaître une contraction du déficit budgétaire à 241,3 milliards de francs, contre 253,5 milliards fin mai 1996. Cette amélioration est toutefois artificielle car elle est due à un redressement exceptionnel des recettes non fiscales, lié à une modification comptable concernant les pensions versées par France Télécom. Les recettes fiscales sont toujours beaucoup plus faibles que prévu. Leur hausse constatée fin mai est seulement de 1,5 %, contre une prévision de 2,6 % sur l'ensemble de l'année. Les rentrées de TVA ne progressent que de 2,4 %, contre un objectif annuel de 5,8 %.

DÉPÊCHES

■ **CORSE** : le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, en-tame, jeudi 17 juillet, à Ajaccio une visite de deux jours en Corse dans le but de réaffirmer « la primauté de la loi républicaine et de l'Etat de droit » et « la solidarité nécessaire au développement ». Le dialogue est « ouvert avec tous ceux qui renoncent définitivement à la violence », déclare M. Chevènement dans un entretien au quotidien *La Corse*, publié jeudi. Cette première visite de M. Chevènement intervient après l'annonce, le 17 juin, d'une trêve par le FLNC-Canal historique. Elle a été précédée de nouvelles arrestations dans les milieux nationalistes mais aussi du retour à Bastia, mercredi soir, de l'avocate nationaliste Marie-Hélène Mattei, mise en examen dans l'affaire du golf de Perone (Corse-du-Sud).

■ **JOSPIN-KOHL** : Matignon a confirmé, mercredi 16 juillet, que le premier ministre Lionel Jospin rencontrera « fin août » le chancelier allemand Helmut Kohl, probablement « autour du 28 ». M. Jospin a déjà eu une entrevue, en tête à tête, avec le chancelier le 13 juin à Poitiers.

■ **RPR** : l'ancien premier ministre Edouard Balladur, qui réunissait pour un déjeuner une quarantaine de parlementaires et d'anciens élus RPR, a plaidé, mercredi 16 juillet, pour « le plus large rassemblement possible au sein du RPR », qui doit « se traduire par la rénovation » du mouvement et « la réconciliation de tous ». M. Balladur, qui s'exprimait pour la première fois depuis l'élection de Philippe Séguin à la présidence du RPR, a souligné sa « détermination à continuer à travailler pour élaborer un projet d'avenir pour notre pays ».

■ **HOMMAGE** : Robert Hue, secrétaire national du PCF, a envoyé un message privé à la famille de l'académicien François Furet, décédé le 12 juillet. L'académicien Furet avait rendu hommage à l'« un de ses plus grands historiens, mais aussi un des meilleurs héritiers de l'esprit français, théoricien de l'épuisement de l'idée révolutionnaire », tandis que le ministre de l'Éducation nationale, Claude Allègre, soulignait que « son œuvre sur la révolution française et plus récemment sur le communisme restera une référence pour tous ».

■ **EMPLOI** : l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel (ANDCF) appelle, dans un rapport publié mercredi 16 juillet, les entreprises à « secouer leur attention » en matière d'aménagement-réduction du temps de travail (ARTT), faute de quoi elles risquent de se retrouver « enfermées dans un carcan légal ». Le gouvernement a prévu de présenter « à l'automne » un projet de loi cadre ramenant la durée légale du travail à 35 heures « avant la fin de la législature ».

■ **CONFIANCE** : le premier ministre continue à bénéficier d'une bonne cote de confiance, selon un sondage réalisé par Louis Harris les 4 et 5 juillet auprès d'un échantillon national de 1 001 personnes pour la lettre *Politique opinion*. Lionel Jospin conserve 61 % d'opinions favorables (en recul d'un point en un mois), contre 25 % d'opinions négatives.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.07 - FAX : 01.46.40.70.66

Par arrêt de la 11^{ème} Ch. (Section A) de la Cour d'Appel de PARIS du 18/7/1997, MAILLOT Jacques, P. D. G. de la S&E NOUVELLES FRONTIERES né le 17/1/1941 à Issy les Moulineaux (92) demeurant : 87, Bd de Grenelle 75015 PARIS a été condamné à la peine de 20 000 F d'amende pour discrimination dans l'offre ou la fourniture d'un bien ou d'un service (art. 225-1 et 225-2 du nouveau Code Pénal) et au moment de la commission des faits par les art. 416 AL 1^{er} et 416-1 1^{er} de l'ancien Code Pénal. La Cour a, en outre, ordonné aux frais de l'Etat : la publication de cet arrêt, par extrait, dans « LE MONDE » et « LIBERATION ». Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition. Pour le Greffier en Chef.

COUR D'APPEL DE BESANCON

Chambre Correctionnelle.

EXTRAIT D'ARRÊT PENAL.

Par arrêt contradictoire du 27 juin 1996 actuellement définitif (pourvoi en cassation rejeté le 29/10/96).

M. Jean DELGORGHE, né le 24/04/34 à BLANC MENIL (93) demeurant AMBAJOU 81290 VIVIERES LES MONTAGNES a été condamné aux peines de 10 mois d'emprisonnement avec sursis et 100 000 F d'amende.

M. René DUBOIS, né le 24/12/32 à PARIS (11^{ème}), demeurant, 34, Av. de la Source 94130 NOGENT s/MARNE et M. Bernard RAMOND, né le 23/12/59 à REVEL (31) demeurant Les Outils 31250 REVEL. Ont été condamnés à la peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis et 50 000 F d'amende chacun.

A l'insu de la Cour : LA DEPECHE DU MIDI - LE MONDE - L'EST REPUBLICAIN. Pour infraction de contrefaçon par édition ou reproduction d'une œuvre de l'esprit au mépris des droits d'auteur, délit d'ouvrages contrefaits, prévue et réprimée par les articles L. 335-2 al. 1, 2 et 3 du Code de la Propriété Intellectuelle. Pour extrait conforme.

Le Greffier.

LE TRIBUNAL, Vu les articles 129 et suivants du Code Civil,

constate l'existence de Gisèle Yolande Leslé VERNET, née à NICE (06), le 15 janvier 1921.

Annule le jugement de cette Chambre du Tribunal en date du 12 mai 1989 l'ayant déclaré absente. Dit que le dispositif du présent jugement sera publié dans « LE FIGARO » et « LE MONDE » aux frais et à la diligence de Gisèle VERNET.

Dit que dès la publication effectuée à la requête du Procureur de la République, la mention du jugement sera portée en marge du jugement annulé du 12 mai 1989 ainsi qu'en marge de la transcription dudit jugement effectué sur le registre de l'Etat Civil de PARIS (75^{ème}), le 29 juin 1990 et de l'acte de naissance de l'intéressée.

Laisse les dépens à la charge de Gisèle VERNET.

IMMIGRATION La publication de la circulaire Chevènement permettant la régularisation de certaines catégories d'étrangers sans papiers provoque un afflux de de-

mandes dans les préfectures. ● TANDIS que le ministère de l'intérieur promet une application « souple » de ce texte, les associations de défense dénoncent son caractère restrictif et

les risques d'une mise en œuvre disparate. ● LA QUASI-IMPOSSIBILITÉ pour des étrangers en situation irrégulière de produire les justificatifs de revenus exigés est soulignée. ● A PA-

RIS, la permanence téléphonique du Gisti, association de juristes spécialistes du droit des étrangers, est assaillie de demandes d'explications. ● LA PRÉFECTURE des Bouches-du-

Rhône commence à prendre des dispositions pour faire face à l'afflux de demandes. Les rendez-vous individuels avec les sans-papiers ne fonctionneront à plein qu'en 1998.

La régularisation de sans-papiers suscite un afflux de demandes

Alors que les associations dénoncent les difficultés d'interprétation de la circulaire Chevènement, le ministère de l'intérieur invite à une application « souple », mais exclut un moratoire sur les expulsions. A Paris, 20 000 formulaires ont été distribués

DEPUIS sa publication, le 26 juin, au Journal officiel, la circulaire permettant la régularisation de certains sans-papiers suscite bon nombre d'interrogations. Les associations de défense des droits des étrangers dénoncent un texte « restrictif », et redoutent des conditions disparates d'instruction des dossiers. Le ministère de l'intérieur et les préfectures plaident leur bonne foi et promettent une application « souple ». Quant aux étrangers eux-mêmes, ils se partagent entre ceux qui répondent à l'appel des guichets et d'autres, prudents, qui attendent de se faire connaître.

Les associations comme le ministère estiment que plusieurs dizaines de milliers de personnes pourraient bénéficier de ces mesures de régularisation, tout en reconnaissant que le bilan, imprévisible, dépendra de l'interprétation de la circulaire par l'administration. A Paris, la préfec-

ture de police a vite été prise d'assaut. Des milliers d'étrangers sont venus retirer les formulaires rédigés par la direction de la police générale. En moins d'une semaine, plus de vingt mille documents ont ainsi été distribués. La préfecture avait décidé de ne distribuer qu'un formulaire par personne. « Nous avons quand même été plusieurs fois en rupture de stock », reconnaît-elle. Si bien que ces documents, qui n'ont pourtant qu'une valeur indicative, ont commencé à se revendre.

Dans le Val-d'Oise, un millier de personnes ont retiré un formulaire en moins d'une semaine. Six cents autres ont déposé un dossier par écrit. « Ces dossiers, pour la plupart, n'entreront pas dans les critères de la circulaire, annonce-t-on à la préfecture. Beaucoup concernent en effet des étrangers non intégrés. Nous attendons encore des précisions du ministère sur certains critères. Mais, à

première vue, cette opération ne permettra de modifier que les marges. »

Autre esprit, autre procédure en Seine-Saint-Denis. A Bobigny, la préfecture a décidé de privilégier l'accueil direct des étrangers, même si la demande de régularisation devra être faite par écrit. « La moitié du succès de cette opération dépendra de la façon dont les personnes seront guidées », souligne Claude d'Harcourt, secrétaire général de la préfecture. En une semaine, plus de 5 700 courriers ont été reçus et 2 300 convocations ont été distribuées. « Les personnes seront toutes reçues, pour la plupart deux fois », souligne M. d'Harcourt. Pour déterminer la catégorie dans laquelle elles peuvent se trouver, puis pour examiner leur dossier. De cette façon, on permettra aux étrangers de présenter des arguments qu'ils n'auraient pas pu faire s'ils se fussent vus par écrit. Et on pourra déceler des fraudes. » Pour cela, une quarantaine de vacataires devraient épauler les fonctionnaires de la direction des étrangers.

Une telle organisation fait soufre à la préfecture de Seine-Meuse. Ici, soixante dossiers seulement ont été déposés en une semaine. Le premier, dès le lendemain de la publication de la circulaire, « par un célibataire qui disposait de tous les papiers nécessaires, parmi lesquels quinze ans de bulletins de salaire », raconte le directeur de la réglementation, William Bréville. Quatre vacataires devraient être répartis entre Rouen et la sous-préfecture du Havre et des « fonctionnaires expérimentés » recrutés, à partir du 15 juillet, les deux.

Organisations différentes, critères diversément interprétés : les associations qui, à l'image du MRAP du Gisti ou du Syndicat des avocats de France (SAF), réclament un moratoire des expulsions et une amnistie de toutes les interdictions du territoire se disent « particulièrement inquiètes ».

INTERPRÉTATIONS

Quel de commun, en effet, entre le formulaire de la préfecture de police de Paris, qui, catégorie par catégorie, détaille les documents à présenter, et celui de la préfecture du Val-d'Oise, qui aligne les quinze pièces potentiellement nécessaires au candidat à la régularisation ? Pourquoi un passeport en cours de validité est-il exigé à Paris et pas dans d'autres départements, comme la Seine-Saint-Denis par exemple ? Le MRAP réclame ainsi « un traitement uniformisé des dossiers par toutes les préfectures de la métropole ». Pour tenter de répondre à ce type d'interrogations, le ministère de l'intérieur vient de diffuser un formulaire normalisé de « demande d'admission au séjour » dont les préfectures peuvent s'inspirer.

A ces critiques de méthode s'ajoutent des interrogations sur les difficultés d'interprétation de la circulaire. Comment un sans-papiers, par définition interdit de travail, prouvera-t-il l'existence de ressources issues d'une activité régulière ? La réside le principal obstacle à la régularisation des célibataires sans charge de famille. Cette catégorie inclut certains déboutés du droit d'asile, mais aussi

tous les travailleurs illégaux isolés, femmes de ménage, employés de la confection, de la restauration ou ouvriers du bâtiment.

Outre la condition d'un séjour d'au moins sept ans, dont « une période en situation régulière », la circulaire exige une « insertion dans la société française », prouvée no-

lulariser des étrangers arrivés en France par le biais de filières d'immigration clandestine ». A canari, toute activité ayant fait l'objet de cotisations sociales permet de prouver l'insertion, même si le travailleur ne se trouvait pas lui-même en situation régulière. La

M. Chevènement visite deux centres de rétention

Le ministre de l'intérieur a visité, mercredi 16 juillet, le dépôt des étrangers de la préfecture de police de Paris ainsi que l'autre centre de rétention parisien, situé dans le bois de Vincennes. Jean-Pierre Chevènement, qui était accompagné de Gabriel Bestard, procureur de Paris, et de Philippe Masson, préfet de police, souhaitait « réaliser ce qu'est un centre de rétention et notamment la différence entre rétention et détention » (la personne retenue peut recevoir librement des visites, communiquer par téléphone et sa privation de liberté ne peut excéder dix jours).

Le choix du « dépôt des étrangers » situé dans le palais de justice de Paris comme lieu de la première visite apparaît symbolique. Ouvert en 1981 pour accueillir les étrangers en instance de reconduction à la frontière, le dépôt avait été fermé en 1995 après que des avocats, puis le Comité européen de prévention de la torture, eurent dénoncé des conditions d'hébergement indignes et des mauvais traitements. Rénové, il a été rouvert en novembre 1996.

talement par des « ressources issues d'une activité régulière ». Selon le ministère de l'intérieur, cette expression ne désigne pas un travail stable ou continu, mais suppose une durée d'activité en rapport avec la durée de séjour. Trois mois de fiches de paie pour un séjour de sept ans ne seraient pas suffisants. Sont également exclues les personnes ayant travaillé dans une entreprise non déclarée au registre du commerce. Le ministère veut ainsi « éviter de ré-

mise en œuvre de ces principes d'annonce difficile. Le travail « au noir » ne donne pas lieu à remise de fiches de paie.

Des justificatifs de virements réguliers sur un compte bancaire peuvent faire foi, mais cela exclut les personnes payées en liquide. En réalité, seuls les étrangers qui ont réussi à cacher à leur employeur l'illégalité de leur séjour ou dont le patron aura été peu regardant pourront franchir cet obstacle. Tel devrait être, par exemple, le cas des ouvriers d'entreprises du bâtiment ayant pignon sur rue. En revanche, rien n'est clair pour le cas, très fréquent, des employés de maison. Le « pouvoir d'appréciation » des préfets s'exercera alors à plein. Le ministère précise que la preuve de l'activité pourra être apportée « par tout moyen » : la désignation de l'employeur et des justificatifs de paiement, par exemple. Dans ce cas, les dettes de cotisations sociales pourraient être réclamées à l'employeur. Mais aucune consigne de poursuite pénale n'a été donnée.

Une autre ambiguïté concerne les conditions exigées pour la régularisation de jeunes entrés en France hors la procédure normale de regroupement familial. Le ministère de l'intérieur demande pour ce regroupement familial « sur place » de faire preuve de « souplesse », en accordant de « larges dérogations par rapport aux normes en vigueur ». Il invite toutefois à refuser les demandes « pouvant hypothéquer la salubrité ou la sécurité du logement ». Très sensible, enfin, à l'annonce du traitement réservé aux étrangers ayant fait l'objet d'une interdiction du territoire (ITF) prononcée par un tribunal. La circulaire, qui ne change rien à la pratique courante, exige de l'intéressé qu'il obtienne le relèvement, par le tribunal, de l'ITF. Cela nécessite, depuis la loi Pasqua, que l'étranger se trouve soit à l'étranger, soit incarcéré, soit assigné à résidence. Cette dernière mesure est la seule applicable aux personnes ayant déjà purgé une peine de prison et qui risquent aujourd'hui une expulsion (« double peine »).

Le ministère de l'intérieur a demandé aux préfets d'utiliser cette voie lorsque l'étranger a été condamné uniquement pour le délit de séjour irrégulier. Le dossier de demande de régularisation sera alors traité sans attendre la réponse à la demande de relèvement de l'ITF. Mais lorsqu'un délit de droit commun a été commis, tout dépend de l'appréciation de la menace pour l'ordre public. Si cette menace est évidente, l'expulsion pourra être exécutée car « il n'est pas question de décréter un moratoire ». Dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, tout dépendra de la souplesse des services préfectoraux et des instructions données place Beauvau.

Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg

Michel Samson

Affluence au consulat de Chine à Issy-les-Moulineaux

Une imposante file d'attente se forme, chaque jour, devant le consulat de République de Chine populaire à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) depuis l'annonce de l'opération de régularisation de sans-papiers. Des Chinois en situation irrégulière viennent réclamer les documents d'état civil et les passeports, ou faire traduire des attestations de mariage ou de naissance nécessaires à leur demande de régularisation. Seuls 80 tickets sont distribués chaque jour alors qu'environ une centaine de personnes se présentent.

Immédiatement après la publication de la circulaire Chevènement, la foule avait atteint 300 personnes par jour, contraintes à des heures d'attente sur le trottoir. Alarmé par les plaintes des riverains, André Santini, maire (UDF) d'Issy-les-Moulineaux, a organisé l'accueil dans une école où les Chinois peuvent dorénavant et utiliser les sanitaires. Selon la police, les demandeurs de papiers viennent de la France entière mais aussi d'Allemagne, des Pays-Bas, de Belgique et d'Italie.

« Et le passeport, il m'en faut un ? »

UN TÉLÉPHONE, un paquet de cigarettes, qui baisse à vue d'œil. Et, « au cas où », trois guides juridiques spécialisés. Il est 16 heures, jeudi 10 juillet, au siège du Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés

REPORTAGE

A la permanence juridique du Gisti, le téléphone ne sonne plus que pour des explications

(Gisti) et Mireille Glayman, avocate à la retraite, assure la permanence juridique. Sans-papiers, demandeurs d'asile, étrangers en quête de naturalisation ou même Français désespérant de faire renouveler leur carte d'identité : la clientèle est habituellement variée. Mais depuis le 26 juin, le téléphone ne sonne plus que pour des demandes d'explications sur la circulaire de régularisation. En continu, appel après appel.

« Bonjour, je suis marocain, je n'ai pas de papiers. L'homme parle d'une voix calme, dans un français impeccable. « Je suis rentré en France en 1991, j'avais dix-sept ans. Mon père travaillait ici depuis plus de vingt ans et il voulait nous faire venir. L'appartement était trop petit pour trois enfants. Mes deux frères sont venus par le regroupement familial, et moi comme ça. » Mireille Glayman examine les catégories. Regroupement familial sur place ? L'homme a

largement dépassé l'âge de dix-neuf ans imposé par la circulaire. Célibataire inséré ? Il n'est pas là depuis sept ans. « Vous avez des fiches de paie ? », interroge-t-elle. « Comment j'en aurais, je suis clandestin ! », réplique-t-il. « Je suis désolé, mais je n'ai pas fabriqué les critères : c'est presque la justice. Pour le moment, vous n'avez rien, mais rappelez en septembre. Ça aura peut-être évolué. »

« Bonjour, c'est pour la régularisation. Je suis parent d'enfant français. » Le ton trahit l'incertitude. « C'est bien, c'est un des critères, le rassure Mireille Glayman. Vous avez un certificat de nationalité de l'enfant ? »

« Non, la mère est française. Et on ne vit plus ensemble. »

« Vous entretenez l'enfant ? »

« Oui, et puis elle touche l'allocation parent isolé. »

« Alors là, ça ne marche pas, il faut choisir. En tout cas, il faut qu'elle déclare sur l'honneur que vous entretenez l'enfant, même partiellement. Que vous le gardez souvent. »

« C'est la vérité, d'ailleurs. Mais est-ce qu'elle ne risque pas de perdre l'allocation ? Parce que sinon, elle ne va pas vouloir. Et le passeport, il m'en faut un ? »

« Ah oui ! En cours de validité. Demandez-le à votre consulat. »

« Mais ça prend des mois ! »

« Alors faites-le le plus vite possible. La régularisation, c'est jusqu'au 1^{er} novembre. »

« Bonjour, je suis ivérienne, régulière. Mais mon fiancé est irrégulier. On a un enfant. » Mireille Glayman soupire. Encore un cas difficile. Mais le couple serait prêt à s'effacer. La condition de résidence de cinq ans imposée aux conjoints d'étrangers réguliers disparaît lorsqu'on a un enfant. Mais rien n'est prévu pour les concubins. « Bon, c'est le critère 142 : parent d'enfant né en France », explique l'ancienne avocate. Une catégorie qui demande elle aussi cinq ans de présence en France. « Il est là depuis quand ? »

« 1992, répond la femme, déclenchant la satisfaction de la juriste. »

« Alors vous prenez votre livret de famille, son passeport, des preuves de son séjour continu en France, et vous envoyez des photocopies de tout ça à la préfecture. »

« Vous êtes sûre ? »

« C'est l'une des rares catégories claires. Il faut en profiter. »

Les appels se succèdent. Une Algérienne, en France depuis treize ans, mais ancienne étudiante, ce qui l'exclut d'office. Un Marocain marié à une Française depuis quatre mois, mais contraint de rester caché. « Au bout d'un an, vous avez droit à un titre, explique l'ancienne avocate. Avant, rien. C'est stupide mais c'est comme ça. »

L'accent très prononcé, un homme explique son cas sans difficulté, mais comprend mal les conseils de Mireille Glayman. Célibataire, en France depuis seulement cinq ans et toujours sans papiers, il n'a qu'une chance, explique lentement la juriste : « les persécutions en Algérie. »

capable de traiter tous les dossiers. L'annonce de la circulaire a déjà provoqué un afflux supplémentaire vers les guichets de la rue Saint-Sébastien, annexe de la préfecture où le service des étrangers a ses locaux.

REQUÊTE ÉCRITE

Les demandeurs sont accueillis avec une lettre-circulaire qui leur précise que, pour être enregistrée, leur requête doit être formulée par écrit et postée. Au 11 juillet, 592 demandes avaient déjà été enregistrées. Et plus de 100 lettres valant autorisation provisoire de séjour avaient été expédiées en retour aux solliciteurs. Elles fixaient un rendez-vous à partir du 15 septembre 1997, tout en donnant la liste des pièces à fournir pour obtenir le titre de séjour.

Les demandes de régularisation devant être déposées avant le 1^{er} novembre, le dernier trimestre de l'année verra donc une première accélération des rendez-vous. Mais c'est aussi la période où sont traditionnellement traitées les 6 000 demandes de permis de séjour par des étudiants. Le préfet tient absolument à ce que ces bénéficiaires traditionnels ne pâtissent pas des nouvelles dispositions. Ne seront donc reçus que 30 personnes par semaine durant cette période. D'autant que, pour reconstituer des vies qui peuvent avoir été clandestines pendant des années, les employés de l'accueil entendent les gens durant une demi-heure, au lieu du quart d'heure habituel.

C'est donc seulement à partir de janvier 1998 que le système de-

« Quelles persécutions ? »

« La guerre dans votre pays. Si vous avez souffert, ou si vous avez peur, ça peut être un motif pour rester en France. »

« Je dois faire quoi ? »

« D'abord vous réunissez des informations sur les violences. Pas en général, mais dans votre village. Vous retrouvez des lettres de votre famille vous racontant ce qui se passe et vous expliquant le danger. Si vous avez été agressé, il faut un certificat médical. Des lettres de menaces, si vous en avez eues. Ensuite vous allez à la préfecture chercher le formulaire. Vous rentrez dans le critère 19. »

« Je rentre où ? »

« Non, 19, c'est le critère de régularisation à invoquer. Vous expliquez que vous voulez rentrer au pays, mais que vous craignez pour votre vie et que vous n'êtes là que provisoirement. »

« J'ai un bail, un compte bancaire, un logement, vous savez. »

« Très bien, mais n'en faites pas trop non plus. Vous ne devez pas faire penser que vous êtes inséré, que vous voulez rester là pour toujours. Vous avez compris ? »

« Oui, oui... Et les fiches de paie ? »

« Oubliez-les. »

« Je peux prendre un avocat ? »

« Vous pouvez toujours, mais c'est inutile, je pense vous avoir expliqué la situation. »

« Oui, vous avez raison, je vais prendre un avocat. Au revoir madame. »

Nathaniel Herzberg

La préfecture des Bouches-du-Rhône se prépare à examiner 230 dossiers par semaine

MARSEILLE

Le préfet Jean-Paul Proust tient à piloter personnellement l'application de la circulaire de régularisation de sans-papiers dans les Bouches-du-Rhône. Le 22 juillet, il présidera une réunion des responsables du bureau des étrangers afin de « fixer la doctrine », sur la base de l'analyse des cinquante premiers dossiers déposés en préfecture. Cette concertation devrait permettre de rendre plus homogènes les appréciations subjectives auxquelles le flou de la circulaire laisse la place.

Mais ce sont d'abord des problèmes de quantité qui se posent dans les mois à venir dans les Bouches-du-Rhône. Le service des étrangers, qui emploie 65 personnes - et ne s'occupe pas des

problèmes de nationalité - gère 24 900 titres de séjour annuellement. Il faut désormais estimer le nombre des demandes à venir. Partant du chiffre de 205 000 étrangers régulièrement présents dans le département, le secrétaire général adjoint de la préfecture, Charles Boulard, estime qu'un chiffre situé entre 15 000 et 20 000 nouvelles demandes, soit un peu moins de 10 % des présents, est le plus probable. Les associations, qui ont rencontré la préfecture dès le 2 juillet pour une concertation, reçoivent quelque 80 personnes aux permanences chaque lundi et jeudi à la Maison de l'étranger, et elles pensent que ce nombre ira croissant. Mais elles se refusent à tout pronostic chiffré.

Quoi qu'il en soit, la préfecture doit mettre en place un dispositif

capable de traiter tous les dossiers. L'annonce de la circulaire a déjà provoqué un afflux supplémentaire vers les guichets de la rue Saint-Sébastien, annexe de la préfecture où le service des étrangers a ses locaux.

REQUÊTE ÉCRITE

Les demandeurs sont accueillis avec une lettre-circulaire qui leur précise que, pour être enregistrée, leur requête doit être formulée par écrit et postée. Au 11 juillet, 592 demandes avaient déjà été enregistrées. Et plus de 100 lettres valant autorisation provisoire de séjour avaient été expédiées en retour aux solliciteurs. Elles fixaient un rendez-vous à partir du 15 septembre 1997, tout en donnant la liste des pièces à fournir pour obtenir le titre de séjour.

Les demandes de régularisation devant être déposées avant le 1^{er} novembre, le dernier trimestre de l'année verra donc une première accélération des rendez-vous. Mais c'est aussi la période où sont traditionnellement traitées les 6 000 demandes de permis de séjour par des étudiants. Le préfet tient absolument à ce que ces bénéficiaires traditionnels ne pâtissent pas des nouvelles dispositions. Ne seront donc reçus que 30 personnes par semaine durant cette période. D'autant que, pour reconstituer des vies qui peuvent avoir été clandestines pendant des années, les employés de l'accueil entendent les gens durant une demi-heure, au lieu du quart d'heure habituel.

C'est donc seulement à partir de janvier 1998 que le système de-

vrait tourner à plein régime et pouvoir examiner 230 dossiers par semaine. Ce rythme devrait faire durer l'opération au moins sur toute l'année 1998. Trois agents de l'Office des migrations internationales sont déjà venus renforcer les effectifs du service, deux autres sont attendus, et quarante et un mois de vacation ont été ajoutés aux horaires dévolus à l'opération. Il est difficile de former en quelques semaines des agents capables d'appréhender des dossiers très complexes. Dominique Conca, qui dirige le service, en est tellement consciente qu'elle compte, comme ses dix cadres, instruire elle-même des dossiers tout au long de l'année prochaine.

Michel Samson

Jean-François Mancel devra rembourser au département de l'Oise 400 000 francs de dépenses personnelles

A cette condition, le parquet de Beauvais classera l'enquête

Le parquet de Beauvais a décidé, mercredi 16 juillet, de classer sous condition l'enquête sur la prise en charge, par le conseil général de

l'Oise, des dépenses « alimentaires et de petit entretien » de son président, Jean-François Mancel, et de deux hauts responsables administratifs

du département. Ils devront rembourser au département avant la 1^{re} août la somme de 600 000 francs.

LE PARQUET de Beauvais a décidé, mercredi 16 juillet, de classer sous condition l'enquête sur la prise en charge, par le conseil général de l'Oise, des dépenses personnelles de son président, Jean-François Mancel. Avant le 1^{er} août, M. Mancel et deux hauts responsables administratifs devront rembourser la somme de 600 000 francs, correspondant à des dépenses « alimentaires et de petit entretien » de caractère personnel et familial.

des comptes de Picardie avait transmis au parquet de Beauvais un rapport soulignant qu'entre 1989 et 1992, 1,4 millions de francs de dépenses imputées au chapitre alimentation du compte « relations publiques » paraissent présenter un caractère personnel ou familial.

Par ailleurs, figuraient des achats de lait brochant, de produits laitiers ou de papier toilette effectués dans des supermarchés locaux. En octobre 1996, le parquet avait confié une enquête préliminaire à la police judiciaire de Creil.

Selon un communiqué du parquet, les investigations ont « confirmé les

hypothèses de la chambre régionale des comptes ». Certaines des sommes réglées par le département correspondent à l'organisation de « petites réceptions à caractère professionnel ou de représentation », d'autres sont des dépenses alimentaires et de petit entretien à caractère personnel ou familial. Bien que ces dépenses soient, selon le communiqué, « susceptibles de revêtir une qualification pénale », le parquet a renoncé à exercer des poursuites à l'encontre de l'ancien secrétaire général du RPR, qui a perdu son siège de député lors des dernières élections législatives.

Suivi de très près par la chancellerie lorsque Jacques Toubon était garde des sceaux - le directeur des affaires

criminelles et des grâces, Marc Molnard, avait téléphoné à de nombreuses reprises au procureur général d'Amiens pour lui recommander un classement -, ce dossier sensible sera classé à trois conditions. Le conseil général devra adopter « toute procédure utile permettant la définition, l'identification et le contrôle » des dépenses de réception et cesser de prendre en charge les dépenses personnelles du président et des hauts fonctionnaires territoriaux. M. Mancel, ainsi que les deux hauts responsables administratifs, devront, pour leur part, rembourser avant le 1^{er} août la somme de 600 000 francs.

Anne Chemin

Les propos de M^{me} Aubry sur le CUCS font réagir les associations « gay »

EN DÉCLARANT au Sénat que le contrat d'union civile et sociale (CUCS) devait être « centré sur les questions relatives au logement et aux transports », Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a fait vivement réagir les associations qui militent pour la reconnaissance du couple homosexuel. L'association Lesbien et Gay Pride estime que ses propositions sont « gravement insuffisantes ». Le Comité pour la reconnaissance sociale des homosexuels souligne que la conception de M^{me} Aubry « revient à une révision à la baisse du projet » qu'il ne saurait cautionner.

Le collectif pour le contrat d'union civile et sociale, proche du Mouvement des citoyens, rappelle que « le CUCS doit répondre aux problèmes que rencontrent les couples hors mariage, en terme de succession, de logement, de droit au travail, de rapprochement de fonctionnaires, de couverture sociale, de droit de séjour, de réversion, de retraite et d'impôts. Il ne saurait en aucune manière se limiter au règlement de l'un ou de deux de ces aspects ».

■ ÉDITION : la Cour de cassation a rejeté, mercredi 16 juillet, le pourvoi des éditions Plon contre l'arrêt du 13 mars 1996, qui confirmait la saisie du livre du docteur Claude Guibet, *Le Grand Secret*. Les magistrats ont estimé que la publication d'informations relatives à la santé de François Mitterrand, en « violation manifeste du secret médical », constituait un « trouble manifestement illicite » justifiant la saisie de l'ouvrage.

■ JUSTICE : l'ex-maire (UDF-PR) de Cannes Michel Mouillot a décidé, mercredi 16 juillet, de cesser la grève de la faim qu'il observait depuis six semaines. Michel Mouillot, sous le coup de plusieurs mises en examen pour corruption, avait été incarcéré à Draguignan (Var) le 19 juillet 1996 et était hospitalisé à Nice depuis mai. Le 26 juin, il avait été placé d'urgence sous perfusion.

CARNET

DISPARITION

Alexandra Danilova

Une ballerine de cœur

ALEXANDRA Danilova est morte dimanche 13 juillet 1997 à New York. Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans. Elle incarnait la *prima ballerina* russe, cosmopolite par excellence. De Paris aux États-Unis.

Née à Peterhof, en 1904, pur produit du théâtre Mariensky, à Saint-Petersbourg - aujourd'hui le Kirov - elle fut une des stars des Ballets russes de Diaghilev, puis des Ballets de Monte-Carlo. Comment se rappeler d'elle autrement qu'à travers les livres et les émissions de télévision ? Son humour, son franc-parler surprenant. Elle n'avait pas un physique de danseuse. Peut-être est-ce à cause de ce visage aux traits si affirmés qu'elle avait développé un caractère qui paraissait si singulier, si audacieux. Rien d'une belle égarée habituée au silence. Pourtant sur son simple nom l'Opéra de Monte-Carlo affichait complet. Il est vrai qu'elle avait une paire de jambes glorieuses, un charme fou, une intelligence qui savait pointer le détail drôle.

CLASSIQUE RENOUVELÉ

George Balanchine en fit sa compagnie de 1927 à 1931. Avec lui, elle quitta la Russie, en 1924, pour s'établir en France. Balanchine devenait, à Paris, sans perdre de temps, le chorégraphe de Diaghilev. Et, s'il aimait les femmes, il se considérait plutôt en tant que compagnon « comme un nuage en pontail ». La jeune ballerine, lassée du nuage, épousa un ingénieur italien. Le mariage ne dura guère. En 1946, tout comme Balanchine, elle choisit d'émigrer aux États-Unis. Dans cette nouvelle patrie, le chorégraphe allait trouver la gloire, renouveler de fond en comble l'idée même du classique, et créer un des plus brillants ballets du monde : le *New York City Ballet*. Elle, danseuse, ayant dépassé la quarantaine, voyait, en revanche, sa carrière se ralentir.

Elle fit ses adieux à la scène en 1937 au Metropolitan de New York, mais ne quitta pas pour autant sa passion. Pour le Metropolitan, elle chorégraphia les parties dansées des opéras, puis Balanchine lui demanda d'enseigner dans son école, de remonter les œuvres du répertoire russe. On ne sait pourquoi, mais avec ses pommettes sous les yeux, son nez fort, cette soliste exceptionnelle, qu'on n'a jamais vu danser, nous séduisait par sa lucidité. Témoin d'un siècle de danse, de la révolution russe, actrice des plus grands ballets, elle avait toujours cet air de dire que tout cela n'était pas si important. Juste la danse. Toute une vie.

Dominique Fréty

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

An 3, rue du Bac, à Paris. Jacqueline, Willy et Éléonore MADAR sont heureux de faire part de la naissance de

Gabriel,

fil de Virginie et Philippe JOURNO.

Mariages

Nous nous sommes mariés le 12 juillet 1997, en l'église Saint-Rémi, à Maisons-Alfort. Nous souhaitons faire partager notre bonheur.

Déborah GENTHIAL

et Renaud TURC.

196, rue de Tolbiac, 75013 Paris.

Isabelle et Philippe, Anne et Jean-Pierre, Cathy et Tami, Pierrette et André, Christiane, Jean, Rida, Claude, Françoise et Pierre, Sophie et Ugo, Danielle et François, Sylviane et Lionel, Christine et Gilbert, Françoise et Jackie, Lily et Jean-Pierre, Mircille et René, Simone et Hughes, Josiane et Tigrane, Simonne et Xavier...

Les amis et les camarades...

prennent acte (avec joie) du mariage de

Marie et Claude,

après vingt-sept ans de réflexion.

Paris, le Panthéon, 17 juillet 1997.

Décès

— Marie-Françoise, son épouse, Sébastien, Virginie et Stéphane Handy, Naïcha et Julien Frydman, ses enfants, Lucile, Françoise et Victor, son frère et ses sœurs, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Sennen ANDRIAMIRADO.

Avant son retour à Madagascar, une cérémonie d'adieu sera donnée en son honneur, le vendredi 18 juillet 1997, à 13 heures, en l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, 75013 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président-directeur général d'Aérospatiale, Et le directeur de la branche aéronautique, ont le regret de faire part du décès de

M. Alain BRUNEAU, ancien directeur des programmes Airbus, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, médaillé de l'Aéronautique,

survenu le 14 juillet 1997.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 18 juillet, à 15 heures, en l'église de Saint-Pierre-Langers (Manche).

Le Carnet du Monde

POUR VOS HEUREUX ÉVÉNEMENTS

NAISSANCES, MARIAGES

70 F la ligne hors taxes

01.42.17.39.80 01.42.17.38.42

— Le bureau, Le conseil d'administration de Corp de soliel, ont la douleur de faire part du décès de

Dalila BOUKHALLOU-CHEVALIER, vice-présidente de l'association,

survenue le 11 juillet 1997, à Paris, à l'âge de cinquante-deux ans.

Les obsèques se sont déroulées dans la plus stricte intimité au cimetière du cimetière de Thiais.

[Née en 1945 à El-Azoum (ex-Océanville), Dalila Boukhallo-Chevalier était une femme de caractère, d'action et de conviction. Après son mariage en 1971 et son installation en France, elle a été une militante déterminée, exigeante, parfois intransigente, au service des valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité. Que ce soit dans les cabinets ministériels où elle a travaillé ou comme militante socialiste, que ce soit à l'association Corp de soliel ou dans sa vie de tous les jours, Dalila Boukhallo-Chevalier s'est battue de toutes ses forces pour l'intégration de la communauté maghrébine dans la société française. Elle a été notamment à l'origine de l'émission « Connaitre l'islam » sur France 2 et des caravanes musulmanes dans les cinémas. Sa vie a été empreinte de fierté, de dignité et de rectitude morale. Sa disparition est une grande perte pour ses proches, pour ses amis, et pour tous ceux qui, en France et au Maghreb, luttent pour la fraternité, la justice et la liberté.]

— Le Centre gai et lesbien de Paris, Le Kiosque Info Sida, Et le Syndicat national des entreprises gays, ont la tristesse de faire part du décès, le 13 juillet 1997, du

docteur Dominique DELAYANCE, chargé de mission à la division sida de la direction générale de la santé, et notre ami.

En sa mémoire, et en hommage à son engagement dans la lutte contre le sida, un rassemblement aura lieu le vendredi 18 juillet, à partir de 17 heures, au Centre gai et lesbien, 3, rue Keller, Paris-1^{er}.

— Le directeur général et l'ensemble du personnel de la direction générale de la santé ont la douleur de faire part du décès de leur collègue et ami, le

docteur Dominique DELAYANCE, chargé de mission, division sida.

Ils s'associent à la peine de sa famille et de ses proches.

— Le président, Le bureau, Le conseil d'administration et le conseil scientifique, Et ses collègues de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, font part avec tristesse de la disparition de

François FURET, directeur d'études, président de l'EHESS de 1977 à 1985.

Ils évoquent sa mémoire avec amitié et gratitude et ils s'associent à la peine de sa famille et de ses proches.

(Le Monde du 16 juillet.)

— M. Yannick Desportes, son épouse, Marc et Luc, ses fils, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Tamara DESPORTES, née NEUMANN, architecte DPLG, urbaniste DIUUP,

survenue le 16 juillet 1997, à Paris, à l'âge de soixante ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière du Montparnasse, le vendredi 18 juillet, à 15 heures.

Ils appellent à votre souvenir sa fille,

Dorine DESPORTES, décédée en 1987.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue du Roi-de-Sicile, 75004 Paris.

— Taza (Maroc), Un grand Monsieur a tiré sa révérence. Eprouvé de justice, de liberté et de progrès,

Si Azzouq DJERIR nous a quittés le 15 juin 1997.

Il fut enseignant, haut fonctionnaire et maître de Taza.

Sa famille lui rend hommage et remercie tous les témoignages de soutien et de sympathie.

« Nous sommes à Dieu et à lui nous retournerons. »

— Roger Fauroux, Pierre Rosanvallon, Ainsi que tous les membres de la Fondation Saint-Simon, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. François FURET, président de la Fondation Saint-Simon, survenue le 12 juillet 1997, à Toulouse.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, le 15 juillet, à Saint-Pierre-Toussaint.

Fondation Saint-Simon, 9 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

— Le président, Le bureau, Le conseil d'administration et le conseil scientifique, Et ses collègues de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, font part avec tristesse de la disparition de

François FURET, directeur d'études, président de l'EHESS de 1977 à 1985.

Ils évoquent sa mémoire avec amitié et gratitude et ils s'associent à la peine de sa famille et de ses proches.

(Le Monde du 16 juillet.)

— Adèle Guezier, en femme, Joëlle et Guy Frenou, Gilles et Françoise Grenier, ses enfants, Arielle Castellan, Daniel, Olivia et Fabien, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Hinbert GRENIER, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur honoraire de philosophie de première supérieure au lycée Louis-le-Grand, chevalier de la Légion d'honneur,

survenue le 13 juillet 1997, dans sa soixante-huitième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue du Petit-Pont, 75005 Paris.

— L'université Robert-Schuman de Strasbourg, Le département des recherches juridiques, politiques et sociales, La faculté de droit, de sciences politiques et de gestion, ont la douleur de faire part du décès de M. le professeur

Jean-Marc HAUTMANN, directeur de l'Institut de droit comparé, directeur du magistrat, juristes d'affaires franco-allemandes.

Sa chère épouse présente, son entier dévouement, son courage et ses qualités scientifiques reconnues faisaient de lui un collègue dont la disparition laisse la communauté universitaire particulièrement attristée.

— La Commission de contrôle des mutuelles et des institutions de prévoyance a appris avec tristesse le décès de

M. André HOLLEAUX, qui en fut le premier président.

T.G.A.S. 25-27, rue d'Assas, 75008 Paris.

— Christian Revon, son frère, Pierre Grimbat, Claude de Givray, ses amis, ont la grande douleur d'apprendre à tous ceux qui l'aimaient et admirèrent son talent la mort brutale, le 14 juillet 1997, de

Bernard REVON, scénariste, réalisateur de films, à l'âge de soixante-six ans.

Bernard Revon ayant donné son corps à la science, un office religieux sera célébré ultérieurement.

— Le président de la Commission nationale d'évaluation des recherches sur la gestion des déchets radioactifs (instituée par la loi du 30 décembre 1991). Ses membres, Et le secrétariat scientifique, ont le regret de faire part du décès de

Rudolf ROMETSCH, survenue à Grindelwald (Suisse), le 7 juillet 1997, membre de la Commission, désigné par le Sénat et l'Assemblée nationale au titre d'expert étranger.

A sa famille et à ses proches, ils expriment leur profonde sympathie.

— André Bonhomme, Ses enfants, ses petits-enfants, et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Antoinette, Françoise TARDY, épouse BONHOMME,

survenue le 15 juillet 1997, dans sa soixante-septième année.

Obsèques le 18 juillet au cimetière de Montparnasse.

Pont-la-Dame, 05140 Aspres-sur-Buëch.

— Jean-Marie Plessy, Robert Thérèse, Philippe Leroy, Et l'ensemble des collaborateurs de la « Société civile professionnelle » Jean-Marie Plessy, Gérard Schmitt, Robert Thérèse et Philippe Leroy, nos amis associés, ont la tristesse de faire part du décès de

Gérard SCHMITT, notaire, survenue le 15 juillet 1997.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 18 juillet, à 9 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré.

10, avenue Kléber, 75116 Paris.

— M. et M^{me} Gilles Sfez et Marianne, M. et M^{me} Jacques Marek, M. et M^{me} Yves Lefebvre, Annick et Guéhenne, M. et M^{me} Didier Marek, M. et M^{me} Ludovic Cohen, M. et M^{me} Gérard Benabou, M. et M^{me} Thierry Abisror, Les familles Nafar et Guidalin, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rachel SFEZ, née NATAR, survenue en son domicile, le 16 juillet 1997, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 17 juillet, au cimetière parisien de Bagneux, à 17 heures.

Le Drach aura lieu le samedi 19 juillet, à 18 heures, à la synagogue de l'ENJO, 6 bis, rue Michel-Ange, Paris (16^e).

Ni fleurs ni couronnes.

29, rue Bois-le-Vent, 75016 Paris.

Admission

Ecole nationale supérieure de la nature et du paysage

Biots

Admission en 1^{re} année

Cécile Andler (16), Marie Balder (2), Jemma Bonquard (4), Stéphane Bruley (7), Sylvie Canot (5), Noémie Chabert (13), Yasmine Chammelle (21), Cécile Comandré (18), Anne Dano (26), Chérine Delcour (23), Jérôme Dufler (9), Flaminio Gauvin (17), Agathe Cresset (11), Emmanuel Guerton (22), Laurent Juhel (14), Lucie Julien (16), Vincent Laguer (29), Eva Leleky (26), Bertrand Masse (19), Johan Merdian (8), Frédéric Moncoman (28), Florent Morisseau (24), David Nonnot (27), Bertrand Perrigault (20), Marie Pire (6), Hugues Receveur (15), Jérôme de Saint-Albio (3), Magali Sublet (12), Armand Talmant (30), Nicolas Tribou (10).

Admission en 3^e année

Marc Desnon (2), Hélène Egels (4), Alexandre Humbert (3), Juliette Mahulin (1).

Soutenance de thèse

— Le 9 juillet 1997, M^{me} Fabienne Wolff-Bacha a obtenu à l'université Paris-Sud (Orsay) le grade de docteur en sciences avec mention très honorable pour sa thèse : « Stimulation de transmutation de déchets nucléaires à vie longue par accélérateur ».

Concerts

— Les 22, 25, 27 juillet, Sainte-Chapelle, 21 heures, « Musique et patrie », quatuor de musique ancienne Alégre, musique et chants des Gollards. Les Carmina Burana des XII^e et XIII^e siècles.

Loc. : 01-42-50-96-18, PL 90130150 F.

2.23 FPA minute

CONSULTEZ TOUS LES TARIFS AÉRIENS

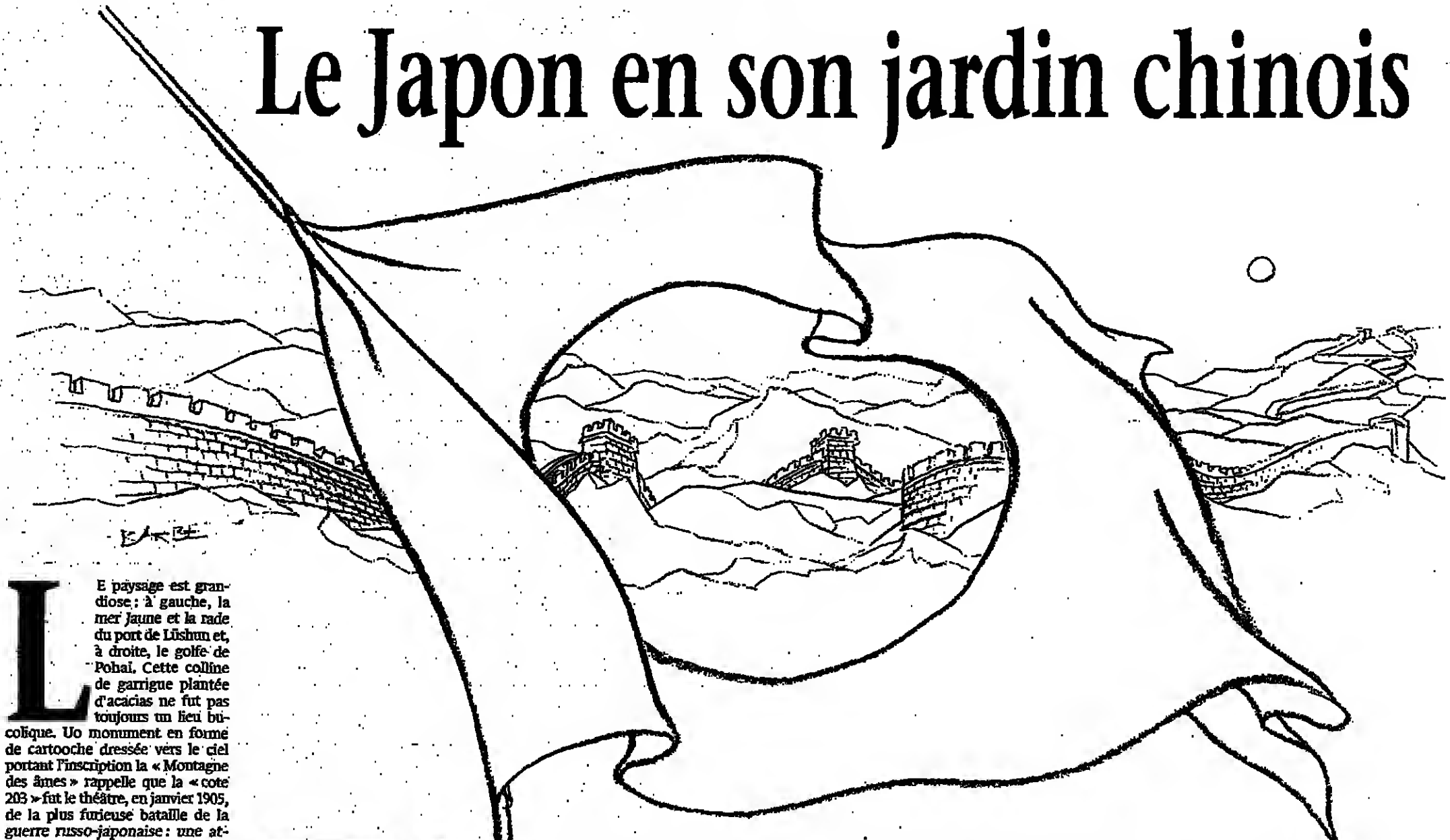
Sur le MINTEL Rubrique PROMO AVIONS

3615 LEMONDE

HORIZONS

ENQUÊTE

Le Japon en son jardin chinois



Moins recherchée par les investisseurs étrangers que les régions de Canton et de Shanghai, l'ancienne Mandchourie, au nord-est de la Chine, attire surtout les industriels nippons. Une préférence justifiée par la proximité géographique et l'héritage historique de l'occupation japonaise jusqu'en 1945

Le paysage est grandiose : à gauche, la mer jaune et la rade du port de Lüshun et, à droite, le golfe de Pohai. Cette colline de garrigue plantée d'acacias ne fut pas toujours un lieu bucolique. Un monument en forme de cartouche dressée vers le ciel portant l'inscription la « Montagne des âmes » rappelle que la « cote 203 » fut le théâtre, en janvier 1905, de la plus féroce bataille de la guerre russo-japonaise : une attaque frontale qui fit douze mille morts du côté nippon et six mille du côté russe. La colline tomba et l'artillerie nipponne bombardait la flotte russe dans la rade de Lüshun (alors Port-Arthur). Quelques mois plus tard, dans le détroit de Tsushima, au sud de la Corée, l'amiral Togo coula l'escadre russe de la Baltique venue à la rescousse. Le Japon s'était conquis une position hégémonique en Extrême-Orient. Moins d'un demi-siècle après avoir basculé dans l'ère moderne avec la réforme de Meiji (1868), le Japon commençait à se tailler un empire sur le continent et faisait son entrée sur la scène internationale, jusqu'au jour où la garde des puissances occidentales.

L'empire du Japon s'est effondré, mais la Chine du Nord-Est reste marquée par son influence. À l'héritage monumental de villes comme Dalian, Sheenyang ou Changchun s'ajoute une forte présence économique. La Chine maoïste avait voulu faire de la « Ruhr du Nord-Est » la base industrielle de la Chine nouvelle – si bien qu'elle resta longtemps gelée par les pesanteurs de la bureaucratie communiste en dépit des réformes de l'ère Deng. Signe des temps : les places et avenues Staline de Dalian et de Changchun ont été rebaptisées et les dinosaures industriels du Grand Nord en avant cèdent la place aux sociétés à capital mixte.

À 1 600 kilomètres de Tokyo, le grand port de Dalian est une « tête de pont » naturelle des Japonais sur le continent. Un millier d'entreprises sont présentes dans la nouvelle zone économique dont les arêtes d'autobus portent des inscriptions en anglais et en japonais. L'expansion de la Chine du Sud ou de Shanghai attire les industriels nippons, mais ils se sentent plus à l'aise dans leur ancienne possession. « La mémoire de la guerre est moins vive et beaucoup de Chinois parlent encore notre langue », dit un banquier. Les habitants reconnaissent que, sans les infrastructures laissées par les Japonais, Dalian ne serait pas la ville baptisée emphatiquement la « Hongkong du Nord ».

L'histoire du Japon sur la Mandchourie immense quadrilatère délimité à l'ouest par le mont Kikanghan, au nord par l'Amour, à l'est par l'Oussouri et au sud par la péninsule de Liaodong, que les Chinois nomment prosaïquement Dongbei (le Nord-Est), s'est surtout maintenue par un puissant tissu de liens d'« homme à homme » qui, dans cette partie du monde, vaut tous les contrats. Les associations des « anciens de Mandchourie » ou de leurs enfants qui y sont nés sont loin d'être des associations de nostalgiques : en marge des pouvoirs



gouvernementaux, le « réseau de Mandchourie » (Manchu jūmyaku en japonais) forme la trame des relations sino-japonaises indépendamment des tribulations politiques.

Le « réseau de Mandchourie » joua un rôle fondamental dans la diplomatie parallèle menée par le Japon jusqu'au rétablissement des relations diplomatiques avec Pékin, en 1972. Suivant Washington, Tokyo reconnaissait alors Taiwan, mais de grands personnages de l'ombre, tels que le prince Saionji et Tatsunosuke Takasaka, ancien président de l'industrie lourde de Mandchourie, tissaient de nouveaux liens avec la Chine maoïste.

Les habitants reconnaissent que, sans les infrastructures laissées par les Japonais, Dalian ne serait pas la ville baptisée emphatiquement la « Hongkong du Nord »

L'estime que se portaient Zhou Enlai et Takasaka permit, par exemple, de surmonter l'écueil des indemnités de guerre demandées par Pékin : l'homme d'affaires japonais promit des investissements si Pékin y renonçait. Et sa parole suffit à Zhou Enlai.

Si l'influence japonaise reste profonde, l'ex-Mandchourie est aussi la région de Chine à l'héritage le plus cosmopolite. La monumentale grand-place circulaire de Dalian, d'où partent en étoile de larges avenues, était au tournant du siècle la place Nikolaïev d'une ville russe : Dairini. En quête d'un débouché maritime, la Russie avait fait de ce petit port dormant le point d'appui de sa stratégie vers le Sud et l'aboutissement de la ligne de chemin de fer venant d'Irkoutsk. Et elle entendait y fonder une cité internationale concurrente de Hongkong ou de Shanghai : l'ancienne mairie de Dairini (aujourd'hui un musée de sciences naturelles), construite en 1900 dans un style ca-

ractéristique de l'Europe du Nord, témoigne de ces ambitions avortées.

Les Japonais supplémentèrent les Russes et la grand-place de Dalian est bordée aujourd'hui encore d'édifices nippons : la monumentale mairie, le bâtiment surmonté de trois coupoles vertes de l'ancienne banque de Yokohama (siège de la Banque de Chine) ou le massif hôtel Yamato (devenu Dalian Hotel). Dès 1907, pour exploiter et étendre la voie ferrée russe, le Japon avait établi la Compagnie des chemins de fer du sud de la Mandchourie (Mantetsu). Par ses prérogatives, le groupe semi-étatique fut

des immigrants du reste de la Chine qui transformèrent les Mandchous en minorité ethnique.

Tout à tour complice (pour imposer les traités inégaux) ou rival des grandes puissances, le Japon allait se tailler la part du lion dans le dépeçage du géant chinois. La position stratégique de la Mandchourie (tampon entre l'archipel et l'URSS) et ses richesses naturelles furent les principales motivations de l'expansion. Mais elle prit aussi, au début, un caractère de saga « romantique ».

Jusqu'au tournant du siècle, la Chine avait été pour le Japon « la référence culturelle : le « pays du Milieu ». Mais les Japonais avaient en tête une Chine abstraite, construite autour d'un ensemble de valeurs et dissociée de la réalité du peuple chinois. Au lendemain de la victoire sur les Russes, le Japon qui s'était hissé à l'égalité des puissances occidentales en maîtrisant les moyens de leur supériorité, commença à réévaluer la Chine. De « bon dormeur », cette Chine dépeçée, sale, corrompue et faible fut perçue comme le « cochon dormant ». Le Japon était partagé entre son aspiration à la « rupture avec l'Asie » (datsu-ō), afin de prendre place parmi les grandes puissances, et le souci de réaffirmer ses racines orientales pour ne pas s'isoler.

DEVENU le foyer des valeurs nouvelles pour le reste de la région (c'est à Tokyo que les intellectuels chinois ou coréens s'initieront aux idées révolutionnaires), l'archipel chercha à résoudre cette contradiction dans une sorte d'« envoi de l'imaginaire » en s'investissant d'une mission redemptrice en Asie : celle de « grand frère venant punir le cadet qui s'égare ».

Mais à partir de l'« Incident de Mukden » (attentat perpétré en septembre 1931 par des agents secrets nippons qui servit de prétexte à l'annexion de la Mandchourie), il ne s'agit plus pour Tokyo de se

coconstituer un « glacis » sur le continent, mais bel et bien d'assujettir la Chine par la force et sans état d'âme. Crise économique, complots, éléments favorables à l'intervention et sentiment de menace s'enchaînèrent pour justifier une solution militaire qui se traduirait par la création de l'Etat fantôme de Manchukuo et une guerre de quinze ans.

De la plaine surgira sa capitale : Changchun. De ce fief d'un seigneur de la guerre, lieu de jonction des lignes de chemin de fer russe et japonaise, les architectes nippons firent le symbole de la ville moderne avec de larges avenues perpendiculaires plantées de peupliers et d'acacias, d'imposants bâtiments de granite, des parcs et des places circulaires. Aujourd'hui, Changchun (qui signifie « Printemps éternel ») est encore l'une des villes les plus attrayantes de Chine pour sa verdure et un cas d'école de réappropriation par ses habitants d'une cité conçue par d'autres.

Cité planifiée, reflétant les conceptions de l'art européen de l'époque, visant à ajuster les normes esthétiques aux exigences fonctionnelles, Changchun fut aussi un outil de propagande de l'ordre nouveau qu'entendait imposer Tokyo. Une visée culturelle dont témoigne sa célèbre école de cinéma où furent produits mille cinq cents films en dix ans.

Comme l'Italie fasciste ou l'Allemagne hitlérienne, le Japon militariste s'appropriait l'idéologie moderniste. Si la partie ancienne de l'hôtel Yamato, l'un des premiers bâtiments nippons construits en face de la gare, atteste, avec ses plafonds à caissons, ses lambris dorés, ses boiseries et ses appliques en laque le goût pour l'Art nouveau, les bâtiments de l'actuelle avenue du Peuple sont représentatifs par leur masse et leur rigidité martiale du « style fasciste » nippon. C'est le cas de l'ancien siège de la sécurité militaire (aujourd'hui un hôpital) à l'architecture occidentale géométrique surmontée d'une

toiture aux pans recourbés aux extrémités avec un « donjon » caractéristique des châteaux forts nippons : « le pavillon de défense du ciel ». Le moumouteal palais du gouvernement (devenu la faculté de médecine Norman-Bethune, le médecin canadien compagnon de Mao Zedong) est un autre exemple de ce triomphalisme architectural, avec ses colonnes doriques et sa toiture traditionnelle troussée aux angles.

UN peu à l'écart, le palais de Pu Yi, devenu à l'âge de trois ans le dernier empereur de la dynastie Qing, détrôné par la révolution de 1911 puis placé vingt ans plus tard par les Japonais à la tête de l'Etat de Manchukuo, est à l'image de sa destinée de marionnette. Dans ce qui ressemble à la demeure d'un notable d'une province en Europe, Pu Yi vécut quatorze ans, se refusant à habiter le palais voisin au toit de tuiles jaunes et aux longues galeries glacées qui lui avait été construit. Habitué des illusions de puissance et tenu de prisonnier réunis dans une vitrine, mannequin de l'impératrice opiomane allongée sur un divan avec, à ses pieds, un serviteur lui préparant une pipe, réplique du trône rouge de Pu Yi où les visiteurs se font photographier, ont un goût amer de décadence. Retournée du film *Le Dernier Empereur*, on pouvait aussi, il y a encore quelques temps, « séjourner » (moyennant un bon prix) dans la cellule où Pu Yi passa plusieurs années pendant la révolution culturelle.

Dans les dépendances de son palais a été aménagé un petit musée consacré aux « crimes des diables » : c'est-à-dire les atrocités commises par les Japonais. Le massacre de Nankin, les expériences de guerre bactériologique sur des cobayes humains de l'unité 731 : l'« envoi de l'imaginaire » avait basculé dans la barbarie.

Philippe Pons
Dessin : Barbe.

مكتبة النهر

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75202 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-47-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Privatisation de gauche

Les communistes français y restent attachés, même si l'on peut juger assez modérée la réaction du PCF à l'annonce du ministre des finances. Les socialistes sont encore loin d'un Tony Blair qui vient de décider de privatiser le métro de Londres, en expliquant qu'il avait mieux à faire avec l'argent du contribuable et qu'une mission de service public était finalement mieux assurée par une privatisation soumise à un puissant organisme de contrôle que par la propriété étatique.

Les privatisations de gauche ressembleront néanmoins fort peu à celles engagées par M. Juppé, si l'on juge par l'exemple de Thomson. C'est autour de ce grand groupe industriel, numéro un de son secteur, que s'organisent les regroupements français et non autour des groupes privés, de plus petite taille, comme le voulait M. Juppé. La logique industrielle prime sur la logique de privatisation. Celle-ci n'est qu'une conséquence. Le contribuable y perd les fruits de la vente : une dizaine de milliards de francs. Mais l'entreprise, consolidée, y gagne.

M. Strauss-Kahn a évincé l'adossé de Thomson à un groupe industriel qui serait probablement Alcatel. Ainsi l'Etat, resté au capital, et Alcatel, premier groupe français, se tourneront ensemble, dans une seconde étape, vers les alliés européens potentiels en position de force. Accepteront-ils un craquement de la main ? Cette question demeure.

La propriété collective des moyens de production sort donc de la panoplie des moyens d'action d'un gouvernement socialiste.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Addey, directeur général
Matière : Jean-Benoît, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Huchon, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Pierre Huchon, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Groussier, Erik Brachet, Michel Kojman, Bertrand Le Centre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Erik Azim
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Fereval
Directeur exécutif : Erik Plouffe / Directeur délégué : Anne Chassebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat / Directeur des relations internationales : Daniel Verret

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courrier, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bouvère-Méry (1944-1949), Jacques Favret (1949-1982), André Laurens (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)

Le Monde est affilié par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 901 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bouvère-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Alain Press, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La victoire de Terray et Lachenal

UN EXPLOIT alpestre extraordinaire digne des « premières » de Whymper, Tyndal et Guido Rey sur le Cervin. Deux de nos plus hardis alpinistes, Lionel Terray, de Chamonix, et Louis Lachenal, d'Annecy, ont triomphé bier après-midi de la paroi nord de l'Eiger (3 975 mètres), la cime la plus inaccessible du massif de la Jungfrau, dans le canton de Berne. Seule une cordée de quatre Allemands avait réussi, en juillet 1938, l'ascension du « cimetière de l'Oberland ».

De Berne et de Grindelwald, où l'émotion soulevée par l'exploit français est considérable, on apprend que Lachenal et Terray ont commencé de s'élever sur le mur - aussi vertical et lisse qu'une vitre - lundi 14 juillet après-midi, faisant un premier bivouac sur le tard. Le lendemain mardi, toute la journée, ils ne progressèrent qu'à

une extrême lenteur, et le soir, devant les difficultés de l'escalade, ils se décidèrent à camper sur quelques centimètres de roches détrempées. La nuit les surprit alors qu'un orage s'abattait sur la paroi. A l'aube, hier matin, malgré leurs toiles et leurs cordes roides par le gel nocturne, en dépit des détestables conditions atmosphériques, ils reprirent témérairement l'ascension. La montagne hostile était perdue dans la brume, les dalles se succédaient sans fin, humides et glissantes... Pourtant, défiant les dieux, les deux hommes sortaient au sommet dans l'après-midi.

Cette victoire de Lachenal et Terray classe les deux hommes comme les meilleurs champions de l'Alpe à l'heure actuelle.

Olivier Merlin
(18 juillet 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

L'Europe saura-t-elle éviter un « Munich agricole » ?

par Jean-Claude Sabin

POUR nourrir les neuf milliards d'hommes et de femmes que portera notre planète en 2030, il faudra augmenter la production agricole mondiale destinée à notre alimentation de 75 % alors que, on le sait, la surface de terres cultivées de notre globe tend à diminuer. A ce besoin s'ajoute la nécessaire fourniture de ressources pour des utilisations non alimentaires, à la fois pour compenser l'épuisement programmé des énergies fossiles et répondre à la recherche d'utilisation de matières premières biodégradables. C'est une donnée implacable face à laquelle notre société moderne doit nécessairement s'organiser.

Le processus de mondialisation actuellement engagé tend vers une harmonisation du statut matériel et social des hommes. Les efforts à fournir pour assurer à terme une alimentation satisfaisante de la population mondiale sont donc d'autant plus importants.

Schématiquement, le garde-manger de la planète est aujourd'hui approvisionné par trois grands groupes de pays : l'Amérique du Nord, le groupe dit « de Cairns » - qui compte l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Amérique du Sud -, et l'Europe.

La grande Asie et l'Afrique sont importateurs nets de denrées alimentaires. Si l'Afrique dispose d'un incontestable potentiel d'autosuffisance qui devrait un jour - théoriquement - l'affranchir, l'Asie est et restera structurellement déficitaire, d'autant qu'elle portera à elle seule la moitié de la population mondiale. L'approvisionnement alimentaire global de la planète continuera donc à être assuré par les mêmes pays qu'aujourd'hui.

La prochaine échéance des négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), prévue à l'avènement du troisième millénaire, sera-t-elle guidée uniquement par la nécessité d'une étape supplémentaire vers la libéralisation des échanges des produits agricoles et agro-alimentaires, ou bien s'inspirera-t-elle également de l'enjeu vital qui

attend l'humanité pour les trente ans à venir.

Pour sa part, l'Union européenne, qui prépare des infichissements à la politique agricole commune, doit anticiper sur cette future négociation. Il convient pour elle de se fixer des objectifs propres et non pas, une fois de plus, d'avaliser et de prendre à son compte des politiques définies ailleurs. Outre-Atlantique, par exemple.

Autrement dit, il est urgent de faire admettre aux parties contractantes de l'OMC l'absolue nécessité d'existence de systèmes de production agricole adaptés aux besoins et aux conditions de compétitivité de chaque zone géographique. Ainsi les limites de surfaces qui entravent l'Europe aujourd'hui sur les oléoprotéagineux, à la suite des accords du GATT conclus avec les USA

titatif pour les marchés externes ; le second d'ordre qualitatif en réponse à l'attente de ses propres consommateurs.

Pour ce qui est des marchés des pays tiers, l'Europe, et la France en particulier, ont leur place à prendre face à des besoins mondiaux en progression : marché des matières premières mais aussi, et surtout, des produits élaborés. La consommation des viandes blanches progresse fortement dans de nombreux pays, et nous nous devons de renforcer nos parts de marché dans cette évolution. Les exportations sont en effet une source privilégiée d'emplois et de valeur ajoutée.

D'ailleurs, l'Union européenne serait bien inspirée si elle incitait à une production de protéines végétales pour l'alimentation du bétail dans la réforme de la PAC qu'elle s'appête à conduire. Le considé-

commune davantage inspirée par les objectifs et les ambitions que l'Europe se sera elle-même fixés que par l'influence qu'auront exercé ses actuels concurrents sur le marché mondial.

Autrement dit, les prochaines négociations multilatérales seront l'occasion pour l'Union européenne de défendre sa propre vision de l'agriculture et non pas de se laisser imposer des modèles pratiqués ailleurs. Chaque région du monde comme chaque type de production doivent correspondre à des réglementations adaptées aux besoins exprimés. En outre, les progrès attendus en agriculture en matière de préservation de l'environnement vont accentuer cette nécessaire régionalisation mondiale des systèmes de production en raison de la spécificité des problèmes écologiques observés.

En définitive, dans les prochaines décennies, jamais la planète n'aura compté autant d'habitants et jamais elle n'aura eu autant de bouches à nourrir. L'approvisionnement mondial en denrées agricoles doit dépendre du plus grand nombre possible de régions géographiques. Toute décision visant à limiter pratiquement la production de certains pays ferait courir un risque permanent de pénurie au gré des aléas climatiques ou politiques malheureusement incontrôlables. Souvenons-nous de l'embarco américain sur le soja en 1973.

En développant une agriculture diversifiée et compétitive, tout en prenant en compte les contraintes environnementales, c'est de l'emploi, de la valeur ajoutée bien répartie sur notre territoire, et un cadre de vie que nous saurons proposer à nos concitoyens.

Puisent les futurs négociateurs de l'OMC avoir en permanence à l'esprit tous ces éléments, en retenant que l'agriculture représente un intérêt majeur pour le prochain millénaire.

Jean-Claude Sabin est premier vice-président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), chargé des relations internationales

AU COURRIER DU « MONDE »

LA NOUVELLE IMAGE DE BRITISH AIRWAYS

Je suis ravi d'apprendre que British Airways a décidé d'abandonner la livrée gris et bleu marine qui faisait ressembler ses avions, depuis quelques années, à des « paniers à salade » beaucoup plus qu'à des véhicules de rêve et d'évasion. Son image ne peut qu'y gagner, moins peut-être que le décorateur auquel a été confiée cette opération de ravalement. Quant à la disparition du drapeau britannique des avions de British Airways, elle sera d'autant plus facile qu'il n'en restait plus qu'un coin sur les empenages de ses avions.

La prétendue dénationalisation de l'image, « à l'heure de la mondialisation », tarte à la crème de toutes les bombes néolibérales sur le sujet, me laisse toutefois dubitatif, tout comme l'auteur de l'article, qui note incidemment que la palette recommandée à l'artiste est à base de couleurs de l'Union Jack. J'attends avec intérêt le jour où, au-delà de ces fantaisies plus ou moins décoratives, le mot « British » disparaîtra de la raison sociale de British Airways, tout comme le mot « American » de la raison sociale de son allié, American Airlines, avec laquelle elle rêve de se partager le monde.

Robert Espérou,
Sceaux (Hauts-de-Seine)

MAURICE PAPON « PRÉSUMÉ INNOCENT »

M. Papon joue sur les mots. Pourquoi ne pas faire comme lui ? A chaque fois que son nom serait cité, vous le feriez suivre de la mention « présumé innocent ». Il ne pourrait plus vous attaquer et les lecteurs ne s'y tromperaient pas, ils sauraient qu'il n'est pas présumé innocent, qu'il est présumé coupable. Ce principe serait valable pour les PDG et les politiciens. Quant à ceux des mortels, il n'y a pas de problème, ils n'ont pas les moyens de se défendre.

Roger Demian,
Mélun (Gers)

Alain Lebaube

Pour une protection sociale universelle

Suite de la première page

Opération ponctuelle, emblématique, le plafonnement des allocations familiales peut en effet être considéré comme un précédent fâcheux, justifiant à l'avance d'autres abandons, ou, ce qui serait tout aussi grave, comme une décision désordonnée interdisant une reconstruction cohérente, adaptée aux nécessités de l'époque.

En isolant d'un ensemble plus vaste, on se prive de l'occasion de s'interroger sur les aberrations de notre fiscalité. A vouloir démontrer qu'un cas particulier puisse exiger une réponse particulière, on ouvre aussi la porte à des contradictions. Ceux-là mêmes qui défendent la moralité de la proposition de Lionel Jospin peuvent parfois être aussi ceux qui ne voient pas d'inconvénients sociaux à la création, également moderne à leurs yeux, de fonds d'épargne retraite. Alors que ces derniers ne sont ni sans danger pour les régimes complémentaires ni exempts d'inégalités fiscales.

Deux éléments se trouvent intimement liés, qu'il faudra bien traiter. Désormais, plus de la moitié des foyers fiscaux ne paient pas d'impôts sur le revenu. Ce qui, au-delà des causes, amène à douter de la permanence des vertus d'un modèle républicain déjà mal en point, la majeure partie des citoyens ne contribuant pas - directement, s'entend - au financement des besoins de la collectivité nationale.

A cette première entorse à l'un des fondements de la vie démocratique s'en ajoute une seconde, tout aussi redoutable : la part excessive prise par les cotisations sociales et donc salariales (71,2 % en 1994) dans la protection sociale.

Si la solidarité passe par l'impôt,

il convient alors de considérer que les allocations familiales devraient être intégrées dans le calcul de tous les revenus imposables. De même que devrait être révisé le mode d'attribution du quotient familial, qui, du fait de la progressivité de l'impôt, accorde un avantage croissant aux foyers aisés. L'une et l'autre mesures seraient plus justes que l'actuelle proposition qui met à l'écart la question de la réforme de la fiscalité, voire en compromet la lisibilité future. Martine Aubry a d'ailleurs avoué récemment qu'elle était elle-même plutôt favorable à une fiscalisation des allocations familiales. Mais, au regard des 7 à 9 % de foyers qui seraient frappés par le plafonnement, elle a aussitôt fait observer que, « dans la conjoncture actuelle, fiscaliser, c'est toucher 50 % de familles et c'était donc porter atteinte à la consommation et au pouvoir d'achat de ces familles ».

DES TEMPS INCERTAINS

Ramenée dans ces conditions à une opération de simple opportunité, notamment dictée par l'espoir de récupérer de 4 à 6 milliards de francs qui pourront être redéployés dans la branche famille de la Sécurité sociale, l'option retenue met également en péril le principe d'universalité qui préside, ou devrait présider, à tout le système de protection sociale. Force est de constater, au vu des réactions à l'annonce faite par Lionel Jospin, que nombre de commentateurs se sont engouffrés dans la brèche. Certains ont proclamé que cette première remise en cause pouvait en préparer d'autres - pourquoi pas pour l'assurance-maladie, qui pourrait être soumise à des conditions de ressources dans plusieurs cas. Ce qui serait en opposition avec les projets du nouveau premier ministre socialiste mais reviendrait aussi sur la promesse d'une assurance-maladie universelle, énoncée par Alain Juppé en novembre 1995 dans son projet de réforme de la Sécurité sociale.

Au-delà de l'accord, pour une fois, entre deux hommes politiques de sensibilités différentes,

on touche là à une question centrale, déterminante pour l'avenir. Quasiement inscrit au frontispice de nos valeurs, l'objectif d'universalité pour la protection sociale se justifie d'autant plus que l'instabilité, la précarité et la multiplicité des statuts de l'emploi sont appelées, qu'on le veuille ou non, à devenir des règles communes.

L'une des contreparties à l'incertitude en voie de généralisation et qui sera le lot des générations futures ne peut venir que d'éléments de protection sociale bénéficiant à tous les citoyens, quelle que soit leur situation momentané ou permanente, sachant que chacun n'est plus assuré de conserver dans la durée son revenu, son affiliation, ni même son statut. La protection universelle devient la garantie des temps incertains, celle de la cohésion sociale.

Raison de plus, dès lors, pour que s'opère le transfert du poids des cotisations sociales et salariales vers la fiscalité, aujourd'hui entreprise de façon encore trop modeste, avec la suppression des cotisations familiales des entreprises pour les bas salaires, l'exonération des charges sociales jusqu'à 1,33 fois le SMIC et la montée en puissance de la CSG ou de ses corollaires. Il s'agit là d'une orientation cohérente, l'ensemble des ressources du travail comme du capital devant être mobilisées pour assurer le même accès (mais pas forcément des apports identiques) à toutes les prestations rendues nécessaires par l'exigence de protection sociale.

Au lieu de cela, le plafonnement des allocations familiales peut produire une jurisprudence qui traiterait dans le sens de la destruction sans qu'on l'ait vraiment voulu. Demain, on pourrait assister à la multiplication des critères d'obtention de tel ou tel élément de protection sociale, jusqu'à rendre illisible ou incompréhensible toute référence à son caractère universel. Au risque d'opposer des catégories entre elles et de créer un nouveau maquis réglementaire.

gouvernement privé

ENTREPRISES

LE MONDE/VENDREDI 18 JUILLET 1997

DÉFENSE Le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a indiqué pour la première fois ouvertement, mercredi 16 juillet, que le gouvernement privatisera Thomson-

CSF. Le 11 juillet, le premier ministre, tout en annonçant l'arrêt de la vente engagée par son prédécesseur, avait déjà précisé que l'actionnariat public ne conserverait qu'une « part déter-

minante » dans le groupe. ● LA PARTICIPATION de l'Etat dans Thomson-CSF reste souhaitable pour le gouvernement. Aujourd'hui à 58 %, elle pourrait se réduire à une minorité de

bloquant (33 %), ou à une action spécifique. ● LES ALLIANCES que Thomson-CSF sera amené à nouer et qui se doubleront d'échange de capital, seront mises à profit par l'Etat pour ré-

duire sa participation. Elles devront d'abord s'inscrire dans un cadre français, puis, dans un second temps seulement, au niveau européen. (Lire aussi notre éditorial page 10).

Le gouvernement privatisera Thomson-CSF dans une logique industrielle

Une nouvelle procédure sera lancée dans les prochaines semaines pour aboutir avant la fin 1997. Le groupe reprendra les activités d'autres sociétés. En échange, celles-ci obtiendront une part du capital. L'Etat pourrait ne garder qu'une minorité de bloquant ou une action spécifique

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, a indiqué pour la première fois ouvertement, mercredi 16 juillet, que le gouvernement privatisera le groupe d'électronique de défense et professionnelle Thomson-CSF. Le premier ministre Lionel Jospin avait déjà clairement montré la voie lors de l'annonce, le 11 juillet, de l'arrêt de la procédure de vente de gré à gré des 58 % de Thomson-CSF, détenus par l'Etat via la holding publique Thomson SA, engagée par son prédécesseur (Le Monde daté 13-14 juillet).

M. Jospin, dans son communiqué du 11 juillet, indiquait que l'actionnariat public ne conserverait

qu'une « part déterminante » du groupe. Dans son entourage, on reconnaissait que la part de l'Etat pourrait se réduire à une minorité de bloquant (33 %), voire à une action spécifique (« golden share »), lui donnant un droit de veto sur certaines décisions.

TROISIÈME PROCÉDURE

Devant la commission de défense de l'Assemblée nationale, M. Strauss-Kahn a annoncé que le gouvernement va « lancer une nouvelle procédure dans les prochaines semaines ». Le ministre, qui s'est abstenu de prononcer le mot de privatisation, a précisé que ce dossier devrait être réglé « avant la fin de l'année ». Il n'a

pas donné d'indication sur la possible nomination d'un nouveau PDG pour mener à bien cette nouvelle politique. M. Ronlet, l'actuel PDG de Thomson-CSF, n'a pas caché son souhait de céder sa place.

Ce sera la troisième procédure de vente du groupe et l'espace d'un an et demi. La première, en février 1996, avait consisté à vendre en bloc Thomson-CSF et sa société sœur Thomson Multi-média (TMM), le fabricant de télé-

visions. Une nouvelle procédure, portant uniquement sur Thomson-CSF, avait été lancée en février 1997. « Plusieurs options seront proposées au premier ministre et la commission de privatisation donnera son avis », a expliqué M. Strauss-Kahn. Si « le maintien d'une participation de l'Etat est souhaitable », le niveau auquel elle doit se situer reste à déterminer. M. Strauss-Kahn a estimé qu'une minorité de bloquant (33 %) serait « une bonne solution ». Mais il n'a pas exclu que l'Etat se contente d'une action spécifique, ou d'un simple pacte d'actionnaires. « Le gouvernement veut faire en sorte que la puissance publique conserve un rôle suffisant dans la maîtrise des

développements à venir ainsi que dans l'orientation des choix et des alliances futures ». Ces alliances devront d'abord se nouer en France. Et c'est à cette occasion que l'Etat réduira son poids dans le capital. Nœud en vendant ses parts, mais en laissant durer la participation à l'occasion de l'arrivée de nouveaux actionnaires. M. Strauss-Kahn a ainsi affirmé que le gouvernement « souhaite que Thomson puisse d'abord se regrouper avec des sociétés françaises », puis « dans un second temps passer des alliances avec des partenaires européens ».

Thomson-CSF devrait ainsi regrouper des activités d'autres industriels publics ou privés (Aéro-

spatiale, Alcatel et Dassault, voire Matra s'il le désire) qui à cette occasion entreraient à son capital. Ensuite, l'un de ces groupes privés pourrait devenir l'opérateur chargé de négocier des alliances européennes. Reste à préciser les rôles respectifs de l'Etat, de l'opérateur et de la direction de Thomson-CSF et, bien entendu, les noms des firmes partenaires et leur hauteur au capital. Reste aussi à déterminer la forme juridique que doit prendre cette privatisation. Ces choix ne sont pas arrêtés.

Le projet élaboré par Alcatel Alsthom et Dassault dans le cadre de la précédente procédure de vente de Thomson-CSF semble malgré tout ne pas déplaire, ni aux pouvoirs publics, ni à la direction de Thomson-CSF, assure-t-on de source industrielle. Ce projet prévoyait l'apport à Thomson-CSF des activités de télécommunications militaires et spatiales d'Alcatel à Thomson, ainsi que celui des activités radars et coores-mesures de Dassault Electronique. Il visait également, dans un second temps, à un rapprochement avec les activités satellites et missiles d'Aérospatiale. Cette cooptation des forces françaises effectuée, une négociation européenne s'engagerait particulièrement avec l'autre grand européen, le Britannique GEC.

Philippe Le Cœur

Nouvelle recapitalisation pour le GIAT

Le groupe public d'armement GIAT Industries, qui produit notamment le char Leclerc, sera recapitalisé « dans les prochaines semaines », a annoncé, mercredi 16 juillet, le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, à la commission de la défense de l'Assemblée. En 1996, une recapitalisation est intervenue, à hauteur de 3,7 milliards de francs. Le groupe a un passif cumulé de 11 à 12 milliards de francs de pertes, et ne prévoit pas de retour à l'équilibre avant début 1999. « La dotation qui sera versée à l'entreprise lui permettra d'avoir une trésorerie à jour jusqu'à la mi-1998 », a expliqué M. Strauss-Kahn, qui considère que « les plans de retour à l'équilibre qui se sont succédés n'ont pas été accompagnés d'une réorganisation de la production » sur ses quatorze sites.

GIAT Industries souffre de la vente à perte - acceptée en 1993 par le ministre des finances - de 436 Leclerc à Abu Dhabi et d'une mauvaise couverture des risques de change.

Les syndicats ne veulent pas d'un « deuxième Vilvorde »

La CFDT et le PC ont vivement réagi aux propos de Dominique Strauss-Kahn annonçant que l'Etat ne conserverait pas le contrôle du capital dans Thomson.

« CFDT : la gestion du dossier Thomson-CSF ne doit pas se conclure en un deuxième Vilvorde », a déclaré la CFDT-Thomson. « Après avoir dit tenir ses engagements en stoppant le processus de privatisation », le gouvernement ne doit pas annoncer « qu'il y aura

privatisation malgré tout ». Rappelant que « le candidat Jospin a pris des engagements écrits », notamment sur « un débat national sur l'évolution de l'électronique civile, professionnelle et de défense », la CFDT souligne, dans un communiqué, que « les mauvais réflexes des précédents gouvernements, consistant à décider sans avoir concerté, seraient d'une extrême gravité s'ils étaient si rapidement retrouvés ».

● PCF : Paul Lescagnol, membre du secrétariat national du PCF, a

indiqué, mercredi 16 juillet, que « la déclaration du ministre de l'économie et des finances recèle des ambiguïtés ». « Pour leur part, a-t-il poursuivi, les communistes restent attachés aux termes de la déclaration commune Parti socialiste-Parti communiste refusant la privatisation de Thomson ». « Nous souhaitons que le débat soit poussé jusqu'au bout en y associant les salariés, les populations et le Parlement, pour rechercher des solutions conformes à l'intérêt national et à l'emploi. »

La Bourse de Paris franchit le seuil des 3 000 points

L'EUPHORIE est générale et les records ne cessent de tomber sur les places mondiales. Mercredi, Wall Street est passé, pour la première fois de son histoire, au-dessus du seuil des 8 000 points, Francfort a franchi la barre des 4 200 points, Londres est au plus haut, s'approchant à grand pas des 5 000 points. Après avoir buté plusieurs fois au cours de la séance de mercredi sur la barre symbolique de 3 000 points, Paris l'a finalement franchie jeudi 17 juillet, dès l'ouverture. La Bourse d'Amsterdam est également au plus haut sans parler de Milan, de Madrid ou de Hong Kong.

Tout, dans l'environnement actuel, pousse à la hausse : abondance des liquidités cherchant à se placer, prévisions favorables de résultats des entreprises, perspectives de croissance non inflationniste et remontée du dollar favorisant la reprise européenne. En France, le remboursement de l'emprunt d'Etat Balladur, qui remet en circulation plus de 90 milliards de francs de liquidités qui vont chercher à s'investir, a notablement dopé les valeurs françaises. En fait, à l'exception de To-

kyo, qui gagne péniblement 6 % depuis le début de l'année, aucune grande place d'affiche, sur la même période, n'a connu une baisse à 20 % avec des performances remarquables comme celle de Francfort (+45 %), Paris (+30 %) ou le marché suisse avec une progression de 50 %.

Wall Street est au plus haut de son histoire, stimulée par une détente sur le marché obligataire - au plus bas depuis décembre - et la publication de résultats de sociétés meilleurs que prévu.

Francfort, qui ferme plus tôt que ses voisines européennes, avait ouvert le feu : le Dax 30 a décroché un nouveau sommet en clôture de 4 201,24 points. La Bourse de Londres a aligné son troisième record consécutif, poussée par Wall Street, par de bonnes statistiques britanniques et par une nouvelle flambée des valeurs bancaires. L'indice Footsie des cent principales valeurs s'établissait ce hausse de 64,9 points, à 4 964,2 points (+1,32 %) à la clôture. Le Footsie a même chabouillé la barre des 5 000 points, avant de se replier.

R. Br.

Le fabricant de cartes à puce Gemplus s'allie à IBM

LA SOCIÉTÉ française Gemplus, premier fabricant mondial de cartes à puce, devait annoncer, jeudi 17 juillet, une alliance avec le groupe américain IBM, numéro un mondial de l'informatique. Aux termes de cet accord, Gemplus va devenir le « fournisseur privilégié » au niveau mondial d'IBM en cartes à puce.

IBM distribuera l'ensemble des produits de la firme française et lui apportera ses développements dans les logiciels d'exploitation pour cartes à puce. Ces logiciels gèrent, par exemple, le flux d'entrées-sorties des informations, s'assurent de la sécurité des transactions, etc. Le partenariat avec Gemplus (2,3 milliards de francs de chiffre d'affaires) va conduire IBM à stopper ses propres activités.

« Nous ne reprenons ni les équipes, ni les productions », indique-t-on chez Gemplus, où l'on

espère que le choix d'IBM, après la vente par Philips de ses cartes à puce au britannique De La Rue, lui ferait, fera réfléchir les concurrents. L'américain Motorola notamment, qui fournissait des composants aux fabricants de cartes à puces et a décidé, en mars, de se lancer dans la fabrication et la vente de ces cartes. « Ce n'est pas une bonne nouvelle », reconnaît Marc Lassus, PDG de Gemplus. « Mais ils vont devoir apprendre. Il y a énormément de barrières à l'entrée sur ce marché : maîtrise de logiciels (inclus dans les cartes, sécurisation d'un site de production, etc.). »

L'accord avec IBM constitue un élément de poids pour Gemplus, qui fête ses dix ans d'existence en mai 1998. L'appui du géant de l'informatique « contribuera à crédibiliser un peu plus ce marché de la carte à puce, un peu comme pour l'ordinateur personnel il y a quel-

ques années », selon M. Lassus, qui compte aussi sur IBM pour progresser aux Etats-Unis. Le marché américain de la carte à puce est sous-développé. « Mais les choses bougent », souligne M. Lassus. Visa a compris l'utilité de la carte comme produit de fidélisation. Les problèmes de sécurisation des transactions sur le réseau Internet font aussi beaucoup pour la carte à puce, de même que les problèmes de fraude dans la téléphonie mobile. »

DES RELAIS INTERNATIONAUX

Aux Etats-Unis, Gemplus a reçu, fin avril, l'appui de General Electric Capital, premier émetteur mondial de cartes privatives. Au Japon, l'entreprise bénéficie du soutien de l'opérateur téléphonique KDD, ainsi que de NTT Data, une filiale du géant des télécommunications NTT. Elle dispose aussi de relais dans le Sud-Est asiatique via Singapore Technologies.

A en croire M. Lassus, ce n'est pas la demande qui manque. « Le développement des marchés traditionnels comme la carte bancaire, qui va être relayée par le porte-monnaie électronique, ou la carte pour téléphone, a été sous-estimé. On voit aussi se développer les cartes pour la télévision à péage, pour remplacer les billets dans les transports, ou encore l'étiquetage électronique pour remplacer les codes à barre. » Les études de marché varient : certaines parlent de 8,8 milliards de cartes à puce au niveau mondial en 2000, d'autres de 3,4 milliards en 2001.

Cette industrie est devenue très compétitive. Les prix de vente ont baissé fortement ces dernières années. « Certains ont voulu s'acheter des parts de marché. C'est une industrie où l'on ne gagne pas d'argent et où bon nombre d'acteurs

ont été vendus, ou sont en vente », relève M. Lassus. Gemplus a clos l'année 1996 sur un bénéfice net de 140 millions de francs (104 millions en 1995). « Nous avons l'avantage d'être les plus gros, d'avoir des avantages sur les prix d'achat des composants, sur les coûts de production, explique M. Lassus. Nous sommes aussi les seuls à accroître encore nos capacités de production. »

En 1996, tout en consacrant 127 millions de francs à la recherche-développement (95 millions en 1995), Gemplus a investi près de 300 millions dans ses usines. Deux ont été créées, au Mexique et en Chine. De nouveaux bâtiments ont été construits à Gemenos (Bouches-du-Rhône), siège de la firme, où une nouvelle unité de fabrication est en service depuis quinze jours. Fin 1997, elle aura une capacité de 450 millions de cartes.

Marc Lassus prévoit de faire entrer sa société en Bourse « au plus tard à la fin du premier trimestre 1998 » à Paris (nouveau marché) et à New York (Nasdaq). L'opération se fera « par augmentation de capital ». Les actions cotées représenteront « 20 à 25 % du capital ». Gemplus restera une société à commandite où le management détient le pouvoir. Mais « il se pourrait qu'il y ait un ou deux nouveaux actionnaires ». La société, qui est contrôlée à 31 % par ses fondateurs et salariés, compte à son capital la famille Quandt (propriétaire de BMW), l'américain General Electric Capital, le français Dassault, la société d'Etat Singapore Technologies, les opérateurs téléphoniques japonais KDD et NTT.

Ph. L. C.

DÉPÊCHES

■ **AT&T** : John Walter, directeur général de l'exploitant téléphonique américain, a été renvoyé par le conseil d'administration, mercredi 16 juillet. Motif : il « manquait d'initiative intellectuelle ». Nommé voici à peine sept mois, M. Walter devait succéder, en janvier 1998, au président, Robert Allen.

■ **ITT** : le groupe américain, propriétaire des hôtels Sheraton et Ciga, a annoncé, mercredi 16 juillet, qu'il se scindait en trois sociétés (hôtellerie et casinos, impression d'annuaires téléphoniques, et écoles techniques aux Etats-Unis). Le groupe va également racheter 26 % de son capital en circulation pour 2,1 milliards de dollars afin de parer l'offre de rachat hostile de la chaîne Hilton.

■ **SHELL-TEXACO** : les compagnies pétrolières américaines Texaco, anglo-néerlandaise Shell et saoudienne Saudi Aramco ont annoncé, mercredi 16 juillet, la « combinaison » de leurs opérations de raffinerie et de marketing dans le golfe du Mexique et l'est des Etats-Unis.

■ **GUINNESS-GRANDMET** : les deux groupes britanniques ont estimé, mercredi 16 juillet, que la proposition de Bernard Arnault, PDG de LVMH, « était coquette et compliquée ». Ce projet pour créer le premier groupe mondial de vins et spiritueux (Le Monde du 17 juillet) reviendrait à lui donner « une position dominante », sans que les autres actionnaires reçoivent une prime appropriée.

■ **ERAMET** : le premier ministre, Lionel Jospin, a demandé, mercredi 16 juillet, à Philippe Essig, chargé d'une médiation sur le dossier du nickel calédonien, de lui remettre ses « conclusions pour le 15 septembre ». Celui-ci a pour mission « d'évaluer les perspectives économiques et industrielles » du projet d'une usine dans le nord du territoire.

Longwy revit le choc des fermetures

NANCY de notre correspondant

Le train à fil de Longwy-Herserange va s'arrêter à la fin de l'année 1998. Cette mauvaise nouvelle, annoncée la semaine passée par le groupe sidérurgique Usinor, s'ajoute à la fermeture, à la fin de ce mois, de l'usine JVC de Villers-la-Montagne et celle, prévue pour le printemps 1998, de l'usine Panasonic. Les calculs sont sinistres pour le bassin : 313 emplois avec le train à fil, 235 chez JVC, 140 chez Panasonic, soit un total de 700 postes qui disparaissent.

Le choc violent réactive les vieux fantasmes des crises de la sidérurgie. L'avenir, celui des enfants, se dessine à nouveau en noir. Les ouvriers du train à fil, proches de la cinquantaine, croyaient à une fin de travail tranquille au pays après avoir traversé les terribles années 80.

Les syndicats ont appelé à une réunion, le 16 juillet prochain, à la mairie de Longwy. Marie-Lyne Quaglia, déléguée CFDT, qui s'est déjà battue sur le dossier JVC, insiste sur la nécessité de « mobiliser tout de suite. C'est toujours en été, quand les gens sont partis, que ce genre de mauvais coups nous tombent dessus ». Le secrétaire d'Etat à l'Industrie, recevant à Paris, mardi 15 juillet, Jean-Paul Du-

rieux, maire (PS) de Longwy, a déclaré qu'il « comprenait et partageait la colère » des élus. Il va « interpellier » Usinor sur cette annonce qualifiée de « brutale ».

La direction de Panasonic France, qui appartient, comme JVC, au groupe japonais Matsushita, a expliqué, le 11 juillet dernier, qu'elle était confrontée à l'impossibilité de maintenir l'activité sur le site longwyvien compte tenu de la chute de son chiffre d'affaires et d'une perte de 21,6 millions de francs en 1995. Courant 1996, JVC avait tenu le même discours en annonçant la délocalisation de l'unité lorraine en Chine. Le pôle de développement européen (PDE) de Longwy sur lequel est implanté Panasonic, lancé en 1985, devait voir la création de 5 500 emplois en dix ans. Aujourd'hui, il en est à la moitié de ses objectifs.

L'usine JVC de Villers-la-Montagne, en 1988, où on fabriquait des chaînes hi-fi et des lecteurs CD, celle de Panasonic, en 1986, qui produisait des magnétoscopes, avaient ramené l'espoir. « Les femmes étaient rentrées dans les entreprises, même si c'était des usines tournées », explique Marie-Lyne Quaglia. C'est cette promesse de reconversion qui s'effondre.

Monique Raux

RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

ESC TOULOUSE
ENSAI - Concours externe d'attaché de l'INSEE
- Elèves titulaires de l'ENSAI - Option A et B
ÉCOLE DE GESTION DE L'INT
Admission : 18 juillet
3615 LEMONDE

■ LA BOURSE DE TOKYO a été en hausse de 0,8 % jeudi, dans le sillage de Wall Street la veille. L'indice Nikkei a gagné 160,51 points, pour terminer la séance à 20 519,25 points.

■ WALL STREET, pour la première fois de son histoire, a clôturé au-dessus des 8 000 points, mercredi 16 juillet. Le Dow Jones a atteint 8 038,88 points (+0,79 %).

■ LA BOURSE DE FRANCFORT a repris mercredi son ascension, atteignant un nouveau sommet en clôture. L'indice DAX s'est apprécié de 1,94 %, à 4 201,24 points.

■ LA BOURSE DE LONDRES a décroché, mercredi, un troisième record consécutif. L'indice Footsie s'est établi en clôture en hausse de 1,32 %, à 4 964,2 points.

■ LA BOURSE DE PARIS s'est offert une nouvelle journée de conquête, mercredi. L'indice CAC 40 a gagné 1,26 %, à 2 988,01 points, battant le record de clôture de la veille.

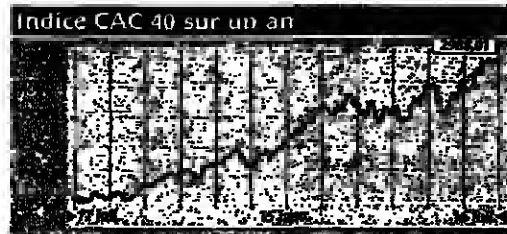
LES PLACES BOURSILIÈRES

Hésitation autour des 3 000 points

LA BOURSE DE PARIS, qui a cassé dès l'ouverture, jeudi 17 juillet, la barre de 3 000 points (un record absolu), est retombée dans le rouge, affichant un recul de 0,28 % à 2 979,64 points vers 11 h 45. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises abandonnaient en moyenne 0,28 % à 1 979,73 points, alors qu'elles avaient ouvert en hausse de 0,60 % à 3 006,05 points.

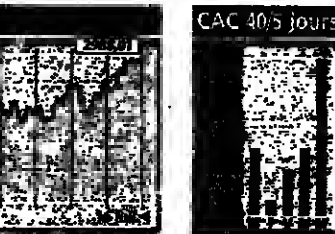
« Après avoir franchi ce seuil symbolique, la Bourse de Paris s'est fait peur », commentait un boursier. « On assiste à des prises de bénéfice, d'autant que les intervenants attendent l'issue de la réunion de l'ensemble du gouvernement Jospin qui examine en ce moment les futures mesures budgétaires nécessaires », a-t-il ajouté.

Mercredi, déjà, la Bourse de Paris s'était offerte un record de hausse en séance, terminant sur un gain de 1,26 % à 2 988,01 points, ce qui constituait également un record pour une clôture. Tout a concouru à cette bonne performance qui s'est inscrit dans le sillage des autres



places boursilières, et notamment de New York, qui a clôturé mercredi soir pour la première fois au-dessus de la barre des 8 000 points.

Parmi les valeurs vedettes, le titre



Thomson-CSF était la plus forte hausse de la cote (+4,39 %), au lendemain des précisions apportées par le gouvernement sur la privatisation de ce groupe.

LVMH, valeur du jour

LE PLAN proposé par Bernard Arnault, président de LVMH, pour créer un groupe mondial de vins et spiritueux (Le Monde du 17 juillet) a nettement profité au titre du groupe de luxe, mercredi 16 juillet, à la Bourse de Paris. L'action a terminé sur un gain de 3,10 %, à 1 628 francs, avec des échanges portant 391 millions de francs.

Les analystes ont souligné les conséquences bénéfiques, grâce aux économies d'échelle notamment, de la constitution d'un

groupe mondial de spiritueux réalisant 74 milliards de francs de chiffres d'affaires et un résultat net de 15 milliards de francs.



Sommets à New York, Londres et Francfort

LA BOURSE DE TOKYO a terminé en hausse de 0,8 %, jeudi 17 juillet, dans le sillage du record de Wall Street, la veille, et grâce à des achats d'investisseurs étrangers dans le secteur de la haute technologie. L'indice Nikkei a gagné 160,51 points pour finir en clôture à 20 519,25 points.

La veille, pour la première fois de son histoire, Wall Street a clôturé au-dessus des 8 000 points, stimulée par une détente sur le marché obligataire et la publication de résultats de sociétés meilleurs que prévu. L'indice Dow Jones a terminé sur un gain de 63,17 points (+0,79 %) à 8 038,88 points. Il a même atteint 8 070 points en fin de journée avant le déclenchement de prises de bénéfice. Les gains du Dow Jones ont été contenus par la chute du titre d'Eastman Kodak, une des trente

valeurs vedettes, qui a perdu 8 1/2 dollars à 68-3/8 dollars, en raison de mauvais résultats trimestriels.

Dopées par la Bourse américaine, les places de Londres et de Francfort ont également battu des records : la place britannique a gagné 1,32 %, à 4 964,2 points, et le marché allemand 1,94 %, à 4 201,24 points. (Lire également page 11.)

INDICES MONDIAUX

Indice	Cours au 16/07	Var. %
Paris CAC 40	2988,01	+1,26
New York DJ	8038,88	+0,79
Londres FT 100	4964,2	+1,32
Francfort DAX	4201,24	+1,94
Tokyo Nikkei	20519,25	+0,8
Hong Kong Hang Seng	15446	+0,7
Singapore Straits	1917,89	+1

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

Alcoa	81,25	79,62
Alfred Signal	90,62	88,51
American Express	79,37	80,18
AT & T	34,93	35,06
Boeing Co	60	58
Caterpillar Inc.	56,87	55,37
Chevron Corp.	71,25	70,12
Coca-Cola Co	71,25	70,12
Disney Corp.	78,59	77,99
Du Pont Nemours & Co	62,75	61,82
Eastman Kodak Co	68,50	76,87
Exxon Corp.	63,37	62,25
Gen. Motors Corp.	54,43	54,25
Gen. Electric Co	71,25	72,18
Goodyear T & Rubbe	63,56	62
Hewlett-Packard	70,50	68,56
IBM	97,68	96
Intl Paper	60	58,50
J.P. Morgan Co	110,93	108
Johnson & Johnson	62,62	61,75
McDonalds Corp.	50,43	49,81
Merck & Co Inc.	99,25	100,56
Minnesota Mng.&Mfg	102	102,50
Philip Morris	43,25	42,56
Procter & Gamble C	153,62	152,75
Sears Roebuck & Co	54,37	54,03
Travelers	68,50	66,25
Union Carb.	52,56	51,68
Unile Techinol	87,75	86,12
Wal-Mart Stores	35,81	35,75

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 16/07	Var. %
Thomson-CSF	160,50	+4,39
Promoteur	142,00	+3,25
Interactif	142,00	+3,25
Bic	80,00	+3,25
Technip	70,00	+4,36
BF Aquitaine	68,00	+4,67
Compagnie Air	53,00	+3,25
Gr. J. (L)	105,18	+4,07
Esolier Ind. ADP	148,00	+14,28
Société Générale	720	+28,34
BAISSES, 12h30	Cours au 16/07	Var. %
Promoteur	280	-3,25
Valourec	356,50	-2,68
Colson	356,50	-2,68
Catorama Dub. (L)	76	-11,86
CTM-Entrepose	340,20	-4,16
Charmat	142	-2,82
Silicon (L)	48,00	-0,8
Dev. L. F. (L)	45	-3,44
Via Banque	18	-2,50
Clarke	779	-4,39

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	1707 Titres	Capitalisation en F
Ata	87454	3309473,40
BF Aquitaine	41308	28086606
Suez Lyonnais Eau	356184	25291356
Société Générale	280811	21011305
Alcatel Alsthom	266887	20818252
Yvel	299167	17382116
Ban. (Cie des)	182391	13574988
LVMH Mod. Hér.	78019	11521649
Carrefour	26191	11452432
L'Oréal	34668	8820490

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30		Cours au 16/07	Var. %
MAUSSES, 12h30		1907	+10,67
Sandwich		405	+1,94
Thermoréacteur		285	+11,11
S. (L)		175	+2,27
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40
Volvo (L)		225,75	-1,40

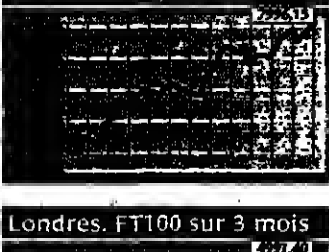
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. gen. SBF 120	2093,34	+1,21
Ind. gen. SBF 250	1949,73	+1,19
Ind. Second Marché	1950,06	+0,27
Ind. MidCAC	1625,74	-0,21

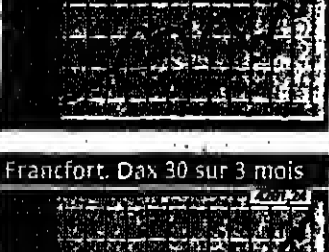
INDICE SBF 250 sur 3 mois



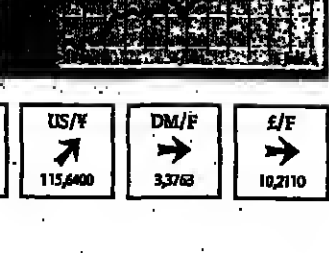
New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Francofort, Dax 30 sur 3 mois

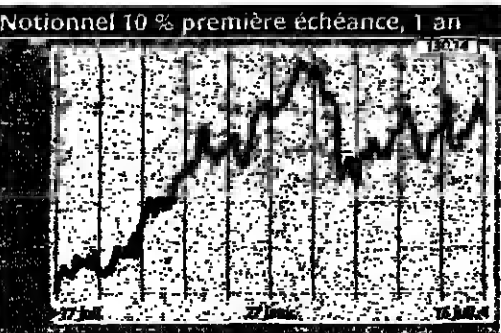


LES TAUX

Effritement du dollar

LE DOLLAR PERDAIT quelques fractions face au franc et au deutschemark, jeudi 17 juillet, au cours des premiers échanges interbancaires. La devise américaine s'échangeait à 6,0714 francs et 1,7982 deutschemark, contre respectivement 6,0751 francs et 1,7989 deutschemark au cours des transactions entre banques mercredi soir. Quelques heures plus tôt, à Tokyo, le dollar s'est légèrement replié face au yen sur des prises de bénéfices

après qu'une progression plus modérée que prévu de l'excédent commercial japonais en juin ait fait grimper le billet vert. Peu avant la clôture, le billet vert cotait 116,18 yens, contre 116,22 yens plus tôt dans la journée. L'excédent commercial japonais a connu, en juin, une progression plus mesurée que précédemment, avec une hausse de 27,7 % sur le niveau du même mois de 1996.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 16/07	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,19	5,99	6,36	1,70
Allemagne	3,09	5,62	6,49	1,80
Grande-Bretagne	6,25	5,10	NC	2,80
Italie	7	6,85	7,31	2,80
Japon	0,56	3,35	NC	4,50
États-Unis	5,59	4,68	6,35	3,50

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 16/07	Taux au 15/07	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,22	4,21	96,50
Fonds d'État 3 à 7 ans	3	3	100,09
Fonds d'État 7 à 10 ans	3,47	3,47	101,48
Fonds d'État 10 à 15 ans	3,61	3,57	101,20
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,39	6,35	102,67
Obligations françaises	5,76	5,78	101,02
Fonds d'État à TME	1,95	1,95	96,08
Fonds d'État à TRE	2,18	2,18	96,08
Obligat. franc. à TME	2,20	2,20	99,14
Obligat. franc. à TRE	2,07	2,07	100,14

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	1607	1607	1507	1507
1 mois	3,10	3,34	3,09	3,34
3 mois	3,30	3,42	3,28	3,38
6 mois	3,37	3,49	3,38	3,48
1 an	3,48	3,61	3,48	3,60
PIBOR FRANCS	3,3438	—	3,3359	—
PIBOR Francs 3 mois	3,4043	—	3,3956	—
PIBOR Francs 6 mois	3,4785	—	3,4652	—
PIBOR Francs 9 mois	3,5513	—	3,5380	—
PIBOR Francs 12 mois	3,5885	—	3,5752	—
PIBOR ECU	—	—	—	—
PIBOR Ecu 3 mois	4,2280	—	4,2186	—
PIBOR Ecu 6 mois	4,2708	—	4,2603	—
PIBOR Ecu 12 mois	4,3229	—	4,3108	—

MATIF	Échéances 16/07	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %	Sept. 97	8882	130,14	130,32	130,04	130,20
Oct. 97	2	88,36	98,36	98,86	98,06	98,26
Mars 98	2	88,36	98,36	98,86	98,06	98,26

PIBOR 3 MOIS	Sept. 97	12896	96,89	96,92	96,86	96,90
Oct. 97	821	96,87	96,90	96,94	96,84	96,94
Mars 98	4560	96,87	96,90	96,94	96,84	96,94
juin 98	3352	96,87	96,92	96,96	96,82	96,92
ECU LONG TERME	Sept. 97	1480	96,86	96,96	96,80	96,90

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40	Échéances 16/07	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
juillet 97	13190	2599	3009	3009	2999	2975
août 97	32	2882	3010,50	3009	2984	2984
Sept. 97	374	3014	3020	3020	2992	2992
Dec. 97	—	—	—	—	—	—

LES MONNAIES

Bonne orientation du Matif

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE français était bien orienté, jeudi 17 juillet. Dès l'ouverture, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'État français, était en hausse de 12 centimes à 130,26 points. La veille, le Matif avait déjà repris quelques centimes, dans le sillage de son homologue allemand et du marché obligataire américain, toujours bien orienté, alors que sur le court terme, le contrat Pi-

bor était inchangé. Le contrat notional échéance septembre avait gagné 16 centimes à 130,14. Le marché français a profité à nouveau de la bonne tenue de l'obligataire américain, où le rendement moyen sur les bons du Trésor à 30 ans reculait à 6,47 %, contre 6,55 % mardi, après la publication de statistiques reflétant une inflation toujours sous contrôle et une poursuite de la croissance.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 16/07	% 15/07	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,690	-2,54	336	338,690
Belgique (100 B)	6,058	-0,42	3,760	6,058
États-Unis (100 \$)	163,920	-0,22	13,820	163,920
France (100 F)	269,900	+0,22	—	—
Italie (100 L)	3,4760	-0,22	3,2200	3,4760
Grande-Bretagne (100 £)	86,6100	-0,22	84,2500	86,6100
Grande (100 S)	9,9995	-0,22	1,125000	9,9995
Cde-Bretagne (1 £)	10,2110	-0,22	9,7800	10,2110
Grèce (100 drach.)	2,1550	-0,22	1,9000	2,1550
Suède (100 kr)	77,6100	-0,22	73	77,6100
Suisse (100 Sfr)	41,4600	-0,22	39	41,4600
Norvège (100 kr)	80,2200	-0,22	77,5000	80,2200
Autriche (100 S)	47,5870	-0,22	46,5000	47,5870
Espagne (100 pes.)	4,0060	-0,22	3,7100	4,0060
Portugal (100 esc.)	3,3450	-0,22	3	3,3450
Canada 1 dollar ca	4,4305	-0,22	4,1300	4,4305
Japon (100 yen)	3,2994	-0,22	3,0100	3,2994
Finlande (mark)	114,3500	-0,22	109	114,3500

L'OR

Or fin (K. barre)	cours 16/07	cours 15/07
Or fin (K. barre)	62000	62000
Or fin (K. barre)	62000	62000
Or fin (K. barre)	62000	62000
Or fin (K. barre)	62000	62000
Or fin (K. barre)	62000	62000
Or fin (K. barre)	62000	62000
Or fin (K. barre)	62000	62000
Or fin (K. barre)	62000	62000
Or fin (K. barre)	62000	62000

LE PÉTROLE

En dollars	cours 17/07	cours 16/07
Brent (Londres)	17,52	18,10
WTI (New York)	19,46	19,14
Light Sweet Crude	19,03	19,60

FAITES DU DOLLAR	17/07	16/07	Var. %
FRANCOFORT : USD/DM	1,7912	1,7912	-0,08
TOKYO : USD/Yen	115,400	115,400	+0,08

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES	17/07	16/07	Var. %
Dollar US/DM	1,7912	1,7912	-0,08
Dollar US/Yen	115,400	115,400	+0,08
Yen (100)	3,4760	3,4760	-0,22
Franc suisse (100 Sfr)	41,4600	41,4600	-0,22
Libra (100 £)	10,2110	10,2110	-0,22
Mark (100 M)	114,3500	114,3500	-0,22
Franc suisse (100 Sfr)	41,4600	41,4600	-0,22

هكذا من الأول

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / VENDREDI 18 JUILLET 1997 / 13

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 17 JUILLET
Liquidation : 24 juillet
Taux de report : 3,13
Cours relevés à 12h30

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Continuation of French stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Lists international stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Continuation of international stock prices.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

JEUDI 17 JUILLET

Table with 4 columns: Obligations, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Lists bond prices.

Table with 4 columns: Actions Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Lists French company stock prices.

Table with 4 columns: Actions Étrangères, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Lists international company stock prices.

Table with 4 columns: Actions Étrangères, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Continuation of international company stock prices.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30

JEUDI 17 JUILLET

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Lists various financial instruments.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Continuation of financial instruments.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Continuation of financial instruments.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Continuation of financial instruments.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 16 juillet

Table with 4 columns: Valeurs, Émission, Frais ind., and Rachat net. Lists SICAV and FCP data.

Table with 4 columns: Valeurs, Émission, Frais ind., and Rachat net. Continuation of SICAV and FCP data.

Table with 4 columns: Valeurs, Émission, Frais ind., and Rachat net. Continuation of SICAV and FCP data.

Table with 4 columns: Valeurs, Émission, Frais ind., and Rachat net. Continuation of SICAV and FCP data.

سكان الامل

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 18 JUILLET 1997

TOUR DE FRANCE 1997
Avant la journée de repos, jeudi 17 juillet, pour tenter d'effacer le souvenir douloureux des ascensions pyrénéennes, le peloton a encore

connu une arrivée mouvementée, mercredi, à l'issue de la 11^e étape Andorre-Perpignan (192 km). L'Ukrainien Sergueï Oustchakov (Polti), vainqueur d'un sprint à trois, a été



finalement déclassé au profit du Français Laurent Desbiens (Cofidis), qu'il avait gêné en changeant brusquement de trajectoire. Les coureurs ont rejoint en avion Saint-Étienne,

où ils devaient disputer, vendredi, un contre-la-montre de 55 km. Une épreuve qui pourrait bien voir le maillot jaune, Jan Ullrich (Telekom), accentuer son avance.

Grâce au règlement, Laurent Desbiens éponge le découvert de Cofidis

Andorre-Perpignan. Encore un sprint houleux. L'Ukrainien Sergueï Oustchakov (Polti) a été déclassé au bénéfice du sprinteur nordiste. Le Français a dédié sa victoire à son leader blessé, Tony Rominger, et à son équipe, créée cette saison par une société financière et accablée par les malheurs

PERPIGNAN
de notre envoyé spécial
« Nous ardoonnais encore que nul ne présume de faire du mal à quelque homme ou femme qui ne soit pas dans la ville de Perpignan, ni de chevaucher contre eux, sans l'avis préalable des dits consuls, de man bataille et du vi-guier. » Mercredi 16 juillet, d'Andorre à Perpignan, les coureurs du 84^e Tour de France ont respecté la charte édictée le 23 février 1197 par Pierre I^{er}, comte de Barcelone et roi d'Aragon, qui donna précisément naissance à la capitale du Roussillon. Ainsi, ils ne chevauchèrent contre personne, estimant qu'ils avaient assez souffert les deux jours précédents sur les pentes pyrénéennes et que nombre d'entre eux y avaient laissé une partie de leurs forces, voire, pour des hommes comme Luc

Virenque (Festina) pour arriver en tête aux sommets du port d'Envalira et du col du Chiolou, une courte défaillance de Luc Leblanc au moment de distraction de Bjarne Riis (Telekom), qui perdit quelques dizaines de secondes, vite rattrapées, les noms des champions ne furent jamais signalés au cours de cette longue et magnifique descente de la principauté vers la mer. Un beau décor pour le sacre de Jan Ullrich (Telekom), roi de la mi-course, éternant le premier maillot jaune d'une carrière qui devrait en compter beaucoup si l'on en croit un spécialiste comme Bernard Hinault. L'ancien champion du monde ne confiait-il pas, mardi soir, que le jeune Allemand pourrait être le premier coureur à gagner six Tours de France ? Les patrons ayant ouvert la route, celle-ci appartenait aux baroudeurs, ces solides coureurs durs à la tâche et qui ne craignent pas de faire des dizaines de kilomètres sous la canicule pour tenter d'en attraper une. On vit ainsi le champion du monde 1996, le Flamand Johann

Museeuw - prononcez Moucou - (Mapei), sortir plusieurs fois du peloton pour sauver l'honneur d'un cyclisme belge en perdition. Philippe Gaumont (Cofidis), qui avait déjà tenté la belle avant d'arriver au Puy-du-Fou, remit cela. En vain. Lorsqu'un autre jeune Français, Cyril Saugrain, emmena avec lui des clients comme Museeuw, l'italien Eros Poli (Gan) ou l'australien Neil Stephens (Festina) - « l'homme qui peut se faire le plus mal sur un vélo », on pensa bien que celle-là serait la bonne. Mais le peloton revint sur eux et on s'attendait à un sprint massif lorsque trois hommes s'échappèrent à 14 kilomètres de l'arrivée et parvinrent à garder 18 petites secondes d'avance. Comme si cette étape ne devait ressembler à aucune autre, une issue se décida sur le taptap vert. Si l'Ukrainien Sergueï Oustchakov (Polti) l'emporta sur Laurent Desbiens (Cofidis) et Carlo Finco (MG-Technogym), il fut déclassé, « sans l'ombre d'une hésitation », nous expliqua un membre du jury, pour être sorti de

sa ligne durant le sprint. Le coureur venu de l'Est, qui l'avait emporté en 1996 à Revel de la plus belle manière, poussant un cri de joie primal dont on se souvient encore, ne déposa pas de réclamation. **DIPLOMATIE ITALIENNE** Il fallut toute la diplomatie de son directeur sportif, Gian-Luigi Stanga, pour calmer sa colère et l'amener à renoncer au recours. Plus tard, au micro de Gérard Holtz sur le plateau de « Vêlo Club », le maître italien devait déclarer : « Sergueï a fait un écart, c'est indiscutable. Nous respectons la décision du jury. Dans le Tour, de toute façon, il n'y a pas appel (...). Mais si, dans un sprint massif, on sanctionnait ce genre d'écart, il y aurait à chaque fois au moins vingt coureurs déclassés. » Et, malin, il invitait à passer un ralenti du sprint du peloton, remporté par Frédéric Moncasin (Gan). Les images parlaient toutes seules. Gian-Luigi Stanga souriait. Comme gêné d'avoir gagné dans ces conditions, Laurent Desbiens

avait auparavant expliqué : « J'ai voulu passer à gauche, Oustchakov a fermé la porte, et j'ai été ralenti. » Quoi qu'il en soit, il put dédier sa victoire à Tony Rominger, le capitaine de son équipe, qui se brisa la clavicule lors de l'étape de Plumelec, assombrissant encore une année particulièrement noire pour la formation de Cyril Guimard. Le plus titré des directeurs sportifs, avec sept victoires sur le Tour, a d'abord vécu une tragédie : l'annonce du cancer d'un de ses leaders, l'Américain Lance Armstrong, qui lutte contre la maladie. Cyril Guimard a aussi perdu l'ancien champion du monde italien Maurizio Fondriest, qui souffre de doses et pourrait mettre fin à sa carrière. Le directeur sportif de l'équipe parrainée par Cofidis, une société financière, a été ensuite obligé de laisser chez eux deux coureurs engagés dans le Tour : Francis Moreau, malade, et Stéphane Goubert, blessé à l'abdomen dans le Dauphiné libéré. Même obtenue dans des conditions particulières, la victoire de

Desbiens à Perpignan vient mettre un peu de baume au cœur d'une équipe qui mériterait à coup sûr la prime de la malchance. Peut-être se consoler en se disant que sans les multiples défections Laurent Desbiens ne se serait pas aligné au départ de Rouen ? Convaincu, comme son coéquipier Philippe Gaumont, d'avoir pris des anabolisants lors des Quatre Jours de Dunkerque en mai 1996, Laurent Desbiens avait été suspendu pendant six mois. Un an plus tard, il gagnait la première étape du Midi Libre. « J'ai été dans beaucoup de bons coups au cours de cette saison, confiait-il mercredi en fin d'après-midi, mais, sauf au Midi Libre, j'ai manqué de réussite. » Laurent Desbiens et Cofidis ont eu de nouveau rendez-vous avec la chance à Perpignan. « Quand je suis parti de chez moi, confiait le gentil Laurent, j'ai dit à ma famille que j'étais capable de faire quelque chose de grand sur le Tour. » Tapis vert ou non, c'est fait.

José-Alain Frolon

Virenque récupère « ses » vingt secondes

Pénalisé, mardi 15 juillet, de vingt secondes, pour avoir été ravalé par son directeur sportif dans les 20 derniers kilomètres de l'étape Luchon-Andorre (Le Monde du 17 juillet), Richard Virenque (Festina) a récupéré, mercredi 16 juillet, ses précieuses secondes. Après avoir revu le film de la fin de l'étape, et avoir entendu les arguments avancés par le directeur sportif du coureur français, Bruno Roussel, le jury international a en effet été convaincu de sa bonne foi. « Je n'ai pas donné de bidon à Richard, expliquait Bruno Roussel, à 6 km de l'arrivée, je suis monté à sa hauteur pour lui parler et je l'ai arrosé. »

Leblanc (Polti) ou Laurent Jalabert (ONCE), quelque chose qui s'appelle l'espoir. Quittant les Pyrénées pour rejoindre les Alpes, avec au passage une redoutable épreuve contre la montre, vendredi à Saint-Étienne, les « consuls » du peloton semblaient avoir décidé de ne pas s'attacher les uns les autres et de laisser aux autres le bénéfice de cette étape d'entre-deux. Mis à part les sprints de Richard

PERPIGNAN
de notre envoyé spécial
Facile de trouver l'italien Francesco Casagrande dans le peloton : il a une tête de voleur de poules. « Je n'ai jamais volé de poules, s'amuse le coureur de Saeco, vingt-six ans, inattendu 9^e au classement général du Tour de France, mercredi 16 juillet. Une fois, avec mon frère Filippo, nous avons tor-du le cou des canards du voisin qui nous avait confisqué notre ballon. La punition fut exemplaire : mon père m'a interdit un mois de vélo. » Au début, Primo Casagrande ne voyait pas d'un très bon œil la passion de ses fils pour le cyclisme. Les courses se déroulent le dimanche, jour de la chasse. Face à deux perspectives, la « mamma » Marcella avait, quant à elle, « vite chaisé entre le sport et les discothèques » Stefano, l'aîné, ouvre logiquement la route. Aujourd'hui, il exerce le métier de coureur dans l'équipe Scigno, absente du Tour. C'est en lui passant les bidons, « le cœur de cent à l'heure », que Francesco contracta à son tour le virus. Puis Filippo, le plus jeune, monta sur la « bécane » réaménagée de Stefano, qu'il côtoie maintenant chez Scigno. Seul Fabrizio devait échapper à l'épidémie. « Trop fatigant pour lui », ironise Francesco.

Francesco Casagrande, le « moine » à la trogne de flibustier

Fabrizio est danseur classique dans un théâtre de Florence. Marcella et Primo ont encore deux filles, Ornella et Annalisa. Les gens simples n'ont pas d'histoire, dit-on. Ce n'est pas le cas des Casagrande, qui comptent dans leur mémoire autant de belles anecdotes que de trophées argentés dans leur salon. « En Italie, quelle que soit la course, on offre toujours une coupe aux trois premiers, explique Francesco. Moi, ce qui m'importe quand j'aurais quinze ans, ce n'était pas la victoire, mais d'être dans ces trois-là, pour ne pas rentrer à la maison les mains vides. » **« AUCUN ÉCART »** Derrière les persiennes du 86 de la via San Bartolo, à Cintoia, à une quinzaine de minutes de Florence, coulent les jours de cette famille qu'aurait aimé filmer Vittorio de Sica. Ici, le besoin ne dépasse jamais le nécessaire. Il y a peu de temps que Marcella dispose d'une machine pour laver les cuissards de ses champions. La plupart des Italiens devaient respirer le même air que ces gens, dans les années d'après-fascisme : travail, famille, église. Et si l'abondance et l'éclat ont fini par intégrer ce tableau réaliste, cela n'a rien d'in-solent, car le luxe, chez les Casagrande,

sent la sueur. Celle de Francesco surtout, le plus doué des trois frères cyclistes, mais également le plus imprégné par son métier. « Cecco » ne se contente pas d'arpenter éternellement les somptueux chemins de Toscane, sous la muette surveillance des campaniles et des cyprès. Il observe un rite au quotidien. « Son corps et son esprit vivent pour le cyclisme, s'exalte le fantasque Filippo. Il a toujours eu cette idée en tête : faire le coureur. A table, il ne s'autorise aucun écart, pas même un carré de chocolat. » Le « moine » croit fermement en la puissance des détails, comme en la nécessité de la souffrance. Et quand ses jambes le brûlent vraiment trop, à travers les couteaux du chianti, Francesco pense à ce « padre magon qui s'est saigné pour que mes frères et moi puissions atteindre nos vingt ans sans avoir à gagner la moindre lire. » L'âge auquel « Cecco » remportait le « Giro Baby », le Tour d'Italie des amateurs, devant un certain Marco Pantani. L'origine d'une ascension fulgurante - mais discrète, car dénuée d'un succès de premier plan - qui, en moins de cinq ans, allait hisser l'homme pressé jusqu'au sixième rang mondial (en avril 1996), der-

rière les « monstres » Jalabert, Indurain, Rominger, Museeuw et Zülle. Au départ du Tour, Francesco Casagrande n'appartenait toutefois plus à la haute société pédales, pour n'être pas parvenu à apporter la confirmation de son talent. Casagrande n'était même plus souverain au royaume Saeco, Ivan Gotti, le vainqueur du Giro 1997, lui ayant chuté sa place de leader. Un nouvel échec dans les classiques ce printemps devait convaincre « Cecco » de travailler encore plus. Il s'exila donc un mois dans les montagnes sardes avec sa femme, son bébé et... son camarade Michele Bartoli (MG-Technogym), pour préparer activement la Grande Boucle. Rentré de « son » île amaigri de trois kilos, Francesco Casagrande n'aura pas tardé à se rappeler au souvenir de ceux qui l'avaient déjà enterré. Quatrième de l'étape d'Andorre-Arcalis, à 2 min 1 s de Jan Ullrich (Telekom), l'italien a, le temps d'un après-midi, à la fois relancé sa carrière et acquis, enfin, la notoriété. Désormais, il ne passera plus inaperçu, et pas seulement à cause de son visage de flibustier.

Nicolas Guillon

RÉSULTATS

11^e étape (192 km)
Andorre-Perpignan

1. L. Desbiens (Fra., COF), en 5 h 5 min 5 s ; 2. C. Finco (Ita., MAG), à 10 s ; 3. S. Oustchakov (Ukr., POL), à 18 s ; 4. F. Moncasin (Fra., GAN), à 18 s ; 5. E. Zabel (All., TEL), à 1 min 1 s ; 6. M. Tresselt (Ita., MER), à 1 min 1 s ; 7. F. Bulteel (Ita., MAG), à 1 min 1 s ; 8. F. Andreu (Esp., COF), à 1 min 1 s ; 9. G. Plochon (Ita., BAT), à 1 min 1 s ; 10. J. Brabant (Bel., TBM), à 1 min 1 s ; 11. A. Tassin (Bel., COF), à 1 min 1 s ; 12. A. Tassin (Bel., COF), à 1 min 1 s ; 13. A. Tassin (Bel., COF), à 1 min 1 s ; 14. R. McEneaney (Aus., RAB), à 1 min 1 s ; 15. E. Dekker (Bel., RAB), à 1 min 1 s ; 16. O. Rodriguez (Por., BAN), à 1 min 1 s ; 17. P. Chantreau (Fra., CSO), à 1 min 1 s ; 18. V. Elanov (Rus., USP), à 1 min 1 s ; 19. C. Lemoir (Fra., MUT), à 1 min 1 s ; 20. C. Mengin (Fra., FUI), à 1 min 1 s ; 21. V. Fias (Ita., MAP), à 1 min 1 s ; 22. M. Janssen (Bel., USP), à 1 min 1 s ; 23. F. Simon (Fra., GAN), à 1 min 1 s ; 24. N. Loda (Ita., MAG), à 1 min 1 s ; 25. C. Vasseur (Fra., GAN), à 1 min 1 s ; 26. G. Fagnani (Ita., SAE), à 1 min 1 s ; 27. M. Lott (Ita., SAE), à 1 min 1 s ; 28. G. Bortolami (Ita., FES), à 1 min 1 s ; 29. F. Gauderon (Fra., TUD), à 1 min 1 s ; 30. P. Lino (Fra., BIC), à 1 min 1 s ; 31. N. Méné (Ita., BAT), à 1 min 1 s ; 32. O. Cernozhukov (Ukr., MAP), à 1 min 1 s ; 33. A. Tassin (Ita., MAP), à 1 min 1 s ; 34. R. Virenque (Fra., FES), à 1 min 1 s ; 35. G. Hincapié (Esp., USP), à 1 min 1 s ; 36. T. Hamilton (E.U., USP), à 1 min 1 s ; 37. A. Olano (Esp., BAN), à 1 min 1 s ; 38. M. Belliran (Esp., BAN), à 1 min 1 s ; 39. B. Cenghialta (Ita., BAT), à 1 min 1 s ; 40. B. Julich (E.U., COF), à 1 min 1 s, etc.

Classements
Classement général : 1. J. Ullrich (All., TEL), en 60 h 6 min 17 s ; 2. R. Virenque (Fra., FES), à 2 min 38 s ; 3. A. Olano (Esp., BAN), à 4 min 40 s ; 4. B. Rie (Dan., TEL), à 4 min 51 s ; 5. M. Pantani (Ita., MER), à 5 min 20 s ; 6. F. Escartin (Esp., FES), à 5 min 40 s ; 7. L. Dufour (Sui., FES), à 6 min 2 s ; 8. O. Cernozhukov (Ukr., MAP), à 6 min 2 s ; 9. F. Casagrande (Ita., SAE), à 7 min 20 s ; 10. P. Lino (Fra., BIC), à 7 min 41 s ; 11. P. Lino (Fra., BIC), à 7 min 41 s ; 12. P. Lutterberger (Aut., RAB), à 8 min 2 s ; 13. J. M. Janssen (Esp., BAN), à 8 min 33 s ; 14. O. Hincapié (Ita., MAP), à 10 min 11 s ; 15. R. Conti (Ita., MER), à 10 min 20 s ; 16. A. Bisi (Ita., CSO), à 10 min 41 s ; 17. J. Laukko (Fin., FES), à 11 min 15 s ; 18. L. Meadous (Fra., LOT), à 12 min 18 s ; 19. B. Zberg (Sui., MER), à 12 min 47 s ; 20. F. Simon (Fra., GAN), à 13 min 58 s ; 21. M. Belliran (Esp., BAN), à 14 min 38 s ; 22. J.-C. Robin (Fra., USP), à 15 min 50 s ; 23. M. Fincato (Ita., ROS), à 16 min 34 s ; 24. R. Bussone (Ita., KES), à 16 min 57 s ; 25. C. Moreau (Fra., FES), à 18 min 58 s ; 26. M. Boogard (Bel., RAB), à 21 min 17 s ; 27. P. Chantreau (Fra., CSO), à 22 min 14 s ; 28. L. Rote (Fra., TVM), à 22 min 58 s ; 29. L. Jalabert (Fra., ONCE), à 24 min 32 s ; 30. S. Blanco (Esp., BAN), à 24 min 34 s ; 31. J.-P. Dujour (Fra., MUT), à 25 min 28 s ; 32. M. Siboni (Ita., MER), à 26 min 58 s ; 33. K. Livingston (E.U., COF), à 27 min 5 s ; 34. A. Telenyuk (Ukr., LOT), à 27 min 24 s ; 35. S. Heutot (Fra., FUI), à 28 min 58 s ; 36. P. Melnart (Dan., USP), à 30 min 4 s ; 37. M. Podczanek (Ita., MER), à 30 min 24 s ; 38. O. Bortolami (Ita., FES), à 31 min 33 s ; 39. L. Brochard (Fra., FES), à 32 min 45 s ; 40. B. Julich (E.U., COF), à 32 min 47 s, etc.

Classement de la montagne : 1. R. Virenque (Fra., FES), 259 pts ; 2. C. Lemoir (Fra., MUT), 185 pts ; 3. J. Ullrich (All., TEL), 142 pts ; 4. M. Pantani (Ita., MER), 122 pts ; 5. P. Hervé (Fra., FES), 115 pts.

Abandons
V. Kozlov (Rus., ROS) ; A. Brogniez (Ita., BAT).

Éliminé
J.-F. Ané (Fra., MUT).

Pour recevoir la casquette CYCLISME du Monde
écrivez à : Le Monde boutique
21 bis, rue Claude-Bernard
75242 Paris Cedex 5
Joignez un chèque de 60 F plus votre adresse avec la référence CASQV.



Km 150 : il n'y a pas de Pyrénées...

Le peloton du 84^e Tour de France, fatigué par les longues et pénibles étapes des Pyrénées, a roulé à un train modeste, mercredi 16 juillet, pour rejoindre Perpignan. La journée de repos de jeudi ne sera pas de trop pour permettre aux coureurs de récupérer, avant de disputer le lendemain le contre-la-montre de Saint-Étienne (55 km). Ce petit tour du Forez devait les conduire vers de nouvelles aventures en montagne. Dès samedi, ils s'élèveront l'épreuve par la mythique montée de l'Alpe d'Huez, avant d'affronter, les jours suivants, certains des sommets les plus prestigieux.

Une erreur de manipulation des cosmonautes prive la station Mir d'électricité

Les responsables russes excluent pour l'instant une évacuation d'urgence de l'équipage

Après les légers problèmes cardiaques qu'a connus le commandant de Mir, Vassili Tsibliev, lors d'un test physique, les responsables du programme spatial russe lui ont interdit de participer à la réparation de la station, reprogrammée pour la nuit du 24 au 25 juillet. Elles ont demandé à la NASA d'autoriser son astronaute Michael Foale, présent à bord de Mir depuis la fin mai, à remplacer Tsibliev pour cette opération délicate.

A SON - VIEUX - CORPS défendant, la station orbitale russe Mir est devenue, par l'accumulation de ses mésaventures, l'héroïne malheureuse du feuilleton à suspense de l'été. Dernier ennuie en date, une chute brutale de l'alimentation électrique, survenue jeudi 17 juillet, due à une mauvaise manipulation des cosmonautes qui ont débranché par erreur le câble reliant le tableau de bord aux ordinateurs. Le système d'orientation de la station et de ses panneaux solaires s'est ensuite déréglé, ce qui a provoqué le déchargement complet des batteries. Le directeur du Centre des vols russe a cependant indiqué que l'équipage n'était pas en danger et que son évacuation n'était pas à l'ordre du jour. Ce nouvel incident s'ajoute à l'hygiène caduque dont souffre le commandant Vassili Tsibliev (*Le Monde* du 16 juillet) et qui a obligé les responsables du programme spatial russe à retarder d'une semaine les réparations nécessaires à la survie de Mir. Après de longs débats qui ont duré toute la journée du mardi 15 juillet, un concile de médecins a fini par interdire à Vassili Tsibliev de participer à cette délicate opération de sauvetage, qui aura lieu dans la nuit du 24 au 25 juillet.

Vassili Tsibliev forcé pour raison de santé, c'est vers l'Américain Michael Foale, hôte de Mir depuis la fin mai, que se sont tout naturellement tournées les autorités russes pour assister le troisième homme de la station, Alexandre Lazoukine, lors des longues et cruciales opérations de réparation. Celles-ci auront pour but de rebrancher quatre des dix panneaux solaires de Mir déconnectés depuis la collision avec un vaisseau-cargo Progress le 25 juin, grâce à la pose, à l'entrée du module Spektr endommagé, d'un

nouveau sas comportant des prises électriques doubles. Ce travail, éprouvant sur les plans physique et nerveux, pourrait durer plusieurs heures et nécessitera la présence de deux cosmonautes dans le noeud d'assemblage de Mir, une sphère esguie de 1,11 mètre de rayon.

Pour ne rien arranger, les deux hommes devront avoir reçu leur lourde combinaison spatiale puis- qu'ils évolueront en apesanteur dans un milieu dépressurisé. Même si le costume de ces mécaniciens de l'espace dispose d'articulations aux genoux et aux coudes - et non seu-

passer son torse par l'ouverture et devra utiliser une perche pour se saisir des câbles électriques flottant dans Spektr parmi le matériel scientifique qu'avait emporté Michael Foale avec lui pour ses expériences.

Ce dernier se tiendra donc aux côtés de son collègue russe afin de le secondier... si toutefois la NASA donne son accord pour qu'il participe à l'opération. Même si Michael Foale a commencé, mercredi 16 juillet, à se préparer en vue de la réparation, l'agence spatiale américaine ne fera connaître sa réponse définitive qu'en début de semaine pro-

plus en plus rapide risquant bien de la condamner à l'abandon à court terme. Depuis la collision du 25 juin, pas une semaine ne s'est en effet passée sans apporter son cortège de pépins qu'un mauvais scénariste n'aurait osé imaginer. Le 27 juin, l'équipage perd le contrôle de Mir pendant plus d'une heure, à la suite d'une panne d'ordinateurs. Pour retrouver une position normale, les cosmonautes sont contraints d'utiliser les moteurs du vaisseau Soyouz armés en permanence à la station. Le 3 juillet, nouvelle panne, cette fois du système d'orientation de la station vers le soleil. En attendant de réparer, ce qui dure près d'une semaine, les trois hommes à bord doivent mettre en marche des moteurs auxiliaires.

Et aujourd'hui, c'est le cœur de Vassili Tsibliev qui, sous l'effet de la fatigue et du stress, montre des signes de faiblesse. Pendant que ses deux collègues tentent l'opération de la dernière chance, le commandant de Mir jouera le rôle d'observateur dévoué à Michael Foale: attendre, vêtir de son scaphandre, dans le vaisseau Soyouz. Si tout se passe bien, le noeud d'assemblage de Mir sera repressurisé, la station récupérera suffisamment d'électricité pour fonctionner normalement et les trois hommes pourront enchaîner sur la deuxième phase des réparations, la recherche du trou de 3 centimètres caré qui met Spektr en contact avec le vide spatial. Si Lazoukine et Foale échouent, ils n'auront d'autre solution que de rejoindre Tsibliev à bord du Soyouz et de redescendre sur la Terre. Se posera ensuite la question de la retombée sur notre planète d'un assemblage incontrôlable pesant plus de cent tonnes.

Pierre Barthélémy

Matins brumeux sur Mars ?

Soyjourner, le robot de la NASA qui explore la surface de Mars autour de la sonde Pathfinder, est de nouveau au travail après une série de problèmes d'ordinateur qui ont provoqué des retards dans les opérations. Tout comme la Terre, il se pourrait que Mars ait des matins brumeux, ce qui renforcerait la thèse de la présence d'eau sur la planète rouge. Le robot a en effet enregistré des types de changements de température à la surface qui pourraient être dus à l'apparition de brouillard.

Soyjourner a aussi effectué l'analyse au spectromètre de la roche «Yogi», qui, d'après les premiers résultats, serait d'origine volcanique mais n'aurait pas connu autant de «craquelures» que la première roche étudiée par le robot, «Barnard Hill». Celle-ci contient beaucoup de quartz, ce qui, selon les minéralogistes, ne peut s'expliquer que par des liquéfactions répétées. Soyjourner est désormais en route vers un rocher baptisé «Scoutblond», qu'il devrait atteindre vendredi, après avoir analysé le sol qui le sépare de lui.

lement aux doigts comme c'est le cas pour les scaphandres classiques - ainsi que d'une petite fenêtre au dessus des yeux censée agrandir le champ de vision, il les empêchera de pénétrer à l'intérieur du module Spektr, dont le sas ne mesure que 80 centimètres de diamètre. Ainsi que l'ont testé pendant plusieurs jours, dans une piscine de la Cité des étoiles, près de Moscou, deux «vétérans» cosmonautes, Alexandre Lazoukine poura juste

chaîne. On voit cependant mal comment la NASA pourrait refuser: au-delà du sauvetage de Mir, c'est la suite de la collaboration avec les Russes et l'avenir de la future station internationale Alpha qui sont en jeu.

La construction de celle-ci s'avère d'ailleurs plus que jamais nécessaire, car même si Mir échappe au pire cette fois-ci, son âge - onze ans pour le corps central - et les avaries qui se succèdent à un rythme de

transformation structurelle induirait des modifications en chaîne chez les autres protéines-prions qui aboutiraient à la mort des cellules nerveuses, à l'apparition des premiers symptômes et au décès. Cette théorie est venue bouleverser le dogme de la biologie moléculaire selon lequel une infection résulte toujours de la transmission de matériel génétique (ADN et ARN) qui sont l'unique support de l'information héréditaire.

Ses détracteurs stipulent que la protéine-prion ne serait que l'un des composants d'un «complexe» infectieux de type viral inconnu et s'interrogent: comment une simple protéine pourrait-elle, en l'absence de toute forme d'information génétique, disposer d'un pouvoir infectieux équivalent à celui d'une bactérie ou d'un virus? Pour l'instant, la question reste sans réponse.

Laurence Folléa

L'hypothèse de la transmission à l'homme de la maladie de la «vache folle» se précise

LES PRIONS, ces protéines naturellement produites par de nombreux organismes vivants qui peuvent être impliquées dans des affections neurodégénératives mortelles chez l'homme et chez certains animaux, demeurent une énigme scientifique. Le chercheur américain Stanley Prusiner (université de Californie, San Francisco) a démontré la présence dans les prions d'une protéine appelée PrP naturellement présente dans le système nerveux central des personnes non infectées, et dont la structure est légèrement modifiée en cas d'infection.

Les mécanismes d'action des prions semblent étroitement liés à la pathogénèse des maladies lentes dégénératives du système nerveux central - la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), le Kuru, le syndrome de Gerstmann-Sträussler-Scheinker et l'insomnie familiale fatale chez l'homme; l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et la tremblante du mouton chez l'animal - mais l'origine de ces affections, infectieuse et/ou génétique, reste très controversée.

Les travaux d'une équipe de chercheurs américains et britanniques, publiés dans la revue *Nature* datée du 17 juillet, permettent de vérifier, *in vitro*, les différentes observations épidémiologiques et cliniques effectuées *in vivo* sur la transmission de l'ESB à l'homme. Ils montrent en effet, au niveau moléculaire, qu'une protéine-prion anormale de bovin ou d'ovin victime d'une maladie neurodégénérative peut interagir avec la PrP humaine normale en la transformant en protéine pathologique. On savait déjà que la barrière des espèces pouvait aisément être franchie par l'agent responsable de l'ESB, y compris par la voie alimentaire, mais cette «conversion» en laboratoire de la PrP humaine normale en PrP pathologique est une première.

Les quinze signataires de l'étude publiée dans *Nature*, dont l'Américain Gregory J. Raymond (National Institutes of Health, Hamilton, Montana) et le Britannique James Hope (Institute for Animal Health, Newbury, Berkshire), restent prudents. Ils expliquent avoir mis en évidence «une corrélation entre l'efficacité de la conversion *in vitro* et les modes de transmission connus de l'ESB, de la tremblante du mouton et de la MCJ» et avoir constaté une conversion «limitée» de la PrP humaine par les PrP anormales

de la vache et du mouton. Les chercheurs suggèrent toutefois que l'homme serait peut-être plus sensible qu'on ne le pense à l'agent de la tremblante du mouton.

Dans un commentaire publié dans le même numéro de *Nature*, Colin L. Masters (université de Melbourne, Australie) et Konrad Beyreuther (université de Heidelberg, Allemagne) estiment que ces travaux de laboratoire confirment l'observation empirique de l'existence de la barrière des espèces, «bien que la force de cette barrière dans la propagation de la maladie demeure incertaine». Ils interpellent surtout ces résultats comme «une preuve supplémentaire de l'hypothèse de la protéine unique» à l'origine des affections neurodégénératives à prions.

La controverse scientifique est en effet loin d'être close. La plupart des chercheurs, Stanley Prusiner en tête, soutiennent l'hypothèse d'un agent unique dont la transformation structurelle induirait des modifications en chaîne chez les autres protéines-prions qui aboutiraient à la mort des cellules nerveuses, à l'apparition des premiers symptômes et au décès. Cette théorie est venue bouleverser le dogme de la biologie moléculaire selon lequel une infection résulte toujours de la transmission de matériel génétique (ADN et ARN) qui sont l'unique support de l'information héréditaire.

Ses détracteurs stipulent que la protéine-prion ne serait que l'un des composants d'un «complexe» infectieux de type viral inconnu et s'interrogent: comment une simple protéine pourrait-elle, en l'absence de toute forme d'information génétique, disposer d'un pouvoir infectieux équivalent à celui d'une bactérie ou d'un virus? Pour l'instant, la question reste sans réponse.

Laurence Folléa

Le Parlement européen unifie les règles de brevetabilité en matière de biotechnologie

STRASBOURG (Union européenne) de notre correspondant. En deux ans, le Parlement européen a sensiblement assoupli sa position sur la protection juridique qu'il convient de donner aux inventions biotechnologiques. En 1995, l'Assemblée de Strasbourg

avait rejeté un premier projet, commun au conseil des ministres des Quinze et à la Commission de Bruxelles, au motif qu'il était trop laxiste sur le plan éthique. Mercredi 16 juillet, les eurodéputés se sont prononcés, en première lecture, sur une nouvelle mouture de cette directive. Version adoptée, cette fois, à une large majorité: 388 voix pour, 110 contre et 15 abstentions.

Le texte, qui doit maintenant être soumis à la Commission européenne et au conseil des ministres de l'Union, prévoit qu'il n'y aura en Europe qu'une seule règle pour les brevets sur les biotechnologies, se substituant aux différentes législations nationales déjà en place et souvent divergentes. Il propose que tout produit ou procédé biotechnologique soit brevetable, à l'exception du corps humain et de l'embryon. Plus explicite que le précédent sur les limites à ne pas

dépasser, il estime par ailleurs qu'il faut «exclure sans équivoque de la brevetabilité les méthodes d'intervention génique germinale sur l'être humain et le clonage d'êtres humains».

La Fédération européenne des associations et des industries pharmaceutiques (EFPIA) s'est félicitée du résultat du vote, susceptible de favoriser «l'invention de nouveaux médicaments» et d'aider «le secteur biotechnologique en Europe d'attirer l'attention considérable prise par le Japon et les États-Unis». À l'opposé, l'organisation écologiste Greenpeace l'a qualifiée de «journal de nuit pour le respect de la dignité humaine», et considère que ce texte, s'il reste en l'état, permettra à l'industrie de «breveter les gènes humains, les animaux et les plantes» pour le seul intérêt des multinationales.

Marcel Scotto

L'ajournement des négociations entretient la confusion dans le conflit de «Midi libre»

«L'Indépendant» a été imprimé à l'étranger

MONTPELLIER

de notre correspondant. La réunion de négociations prévue par la direction de *Midi libre* pour le jeudi 17 juillet a été ajournée après l'annonce par la FIPAC-CGT d'une journée de grève dans les autres titres du groupe, *L'Indépendant* et *Centre-Press*, pour protester contre la parution, mercredi 16 juillet, d'un quotidien de 32 pages imprimé à l'étranger (*Le Monde* du 17 juillet). Décidée à ne pas discuter sous la pression, la direction a informé le personnel de sa décision par voie d'affichage sans donner de nouvelle date de rencontre. Les grévistes se sont étonnés de ce qu'*«on appelle au dialogue alors que, d'un autre côté, on nous donne un coup de bâton»*. Jeudi matin, un édition de *L'Indépendant* de 28 pages, imprimée elle aussi à l'étranger, a été mise en vente à Perpignan.

Cet épisode illustre, une fois de plus, la gestion incohérente qui caractérise ce conflit depuis le début, chacun agissant à contretemps et provoquant un effet inverse de celui qu'il affirme rechercher. Après s'être d'abord trompée dans son appréciation de la situation sociale de *Midi libre* en n'intégrant pas l'hypothèse d'une grève avant le lancement de la nouvelle formule du quotidien, le 24 juin, la direction a laissé traîner les choses, refusant l'ouverture rapide de négociations. Le fait que la grève a été perçue comme un affront personnel par Claude Buion, le PDG du groupe, a sans doute contribué à retarder la remise en route d'un dialogue, et a permis d'accroître la thèse de la recherche d'une capitulation des grévistes.

A cela s'est ajouté une dissonance: l'avancement du 15 juillet du comité d'entreprise destiné à proposer une nouvelle rencontre fut présenté comme un signe de bonne volonté. Or, il a coïncidé avec la sortie d'un journal de substitution de 32 pages, qui a entraîné, comme c'était prévisible, une nouvelle réaction hostile des ouvriers du Livre.

Un constat identique vaut pour la stratégie de ces derniers. En déclenchant la grève, le 23 juin, ils se sont enfermés dans une situation qui ne leur permettait pas d'obtenir plus que ce qui leur a déjà été consenti. Puis, en ne concédant rien de leurs exigences lors de l'office de négocia-

tions du 5 juillet, ils ont entretenu cette situation. De surcroît, ils semblent avoir mal apprécié le soutien de leurs instances nationales, qui ont tout fait jusqu'ici pour confiner le conflit au groupe *Midi libre*. Et leur ultime moyen de pression disparaît si la direction réussit à faire paraître sa nouvelle formule d'ici quinze jours.

Cet affaiblissement de leur position pourrait plonger en faveur de la reprise prochain d'un dialogue. Car la direction joue sur deux tableaux. Tout en arguant officiellement de sa

Fin de la grève aux NMPP

Un protocole d'accord a été signé entre la direction des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), le Comité intersyndical du Livre-CGT parisien et la section messageries de l'entreprise, mercredi 16 juillet. Ce texte met fin à un conflit qui perturbait la presse depuis le 17 juin. Le travail a repris dans les centres de distribution de Rungis et de Saint-Denis, qui contestaient une réorganisation prévoyant la mise en place d'une équipe unique, à partir du 7 juillet. Le protocole d'accord prévoit cependant une phase transitoire de une à trois semaines pour permettre «les aménagements nécessaires à la nouvelle organisation». La direction et les syndicats vont engager des négociations sur l'évolution du traitement des magazines et notamment sur la réalisation d'un centre unique à Combs-la-Ville (Seine-et-Marne) en juillet 1998. Les parties s'engagent «à créer les conditions pour que ces négociations aboutissent dans toute la mesure du possible le 30 septembre».

Jacques Monin

MCM lance une chaîne musicale dans le bouquet italien de Telepiù

MCM, première chaîne musicale française, annonce le lancement de Match Music Television (MMTV), chaîne musicale italienne, au sein du bouquet de programmes numériques de Telepiù. Selon Frédéric Vinzia, président de MCM et directeur délégué d'Elipha. Câble, «l'Italie est l'un des derniers grands pays européens à ne pas avoir de chaîne musicale depuis la disparition de Videomusic, transformée en TMC 3, une télévision généraliste».

MMTV sera éditée à 50/50 par MCM et Match Music, l'un des plus gros producteurs italiens de programmes musicaux et de concerts, basé à Vérone. Diffusée à partir du début d'octobre, «dans le cadre de la relance du bouquet numérique de Telepiù, MMTV ne sera pas une déclinaison, ni une «italianisation» de MCM, mais un format totalement italien», signale Frédéric Vinzia, et proposera, chaque jour, neuf «productions fraîches». Chaîne «100 % italienne», MMTV aura un budget de 60 millions de francs par an dont 40 millions seront destinés aux programmes.

Selon le président de la chaîne musicale française, MCM et MMTV mettront en œuvre «trois zones de synergies» axées sur les productions européennes, les achats de programmes et les campagnes publicitaires. MMTV sera retransmise dans le service de base du bouquet numérique de Telepiù. Pour accompagner son lancement, la chaîne musicale devra aussi disposer, jusqu'à la fin de 1997, «d'une fenêtre en clair sur le canal hertzien de Telepiù 3». Mais

MMTV ne sera qu'une des nouvelles fleurs du bouquet numérique de Telepiù, réorganisé à l'initiative de Michel Thoulouze, directeur général de Canal Plus chargé de l'international. Aux côtés de la chaîne musicale italienne, Michel Thoulouze prévoit de lancer plusieurs programmes dès septembre: *Classica*, chaîne musicale du groupe Kirch, *Ciné-Classica*, *Ciné-Cinéma*, 1, 2 et 3, *Season*, chaîne dédiée à la chasse et à la pêche, enfin *Marco Polo*, spécialisée dans les voyages.

En octobre, ce sera au tour de Planète et de Canal Jimmy, puis, fin novembre, du Disney Channel. En 1998, une chaîne pour les enfants et une chaîne d'information en continu devraient être lancées à l'initiative de Médiaset, contrôlée par Silvio Berlusconi, ou de la RAI. A la mi-juillet, le bouquet numérique de Telepiù rassemble 94 000 abonnés contre un peu plus de 800 000 pour la version hertzienne.

Guy Duthell

■ PUBLICITÉ: Publicis poursuit son développement international. Le groupe français a annoncé, mercredi 16 juillet, le rachat de l'agence anglaise Kelly Weedon Stuart, qui sera fusionnée avec sa filiale Impact FCA, London. Le nouvel ensemble, qui représente 90 millions de livres de marge brute (environ 900 millions de francs), fait partie du réseau FCA/BMZ de Publicis, présent dans quatorze pays.

Irlande en Ferry - Cottages
2000 F A/R
Formule 1 semaine ou 7 nuits. Traversée Manche et Mer d'Irlande incluse.
Base 1 voiture + 4 personnes. Période du 01/07 au 31/08. Prix par personne (sous réserve de disponibilité). Remarque: vous devez vous adresser à votre agent de voyages.
SEAFRANCE VOYAGES

L'ÉTÉ FESTIVAL Qu'est-ce que la sculpture aujourd'hui ? La réponse ne tient pas en quelques lignes, mais une visite à l'exposition du sculpteur britannique Richard Deacon à Rochechouart (Haute-Vienne) permet de nourrir la réflexion. Comment dire les terreurs et les espoirs d'un monde d'après la catastrophe ? A Villeneuve-lès-Avignon, les seize acteurs du Groupe Machine arrière invitent les spectateurs à les suivre dans un parcours spectacle pour tenter de comprendre le sens de cet univers déboussolé. Résister, dans ce drôle de monde, c'est aussi être ouvert à toutes les diversions. A La Rochelle, le public des Francofolies rêve de paillottes et de plaisir. A Als, depuis vingt ans, le théâtre se conjugue avec « jeune » et opte pour la découverte de nouveaux créateurs : bénévoles, libérés, difficiles, mais les Amis du théâtre populaire d'Als tiennent bon. Quant à Orange... les aigreurs politiques ne découragent pas les mélomanes. « Lucia de Lammermoor » a déjà survécu à bien des désastres...

LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU
Preliocaj au lycée
Fuyant la pluie qui interrompit la répétition dans la cour du lycée Saint-Joseph, Angelin Preliocaj, de dos, fait travailler ses danseurs dans une salle d'études. La dernière de « Paysage après la bataille » a lieu le 19 juillet. C'est à Avignon, ne la manquez pas.



Le cabinet de curiosités de Richard Deacon

Rochechouart/Art. Le sculpteur britannique a disposé ses œuvres récentes qui tiennent à la fois de l'exploration du visible et de l'invention d'un monde

« **SHOW AND TELL** », Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87600 Rochechouart. Tél : 05-55-03-77-77. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 28 septembre.

C'est quoi, la sculpture aujourd'hui ? Le plus simple est de commencer par ce qu'elle n'est pas et ce qu'elle n'est plus. Elle n'est pas, évidemment, la production en série de bibelots à la mode en bronze doré, cristal de Bohême ou plastique moulé, à fonction strictement décorative.

Elle n'est pas non plus la manipulation, l'aggrégation, la mise en scène d'objets choisis ou trouvés, intacts ou cassés, neufs ou vieux. Cette manière de procéder admet toutes sortes de variantes, de l'archaïsme affiché aux virtuosités technologiques. Elle peut intégrer la photographie et la vidéo. Ou l'appelle alors installation. La sculpture s'en distingue dans la mesure où elle commence par la fabrication d'objets spécifiques, conçus

par l'artiste en dehors de toute référence visible à l'industrie et la consommation.

Cette fabrication ne se limite pas aux instruments et aux matériaux de la sculpture telle qu'elle s'est pratiquée du Moyen Âge au début du XIX^e siècle. Elle n'emploie pas nécessairement la terre, le marbre, le bois ou le bronze. Elle aime à puiser dans les ressources que proposent chimie, physique et industries. Aluminium, acier, soudure, boulonnages : les métaux se prêtent à toutes les épreuves. Le bois se taille, certes, mais il peut aussi se plier et s'articuler au métal. Il peut s'allier à des résines artificielles, des cires. Ces pratiques hétérogènes permettent l'invention de formes qui n'ont plus le moindre rapport avec celles que le tailleur de pierre tirait de son bloc ou que le modéleur ébauchait avec de l'argile. Elles permettent de susciter des volumes très compliqués ou très simples, transparents ou translucides.

Richard Deacon, né en 1949 au Pays de Galles, a étudié au Royal College of Art et expose depuis 1975. Il est l'un des artistes britanniques les plus souvent exposés. Il

construit des formes en jouant des possibilités actuelles de son art et aime associer le métal et le bois pour construire des formes rondes, faussement molles, lointainement organiques. Cela ne signifie pas qu'il néglige ou méprise l'histoire de la sculpture dite « classique ».

NUDUS DE SERPENTS

Il a consacré, après quelques dizaines d'autres sculpteurs depuis l'Antiquité, son *Lacoon*. On n'y voit pas de héros effrayés luttant contre des serpents, mais un nuage de volutes enchevêtrées, faites de tronçons coulés composés d'animaux en bête montés sur des arêtes au même bois. Ces éléments sont raccordés grâce à des plaques de métal boulonnées. Articulées bout à bout, les dessinent dans l'espace une ligne serpentine très complexe qui monte à plusieurs mètres de haut, s'élargit en boucles. L'étrangement, la violence sont suggérées par l'entrelacs lui-même, sans la moindre référence figurative explicite. Le dessin général a donc une fonction expressive essentielle, qu'augmentent les dimensions monumentales de l'œuvre.

Le choix d'une structure amovible n'est pas fortuit. On croit voir le squelette d'un serpent monstrueux, aussi terrifiant que les squelettes des monstres antédiluviens. La fable n'en devient que plus probable. Placée dans une tour du château de Rochechouart, au centre d'une salle ronde où l'on n'accède que par une seule porte, l'œuvre semble plus menaçante et plus mobile, un vrai noeud de serpents comme on en voit dans la chevelure de Méduse. Le *Lacoon* de Deacon est une réussite exemplaire. Il accomplit le renouvellement d'un thème ancien par la métamorphose des matériaux, autorisant des effets différents, plus allusifs et plus brutaux à la fois. Voilà ce que l'on peut attendre par sculpture contemporaine.

L'exposition s'intitule « *Show and tell* », montrer et raconter. C'est le titre d'une suite d'images qui associent de grandes photographies en noir et blanc à de petites dessus qui présentent la structure de ce qui a été photographié. La mise en page fait songer à une revue ou un manuel scientifique, ce qui n'est pas pour déplaire à Deacon, qui conçoit

son art comme un exercice de clarification et de précision, tout en jouant sur l'incertain et l'équivoque. Il oscille entre ces deux pôles, il déconstruit et explique, il égaré et dirige le regard. Il désorienté pour que la révélation soit ensuite plus forte. La surprise, le refus des habitudes ont valeur dialectique : l'expression est d'autant plus intense qu'elle ne se livre pas au premier coup d'œil.

COLLECTION DE MERVEILLES

Les salles anciennes de Rochechouart, les parquets qui craquent, la dispersion des sculptures au sol ou sur des socles très bas, tout contribue à créer l'illusion d'une *Wunderkammer*, d'une collection de merveilles dans le genre de celles que réunissaient savants et aristocrates de la Renaissance. On y trouverait des coquillages exotiques, des fossiles et des ossements mystérieux, des tasses et des anneaux apportés du Nouveau Monde, des animaux empaillés, des échantillons de roches et de minéraux choisis pour la bizarrerie de leurs formes et de leurs couleurs. Deacon, qui se réfère du reste aux pierres de rêve

de la Chine ancienne, a disposé son exposition à la manière d'un de ces cabinets de curiosités. Il faut le visiter de la sorte : d'abord le squelette d'un dragon géant – le *Lacoon* –, puis les planches d'un dictionnaire des formes élémentaires puis une fougerie de pierre ou de résine. Ensuite les cages thoraciques de deux pachydermes ou de deux monstres marins. Ensuite encore des objets étranges en toile raidie qui repoussent toute tentative de description naturaliste. Ils ne doivent que fort peu à l'imitation. Ils sont, tout simplement. Ils existent par la netteté de la construction et l'homogénéité des matériaux.

Le sculpteur réussit à donner l'illusion qu'il n'existe plus, ou à peine. Il n'impose aucun symbolisme. Il ne cultive aucune extravagance visible, ni aucun expressionnisme. La forme, à travers lui, se développe et atteint son point d'équilibre et de cohérence. Elle semble naturelle, quoique d'une nature jusqu'ici inconnue. Qu'est-ce que la sculpture d'aujourd'hui ? Un art d'invention.

Philippe Dagen

cit de la **musique**

- son musée
- ses activités
- ses concerts

académie de musique du XX^e siècle

concerts de clôture :

George Benjamin, direction
Birtwistle, Berio, Benjamin
19 juillet < 20h

David Robertson, direction
Ligeti, Murail, Berg
20 juillet < 16h30

Porte de Pantin

01 44 84 44 84

Terreurs et espoirs d'un monde d'après la catastrophe

Avignon/Théâtre. Les seize acteurs du Groupe Machine arrière convient à un parcours-spectacle

DE QUELQUES CHOSSES VUES LA NUIT, de Patrick Kermann. Parcours-spectacle mis en scène par Solange Oswald et Guy Martinez. Avec la troupe du Groupe Machine arrière. Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. Jusqu'au 26 juillet, à 22 heures et 1 à 4 heures (sauf le 21). Tél : 04-90-14-14-14. 80 F et 100 F. Durée : 1 h 40.

Il y a seize, seize personnages perdus dans les ruines d'un monde mort. Il ne leur reste que la parole, encore que plusieurs d'entre eux aient perdu tout vocabulaire. Pour pénétrer dans cet univers désolé, un guide, homme en frac noir seulement muni d'une lampe-tempête. Dans le hall d'entrée de la Chartreuse de Villeneuve, il emploie sans trop de ménagement des spectateurs au nombre de cinquante, pas plus. « Venez à moi mes tendres agneaux boire le lait de l'oubli/Je le sais assouffis de torpeur vous allez de couches en couches et vous tournez en tout sens pour tomber dans le sommeil/venez donc écouter ces his-

toires d'anges déchus aux ailes brisées/Je les aime bien moi. » Et par ce mystère qui n'appartient qu'au théâtre, au jeu, docile, une petite troupe s'ébranle à sa suite pour un parcours accidenté dans un monde mystérieux.

FRAGMENTS DE VIE

Il y aura plusieurs haltes, en plein ciel ou dans les recoins les plus sombres, les plus étouffants de la Chartreuse. Il y aura de courts instants de chant, de musique, d'autres de pur théâtre, spectateurs assis ou debout, selon la configuration des lieux. Il y aura des sons, des lumières, des voix, mues ou amplifiées, évidentes ou abscondes. Il y aura des fragments de vie, entrecoupés de la mémoire, instantanés d'existences révolues, enfouies, enfouies, le faible éclat aussi de lendemains possibles.

De ces *Quelques choses vues la nuit*, on se souviendra de deux hommes juchés sur un toit défoncé, l'un aux dents vertes, l'autre aux dents rouges, disant leur peur d'avoir perdu la raison ; de Sins, la jeune orpheline dont désormais

plus personne ne prononcera affectueusement le nom, poupée troublante au rose velu ; d'un homme jeune, reculé dans l'écran bleu de son ordinateur ; de ces deux ombres, perchées sur un tréteau en forme de gibet, se remémorant avec violence quelques moments passés sur les gradins d'un stade de football ; de ce prisonnier abandonné dans sa cellule qui a tout vu de la déchéance du monde mais ne sait plus les mots pour la dire ; de C., « jeune homme de bonne famille » tellement amoureux de la beauté adolescente qu'il a meurtri chacun de ses amants ; de deux clowns, assis sur des fauteuils de théâtre défoncés, disant les amours impossibles du fils de Sisyphée suffoquant dans un cloaque de boue, qui voudrait bien recommencer à vivre, et peut-être à mourir ; d'un garçon et d'une fille, enfin, tout innocence et réminiscences sacrées, et pourtant prêts à l'ultime sacrifice.

Il y a dans cette pièce de Patrick Kermann, écrite en 1994, des parfums de catastrophe, relents des récents conflits du Golfe et de l'ex-Yugoslavie.

Enfin créé dans les conditions du spectacle après de nombreuses lectures, mises en onde et mises en espace, *De quelques choses vues la nuit*, poème dramatique librement versifié, s'inscrit dans le courant des recherches menées par Michel Deutsch ou Didier-Georges Gabily, ces cris de colère, ces appels à la raison d'hommes dévoyés et déçus à en découdre avec la marche inacceptable du monde. En ce sens, la pièce, successions de fragments dont plusieurs sont splendides, est une œuvre importante et nécessaire.

Elle est servie par une troupe de seize acteurs, solistes, chœurs ou choristes dont la plupart sont irrécupérables, et d'autant plus encore que plusieurs doivent changer de peau et de lieu à la vitesse de l'éclair, rejoignant à la course les décors plantés sur tout le domaine de la Chartreuse. A la manœuvre, Solange Oswald et celui qui fut son élève, Guy Martinez. Ils ont su donner à l'ensemble une cohérence et, souvent, une force inattendue.

Olivier Schmitt

ARCHIVE

ARTISTE

GOSH

A L'AFFICHE

Festival de La Roque-d'Anthéron
Zoltan Kocsis (le 28 juillet), Michel Dalberto (le 29), Jean-Claude Penner (le 1^{er} août), Deszö Ranki (le 2), Abdel Rahman El Bacha (le 3), Raif Gothoni (le 5), Peter Rosel (le 6), François-René Duchable (le 7), Michel Béroff (le 8), Monty Alexander et son trio (le 10), Aldo Ciccolini (le 12), Nikolai Lugansky (le 13), Nelson Freire (le 19) sont les pianistes attendus dans un festival qui accueille un événement : l'Américain Byron Janis. Son interprétation du *Premier Concerto de Rachmaninov* servait de générique à « Apostrophes ». **Festival de La Roque-d'Anthéron, du 28 juillet au 2 août. La Roque-d'Anthéron, 13640. Tél. : 04-42-50-51-15, 51-16 et 58-21.**

Les Temps chauds dans l'Air
Festival de chansons qui s'aventure en vingt spectacles dans quinze communes proches de Châtillon-sur-Chalaronne (Ain). Les Temps chauds arrivent à leur septième édition avec une envie renouvelée de nomadisme artistique et culinaire. A chaque artiste, une suggestion gourmande. Programme varié avec : Kent, Grandmoulin, Rabeaud et Desnois, Santiago Jimenez, Ricardo Tesi et Bandolana, l'Orchestre éphémère pour chansonnettes et bourrées, Bratsch.
Centre culturel de la Dombes, 52, place Saint-Vincent-de-Paul, 01400 Châtillon-sur-Chalaronne. Tél. : 04-74-55-03-70. Du 19 au 27 juillet.

ET SUR INTERNET
Le Journal des Festivals, nos photographies et reportages : www.lemonde.fr/festivals

Schizophrénie à Orange

« Lucia di Lammermoor » ou les prémisses d'une folie collective

EN DÉFINITIVE, cette histoire de Lucia di Lammermoor, piquée à Walter Scott qui l'avait lui-même empruntée à l'histoire, est une balle d'opéra d'amour forcé, avec ses apparences de consentement, ses vengeances, ses fins peu agréables mais pas toujours tragiques. Il y en a tous les jours comme ça, qui se terminent par des divorces, et d'autres qui s'achèvent dans des haines ramassées, une vraie vie d'enfer. Enfin pour en finir, celui de Donizetti a au moins les vertus de l'imagination et nous offre en prime quelques grands airs paradisiaques. On peut bien sûr s'amuser à retracer les métamorphoses de l'histoire réinventée par Scott. *La Fanciulla di Lammermoor* a été rééditée dans la collection « Bouquins ».

D'où il ressort que l'écrivain, au purgatoire depuis que l'air lui a réglé son compte, n'aurait pas été un marxiste qui s'ignore comme on l'a suggéré, mais quand même l'inventeur d'une vision populaire de l'histoire. Cela a dû rassurer le maire Front national Jacques Bonpard, l'un des signataires des neuf préfaces, pas moins, du programme des Chorégies. Sur tout, dans ce volume des romans de Scott, on découvre que l'écrivain écossais a dicté les trente-cinq longs chapitres de son tragique et truculent roman dans un état de transes propre à inquiéter ses voisins. L'élément d'importance. C'est somme toute le seul point commun sérieux réunissant Scott, Donizetti, qui mourut fœ à Bergame, Lucia qui en fait tout autant, et enfin la bonne ville d'Orange qui présente tous les ca-

ractères d'une schizophrénie prononcée. Appliquons en effet à la ville des Chorégies ces commentaires du metteur en scène Robert Fortume. « Lucia di Lammermoor est avant tout un portrait de femme où l'héroïne romantique dans toute sa splendeur est incarnée. Seule la folie lui permet de sauver son honneur et d'échapper à un monde machiste où la femme sert de monnaie d'échange. Sur cette femme pèse le souvenir des ancêtres, le château et ses fantômes ».

Orange, elle, semble vouloir échapper à son destin de petite ville algérienne, congestionnée par la circulation automobile autant que par les rancœurs silencieuses, en s'enfermant dans le chaudron fantastique

journal à 10 F qui lui laisse de marbre les mécomptes. Leurs vrais drames sont ailleurs, dans l'esprit déshéant de Kathleen Cassello, l'interprète de Lucia qu'on attend au tournant, les voix de Callas ou de Sutherland dans la tête.

Plus l'amateur d'opéra est connaisseur, plus il est peste. Statistiquement, vu son nombre, le public ne peut être qu'enthousiaste, il a raison, il le montre. Mais dans les rangs des critiques patentés, on a souvent froid dans le dos. Ça ricane les dents serrées, ça hausse les épaules à tout va, ça médite avec une mélodieuse causticité : « Tiens, voilà le duo des aphorismes », et autres amabilités.

Un univers en lévitation dans le

Des dizaines de milliers de personnes traversent à la va-vite une cité dont ils ignorent les lois d'inhospitalité

du théâtre romain. Le festival vit ainsi dans son monde enfermé, préservé. Des dizaines de milliers de personnes aussi indifférentes à M. Bonpard qu'à la statue d'Auguste traversent à la va-vite une cité dont ils ignorent les lois d'inhospitalité. Nourris de tragédies, les amateurs d'opéra passent indifférents devant le stand d'Amnesty International, tenu par deux femmes stoïques. Débutant comme un corps de ballet aux costumes assortis, s'interdisant toute dispersion, un groupe d'opposants à la mairie propose *Alerte Orange*, un petit

monde des Chorégies, lui-même à mille lieues de la ville d'Orange : « Nous avons décidé, dit le metteur en scène, d'utiliser pleinement le plateau, d'élargir l'image au maximum, notamment par un jeu de projections, afin que les chanteurs soient pris dans une dimension quasi cosmique, métaphysique. Ils seront montrés comme de petites créatures face à une fatalité qui les dépasse. » Puissoit ces intentions dramatiques ne s'appliquent qu'au seul chef-d'œuvre de Donizetti.

Frédéric Edelmann

HORS CHAMP



La vie de l'actrice et chanteuse d'origine allemande Marlene Dietrich, morte en 1992 à l'âge de quatre-vingt-dix ans, va être tournée pour la télévision et le cinéma à l'initiative de la deuxième chaîne publique allemande ZDF. La chaîne a annoncé, mardi 15 juin, que le tournage commencera en 1999, le film devant être projeté dans les salles au début de l'an 2000. Marlene Dietrich sera interprétée par Katja Flint, qui vient de tenir le rôle principal dans *Widows*, de Sherry Hornam.

Fin juillet devrait se terminer le tournage de *Une chance sur deux*, produit par Christian Focher, qui réunit Alain Delon, Jean-Paul Belmondo et Vanessa Paradis, sous la direction de Patrice Leconte.

Le cinéaste Jacques Doillon est en train de tourner *La Grippe*, en France-Comité, avec Lambert Wilson.

Le ténor allemand René Kollo quitte le Théâtre d'opéra de Berlin, à la suite d'une forte réduction de la subvention de la mairie. Privatisé après la réunification allemande, le Metropol Theater avait été pris en main par René Kollo, cinquante-neuf ans, originaire de

Berlin, qui s'était fait connaître pour ses rôles wagnériens. L'avenir du théâtre et de ses 380 salariés est incertain, le sénateur pour la culture de Berlin, Peter Radunski (chrétien-démocrate, CDU), ayant annoncé des décisions « dans les trois prochains mois ».

Montpellier-Danse, en juin 1998, jouera sa partie en plein Mondial de football. Le directeur artistique de la manifestation, Jean-Paul Montanari, ayant remarqué que les footballeurs et les danseurs avaient en commun des musculatures hypertrophiées et des corps toujours à la merci des petits bobos qui font les grands drames, a décidé d'un festival qui s'appellerait « Exception(s) », et qui aurait à voir avec « le monstrueux ».

Le distributeur Night and Day, spécialisé dans le jazz et les musiques du monde, lance un label consacré à la chanson francophone, Jour et Nuit. C'est Salif Keita qui a eu les honneurs de l'ouverture, avec *Sissé*, des reprises de standards de la chanson française. Jour et Nuit accueille également un groupe suisse, Le Soldat inconnu (*Entre ciel et terre*), un Malgache, Edgar Ravahatra (*River*), et s'oriente vers la jeune variété française (*Les Petits Assassins* : Yves Pédic, lauréat des Tremplins Chorus des Hauts-de-Seine) et des groupes influencés par la techno (*Beledonna 9 C3*).

Jean-Louis Foulquier, directeur des Francofolies de La Rochelle, dont la treizième édition a pris fin le 16 juillet, pense passer la main : « Quand les Francos auront vingt ans, j'en aurai soixante et un. Je voudrais que quelqu'un prenne alors ma place et continue », a-t-il déclaré dans *L'Événement du jeudi*.

Le pari difficile de la jeune création

Alès/Théâtre. Les vingt ans d'un festival conçu par des spectateurs avertis et pédagogues

FESTIVAL DU JEUNE THÉÂTRE ALÈS, jusqu'au 19 juillet. Réservations : 04-66-52-56-37.

Spectateurs passionnés, les Amis du théâtre populaire d'Alès organisent depuis vingt ans leur propre festival. Ces bénévoles n'ont jamais choisi la facilité, optant pour la découverte de nouveaux créateurs. « Il faut satisfaire des incandescences, ouvrir, fêter, pourvu qu'on étanche leur soif de renouvellements audacieux, sans décourager les spectateurs occasionnels, égarés par les formes d'une recherche vécue comme agressive et élitiste », résume l'équipe rassemblée autour de Jean-Pierre Grégoire, président du festival.

Aux spectacles et aux lectures, ils ajoutent, d'autres gestes de bienvenue à l'adresse du public : chaque jour, un petit journal gratuit, rédigé par des lycéens, *La Feuille de la jeune critique*, propose informations et commentaires pertinents pendant toute la durée du festival, une dizaine de stages dirigés par des professionnels permettent aux amateurs de progresser en théâtre, danse et chant.

QUELQUES CLICHÉS
Pour cette 20^e édition, les Amis du théâtre populaire ont délibérément programmé « une quasi-totalité d'auteurs contemporains, des pièces en création, des équipes jeunes, pour la plupart inconnues du public ». Ce pari risqué n'est pas forcément gagné : plusieurs

spectacles semblent encore immatures. Ainsi *Jours de colère*, qui rassemble deux pièces, *Carton plein*, de Serge Valletti, et *La Fête*, de Stanislas Mrozek, est mis en scène par Benoît Lambert, un jeune Parisien qui ne manque pas d'idées. Mais l'interprétation de *La Fête* est tout sommaire, quand bien même Hélène Poltevin relève celle de *Carton plein*. La pièce du dramaturge et romancier suédois Per Olov Enquist, *Pour Phèdre* folle parfois les clichés sur la folie féminine ou la brutalité masculine. Le metteur en scène Serge Alvarez, avec sa compagne Aurélie Théâtre de Perpignan, n'a pas su en extraire une dimension dramatique. A noter tout de même la belle musique de Simona Morini, jouée et chantée sur scène.

LA CELLULE DE CLAUDE LUCAS
Les anciens élèves de l'école de théâtre de la rue Blanche, réunis dans la compagnie du Huitième jour donnent, avec *Dissonances*, de Michel Azama, un spectacle plus gai. L'auteur a écrit la pièce pour eux, après les avoir rencontrés. A travers les Dix Commandements, il y parle du monde actuel, de son absence de perspective pour les jeunes, de ses guerres politico-religieuses. Phrases courtes, ton presque trivial : le style a séduit le jeune metteur en scène Nicolas Thibault, qui met un nez rouge aux comédiens pour accentuer l'ironie des récits qui se succèdent.

En adaptant *Suerte*, le récit de Claude Lucas paru dans la collection « Terre humaine » (Plon), Julien Bruffière et sa compagnie Adress e s'empare de Clemence L'Hérault se sont lancés dans une aventure difficile. Le metteur en scène a correspondu avec Claude Lucas, braqueur, philosophe et prisonnier. Il a assisté à son dernier procès, en décembre, ressentant « un choc terrible ». Il a imaginé un dispositif singulier : les spectateurs sont dans des cabines face à des miroirs sans tain, comme celles d'un *peepshow*, pour regarder le comédien enfermé au centre, dans une cellule hexagonale grisâtre.

Marc Baylet (en alternance avec Jean-Marc Bourg) incarne en fin de compte un Claude Lucas tragique, fragile, ironique. *Suerte* sera programmée à la Scène nationale de Sète au début 1998.

Catherine Bédarida

Le public des Francofolies veut des paillettes et du plaisir

La Rochelle/Chanson. Eli Medeiros s'est montrée peu consciencieuse, à l'inverse de Clarika. Kent était très à l'aise, contrairement à Pascal Obispo. Et Arielle toujours tourmentée

ELLI MEDEIROS était sans doute partie en vacances à Tahiti. Ou bien était-ce à Ibiza ? A la voir « venir d'ailleurs », avec son petit pantalon d'osier que l'on suppose plein de coquillages, son pagne, ou devine que le fanfreluté fut son maître-mot, et que du coup elle en a oublié de chanter.

De retour aux Francofolies, qui se piquent de fidélité aux artistes - il y eut cette année encore une « fête à » Catherine Lara -, elle matérialise un cauchemar, somme toute assez courant chez l'humain : être obligé de disputer un match de tennis à Roland-Garros avec John McEnroe lorsqu'on n'a jamais tenu une raquette, grimper le Tournalet avec un vélo sans pédalier, devoir monter sur scène alors qu'on est juste capable d'aligner des couacs. Ce qui est son cas. Mais, forte de l'énergie contagieuse des tubes qui firent sa popularité - *Tai, toi montait, Vamos a bailar columbia* - la blonde Medeiros y croit. Le public rochelais est bonne âme, il danse sur les tubes, comme il peut manger des glaces crémeuses sur le port en se délectant comme si c'était des cornets de maître artisan, juste parce que l'ambiance y est.

Rue Balu, dans le 9^e arrondissement de Paris, il existe une école, le

Studio des variétés, réservée aux professionnels désireux s'améliorer. Il est peut-être trop tard pour Eli Medeiros, mais la jeune Clarika y a fait ses classes. Elle n'y a pas appris à souffrir, à se languir. Elle y a pas trouvé les clés de la pervasité ou de la révolte, mais elle y a acquis une solide conscience du rôle de la chanteuse, une vix, des techniques de mise en scène (genre feutré, avec abêt-jour).

Clarika est un peu collégienne. Elle se promène dans l'univers des mots avec l'aisance surréaliste d'Alce au pays des merveilles. Elle prédit la fin des belles amours, grâce la surface lisse du bonheur, avançant tout bas qu'à l'âge publicitaire - la Renault Espace remplie d'enfants, la petite maison aux volets verts - elle préfère celle de l'insécurité. En formation acoustique (accordéon, piano, violoncelle), Clarika se moque sans cesse, parodie la chanson de *La Boum* (« Je rêve, c'est ma réalité », gravée dans les annales par Richard Sander), et transmet une fraîcheur intelligente, dont on se demande si elle sera toujours d'époque quand elle-même abordera la trentaine.

Aux Francofolies, on apprend à être prudent. Les jeunes rappeurs mettent du sel dans les rouages du

festival, castagnent de l'autre côté du port, à l'Enca, où la musique des banlieues est reléguée dans un bangar-ghetto surchauffé. On apprend aussi à être patient. Jean-Louis Foulquier, à ce niveau, a son acte de belles réussites. La soirée consacrée à Kent est l'une de celles-là.

LE DROIT D'ÊTRE SORCIÈRE

Entouré de femmes en pleine forme (Jane Birkin, Enzo Enzo), l'ancien chanteur de Starbuck a fêté vingt ans de chanson en réalisant une performance de taille : imposer devant plus de dix mille spectateurs ses chansons, bien écrites, bien françaises dans leur mélange - « Je suis un kilomètre, A quel résonnons ? », faire chanter Kurt Weill en chœur aux fans de Pascal Obispo, le suivant au programme. Obispo est en plein succès, c'est un chanteur de grande variété, mais qui assume mal le rôle qu'on lui assigne : chanter le *littéraire* Lucie au plus près possible de la version disque en vogue sur toutes les radios. Les Francofolies sont tout sauf tristes. Il fait beau, les bulots sont frais dans les assiettes.

« Il n'y a pas de rose sans épines », chante Arielle, dont Jean-Claude Vannier, gratifié lui aussi d'une

« fête à » deux jours avant, vantait les mérites le 15 juillet à la sortie d'un concert hypnotique. Arielle fait ses premiers pas sur scène. Elle a été un peu coiffée aux Francofolies, tout comme Isabelle Mayreau, conviée à chanter le même jour quarante petites minutes en première partie de Gilles Vigneault, alors qu'elle vient d'achever un très bel album. Arielle défend le droit des femmes à être sorcières, à clouer sur les portes les chouettes, les bonheurs, les signes de mauvais augure ou le spectre de la vie finissante.

Avec Matthieu Ballet, ex-membre du groupe rock Qui Qui aux synthétiseurs, elle réalise la synthèse très androgyne de la nouvelle vague française (Dominique A), détachée, cérébrale, et de la passion selo Barbara. Mais lui trouverait-on d'évidentes parentés - Patti Smith, Barbara encore, Arno, les Tindersticks, auteurs de la musique du film de Claire Denis *Nénette* et *Boni* - qu'elle ne serait toujours qu'elle-même, en route vers des profondeurs tourmentées, atlantiquement opposées aux fusions multicolores des 14 juillet familiaux.

Véronique Mortaigne

L'Europe en deux temps et douze films

Paris/Cinéma. Un cycle autour de l'avant-garde soviétique et du néoréalisme italien

« HISTOIRE DU CINÉMA EUROPÉEN ». Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines, Paris 5^e. M^{ux} Luxembourg. Tél. : 01-43-26-19-09.

Le Studio des Ursulines, en collaboration avec le Groupement national des cinémas de recherche et le Centre national de la cinématographie, présente, depuis le 16 juillet, un cycle intitulé « Histoire du cinéma européen », autour de l'avant-garde soviétique et du néoréalisme italien. Douze classiques, présentés en copies neuves. On commence à l'Est, avec un lever de soleil révolutionnaire et la plus ambitieuse avant-garde cinématographique du siècle. Voici donc *Octobre* (1927), de Sergueï Eisenstein, *Trois dans un sous-sol* (1927), de Abram Room, *Tempête* (1928), de Vsevolod Poudovkine, *L'Homme à la caméra*

(1929), de Dziga Vertov, *Le Bonheur* (1934), d'Alexandre Medvedkine, *Au bord de la mer bleue* (1935), de Boris Barnet. Il importe de considérer, au-delà du message idéologique plus ou moins librement délivré par ces films, leur place dans l'histoire du cinéma. On peut distinguer Eisenstein, Vertov, Poudovkine et Medvedkine, théoriciens et praticiens du montage influencés par les mouvements d'avant-garde futuriste et constructiviste, de Room et Barnet, dont l'esthétique se veut plus transparente.

Par le montage des attractions, Eisenstein veut ainsi « libérer l'esprit » du spectateur. Vertov entend substituer à la vision du monde limitée du regard humain celle obtenue par l'ubiquité mécanique et parfaite de la caméra. Chez l'un comme chez l'autre, une volonté d'en finir avec le vieux monde et ses modes de représen-

tation, en soumettant la réalité à un re-montage. Il n'en va pas de même avec Room. *Trois dans un sous-sol* adopte la forme du bûche psychologique et du triangle amoureux, en conservant toute son importance à la dramaturgie classique et au jeu des acteurs. Au cinéma, pour Room, « la prééminence appartient aux hommes vivants », ce qui en fait un proche parent de Barnet, dont le sublime *Au bord de la mer bleue*, qui met également en scène un triangle amoureux, donne la sensation de puiser son lyrisme à la source même de la vie.

Si les recherches les plus audacieuses d'un Eisenstein, d'un Poudovkine ou d'un Vertov, écrasées entre le marteau du réalisme socialiste et l'enclume du parlant, marquent une époque circonscrite par la recherche d'une spécificité du langage cinématographique, le cinéma de Room, et plus encore

celui de Barnet, induisent une possible filiation avec l'impureté du cinéma moderne, tel qu'il est inauguré par le néoréalisme, objet du second volet de cette programmation, avec *Rome ville ouverte* (1945), de Roberto Rossellini, *Le Voleur de bicyclette* (1948), de Vittorio de Sica, *Riz omer* (1949), de Giuseppe de Santis, *Bellissima* (1951), de Luciano Visconti, *Les Vitelloni* (1953), de Federico Fellini, et *Le Cri* (1957), de Michelangelo Antonioni. Issu de la deuxième guerre mondiale, il s'agit encore d'un cinéma engagé, mais la révolution qu'il préconise a moins vocation à créer un nouveau monde qu'à restaurer la conscience humaine sur les décombres tordus de l'ancien. La meilleure formule du néoréalisme demeure celle de Rossellini lui-même : « Une position morale d'où on regarde le monde. »

Jacques Mandelbaum

TRIANON
DU 18 JUILLET AU 10 AOÛT
CIRQUE GOSH
TARIFS : 70 ET 90 F

PARIS, QUARTIER D'ÉTÉ
01 44 83 64 40 / 3615 FNAC

• L'OTAN AUX PORTES DE LA RUSSIE — Pages 10 et 11

PHOTOGRAPHIE
La rue privatisée
(Pages 28 et 29)

• L'OTAN AUX

LE MONDE

diplomatique

36 pages - 22 F
Tous les jours
sauf le dimanche
et les jours fériés

Publication mensuelle - 21 rue Claude-Bernard, 75002 Paris Cedex 05

NOU

L'Europe de la Bundesbank

[illegible][illegible][illegible]

NOUVELLE GEOPOLITIQUE EN AFRIQUE

Sous le choc

de la « révolution congolaise »

Le Congo est le théâtre d'une révolution qui a entraîné la chute du régime de Léopold Sédar Senghor. Cette révolution a été déclenchée par le mouvement des jeunes, qui ont exigé la mise en œuvre de la décentralisation et la participation des masses à la gestion du pays. Le régime de Senghor a été contraint de démissionner, et le pouvoir est passé aux mains des militaires. Cette révolution a des implications géopolitiques importantes, car elle a entraîné la rupture des liens de coopération entre le Congo et les pays occidentaux, et a ouvert la voie à une alliance avec l'Union soviétique.

GÉOPOLITIQUE
Sous le choc
...ion co

[illegible][illegible]

DIPLÔMATIQUE
MEXIQUE

E DIPLOME

MEXIQUE

Comment le pays est sorti de la « modernité » (Carlos Acosta). — Le crépuscule du parti unique (François Escarpit). — L'ombre des cartels (Bernardo Matamoros).

INDE

...sie (Jyotsna Saksena) ... le Pakistan ... la d ...

INDE

A la recherche d'alliés en Asie. (Jyotsna Saksena). — Le Cachemire, pomme de discorde avec le Pakistan (J. S.). — Les nationalistes hindous, menace pour la démocratie. (Teesta Setalvad). — Des guérillas en voie d'isolement. (Robert Brynki).

PAYS-BAS

...ique Vidal).

PAYS-BAS
Miracle ou mirage ? (Dominique Vidal)

JUILLET
1997

CE MOIS-D'AVRIL

AFRIQUE

Comment le Zaïre fut libéré (Colette Braeckman). — Les femmes victimes d'une secrète infamie (Joëlle Stok et Philippe Le Faure).

TURQUIE

Les de l'islamisme (W... cœur d'une crise m... une presse à s... Istanbul

TURQUIE

Ces visages multiples de l'islamisme (Wendy Kristiansen). — Kurdes: au cœur d'une crise majeure (Kendal Nezan). — Les ambiguïtés d'une presse à scandale (Nar Dolay). — Dans les bidonvilles d'Istanbul (Gonul Dönmez-Colin).

FRANCE

... des contraintes et bou... Marseille ou la... (Pons).

FRANCE
Quand la gauche triomphait des contraintes et bousculait les privilèges (Serge Halimi). — Marseille ou le mythe vacillant de l'intégration (Dominique Pons).

Egalement au sommaire

FRANCE

• **IRLANDE DU NORD** : Lendemain d'élections. • **ÉGYPTE** : Le retour à Nasser des intellectuels.
• **OUZBEKISTAN** : Des ambitions contrariées. • **ÉCONOMIE** : La promesse des technologies de l'immatériel.
• **SOCIAL** : Traitement de choc pour la santé européenne. • **HISTOIRE** : Les dessous du pacte germano-soviétique. –
Généalogie d'un mensonge. – Falsifications à la télévision. • **RELIGION** : Drewermann l'imprécateur. – Un phénomène
lié à l'angoisse contemporaine. • **PHOTOGRAPHIE** : La rue privatisée. – Art et société. • **NOUVELLE** : Fidèle au poste

**EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
D'JOURNAUX**

**EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
22 F**

Après Godard le déluge !

Reprise à Paris de douze films réalisés par le cinéaste dans les années 60

UNE DRÔLE DE machine, ces douze titres. Pas une machine à remonter le temps, tant ces films auront été formidablement synchrones de leur « moment », comme disent les physiciens. Là où ça se complique, et devient franchement plus intéressant qu'un témoignage sur une époque, retour sur une période féconde du cinéma français et autres fadaïses scolaires et muséales, c'est que, d'avoir été aussi actuels au moment où ils naissent, ces films, un par un et tous ensemble, font une machine à comprendre le présent, dans la lumière de l'Histoire - l'histoire du monde et celle du cinéma, qui sont la même chose.

A l'époque, Godard se voulait plutôt journaliste d'investigation, il ne se (et on ne le) savait pas historien. D'A bout de souffle (1960) à La



Chinoise en passant par Une femme est une femme, Vivre sa vie, Le Petit Soldat, Les Carabiniers, Le Mépris, Bande à part, Alphaville, Pierrot le fou, Masculin-féminin et Deux ou trois choses que je sais d'elle (1967), tout y est. Il manque des titres, et non des moindres (Une femme mariée), sans doute pour d'obscures raisons de droits, on s'en fiche. Saut sur un point : incomplète, la liste rend mal compte de la quantité de travail, de son suivi et de son urgence, qui fait sa pertinence joyeuse et tragique. Méfiez-vous, c'est électrique et rigolo, et sanglant et scintillant d'intelligence, et ça ne plaira - toujours - pas à tout le monde.

* Reflet Médicus, 3, rue Champollion, Paris 5^e. M. Cluny. Jusqu'au 2 septembre. Tél. : 01-43-54-42-34.

UNE SOIRÉE À PARIS

King's Singers
La perfection d'intonation et de mise en place de ce groupe britannique est aussi stupéfiante que son aisance à se balader de la Renaissance aux Beatles.
Cour d'honneur de la Sorbonne, rue de la Sorbonne, Paris 5^e.
M. Cluny-Sorbonne. 20 heures, le 17. Tél. : 01-49-87-50-50. 50 F.
Havana Libre
et Cuban Havana
Clôture du Festival Montecristo
Salsa Music, avec Havana Libre, qui regroupe une dizaine de musiciens « de la scène parisienne », dont Felipe Monique (piano) et Miguel Gomez (congas). Ils seront accompagnés de Cuban Havana, troupe de danse dont le répertoire mêle folklore, salsa et rumba. Un véritable spectacle cubain aux

couleurs de Paris.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M. Voltaire. 21 heures, le 17. Tél. : 01-48-06-21-11. 100 F.
James Carter Quartet
Le saxophoniste James Carter suscite étonnement ou engouement avec autant de mauvaise foi des deux côtés. Doué sans conteste, avide de participer au jazz, c'est sûr. Mais il a aussi, comme Hancock ou Pettucci, une propension à caresser le public dans le sens du poil dont le jazz n'a que faire. Du coup, sa musique se cherche encore. Il faut lui laisser le temps.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e.
M. Châteauneuf. 21 heures, le 17. Tél. : 01-45-23-51-41. Location FNAC. Virgin. De 110 F à 130 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ANGEL BABY
Film australien de Michael Rymer, avec John Lynch, Jacqueline McKenzie, Colin Friels, Deborah Lee Furness, Robyn Nevlin (1 h 45).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (01-40-39-99-40) ; Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30) ; Lucernaire, 6^e ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (+) ; Pathe Webber, 18^e (+).
DOUBLE TEAM
Film américain de Tsai Hark, avec Jean-Claude Van Damme, Dennis Rodman, Mickey Rourke, Natascha Lindinger, Paul Freeman, Valeria Cavalli (1 h 35).
VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e ; UGC George-V, THX, dolby, 9^e.
HOTEL PAURA
Film italien de Renato De Maria, avec Sergio Castellitto, Italia Forte, Isabella Ferrar, Roberto De Francesco, Matteo Uzzia (1 h 40).
VO : L'Arrière, 6^e (01-42-78-47-86).
JELLESSE
Film français de Noël Alpi, avec Jérémie Covillault, Sonja Druart, Blandine Leleux, Nicolas Koretzky, Bernard Le Coq, Arielle Dombasle (1 h 26).
L'Entrepôt, 14^e (01-45-43-41-63).
SCÉNARI (+)
Film américain de Wes Craven, avec Drew Barrymore, Courtney Cox, David Arquette, Neve Campbell, Matthew Lillard, Rose McGowan (1 h 50).
VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Gaumont Opéra, dolby, 2^e (01-43-12-91-40) ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (01-43-07-48-60) ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+).
SEIGNEUR BELKO
Film américain de Jonathan Lynn, avec Steve Martin, Dan Aykroyd, Phil Hartman, Glenn Headly, Daryl Mitchell, Austin Pendleton (1 h 32).
VO : UGC Forum Orient-Express, 1^{re} ; Publics Champs-Élysées, dolby, 8^e (01-47-20-76-23).
TWIN TOWN (+)
Film britannique de Kevin Allen, avec Llyr Evans, Rhys Ifans, Dorien Thomas, Dougray Scott, Siddig Williams, Ronnie Williams (1 h 30).
VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (+) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8^e (01-43-59-04-67) ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (+).

EXCLUSIVITÉS

ABEL
de Alex Van Warmerdam, avec Henri Garcin, Alex Van Warmerdam, Olga Zilberboim, Annet Malherbe.
Hollandais (1 h 35).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; Es-

pace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).
BEAVIS ET BUTT-HEAD (+)
SE FONT L'AMÉRIQUE
de Mike Judge, dessin animé Américain (1 h 21).
VO : Grand-Pavois, dolby, 15^e (01-45-54-85-19).
BOX OF MOONLIGHT
de Tom DiCillo, avec John Turturro, Sam Rockwell, Catherine Keener, Lisa Blount, Annie Corley, Alexander Goodwin.
Américain (1 h 47).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (01-40-39-99-40) ; Espace Saint-Michel, dolby, 5^e (01-44-07-20-49) ; 14-Juillet Parnasse, 6^e (+) ; La Pagode, 7^e (+) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08).
LA CACATRIE
de Krzysztof Kieslowski, avec Franciszek Pieczka, Jerzy Stuhr, Mariusz Dmochowski, Jan Skotnicki, Stanislaw Igar, Michal Tarkowski.
Polonais (1 h 44).
VO : 14-Juillet Parnasse, 6^e (+).
LE CHEL EST A NOLIS (+)
de Graham Guit, avec Romane Bohringer, Melvil Poupaud, Jean-Philippe Ecoffey, Elodie Bouchet.
Franco-canadien (1 h 30).
14-Juillet Hauteville, dolby, 6^e (+).
LAARVA
d'Amel Palekar, avec Nimai Pandey, Sonali Kulkarni, Nira Kulkarni, Hyder Ali, Faiyaz, Nandu Madhav.
Indien (1 h 47).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; 14-Juillet Odéon, 6^e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).
LA FABLESSE DE L'HOMME OCCIDENTAL
de Gerald Caillat, Français (1 h 15).
Entrepôt, 14^e (01-45-43-41-63).
LES GARÇONS WITMAN
de Janos Szasz, avec Alpar Fogarasi, Szabolcs Gergely, Maia Morgenstern, Peter Andorai, Lajos Kovacs.
Franco-hongrois (1 h 33).
VO : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-08) ; L'Entrepôt, 14^e (01-45-43-41-63).
GOODYE SOUTH, GOODYE
de Hou Hsiao Hsien, avec Jack Kao, Hsu Kuei-Ying, Lin Gong, Anne Shizuka Inoh, Hsi Hsiang, Lien Ph-Tung.
Taiwanais (1 h 52).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+).
HANTISES
de Michel Ferry, avec John Berry, François Négret, Mari-na Golovine, Francis Bospflug.
Français (1 h 20).
Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-08).
HARRIET LA PETITE ESPIONNE
de Bronwen Hughes, avec Michelle Trachtenberg, Rosie O'Donnell, Vanessa Lee Chester, Gregory Smith, J. Smith Cameron, Robert Joy.
Américain (1 h 42).
VF : Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-88).
J'AI HORREUR DE L'AMOUR
de Laurence Ferreira Barbosa, avec Jeanne Balibar, Jean-Quentin Châ-

ART

Une sélection des expositions à Paris et en Ile-de-France

EXPOSITIONS PARIS

Alighiero e Bontà
Galerie Liliane à Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e.
M. Bastille. Tél. : 01-48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 juillet. Entrée libre.
Antoine Arnaud
Galerie de France, 54, rue de la Verrière, Paris 6^e. M. Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-74-38-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 26 juillet. Entrée libre.
L'Art de l'ingénieur, constructeur, entrepreneur, inventeur
Centre Georges-Pompidou, galerie Nord et Sud, galerie 27, Forum, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M. Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 45 F.
Arts du Nigeria
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, Paris 12^e. M. Porte-Dorée. Tél. : 01-44-74-85-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 18 août. 38 F.
Jean-Michel Basquiat
Musée de l'Orfèbre - Fondation Dina Vi-ny, 61, rue de Grenelle, Paris 7^e. M. Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. Jusqu'au 29 septembre. 40 F.
Mathieu Beauséjour
Gigi Perron, Michael Robinson, Eugénie Schickel
Hôpital, Éphémère, 2, rue Carpeaux, Paris 18^e. M. Guy-Moquet. Tél. : 01-46-27-82-82. De 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 août. Entrée libre.
Beyrouth : Récits urbains
Institut du monde arabe, salle d'actua-lité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M. Jusieu. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 12 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 31 décembre. 30 F.
Collection d'art africain, aquarium
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, Paris 12^e. M. Porte-Dorée. Tél. : 01-44-74-85-00. De 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 12 h 30 à 18 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 31 décembre. 30 F.
Collection particulière de l'artiste
Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. M. Saint-Paul, Chemin-Vert. Tél. : 01-42-71-25-21. De

9 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jus-qu'au 31 décembre. 30 F.
DIAL H.S.T.O.R.Y.
de Johan Grimont
Centre Georges-Pompidou, Espace vi-déo, 3^e étage, place Georges-Pompi-dou, Paris 4^e. M. Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.
Diplôme des Beaux-Arts 1996
Web Bar, 32, rue de Picardie, Paris 3^e. M. Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-72-66-55. De 11 h 30 à 2 heures. Jusqu'au 31 août. Entrée libre.
Garouste et Bonetti
Centre Georges-Pompidou, 4^e étage, salle Daugy, place Georges-Pompi-dou, Paris 4^e. M. Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.
Pascal Gervais
Centre national de la photographie.
Hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Baryer, Paris 8^e. M. Etolle. Tél. : 01-53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fer-mé mardi. Jusqu'au 11 août. 30 F.
Jordanie, sur les pas
des archéologues
Institut du monde arabe, salle d'expo-sition temporaire, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M. Jusieu. Car-dinal-Lemoine, Sully-Morland. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 5 octobre. 35 F.
Fernand Léger (1981-1955)
Centre Georges-Pompidou, Grande Galerie, 5^e étage, place Georges-Pom-pidou, Paris 4^e. M. Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 45 F.
Livres d'artistes
Bibliothèque nationale de France, ga-lerie Mamez, 58, rue de Richelieu, Pa-ris 2^e. M. Bourse. Tél. : 01-47-03-81-26. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 12 octobre. 35 F.
Made in France, 1947-1957, cinquante ans de création en France
Centre Georges-Pompidou, Musée, 3^e et 4^e étages, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M. Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.
Chris Marker
Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M. Ram-buteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, di-manche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.
Dix-huit du métier
Galerie Denise-René, 22, rue Charlot, Paris 3^e. M. Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-

48-87-73-94. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 juillet. Entrée libre.
Les Pêchés capitaux : la luxure
Centre Georges-Pompidou, galerie du Musée, 4^e étage, place Georges-Pom-pidou, Paris 4^e. M. Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 4 août. 38 F.
Peintures, sculptures et objets
d'art de la Renaissance à 1925
Musée du Petit Palais, avenue Wins-ton-Churchill, Paris 8^e. M. Champs-Ély-sées-Clemenceau. Tél. : 01-42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40 ; nocturne jeudi jusqu'à 20 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 31 décembre. 27 F.
La Photographie au présent
Bibliothèque nationale de France
François-Mitterrand, 11, quai François-Meurice, Paris 13^e. M. Quai-de-la-Gar-e. Tél. : 01-53-79-59-59. De 10 heures à 19 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi et fêtes. Jus-qu'au 31 août. Entrée libre.
La Politesse du goût
Musée du Louvre, salle Sully, 1^{er} étage, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. M. Pa-lais-Royal, Louvre. Tél. : 01-40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 45. Fermé mardi. Jusqu'au 25 août. 45 F.
Olivier Rebuta
Centre national de la photographie.
Hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Baryer, Paris 8^e. M. Etolle. Tél. : 01-53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fer-mé mardi. Jusqu'au 11 août. 30 F.
Scènes du ghetto en Pologne
(1914-1918), le don Jean Chauvelin
Musée d'Orsay, salle 63, 62, rue de La-fayette, Paris 7^e. M. Sciermie, RER Musée d'Orsay. Tél. : 01-40-49-48-14. De 9 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 31 août. 39 F.
Vingt designers de Wallonie
et de Bruxelles
Centre Walloon-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 6^e. M. Ram-buteau, Châtelet-les-Halles. Tél. : 01-53-01-96-96. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 7 sep-tembre. 20 F.

EXPOSITIONS ILE-DE-FRANCE

André Derain en noir et en blanc, par Gérard Collin-Thibault
Centre national de l'estampe et de l'art imprimé, maison Levanneur, île des Impressionnistes, 78 Chatou. Tél. : 01-39-52-45-35. De 12 heures à

18 heures. Fermé lundi et mardi. Jus-qu'au 14 septembre. 15 F.
Sylvie Blocher, Bertrand Gadenna, Françoise Quardion
Forum culturel, galerie, 1-5, place de la Libération, 93 Le Blanc-Mesnil. Tél. : 01-48-14-22-22. De 14 heures à 18 heures ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Fer-mé dimanche, lundi et fêtes. Jusqu'au 20 septembre. Entrée libre.
Le Cyclop de Jean Tinguely
Les bois de Milly-la-Forêt, direction de l'exposition fléchée, 91 Milly-la-Forêt. Tél. : 01-64-98-83-17. Vendredi de 10 h 15 à 13 heures et de 14 heures à 16 h 45 ; samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 17 h 30 ; di-manche de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 h 15. Jusqu'au 31 octo-bre. 35 F.
Le Jardin complexe de l'art
Fondation d'art contemporain Daniel-à-Florence-Guerlain, 5, rue de la Val-lée, 78 Les Mesnuls. Tél. : 01-34-85-19-19. De 11 heures à 19 heures. Fermé mardi et mercredi. Jusqu'au 7 sep-tembre. 30 F.
Joël Kermarrec
Maison d'art contemporain Chailloux, 5, rue Julien-Chailloux, 94 Fresnes. Tél. : 01-46-68-58-31. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche de 10 heures à 13 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 27 juillet. Entrée libre.
Natures mortes du XX^e siècle
Musée Taver-Delaucourt, 4, rue Lemer-cier, 95 Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jus-qu'au 28 septembre. 20 F.
Reliefs et assemblages, 14^e regard
sur la sculpture contemporaine
Hôtel de ville, hall, 2, place Pierre-Mendès-France, 95 Saint-Denis-l'Au-moine. Tél. : 01-34-21-25-00. De 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 ; jeudi de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures ; samedi de 8 h 30 à 12 heures ; dimanche de 10 heures à 13 heures. Fermé lundi matin. Jusqu'au 15 août. Entrée libre.
La Tour aux figures
de Jean Dubuffet
Parc départemental de l'île Saint-Ge-main, accès pignon par le pont d'Isoy, 92 Issy-les-Moulineaux. Tél. : 01-40-95-65-63. Visites guidées sur réservation mercredi et dimanche à partir de 15 heures ; groupes scolaires jeudi. Jus-qu'au 31 octobre. 30 F.

SAISON 98

HISTOIRES DE FRANCE

Michel Deutsch et Georges Lavaudant / Georges Lavaudant

LES PRÉCIEUSES RIDICULES

Molière / Jérôme Deschamps et Macha Makieff

DIALOGUE EN RÉ MAJEUR

Javier Tomeo / Ariel García Valdés

ARLECCHINO SERVITORE DI DUE PADRONI

en dialecte vénétien

Carlo Goldoni / Giorgio Strehler

LE TRIOMPHE DE L'AMOUR

Mairaux / Roger Planchon

TAMBOURS DANS LA NUIT

Berthold Brecht / Georges Lavaudant

LA NOCE CHEZ LES PETITS-BOURGEOIS

Berthold Brecht / Georges Lavaudant

PENTHÉSILÉE

Heinrich von Kleist / Julie Brochen

IMENTET un Passage par l'Égypte

Bruno Meyssat



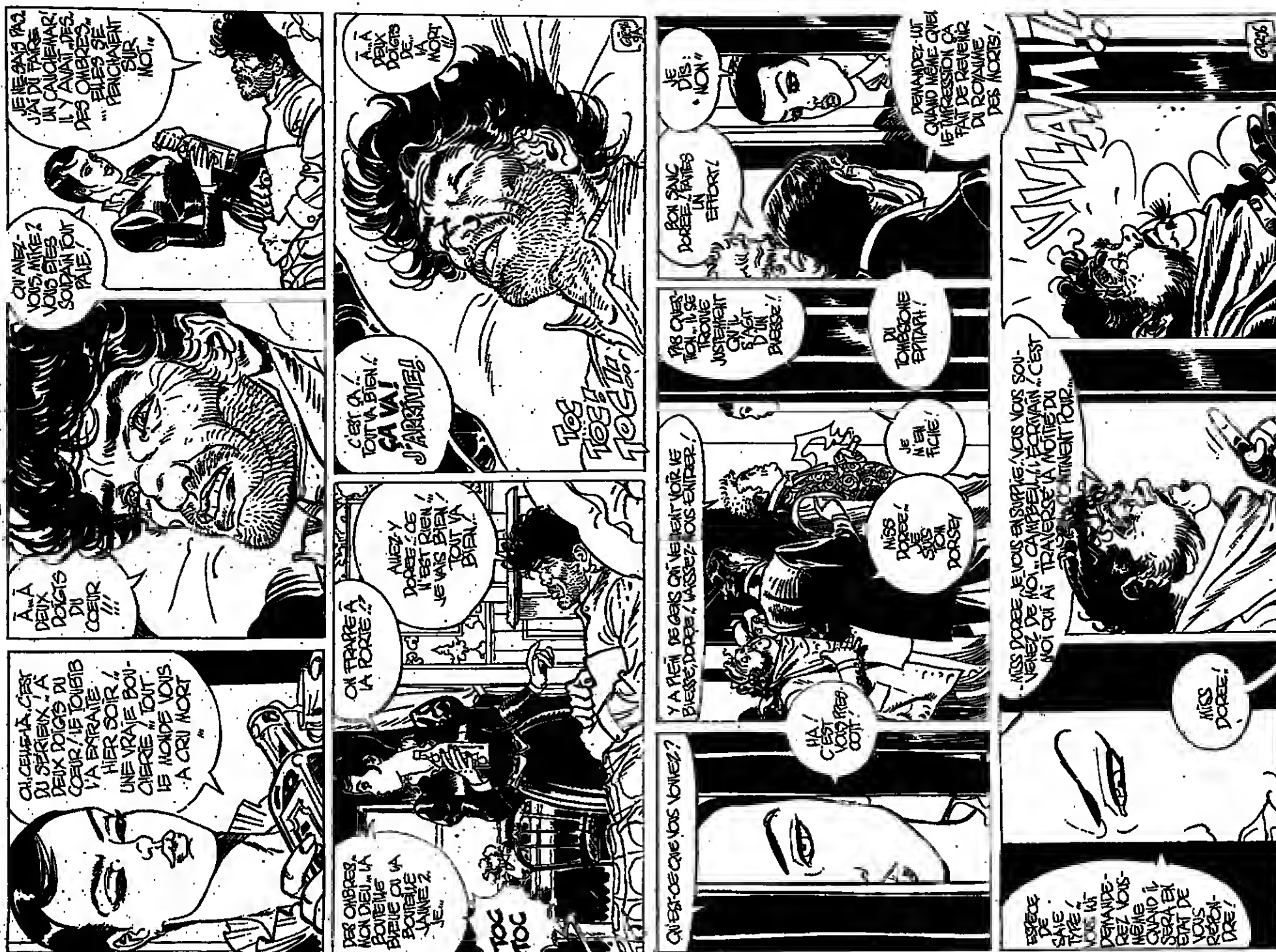
ODEON
THEATRE DE L'EUROPE

Pour recevoir la brochure détaillée, appelez-nous au 01 44 41 36 36

Blueberry « Ombres sur Tombstone »

par Giraud

● **Résumé.** — Le convoi chargé d'argent quitte la ville sous bonne escorte. Pendant ce temps, le shérif de Tombstone, Wyatt Earp, est allé chercher le juge Temple pour faire juger l'assassin présumé de l'ancien soldat. Au Dunhill Hotel, M. Campbell, un romancier qui vient de Boston pour rencontrer Blueberry, apprend qu'il n'est pas mort.



هكنا من الجهل

Le Monde des LIVRES

VENREDI 18 JUILLET 1997

POLAR

La « Semaine noire »
de Gijón
page II



LADY WORTLEY
MONTAGU
page IV

LA SÉLECTION
DE L'ÉTÉ
pages VI et VII

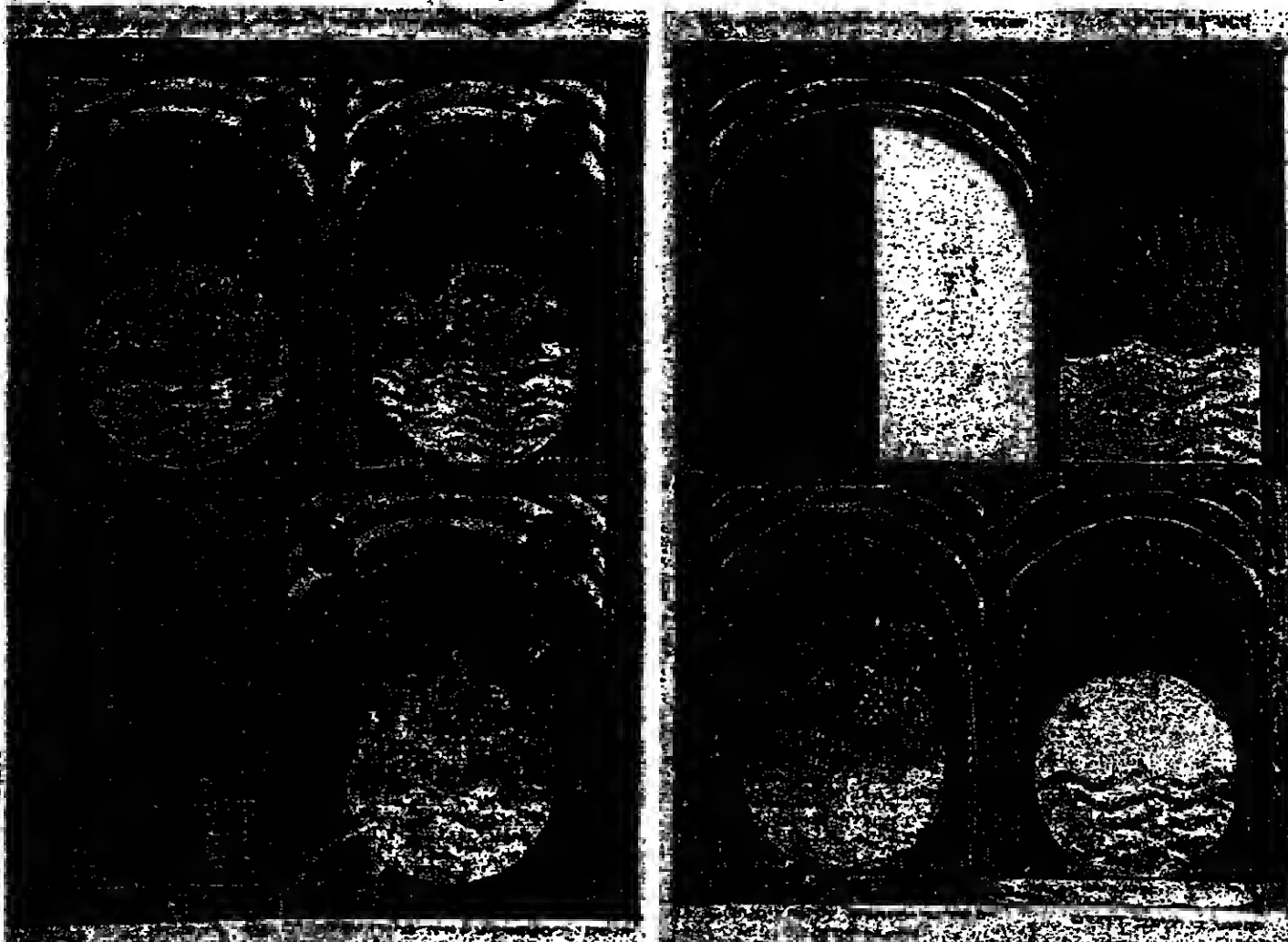


LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page IX

Longtemps les rabbins ont eu mauvaise réputation. Leur esprit, disait-on, était confus. On tenait leurs débats talmudiques pour des extravagances sans queue ni tête. Ces préjugés s'appuyaient sur la vieille idée d'une opposition radicale entre l'Israël de Dieu, fondé sur l'écriture sainte de la Torah, et la synagogue juive des rabbins, façonnée par des traditions orales et tardives.

An début de ce siècle, Louis Ginzberg (1873-1953) décide de rendre accessibles ces histoires de rabbins en les traduisant en anglais. En publiant ses sept volumes de *The Legends of the Jews* (1), Ginzberg veut restituer au patrimoine culturel de l'imaginaire humain la richesse de ces traditions juives oubliées. Le premier tome de ce monument d'anthropologie hébraïque paraît aujourd'hui dans une excellente traduction française, complétant ainsi d'autres textes capitaux de la tradition hébraïque, publiés aux éditions Verdier (2).

D'une érudition sans pareille, Ginzberg a pourtant choisi de transmettre son savoir en proposant aux lecteurs une narration continue, dépourvue de tout académisme. Ce premier volume s'ouvre ainsi sur le récit de la création du monde et s'achève dans la confusion de Babel. Mais comment faire pour écrire ce véritable roman de l'imaginaire biblique des rabbins (3) sans égarer les versions contradictoires qui, pour un même événement sacré, sont souvent légion ? Dans sa préface (non traduite), l'auteur s'explique et sa méthode porte la date de ses choix : s'il a privilégié certaines légendes, afin de ne pas rompre le fil de son récit, il renvoie les innombrables variantes dans les notes qui se trouvent ici en fin de volume. Les index du septième et dernier tome de l'édition originale de cette série, dont on ne peut que souhaiter qu'ils soient un jour offerts aux lecteurs français, constituent un outil absolument indispensable pour se repérer dans cette mine d'informations. En outre, ces index engagent à une lecture créatrice, puisqu'ils permettent d'autres regroupements thématiques. Ginzberg offre donc à son lecteur trois livres en un : une Bible illustrée faite d'anc-



La création du monde, extrait de la « Haggadah de Sarajevo »

même les poissons, muets, louent le Seigneur.

Mais de tous les monstres du Paradis, c'est l'homme que Dieu préfère – même s'il le crée hybride : à la fois céleste comme un ange, par son regard et son intelligence, et terrestre, pareil à une bête, quand il mange, boit, se reproduit et finalement meurt comme un animal des champs. « Créature à la limite du mortel et de l'immortel », commente Philon le juif d'Alexandrie. Cette préférence divine s'inscrit dès sa création : « Adam est le seul à avoir été créé par la main de Dieu », alors que tout le reste « a jailli de Sa Parole ».

A l'aube du monde, en même temps que l'âme d'Adam sont créées les âmes de toutes les générations à venir. Elles se tiennent dans une réserve, au septième ciel, d'où elles sont convoquées, le moment venu, « corps humains après corps humains ». Quand une femme a conçu, « l'Ange de la nuit, Lailah, porte le sperme devant Dieu » qui décide si l'enfant à naître sera mâle ou femelle, grand ou petit, et quelles seront ses autres qualités. « Seul le choix entre la justice et la méchanceté relève de la décision de l'homme lui-même ». Pour qu'il y ait naissance humaine, il faut donc qu'une âme soit conduite jusqu'au Seigneur par un ange. Alors Dieu ordonne à l'âme : « Entre dans ce sperme. » Mais l'âme ouvre alors la bouche et se plaint de l'onde divine : « Pourquoi veux-tu me faire entrer dans ce sperme (...) pourquoi veux-tu me faire aller dans le monde ? ». La réponse tombe, impitoyable : « Sache que comme tu as été formée contre ta volonté, tu naîtras contre ta volonté et contre ta volonté tu mourras ».

A quoi ressemble un embryon dans le ventre de sa mère ? « A un document plié (...). Sa tête repose entre ses genoux, sa bouche est close, son nombril ouvert. » Pendant la grossesse, c'est toute la Torah qui lui est enseignée. Mais à l'instant où il voit la lumière, un ange s'approche de l'enfant, lui donne une chiquenaude sur la bouche, causant ainsi « l'oubli de la Torah tout entière ».

C'est pourtant de cette science divine dont l'homme a besoin pour vivre. L'oubli d'un savoir infus, provoqué par l'ange à la naissance de l'enfant, sera donc réparé. Pour s'orienter dans l'existence, dans un monde où l'homme peut être méchant et où la justice lui est précisément confiée, Dieu donne à

Maurice Olender.

ces mortels, égarés hors du Paradis, la Torah, la Loi de Moïse qui est aussi « l'Arbre de Vie ».

(1) Ces sept volumes, édités entre 1909 et 1938, vont être prochainement republiés en « paperback », avec une préface de James Kugel, par les presses de Johns Hopkins University, à Baltimore (États-Unis).

(2) Outre les trois volumes du Talmud, déjà parus chez Verdier, on peut compléter la lecture des *Légendes de L. Ginzberg* par les *Aggadah du Talmud de Babylone*, traduit et annoté par Arlette Elkaim-Sartre, 1982, 1456 p., 285 F (diff. PUF).

(3) S'appuyant sur les volumes de L. Ginzberg, le rabbin R. L. Rubenstein publie en 1968 *L'Imagination religieuse. Théologie juive et psychanalyse*, traduit de l'anglais par G. Magnane, préface de L. Follakow, Gallimard, 1971.

LES LÉGENDES DES JUIFS
La création du monde, Adam, les dix générations, Noé de Louis Ginzberg. Traduit de l'anglais par Gabrielle Sed-Rajna, Cerf/Institut Alain de Rothschild, 336 p., 185 F.

Lire la suite page X

L'imaginaire biblique des rabbins

De la création du monde à la confusion de Babel : ainsi débute le premier des sept tomes des « Légendes juives ». Un monument

d'anthropologie hébraïque rendu accessible grâce aux travaux de Louis Ginzberg

notes, de rêves mais aussi de savoirs divers (médecine, botanique, mathématique, astronomie) ; dans les notes, toutes les sources de ces récits. Enfin, les index incitent à une infinité de lectures et d'interprétations, suivant les questions posées et les points de vue adoptés – ce qui est le propre de la démarche talmudique. Ce que l'auteur appelle ici *Les Légendes des juifs* correspond à ce que l'hébreu désigne par *Aggadah*. Il s'agit à la fois de récits féériques, de mythes exemplaires et de tout ce que la fable populaire peut véhiculer de culture historique et religieuse. Une autre manière de décrire la

Aggadah est de rappeler que le Talmud s'organise suivant deux axes : *Aggadah* et *Halakha*. La *Halakha* s'occupe du juridique, des règles de vie civiles et religieuses, donc de tout ce qu'un individu doit savoir pour accéder à sa détermination singulière à la vie en communauté. Et ce qui n'est pas *Halakha* dans le

Talmud relève de l'univers de la Aggadah. Autrement dit, la Aggadah est un type de savoir dramatisé, mis en images sous forme d'exégèses édifiantes – un savoir qui parle tant au cœur qu'à l'esprit. Pour fabriquer cet énorme puzzle biblique, Ginzberg puise dans un matériel légendaire, qui s'étend du IV^e au XIV^e siècles, sans omettre de recueillir de vieux récits juifs, répudiés par la Synagogue et sauvés de l'oubli par les Pères de l'Eglise.

On découvre ainsi, dans ces commentaires de la Genèse biblique, un univers mythique insoupçonné. Là où on a voulu nous faire croire à un Dieu invisible, imposant l'interdit de toute figuration, se révèle un monde grouillant de créatures merveilleuses : des femmes qui poussent sur des arbres, des hommes-plantes, fixés à la terre par leur cordon ombilical, ou encore un « homme de la montagne », sorte d'Adam qui meurt dès que son cordon ombilical se détache du sol. Et si, parmi les oiseaux, le phénix est éternel, c'est parce qu'il est seul à avoir refusé le fruit interdit qui lui tendait Eve. On trouve de vrais monstres aussi au Paradis, privés de tout désir sexuel et donc de descendance, car Dieu les a créés « à la fois mâles et femelles ». Ou encore, des dauphins s'accouplant avec des hommes pour engendrer une sorte d'humanité marine : « les fils de la mer », qui croissent en passant quelques chèvres marines. Tout est possible dans un monde où

Les nuances de l'improbable

Jean Grenier se livre à une autoanalyse subtile d'un fragment de vie aux balancements incertains

VOIR NAPLES
de Jean Grenier.
Gallimard, « L'Imaginaire »,
388 p., 68 F.

Jean Grenier avait commencé à écrire *Voir Naples* en 1956 ; encore inachevé à sa mort, en 1970, ce livre fut publié deux ans plus tard « dans l'état où l'auteur l'a laissé ». On pourrait craindre une pensée incomplète, un style inabouti, mais non, tout est à la place désignée par l'écrivain, dans une tension qui est la sienne – si particulière – entre sensibilité ombreuse et trompeuse placidité.

Le récit commence par la description d'une pension de famille napolitaine où le narrateur a échoué après un long séjour. *Voir Naples* paraît s'orienter vers un événement crucial : la venue du grand poète Max Jacob, dont la tendre excentricité pourrait menacer l'équilibre codifié de la petite société. Mais c'est la révélation de la venue passée de celui que le jeune homme tenait pour son ami, le peintre Raoul Silbert, qui bouleverse tout. Le narrateur tourne alors son re-

gard vers des horizons moins confinés : mondanités napolitaines et marchés sur les pentes du Vésuve sous le soleil hant, traversée en bateau jusqu'à Capri. Le reste du livre est consacré à la confidence que fait au narrateur un citoyen suisse rencontré par temps d'orage, qui veut s'affranchir « du poids du passé une fois pour toutes ». Franz Muller raconte comment s'est nué, malgré lui, puis dénoncé, son lien amoureux avec une jeune Napolitaine, Antonietta Salvato, de sa fuite en Sicile – vouée à la « jettatura », à la malédiction –, on ne saura rien, si ce n'est que le voyage se boucla symboliquement dans un bordel de Naples, avant le départ définitif.

Il y a, dans *Voir Naples*, plusieurs récits qui, apparemment, vaguent et se diluent, n'en finissent pas d'échapper et de revenir, de se répandre ailleurs que prévu. Jean Grenier se livre à une autoanalyse subtile et cryptée

d'un fragment détaché de sa vie passée ; plusieurs personnages – l'Autrichien « Baner », le Belge « Debruyne », le Suisse « Muller » et le narrateur – lui sont nécessaires pour se décrire par divers biais... Quant à « Max Jacob », c'est évidemment Max Jacob, dont Jean Grenier fit la connaissance en 1922. « Augustin Reynaud » et « Silvio » sont les traits d'Henri Bosco. Sans leurs vraies identités, le futuriste Marinetti et le philosophe Benedetto Croce traversent également le récit.

C'est à vingt-huit ans, alors qu'il n'avait publié que quelques articles, mais avait collaboré au groupe vorticiste et à la revue *Philosophies*, que Jean Grenier a été nommé professeur de l'Institut français de Naples – le moraliste de l'Essai sur l'esprit d'orthodoxie (1936), le futur professeur d'Albert Camus à Alger, l'esthète ou le philosophe « taoïste » n'avaient bien sûr pas encore donné leur mesure. Sa recherche du bonheur



« Livres de poche »

– un regard, une sensation fugitive, un état d'apesanteur et de passivité bienheureuse – fut peut-être comblée avec la découverte de cette populeuse ville méditerranéenne, mais il ne put s'abandonner à l'amour de la jeune Napolitaine qui vint à ses côtés : « On s'imaginerait toujours qu'on n'aime pas, parce qu'on n'a encore rien trouvé d'aimable. Mais si, tout simplement, on n'aime pas parce qu'on est incapable d'aimer ? » Doubtes et tergiversations, peur des contraintes... sa vie, plus que celle de l'homme qu'il aimait, a été faite de ces retraits inquiets : « C'est le sentiment de l'impassibilité qui m'a fait comprendre, avec une plus cruelle et plus insistante évidence, que je n'avais pas été placé dans ce monde pour en profiter, mais pour me rappeler jour après jour que j'étais fait pour vivre ailleurs. »

De l'inachèvement, de l'impassibilité, du « presque » au nom duquel l'écrivain et ses figures se rétractent, se réservent, *Voir Naples* ne dit pas seulement la morsure, mais les nuances et la beauté de l'improbable.

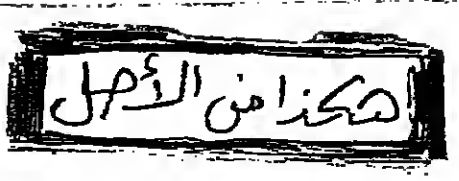
Claire Paulhan

contres de Pétrarque

AFRIQUE
par Eric Fottorino

ce et l'Afrique

Le Monde



romans policiers

par Michel A. Bescat

L'Amérique déglinguée

LES SERPENTS DE LA FRONTIÈRE (Bordernakers) de James Crumley. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Nicolas Richard et Daniel Lemoine, Gallimard, coll. « La Noire », 380 p., 130 F.

La scène se situe quelque part au milieu du livre. En Californie du nord. Sughrie et Milo, les deux héros, ont emprunté une barge pour surprendre une famille de suspects retirée dans une cabane sur le Rio Copia. Noyé dans le brouillard, le paysage est à couper le souffle. Et la voix de Sughrie se fait brusquement plus rauque : « Il m'arrive quelque chose : mon cœur se serre. Je crois, devant cette beauté paisible, et soudain les bras minces et hâlés de ma femme, le rire de mon enfant me manquent. Il faudrait qu'ils voient cela. (...) Le sanglot coince dans ma gorge, fait partie de mon corps. Comme le pistolet dans l'étui que je porte sous le bras. Merde. Je laisse pour écouler un sanglot. L'écho retentit comme un coup de feu. » Peut-être n'insiste-t-on pas assez sur cet aspect de l'œuvre – la tendresse débordante, l'humanité profonde – de James Crumley. Lui qui déclarait à la télévision, lors de son dernier passage à Paris, à l'occasion de la sortie de son précédent roman, *Le Cornet siffleur mexicain* : « L'argent, la drogue et les armes, c'est comme un baccarat dans un groupe, il y a d'autres musiciens qui jouent en même temps. C'est pas important. Pourquoi ne me pose-t-on pas de questions sur bébé Lester (le fils de Sughrie) et les couches-culottes et la joie d'avoir des enfants autour de soi ? »

L'argent, la drogue et les armes. La violence et l'alcool. James Crumley poursuit dans *Les Serpents de la frontière*, entre western et roman noir, entre poésie et réalisme, son portrait d'une Amérique à la dérive. Celle de la « génération perdue » de l'après-Vietnam, passablement déglinguée et désabusée face au culte du fric et au cynisme généralisé. Ses héros, Milo, l'ancien adjoint du shérif de Meriwether (alias Missoula, Montana) devenu détective privé (Rousse piste, La Danse de l'ours) et Sughrie, ancien du Vietnam, spécialisé dans la recherche des fumeurs (Le Dernier balzer, Le Cornet siffleur mexicain), sont ici réunis pour la première fois. Ils ont vieilli. Leurs épaules se sont voûtées. Leur espace s'est encore rétréci sous la poussée de ce monde des années 90, où même les bars à bière sont « envahis par les jeunes cadres dynamiques ». Leur révolte toutefois reste intacte. Leur goût immuable pour les femmes, l'alcool et la défonce aussi. Leur lutte, de plus en plus désespérée, continue. Aussi pessimiste que soit cette lutte, avec *Les Serpents de la frontière*, on n'a rien perdu de cette force vitale qui caractérise l'œuvre de Crumley. « Vous rendez-vous compte que les adolescents contrôlent un quart du PNB ? Il suffirait qu'ils se mêlent de nouveau de politique... »

● **REQUIEM CARAÏBE** de Brigitte Aubert

En réaction peut-être à la tendance « nouvelle cuisine » d'une partie du polar français, alléguant parfois jusqu'à l'inconsistance, Brigitte Aubert n'a pas lésiné pour composer son *Requiem Caraïbe*. Cadavres de femmes martyrisées, violées, pendues. Hommes émasculés, noyés, brûlés, déshabillés. Côté requiem, le lecteur est servi. « Il me semble que le roman policier cherche à résoudre l'énigme fondamentale de la mort, quelle qu'elle soit... », ironise de plus en plus désespérée, continue. Aussi pessimiste que soit cette lutte, avec *Les Serpents de la frontière*, on n'a rien perdu de cette force vitale qui caractérise l'œuvre de Crumley. « Vous rendez-vous compte que les adolescents contrôlent un quart du PNB ? Il suffirait qu'ils se mêlent de nouveau de politique... »

● **LA CHAMBRE DE BARBE-BLEUE** de Thierry Gandillot

Ce fil-à, s'il devait se réincarner, choisirait la marmotte. « L'oiseau cet animal qui dort la moitié de sa vie et se réveille seulement pour jouer, faire l'homme et élever ses enfants avant de rentrer dans son trou pour pionner de nouveau... » Stanislas Delaunay n'a rien d'un dur-à-cuire. Sentimental incorrigible, amoureux chronique, rêveur impénitent, le héros de *La Chambre de Barbe-Bleue* de Thierry Gandillot est à l'image du livre. Pétulant et allègre, mélancolique et tendre, attentif aux êtres et aux lieux. Du Pays basque au bassin d'Arcachon, des îles anglo-normandes à la principauté d'Andorre, Stan enquête sur la mort de deux amis d'enfance. Un financier de haut vol et un habitué des cabinets ministériels disparus mystérieusement, la même nuit, à deux cents kilomètres de distance. De paradis fiscaux en défilés d'initiales, Stan démêle peu à peu les fils poisseux d'une toile d'araignée financière de taille internationale. Complexe, bien construite et constamment relancée (aujourd'hui responsable des pages culturelles de *L'Express*, Thierry Gandillot a été journaliste économique), l'intrigue tient le lecteur jusqu'au bout. Mais l'essentiel du roman est ailleurs. Dans l'épaisseur et la fragilité des personnages. Le goût pour le jeu et les chemins de traverse. La bonne humeur communicative. Tout simplement l'amour de la vie. L'esprit marmotte, en quelque sorte. (Nili, 368 p., 120 F.)

● **À NOS CHEVAUX** de Dominique Manotti

Une jeune femme élégante, la carotide tranchée, dans les toilettes de Longchamp. Un cheval électrocuté, d'autres carbonisés dans un gigantesque incendie, au milieu de la nuit. Une fête très cocaine dans la luxueuse villa d'un jockey en vue, près de Chantilly. La voiture d'un cavalier transformée en torche pendant un concours hippique. « Juste à côté du brasier, accroché au camion vert et blanc, dans une espèce de bulle tragique d'immobilité et de silence, un cheval, un onéiroïde sectionné, tête basse, perd son sang à jets saccadés, puis s'écroule au ralenti. » Dominique Manotti a le sens des images fortes et de la peinture au couteau. On le savait depuis *Sombre sentier*, paru au Seuil en 1995... Chevaux et cocaïne. Le commissaire Daquin de la brigade des stupés, enquête cette fois dans les milieux des courses et des affaires. L'intrigue est complexe, violente, rugueuse, découpée en rafales de chapitres courts et percuteurs. Un réseau d'anciens militants d'extrême-gauche, lycéens à Rennes en 68, apparaît peu à peu. Trente ans plus tard, ils sont devenus directeur de la communication d'un groupe multinational d'assurances, conseiller économique à l'Elysée ou bien élèvent des chevaux... La plume sèche et redoutablement efficace, Dominique Manotti donne à ce roman noir urgent et aigu, la brutalité et la superbe de son titre, emprunté au fameux toast des cavaliers de Saumur : « A nos chevaux, à nos femmes et à ceux qui les montent » (Rivages Thriller, 237 p., 110 F.)

Les livres sur Minitel

- 300 000 livres : romans, biographies, essais...
- Le Monde Éditions : dessins de Plantu, Prix du jeune écrivain
- Les sélections du Monde des livres, et du Monde des poches

Recherche bibliographique et commande de livres

3615 LEMONDE

(Sur Internet : <http://www.lemonde.fr/livres>)

La kermesse noire de Gijón

Pour la dixième année consécutive, la « Semaine noire » a réuni, à l'initiative de Paco Ignacio Taibo II, auteurs et amateurs de romans policiers. Une lieu de rencontre, d'échange et de fête

Le train de 10 h 03, en gare de Madrid, n'est répertorié dans aucun indicateur de chemins de fer. Ses passagers ne rencontreront pas d'uniformes dans les voitures peintes en bleu, fût-il celui d'un contrôleur. Et sa destination, réglementairement inscrite au-dessus duquel sous l'appellation de « Semaine noire », n'a jamais figuré sur une carte géographique. Pas sous ce nom, du moins, puisque le lieu désigné par ce sombre vocable est dans la ville asturienne de Gijón, au bord de l'Atlantique. Vendredi 4 juillet, plusieurs dizaines d'écrivains, de photographes, de musiciens, de cinéastes et de dessinateurs se sont embarqués pour ce port, qui est aussi le siège d'un rendez-vous mythique. Pour la dixième année consécutive, des auteurs de romans noirs s'y sont retrouvés le temps d'une fête sous la houlette du romancier mexicain Paco Ignacio Taibo II.

Moustache en bataille et Coca-Cola en bandoulière, Paco vit à cheval entre l'Europe et l'Amérique latine. Cette fête, sa fête, il l'a d'abord conçue comme une réunion d'amis, puis d'amis des amis. Des artistes de différents pays, rassemblés par un commun désir de noyer les idées noires dans l'amitié, le goût des idées, la littérature et l'intérêt pour la politique. Certains écrivains, paraît-il, auraient entrepris d'ajouter un roman noir à leur curriculum pour le simple plaisir de faire partie des invités. A l'origine de ce rassemblement, il y a l'Association internationale des auteurs policiers, une confrérie créée à Cuba en 1986. Issus de la gauche ou de l'extrême gauche, ses membres partagent des souvenirs de luttes et d'idéaux communs, notamment en Amérique latine. C'est autour de ce noyau fondateur que s'est développée la Semaine noire, qui se veut avant tout une fête populaire.

A l'arrivée du train en gare de

Gijón, une fanfare joue l'air de *Ca-sablonca*. Dans l'atmosphère étouffante, les badauds tendent l'oreille pour attraper quelques notes, presque aussitôt couvertes par des chants de protestation. Derrière une grande banderole, les ouvriers d'une usine voisine se rebellent contre des licenciements annoncés. Iront-ils quand même se promener à la fête ? Sans doute, tant la Semaine noire semble attirer un public nombreux, magnésé par l'ambiance extraordinairement vivante du lieu. En 1996, plus d'un million de visiteurs se sont bousculés là pour huit jours de kermesse. Entre le bord de mer et le parc Isabelle-la-Catholique, dans un vaste espace coupé en deux par la rivière Piles, la Semaine a la particularité de mêler une fête foraine à des « attractions » plus intellectuelles.

ATTRACTIONS

Au pied de la grande roue tout illuminée, dans les allées bordées de tentes blanches où de carnavales peinturlurées, la foule débambule d'un bistrot à un stand de librairie, d'un jeu de massacre à un débat littéraire, d'une exposition à une boutique d'artisanat. On écoute, des présentations de livres en buvant une bière, on assiste à des échanges de vues sur les sujets les plus divers, en essayant de faire abstraction des différentes sonorités qui mélangent gaillardement les débats. Il sera question, au fil des heures, de problèmes comme l'état de la science-fiction espagnole, le photoreportage des droits de l'homme, l'art de la caricature et autres débats, aux titres plus mystérieux.

Dans une bibliothèque de prêt installée sous un petit chapiteau, des habitants de la région circulent entre les tables, palpent les livres. Ils viennent en famille profiter de l'occasion parce que, disent-ils, « le reste de l'année, on n'a pas beaucoup de temps pour lire, il faut bien travailler ». Pour les courageux du matin, des ateliers de création littéraire sont animés par des écrivains. Plus vaillants encore, certains participent à un grand « marathon solitaire pour le peuple saharaoui », tandis que d'autres laissent l'empreinte de leurs mains sur un long mur en forme de manifeste pour la tolérance. Partout, des jeunes gens vendent *A Qemorrogo* (A brûle-pourpoint), un journal quotidien destiné à informer les passants entre deux bouchées de churros.

Tout ce qui fait ordinairement une fête du livre est amplifié, coloré, pimenté par une incessante agitation. Comme si, pour une fois, la littérature et la culture en général sortaient de leur cadre doré, quittaient leurs vêtements solennels et descendaient vraiment dans la rue. Paco Ignacio Taibo II (le numéro 1 revient à son père, écrivain lui aussi) n'a pas d'autre but, qui veut « prendre le contre-pied de la culture officielle » et faire du livre un objet réellement « démocratique ».

Pour lui, comme pour le romancier Luis Sepúlveda et d'autres, la littérature ne doit pas être sacrifiée. « En dix ans, affirme-t-il, pas une seule table ronde ne s'est tenue dans un lieu clos. » Cet objectif, où du moins sa réalisation, n'est pas du goût de tout le monde. Si la Semaine noire est organisée en étroite collaboration avec la mairie (de gauche) de Gijón, elle est en revanche vivement critiquée par les autorités (de droite) de la région. L'opposition municipale a même promis à ses électeurs de supprimer cette fête, jugée bruyante et de mauvais goût. Les participants, en revanche, y voient surtout des avantages et beaucoup d'agrément. Une éditrice comme la Française Anne-Marie Métaillé peut y retrouver certains de ses auteurs, notamment Paco Ignacio Taibo II, Luis Sepúlveda qui doit publier un recueil de nouvelles en octobre, et la Belge Evelyne Heuffel. Avec un peu de

chance, les éditeurs dénicheront un nouveau texte, en discutant avec les uns et les autres ou en farfouillant dans les librairies de plein air. Venu de Mexico avec des pleins cartons de livres dans ses bagages, le libraire Fritz Glockner expose ainsi des ouvrages introuvables en Europe. L'éditrice américaine Ruth Cavin, responsable des romans noirs chez Saint Martin Press, vient là pour la cinquième fois : « C'est la fête la plus merveilleusement bizarre que je connaisse, explique cette vieille dame à la voix douce. Elle a le grand mérite de montrer la littérature noire sous un jour nouveau, à la fois accessible et nullement secondaire. »

La « Semaine noire » est aussi un point de rencontre pour des écrivains qui, comme l'Espagnol José Manuel Fajardo, vouent une « double passion à la littérature et à la vie ». Ce romancier, qui sera traduit prochainement chez Flammarion, considère que « la Semaine noire présente les livres d'une manière hétérodoxe qui correspond à ma façon de voir : la littérature qui m'intéresse s'insère dans la vie, reflète sur elle et en devient une part ». D'autres trouvent à Gijón l'occasion de se faire connaître, en particulier les Latino-Américains pour qui le marché européen n'est pas toujours facile d'accès. Daniel Charvát, écrivain cubain dont un troisième roman paraîtra chez Rivages en octobre, doit à la Semaine noire toutes ses publications en Europe. Pour le jeune romancier colombien Santiago Gamboa, la manifestation constitue une formidable ouverture sur le monde des éditeurs car, explique-t-il, « la littérature circule encore mal entre l'Amérique latine et l'Europe, même l'Espagne ». Mais, plus encore que pour ces contacts éditoriaux, les auteurs viennent là parler de littérature, sans contrainte et sans concessions, seulement pour le plaisir.

Raphaële Rérold

Miss Frankenstein

Deux biographies pour mieux appréhender le destin de Marie Shelley, créatrice d'un héros devenu mythe

MARY SHELLEY, LA JEUNE FILLE ET LE MONSTRE de Cathy Bernheim. Ed. du Félin, 270 p., 138 F.

MARY SHELLEY, DU MONSTRE AU SUBLIME de Nicole Berry. Ed. L'Age d'homme, 270 p., 120 F.

Le deux centième anniversaire de la naissance de Mary Shelley vient d'être salué en France par deux biographies de l'auteur de *Frankenstein*. Celle de Cathy Bernheim, déjà auteur à La Manufacture d'un essai biographique, *Qui êtes-vous, Mary Shelley ?*, est écrite dans un style nerveux et clair qui ne résiste pas à vouloir faire moderne : ne se tennant-elle pas, avec quelque incongruité, sur cette formule « ADN, la mère ». Elle consacre aux parents de Mary Shelley, Mary Wollstonecraft et William Godwin, tous deux écrivains de renom, une place que celle de Nicole Berry leur mesure bien plus chichement. Puis conte avec une certaine sécheresse la passion éprouvée pour le poète Shelley, leur fuite vers la France et la Suisse, leurs errances et leurs lectures, leur séjour italien et les tragédies qui l'ont marqué, jusqu'à la mort par noyade de Shelley lui-même. Mais Cathy Bernheim s'étend longuement sur le séjour à la villa Diodati (I) pendant lequel Mary Shelley, alors âgée de dix-huit ans, conçut son *Frankenstein*. Elle cite abondamment la préface de l'édition de 1831 dans laquelle Mary Shelley explique comment elle a été amenée à imaginer « une histoire qui porterait des crânes mystérieux de notre nature et éveillerait une horreur indicible ». Et elle consacre de nombreuses pages à l'analyse du roman, publié d'abord sans nom d'auteur en 1818, à son accueil, à ses différentes éditions et aux corrections apportées par l'auteur, allant même jusqu'à proposer une nouvelle traduction de quel-

ques passages-clés. Elle ne s'attache qu'à un seul autre roman de l'auteur, *The Last Man* (1826), qui relève lui aussi de la science-fiction, et elle traite assez rapidement de la vie de Mary Shelley après la mort de son mari et son retour en Angleterre où elle allait faire une carrière, trop méconnue sans doute, de femme de lettres. Dans un dernier chapitre, elle s'interroge sur les « avatars » modernes de Victor Frankenstein : mais son inculture en matière de biologie moléculaire ne lui permet pas une réflexion très pertinente.

La biographie de Nicole Berry est écrite dans un style plus lyrique et plus ampoulé, s'appuie sur une pratique peut-être un peu systématique de la citation. Elle retrace la vie commune de Shelley et de Mary avec un souci du détail plus poussé que celui manifesté par Cathy Bernheim, et analyse les deux romans « italiens » de la jeune femme, *Mathilda* et *Volpaga*, avec d'autant plus de soin qu'ils lui permettent d'illustrer sa thèse : celle de la « complétude » de deux êtres et de deux œuvres. Elle est plus précise surtout quant à la seconde partie de la vie de Mary Shelley, qui, revenue à Londres, paraît s'être enfermée, non sans parfois une certaine amertume, dans son statut de veuve de poète, et continue de scruter avec attention son œuvre ultérieure.

Toutes deux mettent l'accent sur le singulier destin de Mary Shelley : égarée romantique, femme écrivain et inventeur d'un véritable mythe. Elles ne soulignent pas assez ce paradoxe : si Mary Shelley ne fut longtemps que la femme du poète, elle l'a aujourd'hui éclipsé. Frankenstein a définitivement occulté « Prometheus unbound ».

Jacques Bandou

(I) Cathy Bernheim et Nicole Berry semblent ignorer que le docteur Polidori compléta les quelques pages écrites par Byron et publia lui aussi une histoire terrifiante, née du même séjour : *Le Vampyre*.

(2) Cathy Bernheim et Nicole Berry semblent ignorer que le docteur Polidori compléta les quelques pages écrites par Byron et publia lui aussi une histoire terrifiante, née du même séjour : *Le Vampyre*.

(3) Cathy Bernheim et Nicole Berry semblent ignorer que le docteur Polidori compléta les quelques pages écrites par Byron et publia lui aussi une histoire terrifiante, née du même séjour : *Le Vampyre*.

(4) Cathy Bernheim et Nicole Berry semblent ignorer que le docteur Polidori compléta les quelques pages écrites par Byron et publia lui aussi une histoire terrifiante, née du même séjour : *Le Vampyre*.

Elle, l'autre et je

LE MONDE / VENDREDI 18 JUILLET 1997 / III

Génie, où es-tu ?

LE GÉNIE À L'USAGE DE CEUX QUI N'EN ONT PAS de Georges Picard. Ed. José Corti, 192 p., 100 F.

Un matin, en se rasant, l'auteur est frappé d'une terrible évidence : il n'a pas de génie et reste un individu « plat, ras, calciné, improduttif, rétif à toute espèce d'amélioration, de progrès, de régénération ». Mais qu'est-ce que le génie ? Il va se lancer dans une investigation qui va lui faire croiser les plus singuliers personnages. Son ami Szabo, érudit et solitaire, avance que « l'imbecillité et le génie sont les deux tentations extrêmes de l'esprit » et lui conseille, par défaut, de cultiver sa bêtise. Plutôt déprimant... Le docteur Abo, « penseur spéculatif et transcendantal », qui fait piquer son chien Swendborg contre les murs de l'Académie française, l'encourage à vivre dans la constante méprise d'Homère, de Dante ou de Shakespeare et de « mépriser tout ce qui n'est pas à cette hauteur ». Assez fatigant... Marcel-Fantômas, « bousilleur de génie », ricane de si vaines prétentions : pour lui, les idées sont des « hampeaux grouillants » et le génie une question « démodée » qui ne mérite pas qu'on s'y attarde. Accablant... Dans cette quête, il va se lier aussi avec un clochard qui, sur son banc, avale des sardines à l'huile comme une « otarie » nouvelle. Drogue ? « une excentrique qui collectionne les cages à oiseaux vides et l'indigne à ne pas désespérer de la vie, et une fillette qui l'entraîne dans un parking souterrain pour le soumettre à des rites de magie blanche. Provocateur et plein d'humour, ce conte philosophique balaie nos fait retrouver avec bonheur la tonalité ironique d'un auteur qui s'amuse à poser des énigmes. Qu'attend-on pour trouver Georges Picard ? génial ! »

Pierre Kyria

Dans « La Clôture », Françoise de Gruson relatait la lutte désespérée d'une mère pour la reconnaissance de ses jumelles par leur père. Avec « Basses branches », l'une des filles reprend ce combat marqué du deuil

LA CLÔTURE de Françoise de Gruson Babel-Actes Sud, 220 p., 51 F.

BASSES BRANCHES de Françoise de Gruson, Actes Sud, 320 p., 138 F.

Réjouissons-nous de la réédition en poche de cet extraordinaire roman qu'est *La Clôture*, écrit, murmuré en un seul souffle, comme sous l'injonction d'une force d'hallucination, d'une mémoire rêvée, d'un trajet indéfiniment parcouru et dont tous les pas ramènent à Elle, la mère. Françoise de Gruson nous projette dans un tourbillon d'images indéchiffrées. A chaque fois le sol se dérobe, les repères familiers s'abolissent. Pourtant c'est du plus proche et du plus familier que nous parle l'auteur — de ce triangle errant, dépourvu de ressources et d'appuis que forment ensemble la mère et ses deux jumelles, « nées de père inconnu », ou encore : Elle, l'autre et je. Le récit, centré sur l'agonie de la mère, rejoint un autre temps, également immobile, étranger au cours des choses et à l'enchaînement des circonstances, l'intemporel de l'enfance, son répitatif du quotidien, subtilement varié, jamais répété. La clôture, « on peut lui donner des sols, des clefs si différents ». A condition qu'elle reste intacte, c'est-à-dire que l'on continue d'y vivre à trois, dans un retranchement fanatique, galvanisé par la puissance même de l'invivable. Or, et c'est dans l'acte de cette blessure qu'était écrit ce premier roman, avec la mort d'Elle s'effondre la « silencieuse trinité », et cet être de solitude et d'appartenance qu'elle signifiait.

Vingt-huit ans plus tard, Françoise de Gruson publie *Basses branches*, qui, tout en reprenant des scènes, des répliques de *La Clôture* (en perpétuant sa hantise), lui



Françoise de Gruson

ajoute son : complément, son contexte et, d'une certaine manière, lui fait suite. Car *La Clôture* était aussi la description d'un combat, celui, désespéré, que menait la mère pour que le père reconnaisse ses deux filles ; et *Basses branches* est bien la poursuite de ce combat, celui de la narratrice pour hériter de ce père à peine connu, aristocrate, arrogant, perpétuel voyageur, infatigable orateur des théories les plus nuptiques. Le même « voile gris du juridique » s'étend donc, par-delà l'écart tem-

poirel qui les sépare, d'un livre à l'autre. Mais, s'il était, pour la mère, bannière flamboyante sous laquelle mobiliser sa folle énergie, il prend pour la fille le poids d'une tenture de deuil. C'est un combat qu'elle poursuit par devoir, sans y jouer le sens de son existence. Mais où se joue-t-il en fait ? Ce veut dire vivre hors de l'enfermement avec Elle et l'autre ?

Basses branches, qui contient un hommage à Proust, est le récit d'une errance dans le désert du « vrai » monde, dans une société

qui, en contraste avec le régime exclusivement féminin et hautement privatif de l'enfance, devrait étonner et séduire par son abondance, sa diversité. Or elle n'éveille aucun intérêt. Il faut même se forcer pour y toucher, affronter la foule, rejoindre le courant des pratiques normales : étudier, travailler, se marier, avoir un enfant... La narratrice, forte de la « densité » de sa détermination, n'esquive aucune épreuve. Et si elle réussit mieux ses concours que son mariage, elle n'en accuse personne. Moins lyrique, moins fasciné (et moins fascinant) que *La Clôture*, *Basses branches* est plus objectif, plus factuel, bien que sans esprit d'apaisement ni de conciliation. C'est la froideur d'un effort de maîtrise, d'une volonté de survie. « Tu as la souffrance furieuse », lui avait dit l'autre, la sœur, dans *La Clôture*. On pourrait dire de la narratrice de *Basses branches* qu'elle a la souffrance intelligente, réfléchie. C'est comme de passer du registre fantasmagorique du « roman familial » selon Freud à l'impossible règlement de comptes des histoires de famille. En classe, l'enfant de *La Clôture* ne comprenait rien à la succession sujet, verbe, complément, l'adulte de *Basses branches* a fini par comprendre, mais elle n'a pas vraiment cédé. Elle n'est toujours pas convaincue que ce soit le seul ordre admissible, que sa rigueur ne trahisse pas le désordre persistant des passions. De même, entre passé et présent, elle ne fait pas le partage : « Je vous ai adoré, lui dis-je. Ces mots entrèrent à leur manière dans son silence (...). Je n'ai pas eu le temps de me rasseoir. « Pourquoi au passé ? », me dit-elle. De nouveau je m'approche rapidement de son visage. Mais c'est encore vrai maintenant, oui, maintenant, répété-je. Nan ce n'était pas une faute de français qu'elle me corrigait, comme à l'accoutumée, c'était une faute d'amour. »

Chantal Thomas

Dérobadie vitale

MA FAMILLE de Pascal Liciari. POL, 128 p., 70 F.

L'art littéraire ne consiste pas toujours à broder des mots sur la nappe du réel. Pascal Liciari en fournit une preuve cinglante avec ces trois petits récits, qui font suite à un premier roman prometteur, *Grande couronne*. Quand il allume une cigarette, il écrit : « J'allume une cigarette. » Quand il demande un café dans un café, il s'économise : « Noir ? Noir. » Ce réflexe minimaliste irriterait s'il trahissait un souci trop insistant de se rattacher à une école, de se vouer corps et âme au formalisme. En se trouvant un ton correspondant à l'univers qui semble lui coller à la peau (phrases courtes, très courtes, quotidiennes mornes, trahissant l'insatisfaction secrète), ce jeune auteur peint néanmoins, comme à l'aquarelle, des tableaux naturels, très personnels, quoique apparemment volés à la vie de tout le monde. Trompeusement figé dans sa modeste grisaille, son oarateur ne tient pas en place. Il regarde sa montre, joue avec ses clés, s'en va, se fonde dans la foule, marche, rebrousse chemin, fait les cent pas, court les magasins, monte l'escalier, roule en voiture, jusqu'à la frontière. Homme pressé, fils fébrile ou travailleur intérieur, il prend la vie comme un jeu de l'oie dont la fin de partie dépend d'une rapidité à choisir, entre rester ou partir. Cases incontournables du parcours sans dés : la famille qui vous hante, l'entreprise qui vous salarie, la femme qui vous héberge. Issue : approcher à sortir de chez soi. Savoir se séparer. S'évader. Echap- per à la routine, aux salles d'attente, aux petits esclavages ménagers. Se dérober à ce qu'en termes footballistiques on appelle « la mort subite ».

Jean-Luc Doulin

Contes vénéneux

LE GRENADIER de Dominique Malnard. Gallimard, 140 p., 85 F.

Quoi de plus tenu qu'un pépin de grenade, rouge et vernissé ? Pourtant il peut receler la promesse de feuillaisons imagina- naires, la menace de fruits véné- neux. Dominique Malnard a choisi la nouvelle parce qu'elle permet de frôler des abîmes, tout en évitant « les excès de l'inspiration ». Tra- ductrice, elle a apprécié Handke et Cortazar, Carver et Grace Paley avant de découvrir, entre autres, Chateaubriand ou Nina Bouraoui. Son premier recueil, *Le Second enfant* (1), a obtenu le prix Promé- thée de la nouvelle. Celles conte- nues dans *Le Grenadier* montrent la germination d'une sorte de folie, nourrie de silence et de solitude. On peut alors, comme « Agota », re- monter le cours d'une vie, jusqu'à l'enfance, à l'instant splendide et déchirant où tout a vacillé. Inversement, un improbable « Vi- siteur de la nuit », traqué vainement par des trappes à souris, hante So- rella tout au long de sa longue exis- tence. Un invisible locataire qui, depuis la « Disposition du soleil », est présumé habiter une mansarde inoccupée, hante les rêves les plus divers des habitants d'un immeuble. Ainsi se cristallisent certaines han- tises, tandis que d'autres s'em- brasent, comme un « amour sombre, mauve et hirsute ». « Les yeux du Gange » et « La Contesse » évoquent l'absence pou- voir des mots, qui font passer de la laideur à l'enchantelement. Une tra- versée du miroir qui n'est pas sans danger, car « parfois on n'est pas maître des histoires que l'on a comencées ». C'est avec beaucoup de virtuosité que Dominique Mal- nard mène ses récits troublants, vertigineux.

Monique Pétillon

(1) La Différence 1994.

Rimes bourguignonnes

Pascal Commère, Erik Poulet, Pascale Ronget, trois voix, trois espaces transcendés par la poésie du verbe

LOINTAINE APPROCHE DES TROUPEAUX À VÉLO VERS LE SOIR de Pascal Commère. Ed. Folie Avoine, distr. Les Belles Lettres (Le Housset, 35137 Bedée), 128 p., 120 F.

VISITEUR d'Erik Poulet. Ed. de la Renarde rouge (89510 Verson).

LETRE À L'ANGE de Pascale Ronget. Edition Jacques Brémont et Les Ecrits des forges, 1996

Vivre en Bourgogne ne destine pas particulière- ment à devenir poète. Ni vigneron, d'ailleurs. On peut écrire et rêver en Bourgogne sans que rien ne trahisse pour tant le lieu d'origine, le terroir in- time des mots et des images. Les trois auteurs choisis ici n'ont en commun que le hasard d'une nais- sance ou d'une résidence en Bour- gogne, sauf le premier d'entre eux, Pascal Commère, dont le recueil *Loin d'ici, loin d'ailleurs* (1) est paru. On peut écrire et rêver en Bourgogne sans que rien ne trahisse pour tant le lieu d'origine, le terroir in- time des mots et des images. Les trois auteurs choisis ici n'ont en commun que le hasard d'une nais- sance ou d'une résidence en Bour- gogne, sauf le premier d'entre eux, Pascal Commère, dont le recueil *Loin d'ici, loin d'ailleurs* (1) est paru. On peut écrire et rêver en Bourgogne sans que rien ne trahisse pour tant le lieu d'origine, le terroir in- time des mots et des images. Les trois auteurs choisis ici n'ont en commun que le hasard d'une nais- sance ou d'une résidence en Bour- gogne, sauf le premier d'entre eux, Pascal Commère, dont le recueil *Loin d'ici, loin d'ailleurs* (1) est paru.

L'étrange pouvoir de ce regard qui parvient à saisir en eux le mirage de l'anonymat : *Jardins tout ou fend du jaune les yeux ou Tulus n'est-ce que cela vraiment je voudrais dire ou encore Ecrit pensant à vous passant près d'un ruisseau. Volez alors que ces collines de l'Auxois où l'auteur, vers le soir, aime à se promener à vélo deviennent l'horizon vaporeux d'un paysage chinois où les figures s'apparentent à la soudaine calli- graphie d'un vol d'hirondelles sur l'azur. Certains poèmes font même penser à la force incisive des haikus japonais par la brièveté, la densité des métaphores. Quand, par exemple, près du « chuchotement de l'eau qu'on cueille », le poète dé- couvre dans le matin « l'innocence d'une noisette » et conclut : « Nuage le ciel pourquoi ? ». Nous ne saurons jamais pourquoi le ciel, mais nous saurons que le moindre objet quoti- dien, l'horizon, le plus familier peuvent par la grâce d'un simple poème, dire le pourquoi du monde lui-même (1).*

Avec *Visiteur* d'Erik Poulet, il s'agit de tout autre chose. Le pay- sage est celui d'une chambre d'hô- tel avec un horizon prévisible de murs vides et nus. Un homme agi- tiste, un père qu'un de ses fils vient visiter, celui apparemment qu'il n'espérait pas. Mais un poème ne se raconte pas. Ces textes courts, denses, faits d'images brutes, ces textes parfois désespérés tentent l'impossible bilan d'une vie mutuel- lement inconnue, d'une affection jamais perçue, d'un désir jamais partagé où reviennent les images d'une enfance elle-même privée de enchantements et de mer- veilles espérées, images qui hantent la léthargie des heures. Là aussi, les objets quotidiens sont perçus avec une acuité particulière. Mais autour d'eux, ni aura ni nimbe ni lumière : ils n'ont pour eux que le dénuement de leur utilité. Curieusement, cet homme couché, ce géant silen- cieux, l'auteur le compare à *L'homme qui marche* de Giacometti.

« ce bronze écorché par la lu- mière, dissous à la vie ». Mais vers où marche-t-il, cet Homme ? Ici, l'immobilité devient un langage et le silence, un cri noué. Quelque chose s'est échoué dans la vie du poète « à quelques kilomètres de l'enfance ». Au fond, ce que cé- lèbre, ou plutôt ce qu'instaurent ces poèmes, c'est la dure mais aussi prodigieuse évidence qu'on peut, un jour, cesser d'être un fils. Et c'est peut-être là la nécessaire condition pour que naisse le poète.

Letre à l'ange, de Pascale Ronget, appartient à un tout autre espace, un espace extrême, celui qu'on peut entrevoir et surtout parcourir à condition de transgresser les frontières de la chair et de la mé- moire. Il ne s'agit pas ici d'un de ces anges qui précèdent fort à la mode ces derniers temps et semblent s'intéresser soudain à notre sort et à notre Terre plus que de raison. Non, ces poèmes sont l'écho à la fois tenace et transmué d'une rencontre humaine qui a lais- sé sur le corps, dans le cœur et les moindres parcelles du songe les stigmates insés de l'absence. Tor- ture et en même temps jubilation d'avoir connu l'impalpable, qui doit être le nom secret de cet ange au- jourd'hui clandestin qui affirme le souvenir et que chaque poème res- suscite même en un éclair d'images souvent fulgurantes. Pour lutter contre ce sillage obsédant, contre l'Enfuit toujours enfuit au cœur de la mémoire, l'auteur, « pauvre loque de sable/Avec [son] collier d'astres froids », n'a plus qu'une révolte de neige/Dans un havre pénitencier. Nous sommes si près de l'indicible que je ne peux aller plus loin dans la glose, fût-elle un murmure de plaisir.

Jacques Lacarrière

(1) Signaux du même auteur deux autres recueils : *La Solitude des plantes* (Le Temps qu'il fait, 1996) ; *De l'humili- té du monde chez les bousiers* (Obsi- diane, 1996).

Re-vivre le passé

Jeannette Colombel entraîne ses « amants de l'ombre » vers les années 50. En mémoire d'une époque

LA NOSTALGIE DE L'ESPÉRANCE de Jeannette Colombel Stock, 380 p., 130 F.

Is s'appelaient Marie-Claude, Maurice, Paul ou Jean. Vail- lant-Couturier, Thorez, Eluard, Kanapa. Tous communistes. On sortait de la guerre. Marie-Claude Vaillant-Couturier revenait de déportation, Paul Eluard avait écrit la liberté retrou- vée, Maurice Thorez dirigeait un parti tout auréolé de sa résistance à l'occupant. Ils étaient les compa- gnons de lutte de Nelly et Jean, les héros de ce livre, les « amants de l'ombre » du précédent roman de Jeannette Colombel (1), qui s'étaient connus et aimés à vingt ans, pendant la guerre et la Résis- tance. Jean avait pris le maquis et tous deux avaient rejoint le Parti communiste.

Dans le récit de Jeannette Co- lombel, on les retrouve tous, de 1944 aux années 50, dans leurs combats, leurs espoirs, avec leurs il- lusions, leurs naïvetés, leur ironie parfois, leur absence d'humour souvent — on connaît ça chez les militants assurés de détenir l'unique vérité. On les revoit « en situation », comme si le temps n'avait pas passé sur eux, comme si, de révisions en démissions et exclu- sions, il n'avait pas fallu commen- cer de faire l'histoire — ou refuser de la faire, ce que semble bien signifier cette fin de siècle confuse. « C'est avec les époques mortes qu'on fait l'histoire », écrit Sartre dans un frag- ment inédit de *Qu'est-ce que la litté- rature ?* cité en épigraphe du ro- man, car chaque époque, à sa mort, entre dans la relativité, elle s'aligne le long des siècles avec d'autres morts, on l'éclaire par une lumière nouvelle, on la conteste par un savoir neuf (...). Ses limites apparaissent tout à coup, et ses ignorances. Mais c'est parce qu'elle est morte : ces limites et ces ignorances n'existaient pas à l'époque » (2).

En lisant les années d'après- guerre de Nelly et Jean (Jeannette Colombel et son mari), si étroitement liés à tous les plus grands ac- teurs de ce moment de l'histoire, on aurait aimé que Jeannette Co- lombel, l'une des dernières survi- vantes, prenne la parole en chro- niqueuse et non en romancière — comme sut le faire Simone de Beauvoir dans ses *Mémoires* — et dise comment elle comprend et analyse désormais les espérances et les déceptions, certains aveuglements d'alors, sa crédulité à elle et la lucidité de Jean, qui, plus vite, semble comprendre que, dans la presse du Parti, « on contrôle plus qu'on n'écrit », quitte l'adieu presse et le pouvoir qu'elle lui donne pour re- devenir prof, à Charentes.

Elle se défend de manière émo- vante, avec cette énergie qui lui a fait, tout au long de sa vie, « mener des luttes contemporaines », comme elle le dit. Bien qu'ayant quitté le Parti « par gauchisme », après la guerre d'Algérie, elle garde forte en elle « la nostalgie de l'espérance » que réaffirme son beau titre et, peut-être, recule devant notre désir de la voir juger son existence en « époque morte ». « Je tiens à la forme ramonesque, insiste-t-elle, parce qu'elle me permet de recréer au présent, de remettre au présent mon mari mort, mon fils mort, de me rendre vivant mon passé, d'en re- trouver l'intensité. » Refus d'ac- complir le deuil ? Sans doute. Ma- nière aussi de rappeler sa volonté de bannir le regret et de s'en tenir à cette phrase de Cicéron citée dans *La Nostalgie de l'espérance* : « Avant tout, il nous faut décider qui nous voulons être et quel genre de vie nous choisissons, décision la plus difficile de toutes ».

Josyane Savigneau

(1) Les Amants de l'ombre (Flamma- rion, 1990) (2) Sur Sartre, Jeannette Colombel a notamment écrit *Sortir ou le parti de vivre* (Grasset, 1981)

Lady Wortley Montagu en lettres majestueuses

Grande voyageuse, elle fut sans doute l'une des plus grandes épistolières du XVIII^e siècle. Sa correspondance, admirablement traduite par Françoise du Sorbier, restitue la femme de cœur, d'esprit, observatrice passionnée de son temps

LETTERES D'AILLEURS. de Lady Mary Wortley Montagu. Traduit de l'anglais et présenté par Françoise du Sorbier, José Corti, 450 p., 150 F.

Fortune, oubliesse, beauté, intelligence : tout cela, Lady Mary Wortley Montagu le reçut à la naissance. Fille de Lord Pierrepont, petite-oie de Buckingham (ce-lui des *Trois Mousquetaires*), cousine de Fielding et l'épouse, mariée à un ambassadeur de sa Gracieuse Majesté qui fut chargé, entre autres, de négociations délicates avec la Sublime Porte, sa beauté, paraît-il, coupait le souffle (Pope célébrait *The Worley Eye*), encore que gâchée avant treize ans par la petite vérole. Elle avait tout pour jouer le rôle décoratif dans lequel les mœurs de l'Angleterre du XVIII^e siècle confinaient une femme de son rang. Très tôt, elle en décide autrement, consciencieuse : « Notre sexe n'est nulle part traité avec autant de mépris qu'en Angleterre. Nous sommes élevées dans l'ignorance la plus grossière et l'on ne nous fait grâce d'aucun moyen d'étouffer notre raison naturelle. » Elle est une révoltée, mais d'une révolte tout intérieure. Une éducation, une culture exceptionnelles chez un homme de l'époque, encore plus chez une femme, et encore plus à l'en croire elle-même dans la haute société londonienne, lui ont fait maîtriser d'innombrables connaissances, linguistiques, scientifiques, littéraires, politiques. Mais elle porte sur cette maîtrise un regard froid : d'une part, parce que celle-ci ne peut, pour elle, constituer une fin en soi ; d'autre part, et surtout, parce qu'elle a une conscience alerte de sa condition, qui lui fera donner pour l'éducation de sa petite-fille ce conseil qui pourrait être toute la maxime de sa vie :

« Cocher le savoir qu'elle aura acquis avec autant de soin qu'elle en mettrait à camoufler une difformité ou une boiterie », car « les hommes s'imaginent que cultiver notre esprit ne nous servirait qu'à trouver de nouveaux moyens de les tromper ».

Elle veut échapper à un « spectacle de marionnettes » de la société londonienne, pour laquelle elle a (et particulièrement en ce qui concerne les divertissements des mâles de l'aristocratie) un mépris et des mots que ne renierait pas, un siècle plus tard, une Flora Tristan dans ses *Promenades dans Londres*, mais elle veut le faire sans scandale et sans déchoir de son rang. Deux voies s'ouvrent à elle : le voyage et les lettres, au sens littéral du terme. Dès son adolescence, elle écrit qu'elle pose comme condition à son mariage que son futur mari la fasse voyager. Et, ce faisant, elle initie une correspondance qui, tout en restant dans le domaine du privé, lui donne l'espace de liberté qu'elle pourra épanouir ses dons. Elle finira par être connue comme une des plus grandes épistolières de son temps (supérieure à M^{me} de Sévigné, dira Voltaire), alors que, paradoxalement, ses lettres ne seront jamais publiées de son vivant. Mais la bouche-à-oreille de la bonne société suffit, car sa renommée littéraire est telle qu'au soir de sa vie, en Italie, elle ne peut convaincre un prêtre qui a préparé tout un rayon de sa bibliothèque pour recevoir ses livres que ceux-ci n'existent que dans son imagination...

GRANDE SŒUR DE VOLTAIRE

La mariée avec Lord Wortley, mené tambour battant contre la voléité paternelle, lui apportera la possibilité de voyager, de connaître les cours d'Europe. Pour le reste, le coup de foudre est vite passé. Mais elle pourra



Lady Mary Wortley Montagu peinte par Jonathan Richardson (1665-1745)

ainsi se lier aux grands esprits de son temps, assouvir sa soif de découvrir des vies, des mœurs, des paysages différents. Une soif que l'on retrouve dans les lettres – du moins celles que sa fille n'a pas brûlées – que Françoise du Sorbier a eu l'heureuse initiative de présenter dans une traduction qui épouse admirablement l'élégance du style, l'acuité, la perti-

oence de chaque phrase, la clarté, l'ironie toute swittienne (encore que Lady Montagu ne portât pas Swift dans son cœur, l'accusant de mesquinerie) et la présence de lettres en français, même si leur orthographe et leur syntaxe sont plaisamment débridées, montre bien que la traductrice a su rester au plus près de la grâce épistolaire de leur auteur.

Il y a de quoi, dans ces lettres, écrire plusieurs romans d'amour et de mœurs : une « Princesse de Clèves » et un « Candide ». Les passions du cœur chez une grande dame du XVIII^e siècle s'allient au regard d'une observatrice passionnée de son temps. L'échec du mariage ; les amitiés fœgueuses et savantes, l'embrasement du cœur, à l'âge mûr, pour un objet particulièrement bien choisi, puisque à la fois érudite, moitié plus jeune qu'elle et homosexuel ; le goût physique de la nature, l'attention portée non seulement aux êtres humains dans leur diversité mais à tout ce qui peut réjouir la vue et les sens, en particulier les jardins ; le désir de liberté qui la pousse à épouser des causes difficiles, sans jamais, fidèle à son principe, se mettre en avant ; un constant exercice de la distanciation qui lui permet de garder un sens pratique à toute épreuve – c'est elle qui, la première, introduira dans le texte de l'Europe la vaccine contre la variole, pratiquée par les Turcs. Et, toujours, une curiosité insatiable qui relève de la volonté, parfois, de comprendre ; ouverte sur l'universel, refusant le préjugé, mais sans illusions naïves, sachant se défendre par l'ironie, voire le sarcasme, grande sœur de Voltaire mais pas du tout de Rousseau : elle est aussi le genre de personnes qui ne voient pas pourquoi l'on boirait de l'eau quand on a les moyens de boire du champagne.

L'un des moments forts de la vie de Lady Montagu – celui grâce auquel elle a figuré par la suite dans les encyclopédies des « grandes voyageuses » – fut son séjour de deux ans à Constantinople. Femme de l'ambassadeur, mais son ambassadeur elle-même, elle ne put agir politiquement qu'en sous-main. En revanche, elle se consacra à pénétrer de profondeur dans la vie

quotidienne des femmes, et les lettres de cette période sont une contribution majeure à la connaissance de l'islam dans l'Empire ottoman tel qu'il ne devait guère changer jusqu'au début du XX^e siècle : un Empire, faut-il le rappeler, majoritairement européen par la géographie... Françoise du Sorbier a choisi de traduire aucune de ces lettres dans son édition, au motif que celles-ci ont déjà été publiées (1) – mais le livre est depuis longtemps épuisé... et c'est peut-être dommage, car l'ensemble ainsi constitué est tellement neuf pour le lecteur français, on n'en perd pas moins l'une des expériences les plus achevées de Lady Montagu, celle qui enrichira son regard sur son temps, ses expériences suivantes.

« A la vérité, écrit-elle à la fin de sa vie, je me considère comme une créature singulière, moi qui suis une vieille femme sans superstition ni vaine gloire pour la censure. » Le présent livre nous permet de faire connaissance avec cette « créature singulière » ; il nous donne aussi envie d'en savoir encore davantage sur elle. On se plaît, par exemple, à imaginer la réponse du jeune Algarotti à cette missive (en français, orthographe respectée) d'une Lady Montagu de cinquante ans : « J'ai une dévotion plus zélée pour vous qu'aucun des adorateurs de la Vierge n'a jamais eue pour elle » ; on aimerait savoir comment elle put convaincre le duc de Richelieu de gracier cent protestants provençaux persécutés. A quand une biographie de Lady Montagu ?

François Maspero

(1) Lady Mary Montagu, *L'islam au péril des femmes. Une Anglaise en Turquie au XVIII^e siècle*, introduction et traduction d'Anne-Marie Moulin et Pierre Chuvp, Ed. F. Maspero, coll. « La Découverte », 1981.

L'art de la méchanceté

Avec Amy, héroïne amère qui se refuse à tout bonheur, Elizabeth Taylor suscite avec habileté l'émotion dans l'aversion. Troublant

UN CŒUR LOURD (Blaming) d'Elizabeth Taylor. Traduit de l'anglais par Nicole Tisserand, Rivages, 210 p., 110 F.

Ayant vaillamment assumé son homonymie avec une actrice américaine, la romancière britannique Elizabeth Taylor est en passe de rivaliser avec Barbara Pym dans le cœur des lecteurs français. Plus méchante et moins idéaliste que Pym, Elizabeth Taylor partage toutefois avec elle ce qu'on peut appeler le prosaïsme lucide. La vie intérieure racontée par l'extérieure, les sentiments évoqués par l'érotisme et la répétitivité des rituels, les bouleversements psychologiques contournés par les détails quotidiens : tel est le système narratif des deux écrivains.

L'héroïne de ce roman posthume (1) est incapable d'aimer. Lorsque son mari, peintre assez obscur, qui a l'élégance, selon son vœu, d'imiter plutôt Villard que Picasso, meurt brutalement lors d'une croisière en Turquie, Amy se dispose à entrer dans l'abominable cauchemar qu'est la vie d'une veuve qui n'a eu de l'amour qu'un vague semblant. Elle jouerait ce rôle de veuve qui ne parvient pas tout à fait au fond de la douleur du deuil, parce qu'elle n'a jamais connu le véritable amour, si, peu de temps avant la mort du malheureux Nick, ils n'avaient tous deux sur le bateau rencontré Martha, jeune romancière américaine, auteur de romans roses déprimants et ennuyeux. Martha n'est ni belle ni brillante. Mais elle vit. Elle est curieuse, elle est intelligente, elle est dépourvue de préjugés.

Avec aigreur, Amy a vu se développer une dangereuse amitié entre son mari et la jeune Américaine. Mais elle n'a même pas eu le temps d'être jalouse, la mort ayant

devancé par une solution radicale les mesquineries conjugales. Il aurait été dans la logique de l'égoïste Amy que Martha disparaisse de sa vie. A sa stupefaction, elle découvre que la jeune femme, loin de l'abandonner, s'occupe de toutes les formalités, la raccompagne à Londres et s'installe dans sa vie.

Mais Amy n'est guère habituée à ce genre de spontanéité et de générosité. Elle va tout faire pour refuser une intimité amicale naturelle, exactement comme elle a refusé, sa vie durant, d'aimer un homme dont elle ne percevait que la routine et les travers.

L'art d'Elizabeth Taylor a, on l'a dit, pour principal atout son extrême méchanceté. Mais c'est une méchanceté strictement artistique, à savoir une quelconque extraordinaire habileté pour faire omettre l'émotion du lecteur. En prenant le point de vue atroce d'Amy, qui passe à côté du bonheur, en réduisant chaque événement de son existence à ce qu'il a de plus plat, matériel, désagréable enfin, elle laisse entrevoir tout ce que son héroïne bormée et mauvaise exerce. Ce qu'elle exerce, c'est précisément l'humanité. Etouffant entre un fils stupide, des petites-filles épouvantables – quelle vision de l'enfance et famille ! – un valet hypocrite, elle dote la principale préoccupation est son oeuvre dentier, Amy ne comprend pas qu'une jeune femme, près d'elle, va mourir.

Car Martha, décidée à vivre à Londres, accepte de coucher avec un auditeur américain d'une école du soir où elle donne des conférences (de James à Faulkner...), puis de se marier avec lui. « D'abord la littérature, et ensuite la fornication », commente elle le lendemain Amy dans son fort intérieur. Malheureusement ce mari fortuit et médiocre est renvoyé par son employeur aux Etats-Unis, où Martha, toute à la nostalgie d'une Angleterre idéalisée, va déprimer, avant de

revenir à Londres se tuer dans un minable hôtel du quartier de Paddington.

Cette fin aux tonalités tragiques déconcertera. Certes, l'amère Amy ne s'étonne pas d'une telle escalade de malheurs : c'est sa vision normale du monde. Elle sera davantage désemparée d'avoir une telle part de responsabilité dans le drame. Quand ses fantasmes se manifestent de façon intempestive dans son sommeil, elle les repousse « ou fond de son esprit ». Implacable, la romancière commente dans un style indirect libre, clé de l'ironie anglaise : « A quoi bon posséder un subconscient s'il fallait avoir conscience de son contenu ? »

Comme dans Mrs. Palfrey, *Hôtel Claremont* (2), le précédent roman qu'Elizabeth Taylor avait eu le temps de publier avant de mourir, on trouvera une description admirable de la solitude. Ici une solitude apparemment entourée, puisque Amy, constamment sollicitée par son fils et ses petites-filles, est même courtisée par un médecin, ami de son mari, qu'elle épousera. Mais, évacuant les bons sentiments et la mièvrerie, la romancière, qui s'aime guère s'apitoyer ni sur elle-même ni sur ses héroïnes, a préféré ne montrer que de loin la meilleure des deux, Martha. Le lecteur suit de près, en revanche, Amy. Tout d'abord embarrassé d'entrer dans l'intimité d'un aussi déplaisant personnage, il est, peu à peu, admiratif devant cette excellente trouvaille de romancière qui décrit l'être humain tel qu'il est d'ordinaire, attentif à soi, d'embellie hostile aux autres, et surpris d'exister sous un regard aimant.

René de Ceccatty

(1) Paru en 1976 en Angleterre. La romancière, née en 1912, est morte en 1979, ayant publié depuis la dernière guerre dix autres romans, cinq recueils de nouvelles et un livre pour enfants.
(2) Chez Rivages, comme tout le reste de l'oeuvre d'Elizabeth Taylor.

Coups de griffes

Des anecdotes et portraits d'un monde en train de sombrer, l'enfer familial mis à nu. Et la subtile cruauté de Violet Trefusis

LES CAUSES PERDUES, de Violet Trefusis. Ed. Salvy, 270 p., 120 F.

PRÉLUDE AU DÉSASTRE, (Prelude to Misadventure) de Violet Trefusis. Traduit de l'anglais par Alain Defosse, Ed. Salvy, 239 p., 120 F.

Je comprends qu'elle vous ait tant plu », écrit Virginia Woolf à Vita Sackville-West à propos de Violet Trefusis, qu'elle recontra en 1923, bien des années après une liaison passionnée qui fit couler beaucoup d'encre et de larmes. « Quelle séduction, quelle voix – elle s'échappe, bégaye, quelle chaleur, quelle souplesse, et, dans son genre – qui n'est pas le mien, je suis bien plus raffinée... », quel charme, elle est telle un écureuil parmi les livres. Pour l'écriture et la séduction, intuition animale et énergie sensuelle, nul doute que Trefusis ait incarné aux yeux de Virginia Woolf une féminité, sans doute trop érudite, dont elle-même se sentait dépourvue, tandis que Trefusis, dans *Broderie anglaise*, le roman qui retrace sa liaison avec Vita, représenteait Virginia en vieille fille exsangue et décharnée, manquant de sève, de sexe et de viscères. Là encore, des clichés s'opposaient, la bonne vieille sexualité défendant ses droits contre des exercices aériens qui, sur la page, n'en étaient pas compte (encore qu'elle eût un rôle certain, et c'est bien là ce qui blessa Trefusis, dans la liaison de Woolf et Sackville-West). Parlerait-on encore de Violet Trefusis si elle n'avait joué un rôle de premier plan dans ces amours illustres, si Virginia, sa rivale abhorrée, n'avait fait du « renardeau tout d'odeur et de séduction », un portrait imagi-

naire dans *Orlando* ? Elle avait une personnalité tapageuse, et, à défaut d'être une femme romancière, une plume acérée, une vision d'une subtile cruauté et le goût prononcé des mots d'esprit. Fille d'Alice Keppel, qui fut la maîtresse favorite d'Edouard VII, elle était la digne représentante d'une époque, aujourd'hui révolue, où des femmes, généralement belles, riches et bien nées, avaient tout le loisir de cultiver l'art de la conversation et de l'apparition en public. Aimant le monde où le fuyant, brillantes et audacieuses, excentriques et spirituelles, lectrices souvent avides et éclairées, elles partageaient leur temps entre dîners en ville, amours tumultueuses et séjours à la campagne, soignant avant tout le paraître et l'effet. Ainsi cette Roomaine, l'une des reines de Paris, surnommée Pénelope par l'auteur (*Prélude au désastre*), qui vivait à longueur d'année sur une chaise longue, mais qui, sur le coup de 8 heures, hondissait de sa couche « pour hausser ses épaules, revêtir des robes et des plumes, en attendant que deux esclaves viennent la prendre pour l'emmener dans quelque restaurant où toute une table, dans ses petits souliers, attendait qu'elle daignât paraître pour éblouir et envelopper son monde jusqu'à deux heures du matin... ». Ou cette autre princesse, une Roumaine encore, qui, près de Bocard, habitait un château à la fois usé et joyeux, dont « la teinte, comme celle du Palais des Doges, rappelait celle d'un gardénia fatigué ou, si l'on préfère, celle d'un gant de chevreau au lendemain d'un bain ». Le meilleur des deux livres de Trefusis, aujourd'hui publiés sous de très jolies couvertures par les éditions Salvy, tient à ces anecdotes et à ces portraits

hauts en couleur qui ressu-citent un monde en train de sombrer. Dans *Prélude au désastre* défilent pêle-mêle Francis Poulenc, qui avait « un don merveilleux pour le bonheur », Colette, que « l'ambiance littéraire traitait au plus haut point » (à moins que les littérateurs ne parlent de choses réellement intéressantes : la nourriture, le vin, les arbres ou les animaux), Cocteau, « doué d'une prescience de médium et d'une sensibilité d'insecte », les princesses de Caraiman-Chaimay et leur grand-mère, la fameuse M^{lle} Lillien, ou le Duce, qui, en 1937, accorda un entretien mémorable à Violet Trefusis...

Lorsque, oubliant de beller, de se mettre en scène ou de profiter des jugements à l'emporte-pièce, elle raconte les destins ou analyse les caractères, elle entre sans effort, par une lucidité que d'aucuns nommeraient méchanceté, dans la longue lignée des romancières anglaises, rompues à déchiffrer les jeux de pouvoir à l'intérieur du cercle clos de la famille. Dans *Les Causes perdues* (écrit en français), le portrait de M^{me} de Bréanthes, dévorée par la passion de la privation, affamant et torturant son entourage, est d'une parfaite justesse. Mais, à l'opposé, plus cruel encore est celui de M^{me} de Perth, héroïne de province, prodigue de sa fortune, attirée par les gens que harcèle le malheur, parce qu'elle trouve dans ce malheur l'occasion de s'attribuer un rôle éminent.

Entre deux parties : « se créer un genre », affirmer sa personnalité, fût-ce au prix du bonheur, et, versant dans les risques de la vie bourgeoise, choisir « le petit parcours », Violet Trefusis eut les moyens, c'est évident, de ne pas hésiter.

Christine Jordis

Cent livres

LITTÉRATURE FRANÇAISE

● **Aragon** : *La Défense de l'infini*. La nouvelle édition (grâce à des documents retrouvés) d'un des chefs-d'œuvre d'Aragon - qui aurait eu cent ans cette année - écrit dans les années 20. (Édition renouvelée et augmentée par Lionel Follet, Gallimard, 566 p., 160 F.)

● **Simone de Beauvoir** : *Un amour transatlantique, Lettres à Nelson Algren 1947-1964*. La vérité d'une femme libre. Beauvoir, l'amoureuse... Aimante, passionnée, blessée, touchante et drôle... Ainsi apparaît l'auteur des *Mandarins* dans ses lettres adressées à Nelson Algren, son amant américain. (Texte établi, traduit de l'anglais et annoté par Sylvie Le Bnn de Beauvoir, Gallimard, 614 p., 160 F.)

● **Béatrix Beck** : *Plus loin mais où*. Chaque livre de Béatrix Beck plonge un peu plus profond dans le plaisir de jouer avec la langue, les expressions, le parler populaire. Des séductions langagières et une manière de liberté qui cachent cependant une compréhension intime et subtile des êtres. (Grasset, 154 p., 89 F.)

● **Latifa Ben Mansour** : *La Prière de l'obscur*. Comment dire au plus juste les blessures et les mesonges enfouis ? Et, au bout de la douleur de son pays, l'Algérie, comment exprimer encore l'espoir ? Latifa Ben Mansour a choisi la littérature, un roman lyrique, foisonnant, effrayant. (Ed. de la Différence, 380 p., 138 F.)

● **Hélène Cixous** : *OR, les lettres de mon père*. Un texte douloureusement autobiographique où la narratrice resuscite la voix de son père pour appréhender, en marge des labyrinthes de l'intelligence, une vérité obscure, « le terriblement calme éclat des choses survivantes ». (Ed. des Femmes, 200 p., 80 F.)

● **Assia Djebar** : *Oran, langue morte*. Avec courage, et un extraordinaire don d'empathie, Assia Djebar se glisse au plus près du corps, du cœur des femmes résistantes et condamnées par l'idéologie intégriste. Dans une suite de courts récits, elle raconte leurs combats clandestins, leur dernière nuit, parfois. (Actes Sud, 378 p., 148 F.)

● **Année Ernaux** : *La Honte*. Sur le difficile chemin de l'appréhension de soi, Annie Ernaux cherche sa « dernière vérité ». Les phrases d'Annie Ernaux sont impeccables : nettes, dures, brèves, pas un gramme de graisse, pas de métaphores, rien de joli, de décoratif. (Gallimard, 134 p., 70 F.)

● **Philippe Forest** : *L'Enfant éternel*. La maladie et l'espoir vain d'une guérison. Pauline n'aura jamais cinq ans. Premier roman, récit d'un père, qui sait que les mots sont un combat pour la vie. (Gallimard, « L'Infini », 374 p., 130 F.)

● **Michèle Gazler** : *Un cercle de famille*. Céline attend un garçon. On l'appellera Clément. Mais c'est aussi le prénom de l'arrière-grand-père, dont la silhouette noire, énigmatique et sulfureuse continue à traverser l'horizon du cercle de famille. Comment vaincre cette malédiction diffuse, lever le sortilège ? (Seuil, 216 p., 95 F.)

● **Yannick Haenel** : *Les Petits Soldats*. Les désenchantements d'une éducation an prytanée. Raffiné et cruel, un style rare pour un premier roman. Une initiative à la vie militaire qui a de quoi faire grincer quelques dents (La Table ronde, 220 p., 98 F.)

● **Eric Hinder** : *Mademoiselle Chambon*. L'apparente banalité de l'histoire, permet d'autant plus de mesurer la discrétion subtile du talent d'Eric Hinder. *Mademoiselle Chambon* est une bistoire d'amour, à la fois ordinaire et exceptionnelle, dont la sensualité procède de l'imminence et de l'inachèvement (Flammarion, 174 p., 89 F.)

● **Michèle Kahn** : *Shangai-la-juive*. L'épopée d'un jeune juif autrichien réfugié à Shanghai dans les années 40. La ville flamboyante et immorale, dominée par le trafic et l'argent, envahie par la misère, est

La période estivale est un moment propice à la découverte de nouveaux horizons littéraires. Pour vous guider l'équipe du « Monde des livres » vous propose une sélection d'ouvrages parus depuis l'automne

le dernier recours pour ceux qui fuient le nazisme. Un grand roman d'amour. (Flammarion, 584 p., 135 F.)

● **Bernard Lamarche-Vadel** : *La vie, son œuvre*. Dans la pénombre d'une demeure solennelle, un médecin, croulant entouré d'animaux empaillés et de sa chienne Dora. Le récit de cette petite apocalypse donne lieu à une flamboyante série de rites héroïques où l'auteur s'autoglorifie, fustige les spoliateurs et fait étalage d'une rage veogeresse teintée d'ambiguïté. (Gallimard, 254 p., 120 F.)

● **J.-M. G. Le Clézio** : *Poisson d'or*. Un grand roman de formation dans la lignée de *Moll Flanders* ou de *Joseph Meister*. Mais chez Le Clézio, le mouvement de découverte du mode de soi-même se sépare jamais d'un retour vers les origines. Une méditation aventureuse sur l'identité. (Gallimard, 256 p., 120 F.)

● **Marie Le Drian** : *Hôtel maternel*. Une mère célibataire, réfugiée avec ses deux enfants dans le bien-être sans histoires d'un « hôtel maternel », doit affronter la réalité de la vie « normale ». Un très beau roman-épopée qui trouble nos certitudes morales et bouleverse la tradition du récit psychologique. (Julliard, 166 p., 89 F.)

● **Jean Malaquais** : *Journal de guerre*. Une œuvre d'exception, de fond et de forme, par celui qui se baptise « un juif polonois » et fustige la France des années 1939-1942 à la mesure de l'amour qu'il lui voue. (Ed. Phébus, 333 p., 135 F.)

● **Henri Michaux** : *A distance*. Une merveilleuse occasion de découvrir des poèmes inédits (ou quasiment) de Michaux, datant de toutes les périodes de sa vie et qui ne sont nullement des fonds de tiroir. Chez l'explorateur des « espaces du dedans », la plus grande noirceur donne de l'énergie. (Mercure de France, 136 p., 70 F.)

● **Patrick Modiano** : *Dora Bruder*. Ce court récit en forme d'enquête sur une jeune fille juive disparue pendant les années noires de Vichy prouve bien occuper une place centrale dans l'œuvre de Modiano dont il éclaire les mouvements, les énigmes et les incertitudes. (Gallimard, 148 p., 95 F.)

● **Erik Orsenna** : *Deux étés*. Le retour de l'esprit corsaire pour un éloge de la traduction, avec, en prime, un salut malicieux et respectueux à Nabokov : voilà la recette des enchantements simples. (Payot, 204 p., 98 F.)

● **Christiane Oster** : *Le Pique-nique*. Un homme, le premier venu, vous, moi, perd sa petite fille dans une forêt où il a rendez-vous avec d'anciens camarades d'école, rencontre une belle cavalière, tombe amoureux... (Minuit, 190 p., 88 F.)

● **Jean-Pierre Ote** : *Histoires du plaisir d'exister*. Jean-Pierre Ote est un voyeur. Ce qui l'intéresse par-dessus tout, ce sont les histoirs d'amour, fussent-elles animales ou humaines. (Julliard, 224 p., 119 F.)

● **Brigitte Paulino-Neto** : *La Connaissance de la fleur*. Tendu à rompre, le deuxième roman de Brigitte Paulino-Neto raconte le regard qu'une petite fille, Joséphine, porte sur le monde représenté par ses proches. Il ne se passe rien sinon la froide et immobile violence de ce regard. (Grasset, 222 p., 98 F.)

● **Gisèle Pineau** : *L'Exil selon Julia*. Née en métropole, une petite fille

rêve de la Guadeloupe de ses ancêtres, à travers les récits et les légendes de sa grand-mère exilée en Ile-de-France, qui lègue ainsi à ses petits-enfants une « autre » mémoire et les incite à méditer sur le déracinement. (Stock, 308 p., 120 F.)

● **Jacques Réda** : *La Liberté des rues*. Une déambulation dans les rues de Paris qui tend à démontrer que la poésie, lorsqu'elle est servie par un verbe aussi attentif que celui de Réda, constitue une approche utile, nécessaire de la réalité. (Gallimard, 238 p., 110 F.)

● **Jean Rolin** : *L'Organisation*. L'humour est si ravageur que si ce livre avait été distribué, plutôt que le petit rouge du Grand Timonier, aux militants maoïstes français des années 70, la Gauche prolétarienne aurait éclaté. De rire. (Gallimard, 182 p., 95 F.)

● **Jean-Christophe Rnfin** : *L'Abyssin*. Louis XIV décide d'entrer en relation avec le négus d'Abyssinie dans l'intention de ramener vers l'Eglise un pays encore inconnu, presque converti. Le roman est le récit de l'ambassade menée par Jean-Baptiste Poncet, jeune médecin des pachas du Caire. (Gallimard, 580 p., 135 F.)

● **Alain Sevestre** : *L'Affectation*. Eternel remplaçant, dans la vie professionnelle comme dans la vie sentimentale, un prof vit une chaste idylle avec une fille qui joue à cache-cache. La modification d'un incrédule en perpétuelle quête d'emplois du temps. (Gallimard, 302 p., 120 F.)

● **Dominique Sigaud** : *L'Hypothèse du désert*. Un livre de sable, un livre d'amour, de vie, de mort, de guerre. Un roman qui renouvelle tout ce que l'on dit si souvent sur la vie, l'amour, la mort et la guerre. Et le sable, et le désert. (Gallimard, 170 p., 85 F.)

● **Philippe Sollers** : *Studio*. Travelling arrière sur l'agitatio collective. A la lumière de deux phrases, Hölderlin et Rimbaud, l'Homo sollersien, poète et agent secret de sa propre existence, revisite l'enfance, l'ambiguïté historique des mères, le désir d'harmonie avec la nature. Strophes de solitude. (Gallimard, 208 p., 98 F.)

● **Catherine Vigourt** : *La Vie de préférence*. Avec ce troisième livre, Catherine Vigourt affirme sa singularité d'écrivain. Un ton, une liberté, un amour de la vie dans ce « détournement de majeur », comme elle le dit, où Julie, la petite fille, et Sacha, la jeune femme, partent à l'aventure dans la campagne française. (Flammarion, 256 p., 98 F.)

● **Antoine Vindline** : *Nuit blanche en Balhyrie*. Il y a un ton Volodine, un style, un imaginaire attachés à cet écrivain qui poursuit sa quête romanesque, à mi-chemin entre la science-fiction et le fantastique anglo-saxon. Dans un pays totalitaire, Breughel, l'écrivain officiel du régime, souffre d'une sorte de maladie de la dissociation et l'on s'aperçoit rapidement que la plupart des autres personnages ont la même maladie. (Gallimard, 190 p., 90 F.)

● **Stéphane Zagdanski** : *Les Intérêts du temps*. Avec ce premier roman, Stéphane Zagdanski, par ailleurs auteur de cinq essais, offre un magnifique petit précis de résistance au syndrome « fin de siècle ». Trois cents pages brillantes, vivrontantes, décapantes, provocantes, menées tambour battant par un virtuose du paradoxe, un homme de trente-trois ans qui a bien l'intention d'écrire, en dépit de tout ce qui sera fait pour le décourager. (Gallimard, « L'Infini », 316 p., 130 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● **Petros Abatzoglou** : *La Supernava*. Une ruminatio ironique sur le couple, la fidélité, la chair, la jeunesse. Obsédé par le sexe, l'ambitieux d'Abatzoglou, mélangant le burlesque, ressemble à un cousin méditerranéen de Woody Allen. (Traduit du grec par Marie-Claude Cayla, Harrier, « Confluences », 256 p., 118 F.)



● **Ivo Andrić** : *La Chronique de Travnik*. Prix Nobel de littérature 1961, Ivo Andrić n'a cessé de faire des villes de sa Bosnie natale les héroïnes de ses livres. Dans *La Chronique de Travnik*, c'est au tour de Travnik, capitale de la Bosnie ottomane, théâtre symbolique d'une Europe éclatée et prémonitrice du conflit yougoslave. (Traduit du serbo-croate par Pascale Delpech, Belfond, 514 p., 149 F.)

● **Paul Auster** : *Le Diable par la queue*. Présentant des textes qu'il a écrits de façon plus ou moins mercenaire, dont un excellent polar, *Fausse balle*, repris dans ce volume, l'auteur de la *Trilogie new-yorkaise* donne avec simplicité l'une des autobiographies les plus audacieuses en littérature : sa vie racontée sous l'angle de son rapport à l'argent. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Christine Le Boeuf, Actes Sud, 497 p., 178 F.)

● **James Baldwin** : *La Chambre de Giovanni*. Nouvelle traduction d'un classique de la littérature homosexuelle, écrit par le pionnier de la lutte des Noirs contre le racisme. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Elisabeth Guinsbourg, Rivages, 210 p., 110 F.)

● **Marek Stenczyk** : *Terminal*. Un Polonais rencontre une belle insaisissable dans un autohous d'excursions touristiques. Un roman buissonnier, aux longues phrases égarées d'apartés, sur les enchantements éphémères et la « méditerranéité » d'un pays de l'Est. (Traduit du polonais par Jean-Yves Erhel, Gallimard, 200 p., 115 F.)

● **François Coloane** : *Le Golfe des peines*. Dix-huit nouvelles du patriarche des lettres chiliennes, où s'expriment, une fois de plus, des histoires de chasseurs de phoques, de trafiquants de fourrures, de capitaines courageux, plus quelque chose de charnel que Coloane nomme « la pulsion sensuelle de l'océan ». (Traduit de l'espagnol - Chili - par François Gaudry, Phébus, 192 p., 119 F.)

● **Joao Guimaraes Rosa** : *Sagarrana*. Première et brillante traduction d'une rare œuvre du maître brésilien, un des plus grands écrivains du siècle. (Traduit du portugais - Brésil - par Jacques Thébert, Albin Michel, 393 p., 150 F.)

● **Peter Handke** : *Mon année dans la baie de personne*. Formidable alliance de tension et de détachement, le dernier livre de Peter Handke est un roman total, une moderne quête du Graal. (Traduit de l'allemand par Claude-Ensebe Porcell, Gallimard, 485 p., 160 F.)

● **Felipe Hernandez** : *Ouvrages complètes*. La publication de l'œuvre de cet Uruguayen (1902-1964), écrivain qui mit longtemps à prendre sa place dans la géographie littéraire sud-américaine, est un événement. (Traduit de l'espagnol - Uruguay - par Gabriel Saad et Laure Guille-Bataillon, édition établie et présentée par Gabriel Saad, Seuil, 638 p., 180 F.)

● **Thomas Hettche** : *Nax*. Un voyage au bout de la douleur. L'errance d'une meurtrière dans les rues d'un Berlin fantomatique, par cette nuit de novembre 1989 qui a changé le destin de l'Allemagne. (Traduit de l'allemand par Bernard Banoun, Grasset, 164 p., 98 F.)

● **Fleur Jaeggy** : *La Peur du ciel*. D'un réalisme tellement soutenu que, par un paradoxe dont la littérature a le secret, il en devient comme aérien, ces sept nouvelles de Fleur Jaeggy, suisse de langue italienne, touchent presque à la perfection. (Traduit de l'italien par Jean-Paul Manganaro, Gallimard, « Du monde entier », 112 p., 85 F.)

● **Fatos Kongoli** : *Le Paumé*. Premier roman d'un écrivain albanais qui, sous la dictature, avait préféré se taire, ce long monologue surgit tout d'un bloc, confession romanesque d'un « médiocre » relatait subtilement, par ses diverses éducatins sentimentales, les rouages du quotidien totalitaire. (Traduit de l'albanais par Christiane Montecot et Edmond Tupia, Rivages, 192 p., 119 F.)

● **Juan Marsé** : *Un jour je reviendrai*. A travers l'histoire d'un adolescent dans la Barcelone de l'après-guerre civile, ses peurs, ses espérances, ses mythologies, son impuissance, le plus grand écrivain espagnol raconte comment la vie, réelle et rêvée, continue à sourdre sous la dictature. (Traduit de l'espagnol par Jean-Marie Saint-Lu, éd. Bnurgols, 478 p., 160 F.)

● **Conmac McCarthy** : *Le Gardien du verger*. Réédition du premier roman de

cet écrivain secret et immense. Rendus à la misère extrême, les personnages errants de McCarthy, collés aux paysages arides du Sud, semblent obligés à des destins essentielles. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par François Hirsch et Patricia Schaeffer, L'Olivier, 290 p., 129 F.)

● **Lewis Nordan** : *Attrape-Flèche, Mississippi*. Dans les années 50, dans le sud des États-Unis, une jeune institutrice farouche et fière enseigne à des enfants pauvres mais blancs. Un gamin noir va être tué pour avoir à peine levé les yeux sur une femme blanche. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Michèle Albert-Maatsch, Rivages, 234 p., 129 F.)

● **Redmond O'Hanlon** : *O'Hanlon au Congo*. Un ornithologue oxfordien, mélange de savant Cosinus et d'Indiana Jones, se livre près du mystérieux lac Télé à la poursuite acharnée du mokélé-mbémbé, le dinosaure du Congo. (Traduit de l'anglais par Jacques Chahert, Flammarion, 782 p., 150 F.)

● **Anna Maria Ortese** : *La Douleur du chardonnay*. Il est temps de découvrir celle qui est probablement le plus grand écrivain italien vivant. Ce roman, qui lui valut dans son pays un succès tardif mais phénoménal, dévoile son univers, lumineux et illuminé, intelligent et douloureux. (Traduit de l'italien par Louis Bonalumi, Gallimard, 408 p., 160 F.)

● **Yasuchiro Ozu** : *Carnets 1933-1963*. C'est une sorte de « journal objectif ». Bien souvent la chronique d'une journée tient en un mot, on deux ou trois. Le travail a toujours l'air invisible, arraché à des journées de trajectoires et de promesses, de maux de tête souvent, de somnolence, de mélancolie. (Traduit du japonais par Josiane Pinon-Kawataki, éd. Alive, 796 p., 289 F.)

● **Philip Rnith** : *Le Théâtre de Sabbath*. Un livre pour ceux qui aiment en Roth l'excès, la folie, la noirceur, l'humour et le désespoir. Les aventures de Mickey Sabbath, le sexe et la mort, par un romancier fanatique de ses propres obsessions, de sa rage, de son angoisse de vivre. Tonitruant, exaspérant, étonnant aussi. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Lazare Bitoun, Gallimard, « Du monde entier », 470 p., 155 F.)

pour l'été

pour l'été

● **Juan José Saer: L'Enquête**
Dans le Paris de Simenon, le commissaire Morvan guette l'assassin de vieilles dames, qui est déjà à son vingt-septième forfait. Le coupable est-il le commissaire lui-même ? Ou peut-être un personnage de l'histoire, racontée à ses amis dans un café en Argentine par une vieille connaissance des lecteurs de Saer, Pigeon Gary ? (Traduit de l'espagnol - Argentine - par Philippe Bataillon, Seuil, 174 p., 120 F.)

● **James Salter: Un bonheur parfait**
Avec de vagues accents de Flaubert et de Fitzgerald, ce roman d'un couple heureux qui se défait est celui du temps qui passe. Styliste exceptionnel, James Salter donne ici un grand livre classique. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Lisa Rosenbaum et Anne Rabinovitch, L'Olivier, 290 p., 129 F.)

● **Saphire: Push**
Une très jeune fille noire, obèse, analphabète, enceinte de son père, va découvrir la tendresse, l'amitié et surtout la possibilité de s'exprimer par l'écriture. Mais le destin la guette. Une sublime tragédie racontée dans une langue et avec une voix inoubliables. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Jean-Pierre Carasso, L'Olivier, 202 p., 95 F.)

● **Bernhard Schlink: Le Liseur**
Une interrogation en forme de thriller sur le destin d'une génération, en Allemagne, prise dans l'engrenage de l'amour et de la culpabilité. (Traduit de l'allemand par Bernard Lortholary, Gallimard, 202 p., 95 F.)

● **Sylvia Townsend Warner: Le Diable déguisé en bête**
Les lecteurs de Sylvia Townsend Warner se répètent entre eux les phrases cinglantes et comiques de cette romancière anglaise morte à quatre-vingt-cinq ans en 1978. On retrouve ici un procédé cher à son cœur: un récit accroché sur une chronique, une rêverie métaphysique déguisée en roman historique. (Traduit de l'anglais par Anne Rabinovitch, éd. Joëlle Losfeld, 420 p., 145 F.)

● **Yoko Tushima: Vous, rêvez nombreux, toi, la lumière**
La fille de l'écrivain Osamu Dazai signe l'un de ses plus beaux livres autobiographiques. Désespérée par le suicide de son père, par le handicap mental de son frère et par la mort de son enfant, elle analyse avec une lucidité impitoyable et un étonnant lyrisme intérieur les raisons qui l'ont conduite à mener une vie insatisfaisante. (Traduit du japonais par Karine Chesneau, éd. Picquier, 280 p., 139 F.)

● **José Ángel Valente: Variations sur l'oiseau et le flet**
Considéré comme le dépositaire de la tradition lyrique espagnole, Valente poursuit ses recherches sur le langage poétique et les expériences érotiques et mystiques. (Traduit de l'espagnol par Jacques Anct, Corti, 113 p., 100 F.)

● **Fernando Vallejo: La Vierge des brutes**
Un livre brutal et sincère, écrit dans une prose agressive qui frappe où ça fait mal. Ça se passe à Medellín, ravagée par les désordres de la pauvreté, de la corruption et de la drogue, et décrite comme telle par un homme qui y passa jadis une jeunesse paisible. (Traduit de l'espagnol - Colombie - par Michel Bibeau, Belfond, 189 p., 95 F.)

● **Robert McLiam Wilson: Ripley Bogie**
Ce premier roman époustouflant est le long monologue volcanique, à la fois théâtre et roman, comédie et tragédie, d'un sans-abri irlandais dans les rues de Londres. Sorte de Candide chrétienne, porte-parole de l'histoire de l'Angleterre et d'un XX^e siècle finissant dans le cynisme, il rend à sa façon un hommage multiple à Dickens, Orwell, Joyce, Sterne ou Rabelais. (Traduit de l'anglais - Irlande - par Brice Mathieusens, éd. Bourgois, 464 p., 150 F.)

● **Bai Xianyang: Gens de Taipei**
Quatorze nouvelles d'un écrivain chinois iconoclaste. Elles mettent en scène les immigrants venus de la Chine populaire qui, humbles ou déchus, tentent de ressusciter à Taipei, capitale de l'île de Taïwan, une vie marginale et rituelle pleine de nostalgie, de légendes et

de fureur. (Traduit du chinois par André Lévy, Flammarion, 290 p., 130 F.)

HISTOIRE LITTÉRAIRE

● **Myrlam Anissimov: Primo Levi, la tragédie d'un optimiste**
Primo Levi, rescapé d'Auschwitz, a accompli son devoir de mémoire, dans des livres magiques. Il a toujours voulu être considéré comme un écrivain, et non comme un « témoin ». C'est ce parcours singulier que retrace cet impressionnant ouvrage, à la fois biographie et débroussaillage opiniâtre des confessions orales ou écrites de survivants et avec des oppresseurs. (J.C. Lattès, 698 p., 175 F.)

● **Robert Bréchon: Etrange étranger. Fernando Pessoa, une biographie**
Mystérieuse à force d'être banale et mélancolique, la vie de Pessoa alimente tous les mythes et rêves qui s'attachèrent à son nom. D'où l'utilité de cette biographie classique et bien informée dans laquelle, derrière ses masques, un visage d'homme se profile. (Ed. Bourgois, 620 p., 160 F.)

● **Jean Grenier: Sans l'Occupation**
De 1939 à 1945, Jean Grenier nota ce qu'il avait « appris et entendu ». Cet étonnant document sur la période de l'Occupation, vaut aussi pour la singularité du regard de Grenier, détaché de toute passion. (Édition établie et annotée par Claire Paulhan et Gisèle Sapin, éd. Claire Paulhan, 85, rue de Reuilly, 75012 Paris, 420 p., 200 F.)

● **Jean-François Lyotard: Signé Malraux**
Mieux qu'une biographie, une reconstitution du fonctionnement interne de Malraux, de sa fascination pour le néant et de sa quête éperdue d'existence. (Grasset, 364 p., 138 F.)

● **Boris Vilde: Journal et lettres de prison, 1941-1942**
Membre d'un des premiers réseaux de Résistance, celui du Musée de l'Homme, l'anthropologue Boris Vilde a rédigé dans sa cellule des textes étonnants de lucidité et de force, où il est peu question de la guerre, du moins explicitement. (Ed. Alia, 176 p., 120 F.)

ROMANS POLICIERS

● **Pascal Dessaint: Bauche d'ombre**
Un monde crépusculaire hanté par des êtres blessés, enfermés dans la solitude de douleurs fondatrices. Un roman, comme une toile d'araignée, patiemment tissée de fils invisibles et fragiles. Subtil et vertigineux. (Rivages/Noir, 239 p., 55 F.)

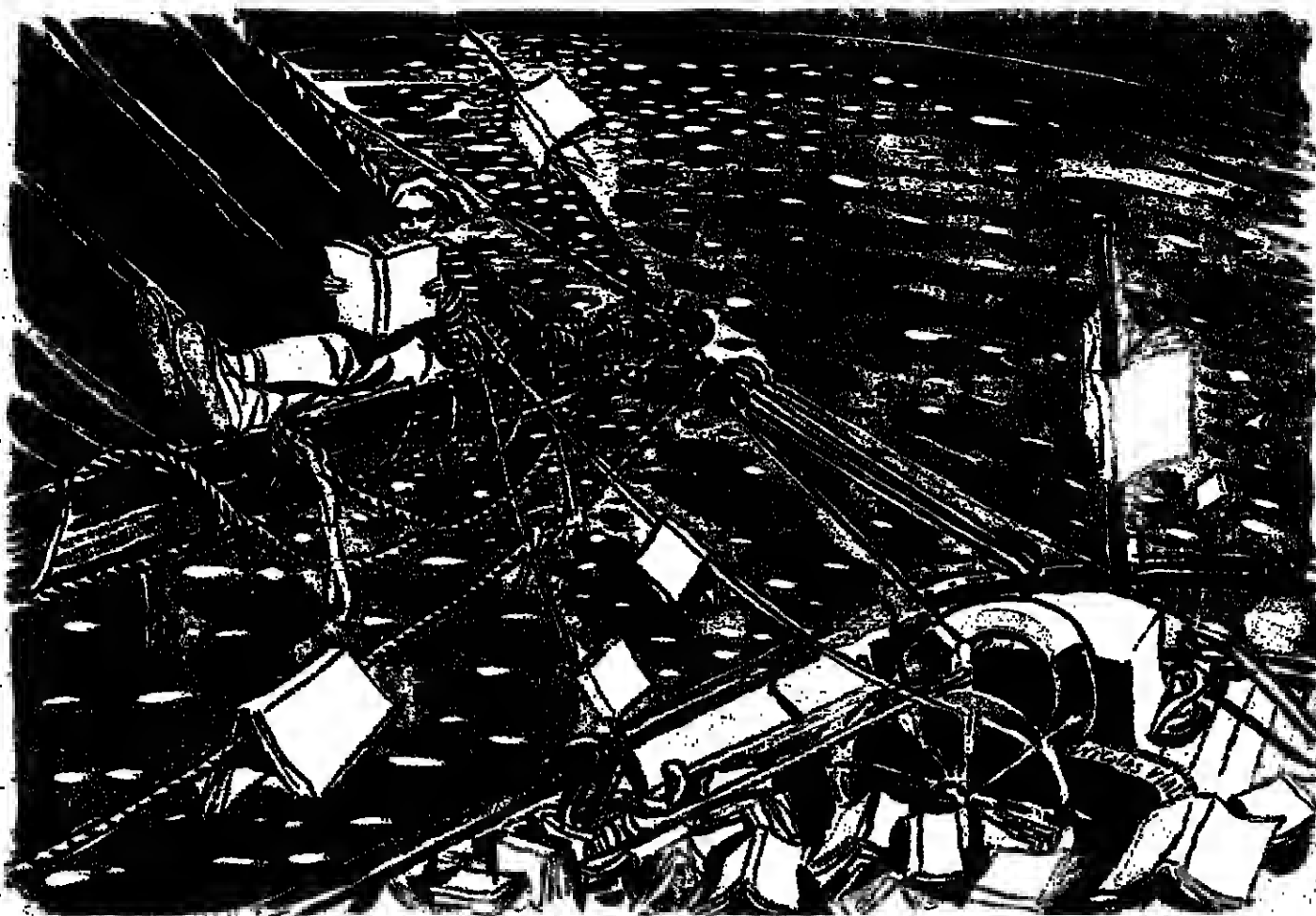
● **John Harvey: Olf Minor**
La petite musique bluesy de John Harvey, l'humanité de son héros, l'inspecteur Charlie Resnick de la police de Nottingham, l'épaisseur et la subtilité de ses intrigues, en font un des auteurs les plus intéressants du polar britannique contemporain. (Rivages/Noir, 389 p., 62 F.)

● **Gregory McDonald: Rafael, derniers jours**
Pour 30 000 dollars, Rafael accepte de mourir sous l'œil des caméras d'un producteur de snuff movies. Un roman insoutenable, sensible et sans complaisance sur l'Amérique des exclus et la dignité de l'homme. (Fleuve Noir, 191 p., 39 F.)

● **Nick Tosches: Trinités**
Sur fond de rivalités mafieuses italo-chinoises, Trinités plonge au cœur des forces du mal, sans issue de secours. Un des romans noirs les plus brillants de ces dernières années. (Gallimard, « La Noire », 496 p., 140 F.)

SCIENCE-FICTION

● **James Blaylock: Le Vaisseau effluve**
Ce jubilatoire roman de « fantasy » possède une qualité assez peu courante: le sens de la fantaisie et de l'excentricité. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Pierre-Paul Durastanti, Rivages fantasy 334 p., 135 F.)



● **Greg Bear: Héritage**
Évadés de la grande migration transatlantique de l'Hexamène, un petit groupe de dissidents a colonisé une planète de type terrestre, Lamarcia, où s'est développée une forme de vie très particulière. Le chef-d'œuvre de la science-fiction écologique. (Traduit de l'anglais par Guy Abadia, « Ailleurs et demain, Laffont, 474 p., 149 F.)

● **René Réouven: Les Survivants**
Avec Les Survivants, René Réouven a imaginé une nouvelle catégorie d'êtres fantastiques: on pas des humains ayant déjà existé, mais, au contraire, dont l'existence n'a jamais été que virtuelle et qui n'aspirent qu'à prendre vie aux dépens de ceux qui les ont, d'une certaine manière, remplacés. (Deo, « Présences », 254 p., 105 F.)

● **Dan Simmons: Le Style coule à l'envers**
Dan Simmons n'est pas seulement un romancier remarquable, c'est aussi un novelliste de très grand talent. Ce recueil français qui n'a pas d'équivalent anglais, où chaque nouvelle est commentée par l'auteur, en administre la preuve éclatante. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Jean-Daniel Brèque, Deo, « Présences », 362 p., 130 F.)

ESSAIS

● **Daniel Arasse: Le Sujet dans le tableau**
A propos d'œuvres de Bellini, du Parnasse, de Michel-Ange ou de Piero di Cosimo, une leçon d'interprétation manquée et déglacée des flux communs. Elle s'approche au plus près du peintre et de sa singularité et en fait sentir fortement l'intensité expressive. (Flammarion, 160 p., 175 F.)

● **Marc Angé: La Guerre des rêves**
Par le détour de l'anthropologie, recourant aux illustrations empruntées aux traditions africaines et latino-américaines, Marc Angé examine ce qu'il advient de l'imagination, de l'identité, de la relation au réel dans les sociétés de la sumo-densité. Il propose un modèle interprétatif. Il montre comment, dans la culture des images foisonnantes, s'effectue le passage à « tout fonctionnel ». (Seuil, 181 p., 110 F.)

● **Roger Bastide**
Une série de publications permet de redécouvrir depuis quelques années l'œuvre de cet anthropologue et philosophe des religions, spécialiste des signaux: *Éléments de sociologie religieuse*, chez Stock (206 p., 120 F.). En 1996 le PUF ont réédité *Les Problèmes de la vie mystique* et L'Harmattan, *Les Amériques noires*.

● **Philippe Borgeaud: La Mère des Dieux**
Combattant la conception trop synthétique d'une déesse-mère qui a justifié la théorie d'un matriarcat universel, Borgeaud distingue les figures de Déméter, de Cybèle ou de la Vierge Marie, trop souvent confondues, au risque de gommer contextes culturels et généalogie historique. (Seuil, 272 p., 140 F.)

● **Claude Burgelin: Les Paroles de dominos chez Monsieur Lefèvre**
Georges Perec au regard de la psychanalyse, ou Perec avec

Freud - Perec contre Freud, comme le dit le sous-titre de cet essai plein de finesse et d'inventivité dans l'interprétation. (Ed. Circé, 251 p., 140 F.)

● **Umberto Eco: Art et beauté dans l'esthétique médiévale**
Repensez remaniée d'un de ses premiers livres de 1956, cet ouvrage se propose de réviser l'idée reçue selon laquelle le Moyen Âge aurait été imperméable à toute idée autonome du Beau. Il en résulte un impressionnant « précis » de citations d'auteurs difficilement accessibles qui permet cependant de redécouvrir la richesse de la philosophie médiévale. (Traduit de l'italien par Maurice Javon, Grasset, 298 p., 135 F.)

● **Pierre Demeulenaere: Homo Économus: enquête sur la constitution d'un paradigme**
Comment la philosophie est indispensable à la réflexion économique et comment l'économie, pour accéder au statut de science a abouti à donner de l'homme une représentation partielle, pour parvenir à la quantification de ce savoir. L'histoire de l'invention d'un concept, d'Adam Smith à nos jours. (PUF, 288 p., 178 F.)

● **Georges Devereux: Ethnopsychiatrie des Indiens Mohaves**
A l'heure où l'ethnopsychiatrie et l'ethnopsychanalyse inventée par Geza Roheim retrouvent une certaine faveur, on redécouvre avec intérêt ce texte fondateur, paru en 1961, de l'anthropologie et psychanalyse Georges Devereux (1908-1985), qui montre comment les Indiens Mohaves d'Arizona traitent la folie: avec indulgence, et humanité. (Ed. Synthelabo, 920 p., 220 F.)

● **Clifford Geertz: Ici et là-bas. L'anthropologie comme auteur**
Découvrir ce maître de l'anthropologie américaine, trop peu connu en France, à qui l'on prête, non sans excès, la réduction de l'objectivité au discours, et qui à partir des années 70 entama la critique du structuralisme. On goûtera l'ironie avec laquelle Geertz, derrière les textes savants et fondateurs de l'anthropologie, parvient à retrouver des styles et des écrits. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Daniel Lemoine Ed. Métailié, 155 p., 120 F.)

● **Nicolas Ghidici: Le Crépuscule des Corses. Clientélisme, identité et vendetta**
Une tentative de synthèse courageuse parce que sans prudence sur une histoire à vif. Le regard nu de Ghidici peut faire grincer des dents, il a la vertu des révisions inévitables. (Grasset, 384 p., 139 F.)

● **Jürgen Habermas: Droit et démocratie. Entre faits et normes**
Une analyse fondamentale du débat public et des nouvelles formes de citoyenneté, par l'un des plus importants philosophes de ce siècle. (Traduit de l'allemand par Rainer Rochlitz et Christian Bonchindbonne, Gallimard, coll. « Bibliothèque de philosophie », 560 p., 200 F.)

● **Hélène Lassalle: Fernand Léger**
Léger est le héros de l'exposition rétrospective qu'il faut voir cet été à Paris, à Beaubourg. Pour s'y préparer, rien de mieux que cette monographie claire, précise, attentive

- l'exemple même de l'ouvrage d'initiation de qualité. (Flammarion, 160 p., 98 F.)

● **Leszek Kolakowski: Dieu ne nous doit rien**

Ce livre bouleverse l'image traditionnelle de France d'un jansénisme et d'un Pascal subversifs, voire préévolutionnaires. Pour ce philosophe d'origine polonaise, l'un comme l'autre constituent le foyer d'une réaction idéologique avant la lettre avec laquelle l'Eglise aurait eu raison de prendre ses distances. (Traduit de l'anglais par Marie-Anne Lescourret, Albin Michel, 304 p., 150 F.)

● **Alain Renaut: Kant aujourd'hui**
Accompagnant sa traduction, chez le même éditeur, de la *Critique de la raison pure*, l'auteur propose une réflexion exigeante sur l'actualité de Kant, comme origine retrouvée de la pensée moderne du sujet. Un sujet qui n'est plus le sujet absolu et solitaire de la philosophie classique mais un sujet conscient de ses propres limites et ouvert à l'altérité. (Aubier, « Philosophie », 512 p., 150 F.)

● **Hubert Védrine: Les Mondes de François Mitterrand**
Avant de redevenir le ministre des affaires étrangères du gouvernement Jospin, l'ancien conseiller de François Mitterrand a décrit par le menu l'action extérieure de la France menée depuis l'Elysée, de 1981 à 1995. Sans esquiver les polémiques que cette action a suscité, cette somme constitue un plaidoyer d'une diplomatie souvent critiquée. (Fayard, 784 p., 180 F.)

● **Thierry Wolton: La France sous influence**
Où l'on voit comment les Soviétiques même si leurs archives ne permettent pas de dire qu'ils ont inspiré la politique d'indépendance de la France du général de Gaulle, et même si les résultats n'ont pas été à la hauteur de leur manœuvre, ont fini par considérer ce pays comme leur meilleur allié dans le camp occidental. (Grasset, 508 p., 142 F.)

HISTOIRE

● **Martin Bernal: Black Athena. Les racines afro-asiatiques de la civilisation classique**
La culture athénienne simple héritière des civilisations égyptienne et proche-orientale ? La thèse, provocante, a fait grand bruit, mais les présumptions trop audacieuses comme un radicalisme peu rigoureux ruinent la démonstration « scientifique ». (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Maryvonne Menget et Nicole Genaille, PUF, 624 p., 198 F.)

● **John Boswell: Les Unions du même sexe dans l'Europe antique et médiévale**
Soutenir que l'Eglise aurait longtemps accepté l'union entre hommes peut sembler, plus qu'une provocation, une justification du mariage gay. Quelles que soient les limites d'une démonstration trop partisane, l'historien américain disparu en 1994 livre là l'un des essais les plus novateurs qu'il ait été donné de lire récemment. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Odile Demange, Payard, 550 p., 195 F.)

● **Raymond Dumay: Le Rat et l'Abelie**

Ce court traité de gastronomie pré-historique surprend mais ravit tout à fait. L'homme primitif mu par son sens de l'inventio gustative et des festivités palatales ? Un complément indispensable à l'histoire de l'alimentation (Fayard, 920 p., 250 F.), formidable somme dirigée par Flandrin et Montanari. (Ed. Phébus, 234 p., 129 F.)

● **Daniel Goldhagen: Les Bourreaux volontaires de Hitler**
Cet ouvrage sur la responsabilité du peuple allemand - et non des seuls dirigeants - dans la « solution finale » a provoqué une polémique telle qu'il est grand temps de retourner au texte. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Pierre Martin, Seuil, 586 p., 160 F.)

● **Stephen Greenblatt: Ces merveilleuses possessions**
Face à la rencontre de l'Autre, deux modes d'émerveillement: le respect ou la possession. En interrogeant les témoignages des « inventeurs » du Nouveau Monde au XVI^e siècle, l'un des pères du New Historicism illustre ce courant critique encore peu représenté en France. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Françoise Regnault, Les Belles Lettres, 304 p., 140 F.)

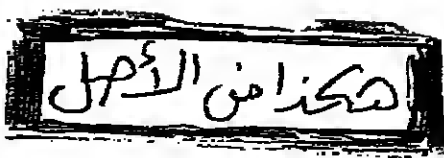
● **Sarah Maza: Vies privées, affaires publiques**
Repenser l'importance des existences privées dans la constitution de l'opinion publique à la veille de la Révolution, c'est la proposition de ce travail pionnier qui interroge l'ensemble des Mémoires judiciaires de la fin de l'Ancien Régime. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Christophe Belson et Pierre-Emmanuel Dauzat, Fayard, 384 p., 145 F.)

● **Robert Morisse: L'Empereur à la barbe fleurie**
Projection sur plus d'un millénaire de tous les fantasmes identitaires, Charlemagne relu d'outre-Atlantique nous convie à un formidable voyage dans l'imaginaire collectif de la nation française. Exemplaire. (Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 440 p., 195 F.)

● **Agostino Paravicini Bagliani: Le Corps du pape**
Temps fort de l'eschatalogie médiévale, le trépas du pape est une leçon, sans être une rupture: par cette étude scrupuleuse et érudite, le corps de l'Eglise confirme son inaltérable pérennité. Magistral. (Traduit de l'italien par Catherine Dalarun Mitrovitsa, Seuil, 400 p., 195 F.)

● **Laurent Schwartz: Un mathématicien aux prises avec le siècle**
Les Mémoires d'un scientifique, engagé avec lucidité dans la plupart des causes des droits de l'homme. En serviteur de la vérité, Laurent Schwartz, ancien militant trotskiste, évoque son passé avec un esprit critique qui force la sympathie dans la mesure où sa soif de justice n'a pas été érodée. (Ed. Odile Jacob, 528 p., 160 F.)

● **Silvana Seidel Menchi: Erasme hérétique**
Vu de l'Italie de son temps, le célèbre humaniste est un maître de la Réforme. Enquête sur le front mouvant de l'hérésie, ce remarquable essai est aussi une passionnante plongée dans l'univers de la lecture au XVI^e siècle. (Traduit de l'italien par Pierre-Anthoine Fabre, Gallimard/Le Seuil, « Hautes études », 448 p., 190 F.)



VIII / LE MONDE / VENDREDI 18 JUILLET 1997

ECONOMIE

• par Philippe Simonnot

Saint Turgot et martyr

TURGOT

« LAISSEZ-FAIRE »
Textes choisis et présentés par Alain Laurent.
Les Belles Lettres, coll. « Iconoclastes »,
114 p., 80 F.

FORMATION & DISTRIBUTION

DES RICHESSES

d'Anne Robert Jacques Turgot.
Textes choisis et présentés
par Jean-Thomas Ravix et Paul-Marie Romani.
GF Flammarion, coll. « Texte intégral », 393 p., 56 F.

VIE DE MONSIEUR TURGOT

de Marie Jean Antoine Nicolas de Caritat, marquis de Condorcet.
Ed. Association pour la diffusion de l'économie politique, 188 p., 125 F.

Un jour, un certain Legendre, au nom des marchands qu'il représentait, s'exclama devant le tout-puissant Colbert : « Laissez-nous faire ! » Ainsi serait née la formule fameuse, ensuite véhiculée par Argenson, Quesnay, Forbonnais, Mirabeau et, bien sûr, par Turgot. Ce dernier, dans un article de *L'Encyclopédie*, écrit textuellement : « Laissez-les faire, voilà le grand, l'unique principe. » Vous avez bien lu : dans son état original, la formule est à l'impératif. Ensuite, comme le fait remarquer avec pertinence Alain Laurent dans la présentation qu'il fait de textes de Turgot, la formule magique a été dégradée en un infinitif (laissez-faire) « qui canonisations tardées et anémiques ».

Nul n'est prophète en son pays, c'est bien connu. Mais cela dépend de quel pays ! En France, la haine des héros de la pensée est pratiquée depuis longtemps comme un sport national. En économie, il s'y ajoute une sorte de manie. Ainsi nous répète-t-on à longueur de journée et sous tous les tons que le libéralisme est, par nature, anglo-saxon. Un auteur comme Turgot, salué comme un génie par les historiens américains ou anglais de la pensée économique, c'est à peine s'il a droit à une mention dans nos manuels, et toujours à une place inférieure à celle d'Adam Smith, le prétendu « père de l'économie politique ».

Les textes du contrôleur
général des finances
de Louis XVI révèlent
sa définition
révolutionnaire
du « laisser-faire »
et permet aussi de
réévaluer celui qui est
salué par
les Anglo-Saxons
comme l'un des génies
de la pensée économique

Il est vrai que Turgot a passé beaucoup plus de temps à administrer le royaume de France qu'à écrire dans son cabinet. Assurément, son action de contrôleur général des finances s'est heurtée à la coalition des privilégiés et des corporatistes, qui ont fini par obtenir de Louis XVI sa révocation. En à peine deux ans au gouvernement, il aura pourtant eu le temps de prendre un arrêt éblouissant la libre circulation des grains, et deux édits supprimant la corvée et les jurandes. Mais son échec politique pèsera lourd sur sa réputation d'économiste. L'année même de sa révocation (1776), les corvées et les jurandes sont rétablies ! Cependant, les textes qu'il nous a laissés, pour fragmentaires qu'ils soient, font apparaître une compréhension profonde, originale et pionnière de l'économie moderne, notamment pour les notions de valeur, de prix, de revenu, d'impôt, de cycle. Ils révèlent que Turgot a cent ans d'avance dans la perception du rôle de l'entrepreneur, carrément oublié de l'économie classique anglaise. Le tout, écrit dans le superbe français du XVIII^e siècle, que Turgot sert avec superbe et élégance, fait contraste, même pour un Anglais, avec l'obscur charabia que sert Adam Smith dans *La Richesse des nations* en cette année 1776, fatale pour Turgot. Quel conseiller écrivait aujourd'hui au Prince, comme le fit Turgot à Louis XVI, le 24 août 1774 : « Il faut, Sire, vous armer, contre votre bonté, de votre bonté même ; considérer d'où vous vient cet argent que vous pouvez distribuer à vos courtisans. » Cet argent, tiré par force d'un peuple misérable, enrichissait les avantages acquis. On ne peut que féliciter les éditeurs de nous donner à relire aujourd'hui ces textes ainsi que la biographie de Condorcet. Leur principal mérite est de nous faire toucher du doigt le caractère proprement révolutionnaire du « laissez-faire » enseigné par Turgot. Aujourd'hui, le libéralisme apparaît comme une doctrine de nantis cherchant à protéger leurs prébendes. C'est tout le contraire au moment où Turgot prend la plume. On le voit bien dans les positions qu'il prend sur un sujet particulièrement sensible à l'époque, la religion et son statut dans le Cité. Là était la pierre de touche de la liberté. La société, écrit Turgot dans sa *Deuxième Lettre à un grand vicair* sur la tolérance (1733), « n'est pas compétente pour juger de [la] fausseté [des enseignements religieux] ; ils ne peuvent donc être l'objet de ses lois prohibitives, et si elle en fait, elle n'aura pas droit de punir les contreventions, je n'ai pas dit les rebelles, il n'y en a point où l'autorité n'est pas légitime ». Et d'insister : « Que la société n'ait aucun droit sur les consciences, c'est ce dont on ne peut douter, s'il est vrai que l'Etat ne soit pas juge de la religion, et qu'il ne faille pas être mahométan à Constantinople et anglican à Londres. » C'était pain bénit, si l'on ose dire, pour les protestants restés en France. A l'autre bout de l'Europe des Lumières, trente ans après, ces thèmes seront repris, presque mot pour mot, par Moses Mendelssohn, dans son *Jerusalem* (1783), marquant les possibilités pour un juif de vivre à Berlin sans rien renier de sa judéité, et donc pour un Prussien de ne pas être chrétien.

Aussi ne s'étonnera-t-on pas que dans la coterie qui a abattu Turgot, le haut clergé ait joué un rôle qui n'était pas second. Déjà visée dans ses privilèges, la calotte enragée de voir celui qui avait été abbé au sortir de ses études oublier ostensiblement d'aller à la messe, et elle le poursuivait jusqu'à sa mort, puisqu'il fut enterré sans les sacrements de l'Eglise.

Qui jouerait aujourd'hui ce rôle ?

PASSAGE EN REVUE

« Pleine Marge »

Cette excellente revue, qui se consacre à l'étude et aux œuvres vives du surréalisme et de ses marges, publie les actes d'un colloque qui s'est tenu au Collège de France, sur « Poésie et Rhétorique ». Ce thème s'inscrivait dans le cadre d'une étude plus vaste sur « la conscience de soi en poésie ». Yves Bonnefoy, qui présidait ce colloque et qui signe l'introduction de ce volume, souligne la différence qui existe entre l'ambition de l'orateur et celle du poète, entre l'éloquence, qui appartient à la catégorie des apparences, et l'acte poétique qui se situe « au plan de l'apparaître ». « La poésie transgresse les significations, les représentations d'objet, pour se retrouver en présence », affirme encore Bonnefoy. Jean Starobinski, Michel Zink, Jacqueline Risset, Jacqueline Chénieux-Gendron, Maurice Olender... ont participé à ce colloque. (*Poésie et Rhétorique*, actes rassemblés par Odile Bombarde, éd. Lachenaël & Ritter, 296 p., 140 F.)

INTERNATIONAL

• par Daniel Vernet

POLITIQUE À L'ITALIENNE

sous la direction d'Ivo Diamanti et Marc Lazar.
PUF, 230 p., 128 F.

Il a toujours été facile d'expliquer la politique italienne par des clichés - instabilité, corruption, partitocratie, etc. - qui ont une part de vérité mais qui ne rendent pas compte d'une situation complexe. Il est plus difficile de saisir les évolutions acrobatiques, les changements réels ou les retours en arrière. L'ambition de ce livre collectif, où les auteurs transpirent sous l'effort de la recherche, est d'aider à s'y retrouver, à rompre avec les anciens lieux communs sans tomber dans une nouvelle mythologie qui ferait de la « deuxième république » le remède miracle à tous les maux de la première. Déjà, les termes de première et de deuxième république sont trompeurs car la transition est loin d'être achevée, peut-être même ne le sera-t-elle jamais.

Sans succomber à l'illusion née des élections de 1994 et surtout de 1996, qui virent la victoire du centre-gauche, regroupé sous le signe de l'Olivier, force est de constater que des coalitions se sont formées au centre-droit, puis au centre-gauche, capables de soutenir des gouvernements. Toutefois, si les partis se sont vite adaptés à un mode de scrutin majoritaire mixte de proportionnel, la vie politique n'en a pas été fondamentalement bouleversée. Passés du terrain électoral au terrain parlementaire, les appels partisans ont continué les jeux d'antan sans trop se soucier des volontés exprimées par les électeurs.

D'ailleurs, les positions prises par l'Électorat italien entre le scrutin de 1994, qui assura la victoire de Berlusconi, et celui de 1996, qui signa le succès du

POLITIQUE

• par Gérard Courtois

L'ÉCONOMIE DU POLITIQUE

Revue française de sociologie,
avril-juin 1997, XXXVIII-2
éd. Ophrys, 208 p., 120 F.

Avant les élections, on vient à l'ouverture de la constater, chacun scrutant, soûlé, soupesé le rapport des forces, tente d'anticiper sur l'avenir. De même, après chaque scrutin, observateurs et politologues épluchent les résultats, décortiquent les évolutions, veulent comprendre le pourquoi d'un échec, le comment d'une victoire. Pourtant, cette débauche d'analyses esquive une question préalable : pourquoi les gens votent-ils ? Par choix ou par devoir ? De façon rationnelle ou mystérieuse ?

Sous le titre *L'Economie du politique*, c'est à cette question que s'efforce de répondre la dernière livraison de la *Revue française de sociologie*. De longue date, la science politique française s'est principalement appuyée sur des modèles déterministes, le plus souvent sociologiques, pour tenter d'expliquer le vote par l'appartenance des individus à une époque, une société, un territoire ou un milieu. La classe sociale reste d'ailleurs un schéma indispensable pour comprendre les comportements électoraux, même si les évolutions de la société et du monde du travail ont conduit à raffiner l'analyse du « vote de classe ».

Importés des États-Unis, où elle s'est considérablement développée, une approche économique du politique met l'accent sur l'acteur plus que sur les structures et sur la part de stratégie qui caractérise tout comportement électoral. A partir de l'hypothèse que les acteurs font des « choix rationnels », le vote devient alors un calcul utilitariste des coûts et des bénéfices es-

SOCIÉTÉ

• par Robert Solé

LE CARNAVAL DES HYPOCRITES

d'Albert du Roy.
Seuil, 220 p., 95 F.

Nous trop loin ni trop près : pour bien observer un phénomène de société, il faut se trouver à la bonne distance. Albert du Roy répond parfaitement à cette condition pour le sujet qui nous occupe ici, à savoir l'exploitation par une certaine presse de la vie privée des célébrités. Journaliste de télévision, ayant approché et interviewé beaucoup de personnages publics, le nouveau directeur de la rédaction de France 2 a dirigé aussi *L'Événement du jeudi*, un hebdomadaire fureteur et volontiers provocant, qui a été cependant pas de même nature que les magazines à sensation dits « people ».

Chaque semaine, ces feuilles abondamment illustrées - de l'institutionnel *Paris-Match* au redoutable *Voici* - nous révèlent l'intimité de Stéphanie, Caroline, Diana, Johnny et quelques autres. Si elles ont leurs propres équipes de photographes et de journalistes, elles font aussi appel à des paparazzi indépendants dont la seule activité est de traquer les stars, en toutes saisons et sous toutes les latitudes, avec des téléobjectifs qui s'apparentent à des fusils à lunette. Les photos de la duchesse d'York se faisant embrasser les doigts de pied par son « conseiller financier » auraient rapporté 12 millions de francs à l'un de ces voleurs d'images. Les moins scrupuleux ne reculent devant rien. L'un d'eux, naguère, s'était déguisé en infirmier pour pénétrer dans la chambre d'hôpital où se mourait le fils de Romy Schneider. Un autre, plus récemment, a poussé à la faute « DD de Maaco » (le pauvre Daniel Dacruet) pour le surprendre en pleins ébats avec une call-girl complice.

Le laboratoire politique italien

centre-gauche mené par les ex-communistes du PDS (Parti démocratique de la gauche), ont très peu varié ; le déplacement des suffrages a été insignifiant. Les partis ayant gagné le plus de voix appartenaient, en 1996, à des coalitions différentes, leur seule caractéristique commune étant leur programme, plutôt radical, que ce soient les communistes de Rifondazione, l'Alliance nationale (AN), héritière du MSI néofasciste, ou la Ligue du Nord. Les politologues considèrent que la demande politique est restée la même. C'est l'offre qui s'est modifiée sous forme de constellations différentes, qui ont bouleversé le résultat.

La vraie nouveauté de cette élection a été le rôle du vote majoritaire qui a amplifié le mouvement vers le centre-gauche, donnant à la coalition de l'Olivier (soutenue par Rifondazione communiste) une majorité de sièges avec une minorité de suffrages.

Les deux coalitions de centre-droit et de centre-gauche ont une particularité : le parti dominant, AN dans le premier cas, PDS dans le second, s'avance jusqu'à l'histoire lui interdit encore de revendiquer le pouvoir pour lui-même. Selon le mot d'un politologue, « la gauche gagne quand elle est guidée par une droite raisonnable », allusion à Romano Prodi, ancien démocrate chrétien qui a mené l'Olivier jusqu'au Palazzo Chigi, siège de la présidence du conseil. Autre particularité : le poids relativement surdimensionné des petites formations, dont l'apport est nécessaire pour gagner des voix dans la partie de l'élection qui se joue à la proportionnelle.

C'est pourquoi la réforme du système électoral n'a pas conduit au bipartisme, comme l'espéraient certains de ses partisans. La réforme des institu-

tions, sur laquelle s'est penchée la Bicamerale, commission spéciale composée de représentants de la majorité et de l'opposition dans les deux chambres, reste à faire. L'élection du président du conseil au suffrage universel, un scrutin vraiment majoritaire, une redéfinition de l'équilibre entre Parlement et gouvernement, l'instauration d'une forme de fédéralisme pour empêcher la ligue d'Umberto Bossi de profiter des sentiments régionalistes, autant de changements indispensables pour une véritable rénovation de la politique italienne.

On ne saurait vraiment reprocher au gouvernement de Romano Prodi de ne pas s'être attaqué à ce vaste chantier. Il est au pouvoir depuis plus d'un an, ce qui, compte tenu de la cinquantaine de cabinets qui se sont plus ou moins illustrés en Italie depuis la guerre, n'est pas une mince performance. Ce temps a été occupé à préparer le pays à entrer dans l'Union économique et monétaire. Comme beaucoup de gouvernements à coloration sociale-démocrate, Romano Prodi doit chercher à concilier la restructuration et la modernisation de l'État-providence avec la protection des plus démunis : « L'Italie condense donc trois des grands problèmes posés à la gauche dans toute l'Europe occidentale : celui de la conquête du pouvoir, celui de son exercice et celui de la redéfinition de son projet, de ses valeurs, de sa culture et de son identité », écrivent les auteurs. Elle constitue donc plus que jamais un véritable laboratoire.

Miracle de la débrouillardise ou anomalie, l'Italie continue donc d'apparaître comme le pays de l'expérimentation politique. Après avoir la ce livre, qui en dévoile toutes les facettes, on se prend à penser que ce jugement convenu n'est pas totalement dépourvu de fondement.

Les mystères du vote

compétés d'un parti ou d'un candidat. D'abord assez rudimentaire lorsqu'elle s'employait à expliquer le résultat d'une élection en fonction de la conjonction économique, cette approche est devenue de plus en plus sophistiquée.

Comme le montre clairement Jean-Dominique Lafay, l'un des meilleurs tenants, en France, de cette école, l'objectif « n'est pas de prouver à tout prix le bien-fondé d'une vision cynique de l'électeur de base, où celui-ci apparaîtrait comme un calculateur forcé et égoïste ». Il est, au contraire, de placer la question de la « rationalité des agents politiques » au centre du débat. Et M. Lafay apporte de nombreux bémols à une conception « simpliste » de la théorie des choix rationnels. Ainsi, note-t-il, elle n'est « nullement incompatible avec un modèle sociologique où les préférences d'un individu dépendraient des différentes caractéristiques de son environnement social ». De même, « la fonction d'utilité n'a rien à voir avec une mathématique des plaisirs et des peines », et il est clair que les préférences d'un individu ne s'ordonnent pas seulement selon des « variables représentatives d'intérêts matériels ». Enfin, « contrairement à ce que suppose la théorie économique déterministe du vote, l'électeur ne vote pas avec certitude pour le candidat ou le programme le plus proche de lui dans l'espace des préférences ». Dans son choix, entre également une part d'aléa, de probabilité, comme « une sorte de malin invisible politique ».

Reste, en effet, le paradoxe du vote, brillamment éclairé par Raymond Boudon et qui peut se résumer ainsi : « Puisque mon vote n'a qu'une chance pratiquement nulle d'influencer le résultat d'une consultation populaire, pourquoi voterai-je ? » En stricte logique rationnelle, il est évident, en effet, qu'un bulletin de vote individuel « n'a qu'une chance infinitésimale d'influencer le résul-

tat du scrutin », note Norma Mayer dans sa présentation. « Et pourtant, ils votent », ajoute Raymond Boudon.

Plusieurs types d'explications ont été développées. La plus séduisante assimile le paradoxe du vote au pari de Pascal : « Même dans l'hypothèse où l'existence de Dieu serait très improbable, mieux vaut parier qu'il existe, car mes regrets seraient immenses s'il existait et si j'avais fait le mauvais choix. » De même, l'influence d'un bulletin de vote n'étant jamais « strictement nulle », l'acte de voter serait donc une précaution peu coûteuse pour couvrir « des risques très improbables ». D'autres explications reposent sur l'idée que l'acteur social serait irrationnel, ou encore que l'acte de voter serait le simple résultat d'un apprentissage social et démocratique.

Toutefois, « on ne voit pas comment on pourrait ignorer que la plupart des gens déclarent voter parce qu'ils ont le sentiment qu'il faut voter », remarque Raymond Boudon. Les gens votent donc parce qu'ils estiment qu'ils « doivent » voter, ce devoir obéissant à des raisons qui ne sont pas d'ordre instrumental, encore moins utilitariste. Autrement dit, conclut l'auteur, « dans certains cas, l'action est guidée par des principes plutôt que par les conséquences qu'elle risque d'entraîner ».

Loin de refuser la boîte de Pandore, toutefois, la démonstration Prouve davantage encore. Car elle se garde de préciser les valeurs sur lesquelles se fonderait cette « rationalité axiologique ». La seule croyance que « la démocratie est un bon régime » est-elle une raison assez solide pour expliquer le vote, sans tenir compte des options idéologiques, des identifications partisans, des passions identitaires, de l'image des candidats. Bref, note Elisabeth Dupoirier, de tout ce qui fait « la spécificité du champ politique ».

Par le trou de la serrure

La loi française, plus restrictive que celle des autres pays développés, est très claire : « Chacun a droit au respect de sa vie privée. » Très claire et parfaitement hypocrite puisqu'elle se garde bien de définir cette fameuse vie privée. Où se trouve la frontière ? Un personnage public attablé à la terrasse d'un café est-il encore en situation privée ? La loi est inapplicable et la justice impuissante, souligne Albert du Roy, en remarquant que les bénéfices des magazines à sensation sont toujours supérieurs au montant de la sanction encourue.

Hypocrisie des journaux, hypocrisie de la justice, hypocrisie d'une partie des victimes... Toutes les photos, toutes les révélations ne sont pas volées, loin de là. Des stars participent parfois activement à la mise en scène de leur vie privée. Traîner un journal devant les tribunaux - pour obtenir des dommages et intérêts, libres d'impôt - n'interdit pas, dans le même temps, de poser pour un autre. « Ce n'est pas leur intimité que les vedettes défendent mais leur image », explique Albert du Roy. Elles veulent bien que l'on parle d'elles, y compris de leur vie privée, mais en choisissant le moment et les modalités. Johnny Hallyday est, paraît-il, le champion toutes catégories de ce déhalinge organisé.

Les magazines à sensation répondent au voyeurisme insatiable du public, qui a besoin de sa dose hebdomadaire de Maaco et de Buckingham, avec quelques zakouskis. Pénétrer dans l'univers des stars, s'asseoir au bord de leur piscine, les surprendre en joyeuse compagnie, c'est vivre par procuration des situations interdites. Notons au passage, sans en tirer de conclusions, que les trois quarts des lecteurs de la presse à sensation sont des femmes.

Faut-il dénoncer le viol de la vie privée ?

Oui, bien sûr, mais en constatant, avec Albert du Roy, que chacun court après l'autre : « Les vedettes après la notoriété, les journaux après le public et le public après les vedettes. » C'est le serpent qui se mord la queue, le carnaval des hypocrites. Par vedettes, il ne faut pas entendre seulement les étoiles du cinéma ou de la chanson. La classe politique et les milieux intellectuels sont atteints, eux aussi, par le virus. Toujours cette idée de se dévoiler un peu, mais pas trop, en choisissant le bon profil et en contrôlant son image. Mais, à partir du moment où l'on met le doigt dans l'engrenage, on est à la merci du système.

Albert du Roy n'a pas écrit seulement un livre divertissant. Mine de rien, il démonte tout le mécanisme d'une communication devenue folle. Sa conclusion est pessimiste. Bientôt, affirme-t-il, la vie privée n'existera plus. Les médias français, qui manifestent jusqu'ici plus de retenue que leurs homologues étrangers, ne pourront pas résister à la pression de la concurrence. Les citoyens sont devenus, à la fois, voyeurs et exhibitionnistes, comme l'illustrent de consternantes émissions télévisées. Nous avons appris à laisser filer les choses, sans nous indigner de rien. Peut-être est-il trop tard pour rétablir la situation.

A défaut de donner des raisons d'espoir, Albert du Roy propose un code de conduite séduisant. L'information, affirme-t-il, ne peut reposer que sur deux principes : la vérité et la légitimité. « Son objectif est d'être le plus conforme possible à la réalité, et donc de s'opposer à toute manipulation. Sa limite est de ne rendre publics les faits que lorsque leur connaissance est légitime. » Cela règle, au moins en partie, l'insoluble question de la vie privée.

politique italien

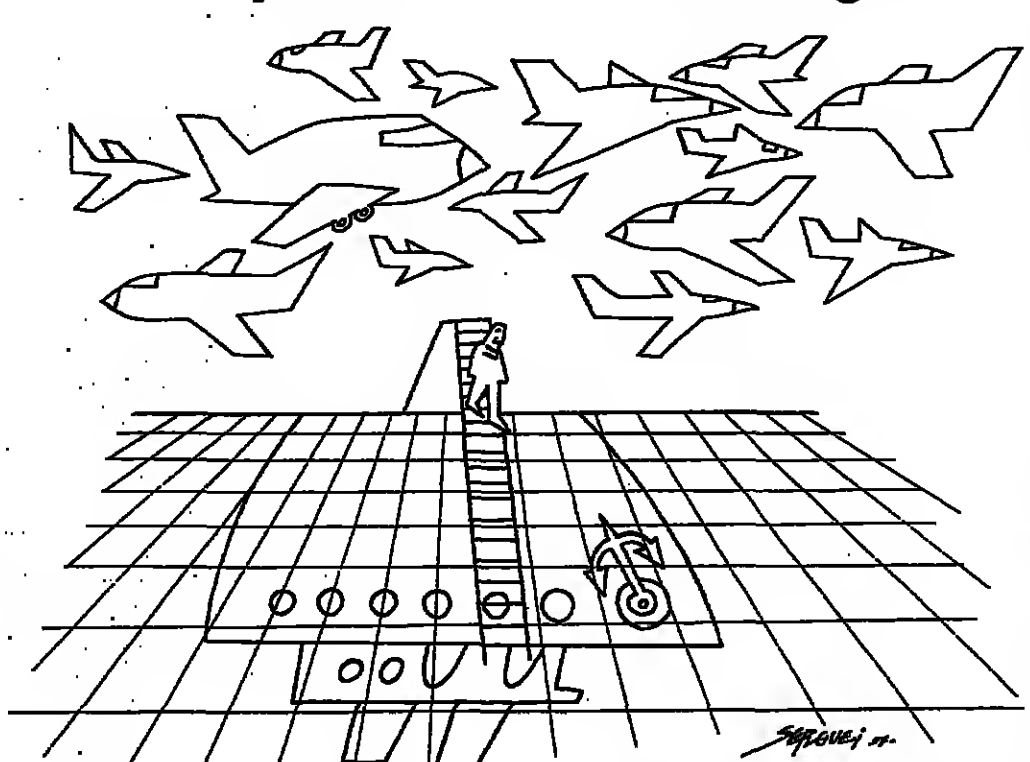
TROIS PHILOSOPHIES
REVISITÉES :
SAINT-SIMON, PROUDHON,
FOURIER
de François Dagognet
Georges Olms Verlag, coll.
« Europaea Memoria »,
172 p.

L'IDÉOLOGIE ET L'UTOPIE
de Paul Ricoeur
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Myriam Revault d'Allonnes
et Joël Roman,
Seuil, coll. « La couleur des
idées », 422 p., 150 F.

LA RECONSTRUCTION
DE L'UTOPIE
de Fernando Aínsa
Traduit de l'espagnol
par Nicole Canto,
préface de Federico Mayor,
éd. Arcantères-Unesco,
198 p., 140 F.

Délirants et
songe-creux, tels
seraient les utopistes.
Mieux vaudrait faire
place au réalisme. Les
contraintes du monde
moderne seraient
insurmontables, etc.
Et si rien n'était
si simple ?

L'utopie est dans les étages



Ricoeur résume l'un des principaux résultats de son enquête : « L'idéologie est toujours une tentative pour légitimer le pouvoir, tandis que l'utopie s'efforce toujours de le remplacer par autre chose. » Tandis que l'idéologie, en cautionnant ce qui existe, favorise la répétition à l'identique du pouvoir, l'utopie s'efforce de désinstitutionnaliser les relations entre les individus, et par là de défaire l'existence même du pouvoir. L'une des conclusions de Ricoeur éclaire la fécondité à venir de la pensée utopique : « A une époque où tout est bloqué par des systèmes qui ont échoué mais qui ne peuvent être vaincus – telle est l'appréciation pessimiste que je porte sur notre temps – l'utopie est notre ressource. »

L'essai de Fernando Aínsa sur *La Reconstruction de l'utopie* s'inscrit dans une perspective très proche, le pessimisme en moins. Cet essai ne se contente pas de dresser un panorama des différents modèles d'utopie conçus ou pratiqués depuis Thomas More, et de mettre l'accent sur les aspects spécifiques de l'histoire latino-américaine. Il constitue aussi un plaidoyer, sobre mais efficace, pour que l'utopie, en ouvrant comme toujours un oeil sur l'horizon des possibles, cesse de fermer l'avenir. Tel est en effet le paradoxe central de cette folle du logis politique : en même temps qu'elle brasse des rêves à foison, elle les fige, les arrête dans leurs moindres détails, les rend tyranniques et carcéraux sous prétexte de régler la liberté au millimètre. Fourier mesurait les portes pour en trouver la largeur idéale. Ce n'est peut-être pas le meilleur moyen de les ouvrir. Il s'agit donc, si l'on veut rendre à l'utopie son rôle de ferment ou de catalyseur, de conserver sa puissance d'ouverture, et d'écartier sa tendance au totalitarisme. La voie à suivre est alors simple à décrire : au lieu d'être le « territoire de nulle part », elle deviendrait « l'espace de partout », si toutefois les cultures, langues, musiques, littératures, philosophies, traditions... trouvaient le moyen de se connaître en se respectant. L'utopie laisserait place à ce qui pourrait s'appeler une « pantopie ». On peut rêver.

Les utopistes et leurs doctrines. On aurait tort, d'ailleurs, de croire que s'opposent si simplement le réalisme plat des politiques sévères et les fantasmes débridés de l'utopie. En relisant Saint-Simon, Proudhon et Fourier, François Dagognet insiste sur leur importance philosophique et sur la nécessité de les prendre au sérieux. Sans doute ces auteurs ne sont-ils pas toujours « présentables ».

Difficile de faire tenir sagement dans la bibliothèque des aventuriers autodidactes, sujets à des revers de fortune aussi bien qu'à des démentels avec la justice... Il est d'autant moins aisé de les rendre universellement corrects qu'ils revendiquent leur étrangéité et font de leur bizarrerie vertu. *« L'homme qui se livre à de hautes recherches de philosophie peut et doit commettre pendant le cours de sa vie beaucoup de folles actions »*, soutient sans vergogne Saint-Simon. Malgré leurs provocations ou leurs égarements, ces extrêmes ont leur utilité, dès qu'il s'agit de scruter la société industrielle, d'en diagnostiquer les tares et de proposer des remèdes. Saint-Simon suggère pour l'Europe un Parlement, la suppression des barrières douanières, une monnaie unique. Fourier imagine pour tout citoyen la création d'un « minimum vital » et propose de constituer une caisse de solidarité. Mais avant tout, selon François Dagognet, « un *corré philosophique* » – une série de quatre traits – rassemble ces penseurs : ils trouvent leurs modèles d'analyse dans les sciences – la physique de Newton, la biologie de Lamarck – ils s'attachent à comprendre les mutations exceptionnelles du travail et

de la technique, ils cherchent les possibilités sociales nouvelles qu'ouvrent ces mutations industrielles, ils insistent enfin sur le nouveau spirituel et sur la religion humaine qui doivent s'ensuivre. Les derniers chapitres de l'ouvrage de Paul Ricoeur, *L'idéologie et l'utopie*, sont également consacrés à Saint-Simon et à Fourier. Leur analyse s'inscrit dans un projet plus vaste, qui a fourni matière à un cours donné par le philosophe à l'université de Chicago (l'ouvrage, publié en 1986 aux Etats-Unis, est ici, traduit de l'anglais) : éclairer la distinction entre idéologie et utopie, relire de manière critique les analyses consacrées par Marx et par Engels tant à la notion d'idéologie qu'aux socialistes dits utopistes, mettre à l'épreuve les analyses proposées notamment par Karl Mannheim.

Leur contrée s'appelle « Nulle Part ». Les citoyens d'un monde meilleur sont toujours de l'autre côté de l'horizon – ailleurs, indéfiniment. Le chemin pour les rejoindre : toujours incertain. On ne possède, pour atteindre la Cité juste, perdue au bout des rêves, aucun indice digne de confiance. Pas même une orientation générale ou un itinéraire approximatif. En fabriquant le mot « Utopie », en 1516, pour désigner l'île imaginaire où s'épanouit, au fil des activités quotidiennes, une société raisonnable, différente et heureuse, Thomas More soulignait que ce pays de Cocagne ne figurait sur aucune carte. Deux racines grecques (« ou », indiquant la négation, et « topos », désignant un lieu) suffirent à l'humanisme pour forger ce terme qui connotait une fortune durable et diverse. « Sans lieu », en fin de compte, n'est pas une vilaine dénomination pour une Cité parfaite. Afin d'organiser autrement le travail, l'emploi du temps, les relations sexuelles, l'éducation, l'architecture, le vêtement, les repas ou le style de la morale... ne faut-il pas, en effet, avoir plus ou moins perdu de vue la réalité ? N'est-il pas nécessaire d'être parti

Science de la couleur

Voici deux ouvrages consacrés à la théorie de la couleur qui prennent tous deux appui sur les travaux de Chevreul et l'histoire de la peinture. De l'un à l'autre, les mêmes textes, les mêmes schémas, les mêmes exemples se retrouvent, coïncidences évidemment inévitables. Pourquoi cette rencontre ? D'abord parce que le sujet est « dans l'air » depuis quelques années. Des expositions l'ont évoqué dans les musées français et étrangers. Des rééditions ont rendu plus aisé la consultation des ouvrages savants qui, au siècle dernier, ont popularisé le contraste simultané et l'harmonie chromatique.

Le propos de Georges Roque est celui d'un historien des notions et des faits (1). Il explique Chevreul. Il détaille sa pensée. Il décrit l'influence directe et indirecte qu'exerça son œuvre sur les peintres – au risque du reste d'en exagérer la portée et de repérer partout des références. Au risque aussi de ne retenir d'une pensée aussi complexe que celle de Baudelaire, ce qui relèverait d'une réflexion sur la couleur au sens strict et technique du terme, alors qu'il semblerait prudent de voir plus large et plus loin.

Guilla Ballas pousse l'analyse vers l'abstraction, vers Malevitch, Mondrian et Kandinsky, tout en s'efforçant de distinguer la couleur qui serait lumière de la couleur qui serait expression (2). L'exercice est difficile. On peut lui préférer l'exposé des doctrines et des pratiques, qui se veut clair, précis et très pédagogique.

Du portrait comme scandale

A propos des masques de cire et des mannequins funéraires, un essai terriblement incisif de Julius von Schlosser, historien de l'art viennois

HISTOIRE DU PORTRAIT
EN CIRE
de Julius von Schlosser.
Traduit de l'allemand et annoté
par Edouard Pommier,
postface de Thomas Medicus.
Ed. Macula, 240 p., 180 F.

Exactement le type de sujet de nature à rebouter l'histoire du portrait en cire, funéraire ou votif, de l'Antiquité jusqu'au siècle dernier. Il semble qu'il n'y ait à en attendre qu'un exercice d'érudition. Pourquoi donc traduire et éditer aujourd'hui ce texte qui parut à Vienne en 1911 ? Pourquoi ? A cause de l'auteur, lequel se nommait Julius von Schlosser. Il se trouve que Schlosser avait, de sa science, une conception très précise et singulière : elle ne l'intéressait que dans la mesure où il en extrayait de quoi fonder une réflexion critique. Les faits ne le tenaient que dans la mesure où ils suscitaient des idées. On sait que cette conception n'est pas celle des historiens de l'art qui se réclament d'un objectivisme et s'interdisent toute tentative d'interprétation.

Le portrait de cire, donc. L'ouvrage, dont la traduction et la présentation bénéficient de la science d'Edouard Pommier, commence par des développements historiques. Epoque romaine, Moyen Age, Renaissance, art des cours européennes aux XVI^e et XVII^e siècles : Schlosser accumule des éléments, moulages posthumes où s'inscrivent les signes des dernières douleurs, effigies inertes aux yeux clos, mannequins fabriqués pour les funérailles, vêtus des vêtements du défunt, assis sur son trône ou allongé sur sa couche. Ceux-ci sont terribles, revenant aux faces modelées avec exactitude, aux yeux de verre ou de cristal cruellement inanimés, aux cheveux faux ou vrais collés dans la cire, laquelle était colorée

afin de donner l'illusion de la vie. Ils sont stupéfiants de vérité et de fausseté.

Longtemps, la coutume est demeurée de commander à des artistes renommés pour leur dextérité ces bustes commémoratifs. Les empereurs à Vienne, le roi à Naples et à Copenhague, le tsar à Saint-Petersbourg, Louis XIV à Paris ont été traités de la sorte, ainsi que des religieux qui s'étaient illustrés par leur vertu et des bourgeois qui proclamaient pour l'éternité quelle prospérité ils avaient acquise. Leurs auteurs étaient considérés. Celui qui exécuta le profil de Louis XIV vers

Julius von Schlosser
Julius von Schlosser (1866-1938) fut conservateur au Kunsthistorisches Museum de Vienne et professeur d'université. Son ouvrage principal, *La Littérature artistique de 1924*, est une somme critique des écrits théoriques et pratiques sur l'art du Moyen Age à la fin du XVIII^e siècle (trad. française, Flammarion, 1984). A ce monument s'ajoutent des recherches sur les cabinets de curiosité, les sources de l'art carolingien, l'art de cour autour de 1400 ou le portrait en cire. Au premier rang de ses disciples figurent Ernst Gombrich, Hans Sedlmayr et Ernst Kris.

1705, Antoine Benoist, fut académicien et ennemi. Il avait obtenu le privilège d'exposer au public ses réalisations les plus réussies : cires du doge de Gènes, des ambassadeurs du Siam, de Moscovie et d'Alger. On y allait comme au spectacle. Selon une gazette du temps, « les figures étaient en pied, habillées, attifées richement selon la manière de chaque pays, parce que les personnes de qualité se piquaient de lui faire présent de leurs plus beaux habits ».

Tels sont les faits et les œuvres, que l'auteur se délecte à étudier, jouant du morbide et du scabreux en Viennois contemporain de Schiele et de Freud. Il observe cependant que cet art, si prisé un moment, a perdu tout son lustre après la Révolution et que les mannequins de cire ne s'exhibent plus désormais que dans les foires, attractions populaires et non plus mémorables aristocratiques.

Il observe encore que ceux qui les fabriquent ne sont plus considérés comme des artistes, mais comme des virtuoses dans un genre déshé et légèrement déplaisant. L'analyse prend alors son ampleur. Elle se fait historique et affronte la question de la démocratisation du portrait et celle de la photographie, que Schlosser introduit en contrepoint.

Elle se fait philosophique quand il suggère que le portrait de cire, inévitablement, est tombé en disgrâce à mesure que gagnait le discours idéaliste néoclassique, qui oppose des formes de beauté à la vérité

livraisons

ARTS

MAX ERNST, Loplop, l'artiste et son double, de Werner Spies
En 1929, Max Ernst inventa Loplop. En 1930, il exposa des collages dans les titres desquels apparaît ce nom. Qui est Loplop ? Un « fantôme portuaire enchaîné à Max Ernst, parfois oïlé, mais toujours de sexe masculin ». Loplop a une vie très bien remplie. Il rencontre de vraies jeunes filles, les surréalistes, l'amour, le vide, la nature. Son activité essentielle est de présentation. « Loplop présente » : ainsi sont dénommés des frottages, des collages, des constructions oniriques. Loplop est donc à la fois devant Max, qui le regarde faire, et derrière lui, en train de se moquer. Il ricane souvent. Il a d'ailleurs le nez pointu, à moins que ce ne soit un bec – Loplop est, partiellement, un oiseau. Werner Spies a reconstitué la chronologie de cette invention, l'analyse en grand connaisseur du surréalisme et montre comment cette créature de désordre et d'équilibre a été précieuse à son inventeur. A la fin du livre, une question se pose : est-ce Max qui a créé Loplop ou ce serait-ce pas plutôt l'inverse ? (Traduit de l'allemand par Claire de Oliveira, Gallimard, coll. « Art et Artistes », 224 p., 156 ill., 150 F.)

Ph. D.

PASSAGES. Une histoire de la sculpture de Rodin à Smithson, de Rosalind Krauss
Quand il parut, voici vingt ans, cet ouvrage avait le grand mérite de proposer une lecture neuve de l'histoire de la sculpture au XX^e siècle. Il rompt avec la chronologie ordinaire et les répertoires d'admiration obligée. Il introduit une continuité assez forte pour relier le *Balzac* de Rodin au minimalisme. Il proposait de Brancusi une interprétation décalée du pathos panthéiste dans lequel elle baigne d'habitude. Il désignait à l'attention les œuvres de David Smith et d'Anthony Caro. Aujourd'hui, ces vertus ont un peu perdu de leur force. Elles osent surprendre plus et, conséquence fatale, les lacunes et les coups de force théoriques se voient trop. Il manque une analyse attentive de Picasso. Le surréalisme souffre d'être analysé trop vite et en surface. Quant au minimalisme, il n'apparaît plus comme l'étape décisive d'une évolution moderne, mais comme un épisode dans ce qui n'est peut-être pas une évolution, mais une histoire bien plus diverse et contradictoire que Rosalind Krauss ne le suggère alors. Restent la vigueur résolue de la pensée, l'ampleur du projet et le souci de comprendre sans séparer théorie et pratique. (Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Claire Brunet, éd. Macula, 320 p., 212 ill., 200 F.)

Ph. D.

Jeux de mots

36 15 LEMONDE

paringer

Qui en dormance préserve son dos, change à son réveil d'orientation. Lit double gigogne. Directoire sur lattes, Miel noir. 2 Matras laine et crin, comme en 1800. Doubles horrores déhaisables, ovale écu, 2 oreillers, 2 traversins.

PRIX DE LANCEMENT : 6 000 F

121, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS
Tél. 01.42.22.22.06 - 01.45.44.07.23
12, rue de la Chaise, 75007 PARIS

(1) *Art et science de la couleur*, de Chevreul et les peintres, de Delacroix à l'abstraction, de Georges Roque, éd. Jacqueline Chambon, 474 p., 240 F.
(2) *La Couleur dans la peinture moderne*, « Théorie et pratique » de Guilla Ballas, traduit de l'allemand par Simone Biron, éd. Adam Biro, 272 p., 190 F.

La France moderne version latine

En étudiant près de deux siècles d'immigration italienne dans la France des Valois et des premiers Bourbons, Jean-François Dubost rétablit la vraie dimension d'un mouvement souvent caricaturé

LA FRANCE ITALIENNE
XVI^e-XVII^e siècles
de Jean-François Dubost.
Aubier, « Histoires », 528 p., 150 F.

Comment peut-on être persan ? La question de l'étrangeté de l'étranger, telle qu'elle se pose au XVIII^e siècle, préfigure peut-être les réflexes de détestation de l'Autre, dont la suspicion révolutionnaire est la première expression juridique.

L'interdiction du théâtre italien en France (1697) pourrait marquer la fin d'une porosité qui admettait Scaramouche et Lull comme sources du « génie français ». En étudiant près de deux siècles d'immigration italienne dans la France des Valois et des premiers Bourbons, Jean-François Dubost rétablit la vraie dimension d'un mouvement souvent réduit à une caricature. Ainsi, autour du drame de la Saint-Barthélemy, quand Ecossais, Lorrains et Italiens se disputent la réalité du pouvoir, il est tentant d'être le bouc émissaire du désastre parmi ces « étrangers ».

Mais la légende noire des Valois a trop servi l'absolutisme pour qu'on la reprenne sans réflexion. Pour comprendre mieux cette France moderne, qui « sans ses Italiens (...) aurait le teint blafard », l'historien s'est penché sur les lettres de naturalité accordées entre 1550 et 1700. En un temps qui ignore décomptes démographiques et préoccupations statistiques, ces documents socialement sélectifs – la lettre permet d'assurer le legs de ses biens aux meilleures conditions, ce qui suppose un avoir conséquent – n'autorisent qu'à dégager des tendances. Quel est le profil-type de l'immigré cisalpin ? Noble, marchand ou détenteur d'un savoir-faire qui le singularise, c'est un homme précieux dont l'apport est déterminant pour la nation qui l'accueille. Cette immigration de luxe – le seul coût du



Détail de « Scaramouche et Harlequin dans la rue » de Claude Gillot (1673-1723).

voyage exchut de l'aventure les plus démunis – dit une supériorité de fait que les Français n'acceptent que le temps de se mettre à l'école de ces hommes de guerre et de cour, ces maîtres d'armes et « soyeux », voltigeurs et financiers, artistes et « ingénieurs », dont ils convoient les secrets. Pour l'immigré, la richesse du royaume, sa quiétude politique qui tranche jusqu'aux guerres de Religion avec les déchirements de la Péninsule, sa forte population, sont autant d'arguments convaincants. Sans oublier au XVI^e siècle la vision « quasi mystique » du Royaume des Lys, élu pour la renouveau mundi (Campanella parle encore des Français comme des « libérateurs du monde »).

Le départ pour la France n'est du reste pas vécu comme irréversible. Liens familiaux et culturels entretenus par une correspondance suivie rendent le voyage de retour tout à fait plausible. Le choix même d'une domiciliation avant tout calquée sur la résidence du protecteur confirme la flexibilité des figures de l'installation. S'il faut absolument dégager une solidarité spécifique dans cette France italienne, c'est du seul côté des liens lignagers et de l'intégration clanique qu'on la décelle. On a beaucoup dénoncé la tentation du népotisme de ces nouveaux venus – cas extrême : l'apôtre cardinal Mazarin, « self-made-man avant la lettre », résume joliment Dubost. C'est qu'on ne répassait pas seul son insertion.

Patronage et clientélisme commandent un service en retour, et il est frappant de constater que la famille – domesticité des Latins – aide à l'immigration quand le clan dynastique la limite.

La puissance économique des Cisalpins s'impose très tôt, lorsque les marchands deviennent les banquiers des souverains. Le prestige culturel éclate au grand jour dès l'accueil de Vinci et Cellini, plus tard de Bemini ou Cavalli, mais aussi avec l'invention italienne des spectacles, populaires ou savants, qui fondent le divertissement moderne. Plus délicate, l'insertion sociale reste la « grande affaire » ; la, le rôle de l'Etat est capital : et encore la noblesse confère aux Italiens choqué-t-elle si l'ascension est rapide. D'où le réflexe sectaire et les vagues de xénophobie du temps des régences (Concini, Mazarin). Le discours haineux, qui multiplie les poncifs, reflète certes un malaise dont la cour est la vraie cible. Mais cette rhétorique de la dénonciation, qui permet une opposition primaire des vertus françaises aux vices étrangers (poison, sodomie, sorcellerie), n'est pas qu'une littérature cathartique, et les dérapages réels, de la violence ordinaire au meurtre rituel collectif perpétré sur le cadavre de Concini, corrigent le bilan largement positif de l'insertion des Italiens dans la France moderne.

Drainant des élites hors pair, cette immigration toujours conquérante a non seulement servi la France en révélant ses richesses et ses aptitudes, qu'elle suit développer, mais lui a aussi permis de construire son identité.

En cristallisant le sentiment national – gallican, monarchique, xénophobe aussi –, la France italienne a fortement contribué à la nationalisation du politique. A l'heure où l'on redoute une perte de l'identité nationale, le travail exemplaire de Dubost est une salutaire invite à dépasser le lieu commun.

Philippe-Jean Catinchi

Le roman Napoléon

Par le biais d'une introspection imaginaire, Max Gallo retrace un destin d'exception

NAPOLÉON
Tome 1. Le chant du départ
Tome 2. Le soleil d'Austerlitz
de Max Gallo.
Robert Laffont, 2 vol. de 416 p. et 352 p., 139 F. chacun.

Solitaire au cœur d'une fresque dont il confisque la vedette ; visionnaire qui se révèle toujours plus exceptionnel. Tel est le Napoléon de Max Gallo. Historien populaire et romancier fécond, l'homme de lettres convie cette année ses lecteurs fidèles à un formidable marathon dont nous sommes déjà à mi-parcours. Des quatre tomes prévus pour retracer la carrière exceptionnelle du parricide de la République, deux sont déjà parus qui permettent de dégager la singularité profonde du regard de Max Gallo. Optant pour l'introspection imaginaire, l'auteur propose de Bonaparte une vision subjective comme on le dit à propos d'une caméra qui se substitue au regard du personnage. Ainsi, Napoléon ne dit pas « je » – comme Hadrien chez Yourcenar – mais tout est fait pour que le lecteur prenne l'évocation méticuleuse et foisonnante d'anecdotes pour, mieux qu'une confidence, une plongée dans la pensée et la perception sensible du héros. Un pari périlleux mais bien fait pour tenter un romancier fêru d'histoire qui a digéré une large part d'une documentation gigantesque en se focalisant sur la voie très étroite de la biographie chronologique.

« Quel roman que ma vie ! » Cette citation mille fois reprise de Napoléon sonne comme un défi que Gallo veut relever en laissant à encore Bonaparte être le seul prisme critique convenable, comme pour justifier cette auto-évaluation lapidaire que la mythologie napoléonienne, toujours active, ne cesse d'entourer. Ouvrant cette épopée par un retour du héros sur son enfance, lorsque le nouvel empereur descend en Italie

ceindre la couronne des rois lombards, Gallo résume : « Le passé ne sert qu'à inventer l'avenir. » Et d'emporter le lecteur dans une foule de recoins psychologiques que le corpus inépuisable des témoignages, plus ou moins tardifs ou controuvés, permet de légitimer. Ce montage, qui ne heurtera pas les tenants du récit historique, laisse plus sceptique l'historien, qui écoute moins volontiers certains échos d'une fiabilité contestable on trop tardivement enregistrés pour éviter l'erreur de parallaxe. Qui connaît la fin de l'aventure, voire l'amorce du mythe, ne peut être exempt d'arrière-pensées. On regrettera aussi la fascination de Gallo pour le tempo d'une carrière qui l'éblouit. L'âge – année et mois – revient comme une obsession, pour mesurer le rythme du parcours. Si le sens de la scène à faire, du dialogue à réenvisser, rend indulgent envers les prophéties, faciles pour qui connaît l'issue, et les saynètes légendaires (le jeune officier digérant le Code justinien en une nuit passée aux arêtes, par exemple), on a plus de mal à croire à un Bonaparte républicain dès Brienne, ou à un rapport humain si peu nuancé avec Pascal Paoli.

Qu'importe, sans doute ! Ce Napoléon n'est pas pour les puristes – aucune source, aucune référence n'est donnée – mais pour les amateurs d'histoires vraies, avec la sympathie enthousiaste et l'énergie chaleureuse que le genre commande. On attend avec intérêt la phase des revers pour comprendre la place de l'empereur dans la mythologie personnelle de Gallo, entre Jaures et Robespierre, Garibaldi et Rosa Luxemburg.

Ph.-J. C.
Signalons, de Lucien Regembert, *Napoléon à dix*, recueil d'aphorismes, citations et opinions (Les Belles Lettres, 478 p., 245 F.) et la réimpression bienvenue du *Bonaparte* (1910) de Montgoulli, illustré par Job (éd. J&D, 96 p., 120 F.).

La Révolution et le rejet de l'étranger

Universelle dans son projet, la France de 1789 a réservé peu à peu la vie civique aux nationaux. Un paradoxe auquel s'est attachée Sophie Wahnich

L'IMPOSSIBLE CITOYEN.
L'étranger dans le discours de la Révolution française
de Sophie Wahnich.
Albin Michel, 416 p., 150 F.

Le 3 août 1793, la Convention adopte le décret suivant : « Les étrangers qui obtiendront un certificat d'hospitalité seront tenus de porter au bras gauche un ruban tricolore sur lequel sera tracé le mot hospitalité et le nom de la nation chez laquelle ils sont nés. » Une année plus tard, les Anglais sont accusés de crime de lèse-humanité et Barère propose à la Convention un décret selon lequel « il ne sera fait aucun prisonnier anglais ou honnête ». Dans les faits, ces tentatives ne furent pas appliquées. Cependant, dans chaque municipalité des listes d'étrangers furent établies et publiées, et les citoyens français encouragés à dénoncer comme suspects les étrangers qu'ils connaissaient.

Ces décisions, cette suspicion forment une énigme à l'intérieur du processus révolutionnaire. Le paradoxe est là : l'étranger est peu à peu exclu de la vie politique, voire menacé et pourchassé, sans que l'on remette en question l'horizon d'universalité du projet révolutionnaire. Le livre de Sophie Wahnich se tient au cœur de cette énigme et retrace discours et textes hantés par ce paradoxe de l'étranger, tout en les plaçant en situation d'être compris dans le cours de l'événement révolutionnaire. Quand et comment la Révolution s'est-elle « oubliée elle-même » à propos des étrangers ? Est-ce une conséquence directe de l'entrée en guerre, au printemps 1792, ainsi que l'avait défendu Albert Mathiez dans les années 20 ? Ou un retournement beaucoup plus politique, la notion d'étranger se superposant peu à peu à celle de suspect ? Comment les révolutionnaires peuvent-ils parvenir à légitimer cet indéniable retournement de

principes ? Comment ouvrent-ils la porte aux dérives que le concept d'étranger provoquera tout au long du XIX^e siècle lorsqu'une volonté de totale maîtrise de leur présence sera exigée des puissances qui nous gouvernent ? Etranger, donc suspect : l'impossible citoyen tente de cerner les traits de cette équation terrible.

TERREUR DU COMPLICITÉ

Mais comment parler d'amitié face à un univers conjuré ? Dès 1792 la France en guerre se jette dans une impossible lutte face à l'Europe entière, dont elle sera exsangue. La déclaration de paix au monde énoncée par l'Assemblée constituante en mai 1790 change alors radicalement de nature. Elle était un espoir, une vision prophétique, accordant secours aux peuples opprimés, et lorsqu'elle est renouvelée en novembre 1792, elle devient un appel martial lancé dans l'urgence des premières défaites, proclamant la souveraineté des peuples chez qui la Révolution porte la guerre. La République cherche en fait simplement des alliés au sein des pays qu'elle combat. Le concept d'amitié perd dans cette bataille son universalité. Les hommes ne sont plus frères, seulement de bons et de mauvais étrangers. Très vite, pourtant, les « bons » seront suspects au nom de la peur des « mauvais », de leurs incessants complots, de l'« argent de l'étranger » qui viendrait corrompre les faibles et souiller les républicains. Dès lors, les bons étrangers ne sont qu'un masque destiné à protéger l'immense complot qui menace, et la notion se superpose avec celle de suspects, pierre angulaire du système de la Terreur. Au printemps 1794, on finit même par exclure de la Convention Paine et Cloots.

Mais le grand mérite de l'enquête menée par Sophie Wahnich consiste à ne pas s'en tenir à cette explication conjoncturelle de l'exclusion des étrangers de la vie civique. Dans cette optique, ce serait

comme malgré elle que la République aurait été contrainte de placer les étrangers au ban de la société politique. Malgré elle, peut-être, mais malgré tout selon un schéma plus théorique que conjoncturel : c'est par ses principes mêmes, par sa vision de l'espace et du temps universels, que la Révolution a sécrété l'exclusion de l'étranger. En effet, si la patrie française se situe brusquement, grâce à la Révolution de 89, en avance du temps historique normal, si elle incarne au présent, comme un miracle et une prophétie, la libération future du genre humain, les étrangers vivant en France deviennent autant les témoins d'un avant que les représentants d'un ailleurs. Ils sont donc, par nature, doublement suspects, vis-à-vis du temps et de l'espace réels où se joue le destin de l'humanité. En décrivant ainsi les Français comme le peuple acquiesçant d'un coup à la capacité à devenir hommes universels, la Révolution tente de défaire le couple Français/étrangers pour lui substituer le couple humanité civilisée/sauvagerie. Devenir homme, ce serait alors cesser d'être ces sauvages en politique que sont les nobles, les despotes et tous ceux qui vivent dans l'« esclavage » et la « superstition ».

Mais cette vision politique de l'univers s'est progressivement retournée contre la figure de l'étranger, devenue le symbole non seulement de l'ennemi en guerre mais aussi de la barbarie politique. D'où l'appel lancé par la Convention à massacrer les Anglais. L'exclusion de l'étranger est donc une mesure politique. C'est la conclusion tragique de ce livre. Et c'est bien sûr là que Sophie Wahnich, courageuse et lucide, pose de brûlantes questions : le laboratoire d'idées révolutionnaires, sans donner de réponse univoque, nous convoque à relancer les dés de l'universalité et à repenser, encore et toujours, la question de la citoyenneté des étrangers de France.

A. de Ba.

La médecine antique auscultée

A travers l'expérimentation, Mirko Grmek montre les progrès mais également les limites et les blocages conceptuels de la science médicale

LE CHAUDRON DE MÉDÉE.
de Mirko D. Grmek.
Institut Synthelabo, coll. « Les empêcheurs de penser en rond », 184 p., 84 F.

L'histoire des sciences souffre d'un tel désintérêt chez la plupart des amateurs d'Antiquité que l'on doit se réjouir de voir paraître ce petit livre très accessible, qui, à travers l'exemple précis de l'expérimentation, nous fait toucher du doigt les progrès, les limites, les retours en arrière et les blocages conceptuels de la science médicale grecque. Associée à la philosophie et donc à la morale, la médecine ne cesse de s'interroger sur ses méthodes. D'une expérimentation par analogie au rationalisme ou au pragmatisme, la science antique ne peut se résoudre à abandonner l'esprit de système. D'où des découvertes interprétées de façon contradictoire, ou des bévues expérimentales surprenantes admises sans sourcilier par les plus grands esprits. Plus encore, les médecins ont été peu nombreux à placer l'expérimentation au-dessus de toute autre conduite scientifique. L'autorité des savants supplante l'expérience.

Ce blocage intellectuel découle aussi du souci constant de morale. La dissection du cadavre apparaît à beaucoup comme un désordre inutile puisqu'elle ne permet pas d'observer le fonctionnement réel des organes. Quant à la vivisection sur les humains – fussent-ils des condamnés à mort –, elle relève le plus grand nombre : on y recourt lorsque le caprice du prince l'impose, mais jamais au nom du progrès de la connaissance. Même la dissection à vif des animaux reste marginale : Galien répugne à utiliser des singes, trop humains, et se contente de porcs et d'agneaux. L'obstacle n'est pas seulement moral. En plus du caractère rudimentaire de l'instrumentation, la croyance en un certain relativisme

interdisait de tirer des lois générales d'observations particulières et, souvent, étrangement contradictoires. Du même coup, les savants de l'Antiquité n'ont guère admis que la physiologie soit identique chez tous les sujets d'une même espèce et imaginaient ré-

soudre par des variations de la nature humaine les observations diverses qu'ils avaient accumulées.

Un passionnant exposé méthodologique qui aide à comprendre la relative stagnation de la connaissance médicale

Maurice Sartre

CHRISTEL PEYREFITTE

DES RIDES À L'ÂME

Avant-propos de Bella Cohen, Pascal Perrineau et Jean-Marie Rouart



GALLIMARD

Freud dans le texte

سكان الجزائر

L'EDITION
FRANÇAISE

Moins de romans à la rentrée. Selon le magazine professionnel *Libres hebdo*, les éditeurs semblent décidés à freiner la tendance à la surproduction, largement responsable de la crise du livre. Ainsi, 438 œuvres de fiction françaises et étrangères seront en librairie à l'automne, soit 62 de moins qu'en 1996 où avait été atteint un chiffre record pour la rentrée. Parmi elles sont recensés 270 romans français (contre 296 en 1996) et 139 romans étrangers (contre 193). Les premiers romans sont aussi moins nombreux (63 contre 74). Les maisons d'édition sont également moins nombreuses, puisque 87 maisons se répartissent la production littéraire de la rentrée, contre 96 l'an passé.

100 000 livres pour les bibliothèques. Les éditeurs français, par l'intermédiaire des associations de quartiers et avec l'aide de nombreux partenaires, se mobilisent en faveur de jeunes de quartiers défavorisés en leur offrant 100 000 livres neufs pour lire en vacances. Dans près de 150 villes de France, aux mois de juillet et août, l'opération « Un livre pour l'été » concerne les jeunes âgés de treize à dix-huit ans.

Accord sur la photographie. Un accord entre la Bibliothèque nationale de France (BNF) et le Centre français du copyright (CFC) prévoit la mise à disposition d'appareils de reprographie dans l'enceinte de la BNF et l'observation pendant un an des documents utilisés, afin de déterminer une redevance aux éditeurs et aux ayants droit. Cet accord pourrait servir d'alternative de référence aux autres bibliothèques.

Sur le corps. Le *Self*, *Les Larmes*, *Le Sommeil*, *La Main*: tels sont les premiers titres de la nouvelle collection intitulée « Grains de beauté » et dirigée aux éditions Alternatives par Jacqueline Kelen, également auteur des textes. Ces petits livres bleus, à 69 francs, invitent à une approche lyrique du corps, évoquant les mythes et les symboles qui s'y attachent.

Pour les quarante ans de Gaston. En publiant une édition spéciale comprenant l'intégrale des aventures de Gaston Lagaffe, les éditions Dupuis célèbrent le 40^e anniversaire de l'apparition dans les pages de *Spirou*, en 1957, du célèbre personnage créé par André Franquin, faux innocent farfouillé à la mine alourdie et aux inventions catastrophiques. L'ensemble est constitué de 18 albums de 48 pages et de 40 francs, intitulés *Gaston* et numérotés de 1 à 18, reprenant dans l'ordre chronologique l'intégralité de la série éditée précédemment en 16 volumes numérotés de 0 à 15. Le dernier album, *Gaffe à Lagaffe*, avait paru en novembre 1995, un an avant la mort de Franquin, le 5 décembre 1996.

Polar et politique. Les Editions de la Table ronde ont lancé une série policière intitulée « Départements » et dont le héros, Dorval, un journaliste désabusé au flair infatigable, mène l'enquête sur des crimes commis dans chacun des 97 départements français, en 97 polars publiés au rythme de 8 titres par an. L'auteur en est Antoine Delafente, pseudonyme d'un haut fonctionnaire proche de l'Elysée, selon le PDG de la Table ronde, Denis Tillinac, qui est également représentant de Jacques Chirac pour la francophonie. Parmi les premiers titres parus (49 francs chaque) : *Pouilly fumé* (Nièvre) ou *Les Enragés du Luberon* (Var).

Prix littéraires. Le prix Louis-Guilloum a été attribué à Pierre Michon pour *La Grande Beune* (Verdier) ; le prix de poésie Wallonie-Bruxelles/R. Frèche à Franck Venaille ; le prix des Amis du scribe à Alessandro Baricco pour *Soie* (Albin Michel), lequel obtient également le XX^e prix Relais H du roman d'évasion ; les prix Mousquetaire à Benoît Duteurtre dans la catégorie roman pour *Drôle de temps* (Gallimard) et à Chantal Delsol dans la catégorie essai pour *Le Souci contemporain* (Complexe) ; le prix Henri-Queffelec à Hervé Hamon pour *Besoin de mer* (Seuil) ; le prix de l'édition poétique à Alain Lelevre pour *Maisie chorégraphie de la danse* (éd. Claude Gaudand).

Précision
Dominique-Antoine Gidon, qui doit prendre ses fonctions chez Flammarion en septembre (« Le Monde des livres » du 11 juillet), n'y sera pas seulement responsable des essais et documents, mais directeur du département de littérature générale, conseiller spécial de la direction pour le développement éditorial.

Vie et mort de l'empire français

Denoël publie le sixième et dernier volume de « L'Aventure coloniale de la France ». Dirigée par Bernard Lauzanne, cette collection embrasse cinq siècles, de François I^{er} à Charles de Gaulle

Prinjet au long cours, « L'Aventure coloniale de la France » touche aujourd'hui au port. Six volumes de cette collection ont paru chez Denoël, sous la direction de Bernard Lauzanne qui fut directeur de la rédaction du *Monde* de 1978 à sa retraite en 1983. Journaliste, il a suivi de près les événements qui ont abouti à la décolonisation de l'empire français. Au début des années 80, les passions apaisées, l'heure lui a semblé venue de revisiter le passé, en toute sérénité. L'entreprise a pris corps en 1986 avec la parution d'un premier ouvrage. Elle est maintenant achevée depuis la publication de *L'Empire des rois (1500-1789)*, de Philippe Haudrère, le premier de la collection si l'on s'en tient à la chronologie.

L'odyssée s'étend sur cinq siècles, de François I^{er} à Charles de Gaulle. Elle mêle les intérêts du commerce à des prétentions civilisatrices. Le missionnaire religieux et le fonctionnaire colonial, le négociant, le colon et l'aventurier symbolisent cette France du grand large, pommé et soupape de la métropole.

Au commencement, raconte l'auteur de *L'Empire des rois*, la France s'est laissée distancer par les Espagnols et les Portugais, déjà installés au Pérou et au Mexique, à Goa et au Brésil. Leur domination sur l'outre-mer est

d'autant moins explicable que le royaume de France est alors l'un des plus peuplés et des plus riches d'Europe. Mais ce retard ne dure pas. Jacques Cartier s'établit au Québec au milieu du XVI^e siècle. Il est le premier d'une riche lignée de colonisateurs français qui donneront à la monarchie et à la République les mythes de leurs ambitions. A son apogée, au début du XIX^e siècle, la France d'outre-mer est vaste comme vingt-trois fois la métropole et compte 110 millions d'habitants.

Il ne fallait pas moins de 2 700 pages pour conter, en six tomes et à cinq voix, cette histoire glorieuse qui ne fut pas sans ombres. Le choix des auteurs mêle des universitaires (Philippe Haudrère, Jean Martin) à des journalistes et hommes de plume (Gilbert Comte, Paul-Marie de La Gorce, Jean Planche). Aux premiers d'expliquer le passé, aux seconds, la période contemporaine.

Le découpage fait la part belle (quatre volumes sur six) aux années qui vont de 1871, naissance de la III^e République, à 1962, date de l'indépendance de l'Algérie. Elles voient surgir puis s'effriter le débat sur l'utilité et la légitimité de l'aventure coloniale. En trois décennies les Français vont changer de point de vue. Ils passent de l'exaltation patriotique, que symbolise l'immense succès de l'Exposition coloniale

de 1931, au fatalisme sinon à l'indifférence. Ils seront quasi unanimes à approuver en 1962, par référendum, l'indépendance de l'Algérie, dernier fleuron de l'empire français.

« LA PLUS GRANDE FRANCE »
La France fut colonisatrice. Les Français furent-ils colonialistes ? Jusqu'à la première guerre mondiale, ils ne sont qu'une minorité à s'intéresser à ces territoires lointains que bien peu sont capables de situer sur un planisphère. La conviction que la puissance de la France repose sur ses possessions du grand large s'ancre peu à peu dans l'opinion au cours des années noires, de 1914 à 1918. L'apport des colonies, en hommes et en matières premières, passe, la victoire acquise, pour avoir été déterminant. Aux troupes coloniales et à leurs régions d'origine, la France reconnaissante accorde alors sans marchander l'intérêt qu'elle leur avait toujours refusé.

Cette « plus grande France » qu'exalte l'Exposition coloniale va jouer un rôle décisif lors de la reconquête de la mère patrie envahie par les nazis. Tout concourt en ces heures tragiques à resserrer les liens entre la métropole et l'outre-mer : l'épopée de la 2^e DB partie du Tchad, l'installation en 1943 à Alger du chef de la France libre, l'enrôlement en nombre des Français d'Afrique du Nord dans

l'armée de libération. Comme en 1918, les Français se convainquent que leurs possessions lointaines ont été une bouée pour la métropole et que, forgé dans l'épreuve, leur destin est commun.

Au lendemain de la Libération, la France, amputée d'elle-même pendant quatre ans, est de tous les empires coloniaux le moins disposé à admettre l'émancipation de son outre-mer. Après Paris et Strasbourg, la reconquête de Saigon par les soldats de Leclerc marque symboliquement que l'empire est un. Personne n'y trouve à redire, sauf Ho Chi Minh et ses compatriotes vietnamiens qui, au nom des idéaux de la Révolution française, exigent de la France qu'elle s'en aille.

Cette *Aventure coloniale de la France* se veut accessible à tous. Elle n'a pas les mêmes prétentions scientifiques que l'excellente *Histoire de la France coloniale*, rééditée il y a peu par Pocket en trois volumes. Mais elle est un outil de référence utile. Iconographie soignée, cartes, index, bibliographies et tableaux synoptiques, rien n'a été négligé pour orienter les lecteurs dans le dédale des événements qui leur sont narrés et pour enrichir leur réflexion.

Les annexes, nombreuses, recèlent des trésors. Elles incitent à rapprocher les « Conseils pour tenir les esclaves en bonne santé » (1770) d'un appel du général Mas-

su enjoignant à la population européenne d'Algérie de « renoncer au tutelage » des musulmans (1957). Deux siècles séparent ces deux instructions. Elles dénotent pourtant une même mentalité. Tutoiement ou commerce des *Noirs*, la colonisation a toujours été entachée d'un péché originel, la négation de l'Autre.

Denoël, qui a soutenu cette entreprise éditoriale du début à la fin, ne tourne pas la page. Dirigée elle aussi par Bernard Lauzanne, la collection « Destins croisés » continue d'accueillir des ouvrages, thématiques ceux-là, sur la colonisation française. Elle compte à ce jour une vingtaine de volumes dont le récent *Partage de l'Afrique (1880-1914)* d'un Néerlandais, Henri Wesseling. Le filon est si riche qu'il est loin d'être épuisé.

Bernard Le Gendre

* Philippe Haudrère, *L'Empire des rois (1500-1789)*. Jean Martin, *L'Empire naissant (1789-1871)*. Gilbert Comte, *L'Empire triomphant (1871-1936)*, volume 1 : Afrique occidentale et équatoriale. Jean Martin, *L'Empire triomphant (1871-1936)*, volume 2 : Maghreb, Indochine, Madagascar, Iles et comptoirs. Paul-Marie de La Gorce, *L'Empire courtisé (1936-1946)*. Jean Planche, *L'Empire embrasé (1946-1962)* (éd. Denoël, 240 F. chaque volume et 270 francs pour *L'Empire des rois*).

« Limelight » tire sa révérence

Nous ne sommes pas du tout tristes. Bruno Chibane, animateur d'une des expériences les plus originales dans le domaine de l'édition culturelle, n'a pas l'air d'un vaincu. Pourtant *Limelight*, la revue qu'il a créée, vient d'annoncer sa disparition. « La revue a été ce que nous avions rêvé, elle a évolué sans cesse, on arrête parce que ses principes mêmes d'existence bloquent à présent son développement », affirme Chibane. Issu d'une association elle-même liée à un club de Strasbourg, ce mensuel d'abord à vocation régionale se sera inventé durant ses cinq années d'existence une identité singulière.

Ni revue de cinéma au sens strict (les autres arts y occupent un volume équivalent) ni magazine culturel (le compte-rendu de l'actualité, sans en être absent, n'a jamais été sa règle), *Limelight* et son format à l'italienne s'étaient construits une image faite de convives stables (avec le cinéaste et critique André S. Labarthe, avec le photographe Patrick Messina, avec le scénariste Jean-François Fieschi), d'innombrables rencontres, d'attention au graphisme, de parole donnée dans des formes inhabituelles. Avec deux caractéristiques supplémentaires, la gratuité (rendue possible par la publicité et le sponsoring) et l'ancrage régional. Malgré la mise en vente dans quelques librairies amies du reste de la France et un petit pactole d'abonnés attirés par la qualité de la publication, ce sont évidemment les problèmes financiers qui ont fait du numéro 60, celui de juin 1997, la dernière livraison.

Celle-ci s'accompagne de la parution de *Flotilge*, qui réunit quelques-uns des meilleurs textes publiés par la revue et de nombreux inédits. Godard et Sollers, Kenneth Anger et Sophie Calle, Allen Ginsberg et Raymond Depardon, Ingrid Caven, Francesca Woodman et Armand Gatti figurent à son générique ainsi qu'une interview au vitriol de Paul Gegauff sur les fondateurs de

la nouvelle vague, enregistrée par Jean Eustache à la fin des années 60. Un bel objet, riche sans arrogance, et exemplaire de l'esprit *Limelight* fondé sur les affinités électives, les associations et capillarités entre thèmes, entre artistes, entre regards. Cette publication participe du phénomène qui fait que l'arrêt de parution de *Limelight* n'a rien d'un avis de décès. La revue est devenue, en cinq ans, le cœur d'une nébuleuse d'interventions (projctions, débats, expositions, publications) dont ses responsables veulent faire le ressort de leur future activité.

Un centre de celle-ci, l'édition, à l'enseigne de Ciné-fils (formule empruntée à Serge Daney). Deux petits livres de Labarthe, le cahier de tournage de son film sur Georges Battaille et un recueil de notes et aphorismes, viennent de paraître. Ils succèdent notamment à *Remontres*, de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, ou à deux petits ouvrages consacrés à Jacques Tati par Fieschi et Emmanuel Abela. Après la recapitalisation, devoir de l'été sinon de vacances, Bruno Chibane annonce d'autres publications sur le même modèle (gout pour les fragments, les idées réactives, qualité et originalité dans la facture), dont un livre consacré à Gégauff, personnalité mal connue, mal embouchée et percuse de talents du cinéma français des années 50-60. Sans renoncer aux périodiques pour autant : l'équipe de *Limelight* publiera à partir du 10 septembre un mensuel culturel plus classique, consacré à l'actualité en Alsace, Polysérine, et, « sur le modèle de *Flotilge*, mais avec uniquement des inédits, entre deux et quatre livraisons annuelles, selon que nous trouverons ou non des partenaires ».

Jean-Michel Frodon

* *Flotilge*. *Limelight* (158 p., 34 F.). *Bataille de la part de vue* d'André S. Labarthe, *Limelight*, Ciné-fils, Les Films du Bief (66 p., 99 F.). *Corps perdus, évanescence* d'André S. Labarthe, *Limelight*, Ciné-fils, (68 p., 89 F.).

A L'ETRANGER

Bon écrivain, mauvais mari

Après le beau livre qu'a écrit Claire Bloom (*Leaving a Doll's House*, « Le Monde des livres » du 25 octobre 1996) où elle raconte sa vie de femme aux côtés de Philip Roth, c'est au tour de l'une des ex-femmes de Norman Mailer : il a été marié six fois... Adèle, de dire les difficultés d'une relation amoureuse avec un écrivain. Elle aussi aimait son mari et il l'aimait, mais la dépression et l'alcoolisme ont eu raison de l'amour. A soixante-douze ans, elle a écrit un livre, *The Last Party: Scenes from my Life with Norman Mailer*, où elle raconte comment il a failli la tuer à coups de couteau (agression pour laquelle il n'a été condamné qu'à cinq ans de prison avec sursis - parce qu'elle s'était juré pour que leurs enfants n'en souffrent pas trop) et comment, en fait, c'est lui qui a fait figure de victime, comment en dépit d'autres violences, d'adultères répétés, elle a supporté de continuer à vivre avec lui parce qu'elle buvait et ne savait pas quoi faire, parce qu'elle aimait être « Mrs Norman Mailer ». Triste histoire.

ROYAUME-UNI : ENFANT ECRIVAIN
Parce qu'à dix ans, il sait à peine lire et écrire, un petit garçon anglais, Jacob Connors, a dicté à son institutrice l'histoire du *Quebury*, personnage qu'il a inventé, une créature aux bras en forme de banane, au long menton pointu et qui aime bien jeter des saucisses à moitié dévorées sur les gens. Le livre a été publié et est utilisé dans les écoles pour des exercices d'acquisition du langage.

ÉTATS-UNIS : CRISE DU LIVRE
Une étude conduite par le Book Industry Study Group (qui dépend des éditeurs) montre que les ventes de livres pour adultes, tant en édition générale qu'en poche, ont chuté de 5,3 % en 1996. Le taux de retour en provenance des libraires est en moyenne de 35 %, y compris pour des titres sur lesquels les éditeurs avaient beaucoup misé. Le marché devrait toutefois se stabiliser l'an prochain. Pour Larry Kirshbaum, président de Warner Books, « les ventes ont été gonflées artificiellement par l'arrivée des superstores, ce qui a conduit les éditeurs à réduire à présent leur production et les détaillants à se montrer plus efficaces ». Cependant, selon le même rapport, si la diminution du nombre de titres publiés peut permettre aux éditeurs d'améliorer leurs profits, cela n'aura pas forcément d'effet sur les ventes. Par ailleurs, les ventes de livres pour enfants connaissent une forte progression (8,8 %) et celles des livres religieux ont augmenté de 5 %.

LIVRES DURS POUR ADO
La sélection de livres pour jeunes de 13 à 16 ans en compétition pour la Carnegie Medal a attiré l'attention sur les thèmes souvent très durs abordés actuellement dans la littérature pour la jeunesse. Pour beaucoup, il semble inutile de donner à lire aux enfants des œuvres déprimantes, mais d'autres défendent ces livres, car certains, comme *Just de Melvin Burgess* (qui a obtenu en mars 1997 le Guardian Children's Fiction Prize), sont formidables : c'est l'histoire de deux jeunes fumeurs, un garçon et une fille, qui se trouvent pris entre la drogue et la prostitution. Mais c'est aussi un roman d'apprentissage de la vie et de l'amour et de la difficulté d'être. *Stone Cold* de Robert Swindells, qui a obtenu le Carnegie en 1993, abordait déjà un thème similaire, on jeune fumeur poursuivi par un serial killer. Dans *Tenderness* de Robert Cormier, c'est une jeune fumeuse qui s'attache à un jeune tueur. Tous ces livres vont au-delà de la violence gratuite et mettent en perspective l'amour, la réalisation personnelle, l'espoir.

AGENDA

Du 11 juillet au 2 août. THÉÂTRE. A Avignon, au Cloître Saint-Louis dans le cadre de l'exposition « 1947-1997, 50 ans de théâtre à travers le Festival d'Avignon », l'Institut national de l'audiovisuel fournit des documents sonores pour l'illustration audiovisuelle de l'exposition. Et le vendredi 25 juillet à Saint-Louis d'Avignon de 10 heures à 18 heures, le Centre national du théâtre organise une journée d'information et de travail ; de nombreux professionnels ont été sollicités dont Danielle Chantereau, conseiller aux affaires culturelles de l'INA, qui animera ces débats (rens. : 01-49-85-26-71).

Du 4 juillet au 31 août. POÉSIE. A Marseille, le Centre de la Vieillesse accueille une exposition consacrée au poète originaire du Chili Guillermo Desler, édité en Allemagne après le putsch de 1973. (rens. : Centre international de poésie de Marseille au 04-91-91-26-45).

Du 19 au 26 juillet. COLLOQUE. A Cuba, le musée La Viga a invité une centaine de spécialistes d'Ernest Hemingway à une rencontre

dans la propriété où l'écrivain a passé vingt-deux ans et qu'il a quittée en 1960 à la suite de pressions américaines. Les participants au colloque réfléchiront notamment à l'influence afro-cubaine dans l'œuvre de Hemingway.

Du 24 au 26 juillet. COLLOQUE. A Amsterdam, l'Association internationale Walter Benjamin organise un colloque consacré à l'essayiste sur le thème « Perception et expérience dans la modernité » (rens. Amsterdam : 00-31-20-6226762 et Paris : 01-34-13-24-37).

Le 2 août. POÉSIE. A Villar-en-Val, « La Grande Deltbellierie » édition 97 propose un sentier pédestre dans la forêt, à la découverte de la maison natale de l'écrivain Joseph Delteil. Au cours de la journée, rencontres et dédicaces dans le parc du château avec Claire Coumli, Simone Salgas, Jean-Louis Malves et Claude Cals et à 21 h 30 concert de Jules Beaumane et ses musiciens « 20 ans depuis 40 ans » (renseignements-réservations au 04-68-24-02-96).

Du 28 au 31 août. FRANCO-PHONIE. Au canton de Payrac (Lot), septième rencontres internationales francophones organisées par l'Association des écrivains

de langue française que préside Edmond Jouven. Thème : « Les chefs d'Etat écrivains en pays francophones ». De nombreuses personnalités sont attendues, notamment Valéry Giscard d'Estaing, Pierre Messmer, Roland Dumas, Xavier Deniau, Jean-Jacques de Peretti, Martin Malvy, Edem Kndjin et Charles Helou. (rens. : 05-65-37-99-84).

Le 30 et 31 août. MONTAGNE. A AUBRAC. Quatrième rencontres des « Ecrivains déchu-vireux de montagnes ». Des expositions, films, conférences et Val, « La Grande Deltbellierie » édition 97 propose un sentier pédestre dans la forêt, à la découverte de la maison natale de l'écrivain Joseph Delteil. Au cours de la journée, rencontres et dédicaces dans le parc du château avec Claire Coumli, Simone Salgas, Jean-Louis Malves et Claude Cals et à 21 h 30 concert de Jules Beaumane et ses musiciens « 20 ans depuis 40 ans » (renseignements-réservations au 04-68-24-02-96).

Du 28 au 31 août. FRANCO-PHONIE. Au canton de Payrac (Lot), septième rencontres internationales francophones organisées par l'Association des écrivains

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE